

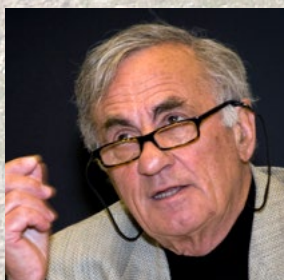
Réinventer la démocratie • Zone critique : les sols • Grand Nord

Science & Société

enquête

**Vis-à-vis du changement global,
nous sommes tous des Inuit**

Grands entretiens



Jacques Testart
Critique de Science

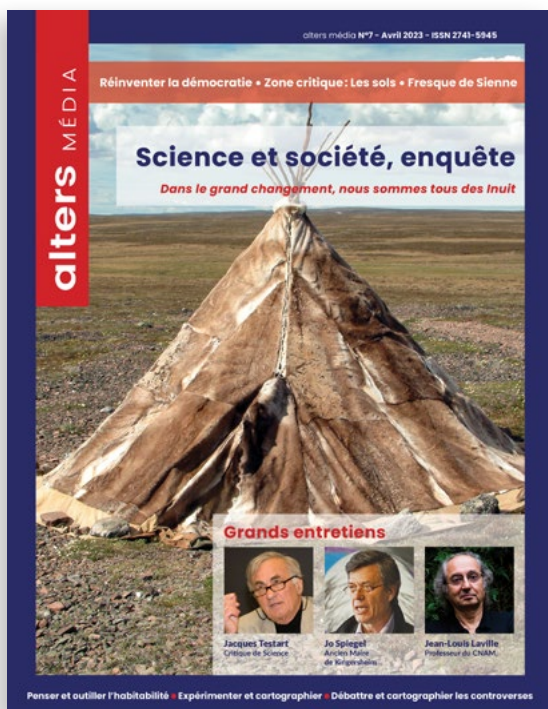


Jo Spiegel
Ancien Maire de Kingersheim



Jean-Louis Laville
Professeur du CNAM,

CONDITIONS COMMERCIALES 2023



Alters Média devient biannuel

Une Newsletter de 4 pages
sera publiée mensuellement
à partir de septembre 2023

Abonnement papier 1 an

60 € en France Métropolitaine
(70 € hors France métropolitaine)

Abonnement numérique 1 an (internet et newsletter seuls)

30 €

Abonnement papier + numérique 1 an

75 € en France Métropolitaine
(85 € hors France métropolitaine)

Chaque numéro de la revue

30 € en France Métropolitaine
(35 € hors France métropolitaine)

À retourner à **Alters Média, 25 rue Séverine 92130 Issy les Moulineaux**
06 84 35 41 40 / didier.racine.pro@gmail.com

Alters Média est édité
par la maison d'édition indépendante,
ALTERS ÉDITIONS
6, rue d'Armaillé,
75017 Paris

**Président Alters Éditions et
Directeur de la Publication :**
Didier RACINÉ

**Associé Alters Éditions et
Rédacteur en chef :**
Didier RACINÉ

Associé Alters Éditions :
Jean TILLINAC, Jean Claude FONTANIVE

Comité de Rédaction :
Didier RACINÉ,
Alan LEBECQUE,
Richard OLSZEWSKI,
Louis Rémy PINAULT

Réalisation graphique :
Clément ALEXANDRE

Site Internet :
<http://alters-media.fr>

**Abonnement, vente,
publicités, contacts :**
contact@alters-media.com
et Didier Raciné, 06 84 35 41 40
didier.racine.pro@gmail.com

Impression :
Rotimpres Pol. Ind. Casa Nova
Carrer Pla de l'Estany s/n
17181 AIGUAVIVA (Girona)

N° de la Commission paritaire :
1222D94412

ISSN 2741-5945

Dépôt légal :
Octobre 2022

Chaos et ordre du monde

« La société aura d'autant plus la capacité à s'orienter, à définir ses intérêts, à les défendre qu'elle pourra se saisir de son rapprochement avec la science »

« les trois nouvelles rubriques (*Penser et outiller*; *Expérimenter et cartographier*; *Débattre et cartographier les controverses sur la lutte pour l'habitabilité*) »

Alters Média change, vous découvrez la première étape de ce changement ! Nous préparons pour la fin de l'année la dernière étape de cette mue !

Pourquoi ? et pour quoi ?
L'accumulation de crises depuis les années 2000, comme les contractions d'un accouche-

ment géant, traduit qu'en profondeur le monde se prépare, dans un total chaos, à un nouvel ordre tellement différent de l'ancien que nul ne peut l'imaginer.

Dans les circonstances actuelles, le but de l'action est de permettre à la vie de se maintenir, au plus grand nombre de définir ce qu'ils veulent conserver de l'ordre ancien et où ils veulent « atterrir » ! Le moteur principal de la transformation à entreprendre est la volonté et la détermination des populations les plus larges défendant leurs propres intérêts face aux mutations en cours et sachant les identifier, trouver des alliés, décrire leur territoire de vie dans cette période troublée. L'heure n'est plus de s'accommoder des intérêts de plus puissants « susceptibles de comprendre leur besoin d'évolution », qu'ils soient du monde économique ou institutionnel : ils resteront des intérêts privés et puissants s'opposant aux intérêts du plus grand nombre.

Alters Média a changé d'orientation, et les grands dossiers de ce N° en sont la trace :

1. La société aura d'autant plus la capacité à s'orienter, à définir ses intérêts, à les défendre qu'elle pourra se saisir de son rapprochement avec la science, à travers des médiations fortes et équipées d'une méthodologie « *soudant imagination et sens commun* » pour reprendre les termes d'Isabelle Stengers¹. Le dossier « Science et société : Recherches-Actions Participatives » explorent les possibilités de cette relation !

2. Elle a aussi à connaître son lieu de vie et celui-ci est une mince couche de quelques kilomètres d'épaisseur entourant le globe terrestre. Et cette mince pellicule née de la vie est

fortement menacée : nous en explorerons une partie, le sol, sur lequel la plus grande partie de nos activités se situent et duquel elles dépendent.

3. Mais la société, la population, ne pourra se défendre sans démocratie et celle-ci est elle aussi fortement menacée : en France en particulier sous l'effet d'une vision conservatrice et néo libérale de la République déniaient à la population toute capacité politique.

4. Les Personnalités qui s'expriment dans les Grands Entretiens (Jacques Testart, Jo Spiegel et Jean Louis Laville) ainsi que dans les trois nouvelles rubriques (*Penser et outiller*; *Expérimenter et cartographier*; *Débattre et cartographier les controverses sur la lutte pour l'habitabilité*) sont aussi l'expression du choix de la revue de donner la parole à des personnalités engagées dans la défense de l'habitabilité de la planète.

Le monde est entré dans un profond chaos et le besoin de réflexion en profondeur est majeur ! Se défendre, y compris en utilisant la désobéissance civile, est nécessaire et l'action pour regrouper ses alliés est indispensable. Mais l'action ne doit pas être confondue avec un activisme poussé par l'urgence.

C'est pourquoi la Revue, fortement inspirée par la pensée de Bruno Latour, se rapprochera de philosophes, de chercheurs en sciences sociales engagés dans son combat, de scientifiques explorant notre territoire de vie. Mais se liera aussi avec les acteurs de la société inventant au quotidien les formes de résistances à la destruction des modes de vie sur terre.

Les besoins créés par la situation du monde nous poussent aussi à renforcer nos relations avec les partenaires ayant contribué et souhaitant contribuer à notre évolution ; à inventer une nouvelle forme de média sachant nourrir et être nourri par les groupements de forces vives, actives, inventives qui constituent le mouvement des Terrestres.

■ Didier Raciné
Rédacteur en Chef d'Alters Média

1. Isabelle STENGERS, Réactiver le sens commun. Lecture de Whitehead en temps de débâcle, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond-La Découverte, 2020, page (23).



Grands Entretiens

6. Jacques Testart

Après l'ère de la « maîtrise de la nature » doit venir...
L'ère de « maîtrise de la science »
et de la citoyenneté scientifique

12. Jo Spiegel

Le peuple comme la démocratie
ne sont pas des abstractions!
Un exemple de démocratie locale,
concrète et participative!

18. Jean-Louis Laville

L'émancipation à l'heure de
l'anthropocène
Le combat épistémologique, la
puissance du pragmatisme

Penser et outiller l'habitabilité

22. Philippe Madec

Le Mouvement pour une
frugalité heureuse et créative
Commune frugale, métaphore de
l'acte de bâtir en temps de débâcle

28. Dominique Bourg

Qui orientera in fine la lutte
pour l'habitabilité de la Terre ?

32. François gemenne

Ouvrons le cadre institutionnel
des négociations sur le climat
Associons les acteurs de la
société civile à la négociation!

36. Alan Lebecque

Notes de lecture
Geneviève Pruvost,
Quotidien Politique

39. Jean-Hugues Barthélémy

L'écologie humaine, la société
du désir et la refondation du droit

Expérimenter et cartographier

42. Dossier: Science & Société: Recherches-Actions Participatives

44. Sylvie Blangy, Bertrand Bocquet, Christian Michelot, Didier Raciné

Pour rapprocher
les sciences et la société!
Réflexions du Comité scientifique
de l'enquête portée par Alters Média

46. Didier Raciné

Rapport d'enquête, Premières
réflexions et propositions

50. Sylvie Blangy

Comment identifier et sauvegarder
ce qui est essentiel pour nous!
Les peuples autochtones du Grand
Nord et du Sud nous enseignent!

56. Baptiste Godrie

L'expérience de la recherche
sociale au Québec
Faire émerger des conceptions
plurielles du monde

60. Elisabetta Bucolo, Marion Carrel

La richesse d'une recherche
participative sur la grande pauvreté



66. Claire Ribault et Livio Riboli-Sasco

Les Nouveaux Commanditaires
Au cœur de la remise en chantier
de la relation Science Société

72. Christian Michelot

Une approche historique et
épistémologique de la RAP
Le mode de recherche-action adapté
aux besoins de l'anthropocène

76. Lucie Gélinau et Johanne Gagnon

La Recherche-Action Participative
Lieu d'émergence de savoirs
engagés de l'ordre des Communs

80. Xavier Hulhoven

Le point de vue d'un bailleur
de fonds de recherche
Impliquer les populations
dans des recherches les concernant !

84. Dominique Nalpas

La gestion de l'eau à Bruxelles,
vision technique ou approche sociale
Le rôle de la relation
science société

88. Grégoire Wallenborn

Du rôle des Recherches
Actions Participatives
Science sans société n'est
que ruine de l'avenir !

92. Yves Charpak

Inclure les élus locaux,
inventer de nouvelles
formes de médiation



94. Claire Ribault, Livio Riboli-Sasco, Maria Pothier et Chloé Jaubert

Initiation et accompagnement
des recherches participatives
La médiation comme posture
d'écoute déterminante

96. Stéphanie Bost

Le vécu et le point de vue
d'une coordinatrice
Grandeurs et misères des
recherches actions participatives

99. Dossier: Zone critique: les sols

100. Marc-André Selosse

Éloge du sol
Le placenta du vivant
et de l'humanité !

104. Marc Dufumier

Atterrir, développer des formes
d'agricultures alternatives

109. Francis Bucaille

Le monde agricole et les
connaissances scientifiques
Comment sont-elles améliorées
et transmises ?

112. Jean-Luc Probst

L'étude de la Zone Critique à petite
et large échelles de temps et d'espace



Débattre et cartographier les controverses

116. Dossier: Réinventer la démocratie

117. Alan Lebecque

Renouveler la démocratie et Où Atterrir

120. Jean-Yves pineau

Pour une démocratie locale
réinventée et transformatrice

122. Louis-Marie Blanchard

Une simple transformation du
mode de décision peut-elle suffire ?
Renouveler la démocratie

125. Julien Dossier

La fresque du bon
gouvernement de Sienne
Construction de l'imaginaire et
transformation de la société

131. Jean Corneloup

Pratiques récréatives, territoires et société
La tragédie du non commun récréatif

135. Nicolas Imbert

Un livre de Nicolas Imbert : « Plaidoyer
pour un monde durable »
Sachons ne pas opposer
penser et agir !

**Jacques Testart**

Critique de Science,
Président d'honneur de
l'Association Sciences
Citoyennes

Grand Entretien

Jacques Testart

**Après l'ère de la
« maîtrise de la nature »
doit venir...**

L'ère de « maîtrise de la science » et de la citoyenneté scientifique

La Charte de l'association Sciences Citoyennes résume avec force les grandes lignes de l'action en profondeur proposée non seulement aux scientifiques, mais aux citoyens et à la société : le contrôle et la maîtrise de la science.

C'est le sens profond du dossier principal de ce N° d'Alters Média. C'est l'un des fronts les plus importants de l'action collective pour limiter les risques de destruction de la vie sur Terre que la logique de « maîtrise de la nature » nous fait courir.

Jacques Testart, grand scientifique, mais aussi précurseur de cette lutte, montre que « les citoyens doivent et peuvent s'impliquer dans la production scientifique et en contrôler les orientations et la démesure ».

« Sciences Citoyennes veut impliquer les citoyens dans la production scientifique et technique afin qu'ils en contrôlent les orientations et la démesure »

La Charte (2002) de l'Association Sciences Citoyennes dont vous êtes Président d'honneur

- Annonçait la transformation, l'accélération et la mondialisation des risques ainsi qu'une « *remise en cause de l'expertise et de la science, de nombreuses initiatives d'implication de 'profanes' dans la recherche, l'expertise ou la vigilance, qui ont conduit à un certain désenclavement de la science et de ses institutions* »,
- Dénonçait la marchandisation des savoirs et du vivant et la nécessité d'une « *science pour tous, [devant] se construire avec tous, dans le dialogue avec des savoirs autrefois dévalorisés* »
- Et soulignait que le formidable pouvoir de la science devenue technoscience devait être piloté par d'autres motivations que « *la volonté de savoir, le désir de puissance et la logique du profit* ».

Elle précisait : « *Après l'ère de la « maîtrise de la nature », doit donc venir celle de la « maîtrise de la science », de la citoyenneté scientifique* ».

Pouvez-vous commenter ce joli préambule de la Charte de 2002 ?

Ces tendances que vous dénonciez en 2002 se sont-elles accentuées ?

Oui, hélas ! Au point où aujourd'hui beaucoup de gens reconnaissent la responsabilité du développement technique dans l'épuisement des conditions de vie planétaires (raréfaction des ressources, pollutions généralisées, ruptures climatiques, perte de biodiversité, défis sanitaires...). La soif de gain et de puissance d'une infime minorité (multinationales) est cautionnée par la religion scientiste qui proclame le progrès technologique et la croissance économique au rang de progrès humain indiscutable. Sciences Citoyennes veut impliquer les citoyens dans la production scientifique et technique afin qu'ils en contrôlent les orientations et la démesure, afin d'assurer la maîtrise de la technoscience par les citoyens eux-mêmes.

En parallèle, le mouvement pour « la maîtrise de la science » et pour « la citoyenneté scientifique » s'est-il construit et développé ?

Ce mouvement bénéficie largement de la mobilisation de nombreuses associations qui se spécialisent dans des enquêtes et des actions juridiques contre les excès de certaines productions, les pratiques hors la loi ou les pressions sur les autorités politico-administratives (lobbyisme). Sciences Citoyennes a beaucoup contribué à la réglementation de l'expertise et de l'alerte. Elle a démystifié les activités de recherche et de « progrès » pour rendre audible la critique de la science afin de créer l'audace nécessaire aux analyses scientifiques et à l'expertise publique. Il est remarquable que la plupart des mises en cause de médicaments,

de dispositifs dangereux ou d'aliments toxiques, proviennent dorénavant du monde associatif. C'est le résultat des manœuvres du pouvoir pour inactiver les Agences qu'il a lui-même créées, mais aussi des mobilisations de nombreuses associations pour proclamer des vérités cachées, obliger à des réponses officielles et contribuer ainsi au bien commun.

Le premier des trois objectifs de la Charte de votre association Sciences Citoyennes porte sur « *l'accroissement des capacités de recherche et d'expertise de la société civile, des forces associatives, consoméristes, syndicales et citoyennes* ». « *Nous appuierons la constitution d'un tiers secteur scientifique* »

Comment voyez-vous cet accroissement et la constitution de ce tiers secteur scientifique ?

Le tiers secteur scientifique¹ s'appuie sur la production de savoirs par des non professionnels de la recherche. Il est largement orienté par l'intérêt général et participe d'un nouveau rapport entre les sciences et la société par la reconnaissance de savoirs jusqu'ici négligés ou méprisés par la recherche publique. Le tiers secteur vit dans les recherches participatives, par des études de terrain ou en laboratoire, par l'expertise citoyenne et associative, par les Boutiques des Sciences. Dans tous ces systèmes collaboratifs, des chercheurs académiques co-opèrent avec des citoyens, militants, artisans pour répondre à des interrogations sociétales ou construire des connaissances alternatives qui échappent aux intérêts industriels. Ici les citoyens ne sont pas sollicités pour compenser la misère des laboratoires (comme dans la « science participative » qui mobilise souvent une main d'œuvre gratuite dans des actions dont les citoyens ne décident pas le sens ni le déroulé). Ils contribuent à

Le biologiste Jacques Testart, pionnier de la fécondation in vitro (FIV), milite pour une intervention active des citoyens dans les débats sur les technosciences. Il est le père scientifique du premier bébé éprouvette français, Amandine, née le 24 février 1982. Prix Moron (philosophie) de l'Académie française, 1993

Il se définit lui-même comme un critique de science, expliquant que « comme le critique d'art ou le critique littéraire, le critique de science, qui n'est absolument pas un ennemi des sciences, s'autorise à porter des jugements plutôt qu'applaudir religieusement toutes les productions de laboratoire ».

Il prend fermement position contre ce qu'il estime être des dérives qui seraient induites par la PMA : eugénisme, homme augmenté, transhumanisme, etc. :

Afin que ces critiques soient entendues, il s'engage pour la protection des lanceurs d'alerte dès 2011 et rejoint le conseil d'administration de la Maison des lanceurs d'alerte à sa création en 2018.

« Le tiers secteur scientifique s'appuie sur la production de savoirs par des non professionnels de la recherche. [...] et participe d'un nouveau rapport entre les sciences et la société par la reconnaissance de savoirs jusqu'ici négligés ou méprisés par la recherche publique »

1. https://sciencescitoyennes.org/wp-content/uploads/2021/10/Brochure_TSS_2020.pdf



« Nous avons soutenu l'Appel des étudiants des grandes écoles [...] à désertier pour ne pas contribuer au suicide technologique »

2. Maison des lanceurs d'alerte mlalerte.org

3. La fabrique de l'émancipation Bruno Frère et Jean Louis Laville Edition Seuil (voir aussi dans ce N° d'Alters Média l'interview de Jean Louis Laville en Grand Entretien)

4. l'Humanitude au pouvoir : comment les citoyens peuvent décider du bien commun

5. « Labo Planète » Jacques Testart, Agnès Sinaï et Catherine Bourgain. Cet ouvrage a reçu le Prix du livre de l'environnement de l'Isère en juin 2011. Il est issu des Dialogues « Sciences Planète », cycle de débat organisé par Sciences Citoyennes entre octobre et décembre 2007 (Université citoyenne des savoirs pour une planète vivable en 2030).

l'intérêt général par la recherche participative, en apportant des savoirs ignorés dans les sphères publiques et industrielles mais souhaitées et utiles pour la population

Le second objectif de la Charte de l'association « Sciences Citoyennes » vise « La stimulation de la liberté d'expression et de débat dans le monde scientifique, l'appui aux lanceurs d'alerte et le développement de controverses publiques et de « forums hybrides ».

Vous avez été vous-même lanceur d'alerte et vous vous êtes battu sur ce sujet ainsi que Sciences Citoyennes.

Nous avons contribué à la formulation et à la promulgation des lois protégeant les lanceurs d'alerte et sommes co-fondateurs de la Maison des lanceurs d'alerte² qui accompagne les lanceurs d'alerte dans leurs démarches et leur offre une protection en leur assurant une assistance juridique (mlalerte.org) Nous sommes intervenus depuis une vingtaine d'années pour définir le lobbyisme et le différencier du plaidoyer qui est une démarche légitime et non clandestine pour obtenir des décisions conformes au bien commun plutôt que profitant à une minorité. Nous regrettons que certaines ONG nient cette différence et se veulent lobbyistes. Ainsi jouent-elles dans la cour des grands en particulier à Bruxelles au risque de bloquer les actions d'autres associations contre les lobbys industriels et financiers

Quels seraient les nouveaux résultats qu'il faudrait obtenir ?

Déjà la Maison des lanceurs d'alerte est une rare réussite du mouvement associatif et syndical mais nous poursuivons ce combat car l'alerte est un moyen fondamental pour révéler des malversations ou des nuisances. Le Défenseur des droits doit être le guichet unique pour recevoir une alerte mais il est mal identifié et n'a pas le pouvoir de contrôler le devenir de l'alerte. **Il faut renforcer les sanctions contre les « étouffeurs d'alerte ».** Un fonds de soutien doit être créé, alimenté par les amendes imposées aux entreprises qui ne respectent pas la loi, pour aider psychologiquement et socialement les lanceurs d'alerte. L'État doit aussi protéger les organisations qui portent des alertes ainsi que leurs sources. Il est aussi nécessaire d'enquêter sur l'alerte elle-même afin de faire cesser les comportements hostiles aux citoyens.

La Charte précise : « le pluralisme et la controverse sont la source non seulement d'une meilleure exploration des mondes possible et, partant, de meilleures décisions, mais aussi d'une appropriation active des connaissances scientifiques par le public ».

Quels sont les principaux freins à ce lien entre Sciences et société en France ? Quelles sont les responsabilités de l'État et des marchés à ce sujet ?

Pour Jean Louis Laville et Bruno Frère dans « La fabrique de l'émancipation »³ : « **Les chercheurs ne pourraient-ils pas constituer des collectifs égalitaires redonnant à leurs discussions internes une épaisseur hors de portée quand règne l'obsession des classements dans la compétition généralisée ?** »

Qu'en pensez-vous ?

Cet idéal de compétition est combattu depuis longtemps mais sans succès puisque la machinerie productiviste est encore la plus forte malgré la ruine de la planète. Nous avons soutenu l'Appel des étudiants des grandes écoles (Agro Paris Tech et d'autres) à désertier pour ne pas contribuer au suicide technologique. Ce mouvement inédit a rencontré une dynamique collective depuis 2021 avec le lancement par 11 organisations du Mouvement pour des Savoirs Engagés et Reliés (MSER) où se croisent les savoirs universitaires et les savoirs développés par



« le lancement par 11 organisations du Mouvement des Savoirs Engagés et Reliés (MSER) [...] prend une place nouvelle dans la démocratie technique et l'émancipation commune »

« l'humanité reflète l'amélioration provoquée du meilleur de l'humain : quand certaines conditions sont réunies les qualités cognitives [...] sont exacerbées en même temps que les qualités relationnelles »

6. <https://sciencescitoyennes.org/tribune-des-gaulois-sans-filtre/#-more-140869>

les populations pour produire une richesse cognitive nouvelle qui doit autant à la recherche participative qu'aux collectifs engagés. C'est un mouvement très vivant qui prend une place nouvelle dans la démocratie technique et l'émancipation commune.

Dans la même veine, mais d'un point de vue plus large, le philosophe John Dewey défendait l'idée que « les jugements de valeurs sont aussi objectifs que les jugements de faits, mais également hypothétiques et révisables » : Votre combat en matière d'éthique de la science illustre, me semble-t-il cette idée : pouvez-vous la développer ?

Comme Dewey on peut considérer que les positions éthiques sont aussi (ou aussi peu) solides que les positions scientifiques mais ce jugement est de peu d'intérêt pratique tant les règles qui régissent l'éthique sont rares, imprécises, mal partagées et fluctuantes. De plus, les comités d'éthique placent de plus en plus l'incidence économique de leurs préconisations au même rang prioritaire que font les instances d'évaluation sanitaire pour le bilan biochimique des produits qu'ils analysent... Ainsi la science et l'éthique se rencontrent souvent pour ouvrir les portes des marchés...

Le troisième objectif de la Charte de « Sciences Citoyennes » porte sur « L'élaboration démocratique des choix scientifiques et techniques... », sujet sur lequel vous avez-vous-même beaucoup apporté, notamment à travers deux livres : « l'Humanité au pouvoir : comment les citoyens peuvent décider du bien commun »⁴ (2015) et « Labo-planète comment 2030 se prépare sans les citoyens »⁵ (2011)

Pouvez-vous présenter cette capacité humaine que vous appelez humanité ?

Je ne sais pas si cette capacité est le propre de l'homme à l'heure où on découvre que le monde animal recèle des qualités insoupçonnées... mais l'humanité reflète l'amélioration provoquée du meilleur de l'humain : quand certaines conditions sont réunies, les qualités cognitives (intelligence, intuition, imagination...) sont exacerbées en même temps que les qualités relationnelles (bienveillance, sympathie, générosité...). Ces conditions ne semblent pas avoir fait l'objet d'études scientifiques. Elles nécessitent la réunion physique en un même lieu de personnes variées qui se découvrent et coopèrent à l'occasion d'une action collective visant le bien commun. Il peut s'agir d'un mouvement social (grève, manifestation...) ou intellectuel (rédaction d'une proclamation, partage d'informations et délibération...). **La convention citoyenne est un espace privilégié pour faire éclore l'humanité** : par la réunion d'un jury tiré au sort et donc composé de personnes d'origines et occupations variées (les réunions virtuelles ne sont pas favorables aux rapports chaleureux), par l'apprentissage intensif révélant les positions contradictoires d'experts (stimulation de la pensée complexe), par des délibérations approfondies (échanges respectueux malgré des origines sociales et idéologiques diverses), par la rédaction d'une position commune pas nécessairement consensuelle (mais vigilante sur la protection des plus démunis). Les citoyens ayant vécu cette expérience s'en avouent presque toujours bouleversés. Les médias ont découvert récemment les conventions citoyennes, malgré de nombreux précédents en France et à l'étranger, mais n'en ont retenu principalement que la vertu d'intelligence collective. C'est un progrès puisque, encore récemment, les parvenus du système déniaient aux « gens de peu » la capacité de comprendre et de répondre intelligemment



« demander l’avis de citoyens ordinaires (tirés au sort) sur une proposition d’origine scientifique qui provoque une controverse dans la société »

aux questions complexes. Pourtant, la stimulation presque à volonté de l’humanité n’est toujours pas prise en compte par ceux, politiques, militants, qui prétendent chercher la meilleure solution aux problèmes de tous types et aux périls qui nous menacent

Dès les années 2000, c’est à dire bien avant que le terme apparaisse dans les médias et ne soit popularisé avec la tenue d’une première Convention de citoyen au niveau national, votre association « Sciences Citoyennes » s’est intéressée à ce type de processus reposant sur la capacité des citoyens à raisonner et à décider dans l’intérêt public.

Vous avez proposé dès cette époque la notion de « onvention citoyennes », une procédure ordinaire pouvant intervenir dans la plupart des choix publics fondamentaux.

Pouvez-vous préciser cette idée de Convention des citoyens ? Pouvez-vous détailler un peu leur mode de fonctionnement ?

Cette procédure, inventée vers 1990 par le Parlement danois, en partie pour compenser l’incompétence des élus devant la complexité des nouvelles technologies, consiste à demander l’avis de citoyens ordinaires (tirés au sort) sur une proposition d’origine scientifique qui provoque une controverse dans la société. L’idée générale est que la solution la mieux conforme au bien commun résultera

des discussions entre personnes ne défendant pas d’intérêts particuliers et bien informées des différents choix possibles par des experts ayant des avis différents. Malgré des centaines d’expériences dans le monde, le **protocole des conventions citoyennes (CC)** est longtemps resté indéfini, et donc à la merci de chaque organisateur, et le débouché politique de chaque CC n’est pas fixé à l’avance ou n’est pas respecté. Ce qui est à peu près constant c’est le tirage au sort d’un groupe de personnes représentant la plus grande variété possible de la population, c’est la constitution d’un comité de pilotage comportant des spécialistes de la procédure et des connaisseurs de la question traitée, ceux-ci ayant des avis variés sur les effets économiques, sociologiques ou psychologiques vraisemblables de cette technologie. Ce « copil » a le pouvoir essentiel de décider le programme de formation des citoyens lequel ne peut prétendre à l’objectivité que s’il est décidé consensuellement par des gens ayant des avis différents sur le sujet.

En octobre 2019, a été annoncé par Emmanuel Macron la Convention citoyenne sur le Climat en France.

Quelles différences essentielles dans la méthode de travail avez-vous pu relever entre celle que vous avez formalisée et cette convention citoyenne pour le climat tenue au CESE ?

Nous avons un texte bref là-dessus⁶. Nous critiquons surtout l’absence d’une formation solide des citoyens avant tout débat et le choix de convoquer des experts par improvisation, empêchant ainsi de construire un

« Le pouvoir a cru trouver dans les conventions un nouvel outil pour jouer avec la démocratie sans rien changer à ses projets »

« nous devons obtenir la reconnaissance officielle de la procédure et son inscription dans la loi, ou mieux, dans la constitution »

véritable programme par un comité de pilotage au pluralisme soigneusement choisi. Nous pensons aussi que les citoyens n'ont pas été assez protégés d'influences internes (animateurs, curieux...) et externes (médias, porteurs d'intérêts...)

Les effets déceptifs de cette convention dont les recommandations n'ont finalement pas été suivies « sans filtres » enterrent-ils tout espoir de voir cet outil démocratique approprié par une large part de la population ?

La tromperie était initiale : il n'aurait pas été légitime que les institutions valident toutes les propositions d'une CC puisque les élus ont pour mission constitutionnelle d'écrire les lois. Le pouvoir a cru trouver dans les conventions un nouvel outil pour jouer avec la démocratie sans rien changer à ses projets et il envisage de multiplier ces expériences. Nous nous réjouissons de cet intérêt soudain pour la démocratie délibérative mais n'avons pas d'illusions sur les manœuvres d'État.

Comment faire pour que ça ne soit pas le cas ?

Tout organisateur de CC doit annoncer en amont comment sera traité le résultat du travail des citoyens. Puisqu'il serait illégal de considérer que ce travail conduit automatiquement à un nouveau règlement officiel, il faut qu'il soit soumis à l'une ou l'autre (ou les deux) approbations prévues par la constitution : le vote à l'Assemblée nationale ou le référendum.

Vous n'avez cessé de travailler sur la méthode et les conditions de réussite d'un tel dispositif, récemment vous avez confronté votre point de vue sur la question avec celui de « Démocratie Ouverte » qui s'est également interrogée sur le sujet.

Qu'en est-il ressorti ?

C'est avec plusieurs associations que nous avons mené des discussions assez longues pour définir ensemble comment est décidée, comment est menée et comment est traduite politiquement une convention citoyenne. Le résultat est vulgarisé par un court exposé illustré⁷. Actuellement nous cherchons l'adhésion de nouvelles associations à ce document afin de renforcer et de préciser la campagne pour l'officialisation des conventions. Nous proposons également l'utilisation de cette procédure pour impliquer les citoyens dans les choix scientifiques, en revendiquant que 10% au moins du budget public de recherche soit décidé par des conventions citoyennes⁸.

John Dewey et Bruno Latour proposaient de faire en sorte que les publics concernés par une question soient eux-mêmes mis en position de mener des enquêtes sur celles-ci (c'est l'objet et la démarche du Collectif OÙ

atterrir mis en place par Bruno Latour). Ils promouvaient la description, la démarche de conditionner la conceptualisation à une observation.

Une telle implication des citoyens, construite dans la durée, n'est-elle pas nécessaire pour conforter votre idée de Convention citoyenne ; pour donner plus de sens à la notion de démocratie comme participation du peuple à la vie de la cité ?

Il n'y a aucune contradiction entre les diverses modalités de démocratisation des choix. S'il est possible de mobiliser des citoyens dans la durée sur un problème concret il faut le faire. Mais que les citoyens acquièrent un savoir sur les problèmes qui les menacent (et ils sont nombreux) n'est pas suffisant pour que la situation soit modifiée. Il faut qu'en même temps, l'ensemble des citoyens ainsi informés se mobilise pour faire changer les choses. Complémentairement, l'intérêt des conventions citoyennes est de produire un avis sur chaque sujet et cet avis est légitime pourvu qu'un protocole irréprochable fut respecté. Pour cela, et pour éviter les dérives de protocole qui suscitent la suspicion et légitiment l'inaction, nous devons obtenir la reconnaissance officielle de la procédure et son inscription dans la loi, ou mieux, dans la constitution.

Toujours sur les modalités de décision en vue de l'intérêt général :

Que pensez-vous du RIC Référendum d'Initiative Citoyenne revendication issue du mouvement des gilets jaunes ?

Le référendum est un bon moyen de connaître l'avis majoritaire pour une question binaire (réponse : oui ou non) laquelle a été largement exposée et discutée. C'est pourquoi Macron n'en veut pas pour sa réforme des retraites à laquelle l'opinion est très hostile. Pour nombre d'autres thèmes les votants au référendum seront souvent ignorants des enjeux car ils sont peu disponibles pour étudier le dossier au fond. Leur vote risque donc de ne pas représenter un consentement éclairé et il peut même être manipulé. Dans ces cas, la solution réellement démocratique est d'organiser préalablement une convention citoyenne dont le résultat sera largement médiatisé afin que la population s'en empare : il est vraisemblable que parmi tous les discours provenant de gens dont c'est le métier (politiques, technocrates, syndicats, journalistes...) les citoyens feront davantage confiance à ceux de la CC qui sont réellement leurs semblables et ont les mêmes intérêts.

□ **Propos recueillis par Didier Raciné,**
Rédacteur en chef d'*Alters Média*

et Jean Baptiste Jobard, Collectif des
Associations Citoyennes, Délégué Général

7. pourdesconventionscitoyennes.org

8. horizon-terre.org/petition

**Jo Spiegel**

Ancien Maire
de Kingersheim
de 1989 à 2020

Grand Entretien

Jo Spiegel

**Le peuple comme
la démocratie
ne sont pas
des abstractions !**

**Un exemple
de démocratie
locale, concrète
et participative !**

Dans un pays où s'exerce depuis plus de deux cents ans une culture de démocratie, on se rend compte que la démocratie n'est réelle que si elle s'exerce aussi au niveau des citoyens, c'est-à-dire que si elle est mise en œuvre localement et sur leur lieu de travail. Or il est manifeste qu'il faut réinventer cette démocratie, tant elle a perdu de sa consistance. D'où l'intérêt de questionner les expériences les plus innovantes de démocratie locales, et en particulier cette expérience de Kingersheim qu'a su animer pendant 30 ans et 5 mandats son Maire, Jo Spiegel.

« On ne peut exercer le pouvoir de façon démocratique, qu'en étant dans un rapport modeste au pouvoir, si l'on ne se pose pas la question : « est-ce que je suis dans l'égo ou dans le service ? »

« l' élu ne doit pas se présenter comme seul garant de l'intérêt général, mais faire en sorte que le citoyen se considère comme le co propriétaire de l'intérêt général »

Vous avez été maire de Kingersheim pendant plus de 30 ans et vous avez initié et fait vivre plus particulièrement depuis le deuxième mandat une vie démocratique particulièrement innovante et vivante. Pouvez-vous commenter librement cette démarche ?

Cette démarche fondamentale pour « démocratiser la démocratie » n'est pas venue par hasard.

Lors de notre premier mandat, en analysant notre pratique, nous avons mesuré que ce que nous pensions comme l'alpha et l'oméga de la démocratie, les réunions de quartier, étaient en fait d'une grande pauvreté démocratique : avoir le souci d'écouter, d'apporter des solutions au quotidien ne nécessite pas des réunions de quartier ; la Mairie doit être organisée pour cela, pour être résiliente, ouverte, pour écouter les gens dans leurs préoccupations de la vie quotidienne. Mais ne confondons pas proximité et démocratie. Les réunions de quartier fonctionnaient bien ; il y avait du monde. Mais elles ne correspondaient pas du tout à l'idée que je me faisais de la vie d'une Commune en coresponsabilité : on est dans une mise en scène, dans un échange entre un magicien et des consommateurs, dans une relation fournisseurs-clients mortifère pour la démocratie. Il ne fallait donc pas s'étonner que les questions posées soient des questions banales de voisinage. Entretenir cette relation infantile avec les habitants, c'est renforcer ces boulevards d'a responsabilité et ne pas faire émerger la dimension citoyenne qui existe en chaque habitant. Or la démocratie-construction auquel j'aspirais, c'est justement d'activer le potentiel citoyen qui dort en chaque personne. C'est à dire lui rendre sa dignité. Et donc on a transformé les réunions de quartier « en diagnostic en marchant » : cela change complètement la donne, car inviter les gens à cheminer avec nous, (et le verbe cheminer exprime bien notre idée de démocratie-construction) à faire des diagnostics de ce qui ne va pas, c'est se donner les moyens de co construire ensemble des solutions, les unes venant des politiques, les autres des services et les derniers des citoyens.

Cette vision exigeante de la démocratie je m'en suis aperçu à l'issue du premier mandat, il y a 25 ans : je me rendais compte de la crise de la démocratie, que les gilets jaunes exprimeront plus tard en disant « arrêtez de nous draguer pour les élections, et de nous oublier entre deux ». Je voyais la montée en puissance de la défiance, du soupçon, le discrédit des politiques, les limites de cette démocratie de la séduction et de la posture... L'essentiel doit se passer dans l'intervalle entre les élections, la démocratie ne peut se limiter à déposer un bulletin de vote.

Changer de pratique, c'est aussi et d'abord changer son rapport au pouvoir : on ne peut exercer le pouvoir de façon démocratique, qu'en étant dans un rapport modeste au pouvoir, si l'on ne se pose pas la question : « est-ce que je suis dans l'égo ou dans le service ? ». Lorsque l'on veut être dans un rapport différent aux gens, au commun, alors on construit autre chose. Et c'est ce qui a constitué la base personnelle, idéologique, méthodologique de cet écosystème : je dis écosystème car nous nous interdisions de faire des coups (par ici un

petit budget participatif, par là une consultation, ...). La démocratie, c'est un mode de vie, c'est faire société et créer les conditions du vivre ensemble, c'est donc très largement plus ambitieux qu'un mode de désignation électoral, qu'un bulletin de vote tous les 5 à 6 ans ; et à partir de là, la démocratie devient permanente !

Il est étonnant que ces éléments-là, à la base de la démocratie, qui devraient être connus par tous, par les élus notamment, ... il faille les redécouvrir, les rappeler ! Ils devraient être inscrits dans la tête des politiques, voire des gens !

Inscrits dans la tête des politiques, oui, mais aussi des gens, mais on ne peut le leur reprocher : ils ont été tellement biberonnés à la délégation permanente de pouvoir, dans l'idée que la démocratie, c'est déposer un bulletin de vote tous les 5 ou 6 ans ! Cela crée les conditions de cette servitude volontaire !

Ce que l'on a essayé de faire, c'est de créer une offre démocratique ; on la saisit ou non, mais nous avons essayé de la créer (et soyons clair, elle est plus grande que la demande démocratique). On a ainsi réveillé les consciences, appelé les gens à se lever ensemble, à construire ensemble tout au long de 25 années !

En percevant cette exigence, avez-vous été effrayé par ce qui peut sembler devoir soulever des montagnes ?

En rentrant dans ce cheminement, je me sentais de plus en plus en harmonie avec ce que je pensais être la démocratie et le rapport aux autres ! Et en fait, je n'ai fait que d'appliquer sur le terrain démocratique, ce que j'ai appliqué en tant que professeur d'EPS sur le terrain pédagogique : la démocratie active est à la démocratie, ce que la pédagogie active est à la pédagogie ! Montessori, Célestin Freinet ont refusé de considérer les enfants comme des oies à gaver de connaissances et j'ai refusé de considérer les habitants comme des oies à gaver de décisions qui viendraient systématiquement d'ailleurs, comme dans une forme de consumérisme politique qui de toute façon est sans fin.

Le rôle d'un élu, c'est d'être un assembleur, d'être porteur d'une vision pour sa commune, pour sa communauté, son pays. Et pour cela il doit changer de paradigme : l' élu ne doit pas se présenter comme seul garant de l'intérêt général, mais faire en sorte que le citoyen se considère comme le co propriétaire de l'intérêt général, pour co construire des solutions intelligentes. L'intérêt général est au cœur de la démocratie construction. Comment faire tout cela, dans une société parcellisée, désintermédiée, désolidarisée ? C'est un peu David contre Goliath, cela exige de parler vrai, dans un monde de fake news, de réseaux sociaux, face à tant de défiance, de discrédit ! Il faut une grande volonté politique ! **Je crois au local, s'il n'est pas considéré comme du bocal, mais en lien avec l'universel :** c'est ainsi qu'on peut changer les choses, à condition que les élus se positionnent non seulement comme des décideurs mais aussi comme des animateurs du processus de décision, comme des activateurs du potentiel citoyen ! **Le local, c'est le terrain des**



« C'est l'idée que je défends : créer des fabriques de transition démocratique (comme à Loos en Gohelle), des espaces où l'on privilégie le sens et le comment »

« Il n'y aura pas de Haute Qualité Démocratique, sans Haute Qualité Sociale ! »

transformations en profondeur, et, même s'il y a des enjeux nationaux, européens, c'est par le local que l'on commence à transformer le monde.

Les élus ne devraient-ils pas recevoir une formation, une form-action, qui leur donnerait une idée du rôle qu'ils devront jouer dans une démocratie réinventée ?

C'est l'idée que je défends : créer des fabriques de transition démocratique (comme à Loos en Gohelle), des espaces où l'on privilégie le sens et le comment. Nous sommes dans une société en déficit de sens, en particulier dans le monde politique. On ne se pose pas la question du « comment » : comment associer les citoyens, comment co-produire de l'intérêt général, comment co-construire du commun, comment susciter le pouvoir d'agir des citoyens ? C'est souvent dû chez les politiques à la peur de perdre du pouvoir (ce qui est erroné car le pouvoir ainsi partagé est magnifié), mais aussi à la peur de ne pas savoir faire. Les pratiques démocratiques réelles, vivantes, effectives doivent être inventées et cela ne s'improvise pas. Pour cela il faut être aidé ! Parler vrai, faire de la démocratie quelque chose d'exigeant, on ne sait pas faire spontanément. D'ailleurs quand les gens parlent de démocratie participative, ils réduisent cela à des réunions publiques. Mais en fait celles-ci ne peuvent qu'être le point de départ d'une démarche démocratique. On ne décide pas dans une « réunion publique ». **La démocratie ce n'est pas l'addition des avis ou la sommation des envies !** C'est toujours un processus exigeant pour pouvoir revendiquer la Haute Qualité Démocratique. Aussi j'ai proposé dans mes livres, que dans chaque bassin de vie, on puisse avoir des ingénieurs du dialogue, qui pourraient aider à reformuler les questions, animer les réunions publiques, construire une séquence démocratique...

En réalité, je me suis offert d'effectuer des voyages récurrents. Des aller-retours entre le besoin de penser et le désir d'agir, entre la nécessité de faire silence et l'enthousiasme de l'engagement. Cela va à l'opposé du risque que nous avons quand nous sommes élus d'être dans l'occupationnel, d'avoir l'agenda qui se remplit, avec le

besoin de reconnaissance, d'oublier de penser et de laisser cela à des collaborateurs, au risque de provoquer de la technocratie : je me suis donné des moments de ressourcements, pour lire Anna Arendt, Levinas, Paul Ricoeur...

Comment les gens ont-ils réagi ?

Très positivement ! Il y a vraiment une attente de faire la politique autrement ! On a initié la transformation souhaitée par une démarche singulière, symbolique et édifiante. C'était au milieu du deuxième mandat en 1998. Je suis allé à la rencontre de tous les habitants, en porte à porte, de Mai à Septembre. Avec en tête, l'ambition d'une double proximité : celle de l' élu avec les habitants et celle des habitants avec la Cité et le bien commun. C'est ainsi que j'ai noté et donné suite (en lien avec les élus et services) à toutes les préoccupations et que j'ai remis un questionnaire invitant les habitants à penser l'avenir de leur ville : « Parlons ensemble de notre ville ! » Ce faisant, je voulais les positionner comme citoyens, et pas seulement comme porteurs de doléances ; partir de leurs problèmes, mais en dépassant les problèmes de leur rue, accéder à l'échelle de leur ville.

43% des foyers ont consacré du temps à ce qui nous rassemble et qui transcende le quant à soi, en nous retournant le questionnaire rempli.

L'idée des cahiers de doléance de la Révolution en quelque sorte !

Oui, c'est ce que nous avons fait en 2018, quelques mois avant le mouvement des gilets jaunes avec l'idée en plus de cahiers de bienveillance : « en quoi sommes-nous acteurs témoins, bénéficiaires de bienveillance ? » Mais revenons en 98 ! Pour la restitution du questionnaire, nous avons choisi de faire des réunions de ville plutôt que de quartier ; trois réunions avec à chaque fois plus de 300 personnes, en posant des questions audacieuses, (les impôts, les logements sociaux...), refusant les réponses populistes. Alors que 82 % ne voulaient pas de logements sociaux, j'ai tenu bon, car la ville reçoit beaucoup de demandes, et je voulais une ville de mixité sociale, pas un bunker, ni une ville fermée sur elle-même. De même, les gens voulaient de l'eau moins chère : nous avons une régie municipale de l'eau, et j'ai tenu bon, en refusant de concéder à des entreprises privées, en me battant pour garder la qualité des eaux. Les gens apprécient le courage politique d'un élu. Et le courage des citoyens en responsabilité que sont les élus n'est pas incompatible avec la démocratie vivante. Nous avons donc poursuivi ce que j'ai appelé **les Olympiades de la démocratie** : après 1998, en 2004 ont été ouverts **les États Généraux permanent de la démocratie**, puis en 2015, « Kingersheim ensemble ! » **le Pacte civique appliqué au niveau local** en 2011 puis **Agora 15 - 20** : il s'agissait de proposer e Faire ensemble et pas uniquement de décider ensemble ! ».

On peut comprendre qu'il soit difficile, quand on est pris dans le ressentiment des inégalités globales, de participer aux projets locaux, mais il faut résoudre la question : comment faire en sorte que ce ne soit pas toujours les

« La démocratie habitée est un état d'esprit de tous les jours, un cheminement partagé à qui on doit donner un lieu de pratique : [...] nous avons construit la maison de la citoyenneté »

mêmes (les plus inclus), qui participent. Il n'y aura pas de Haute Qualité Démocratique, sans Haute Qualité Sociale ! A l'occasion d'Agora 15-20, en 2015, nous avons essayé de toucher ceux qu'on appelle les invisibles. Et nous sommes retournés en porte à porte pour rencontrer les habitants et leur dire qu'ils étaient importants dans l'intervalle des élections, susciter leur pouvoir d'agir et de leur envie de faire. Dans ces « olympiades de la démocratie » nous avons essayé de construire des événements ayant une dimension culturelle, populaire, qui touchent tout le monde, en partant de la base démocratique : tous ne participeront pas, mais ils auront, sur tous les sujets, la même invitation et la même information. Telle est la première exigence de notre écosystème : rendre la démocratie désirable !

La démocratie doit aussi être habitée : pour Pierre Mendès France, qui m'inspire, « Le propre de la démocratie est d'être volontaire » La démocratie habitée est un état d'esprit de tous les jours, un cheminement partagé à qui on doit donner un lieu de pratique : 2 ans après les États Généraux, nous avons construit la maison de la citoyenneté ; elle est à la démocratie ce que la forge est au forgeron ! Il n'y a de démocratie qu'éprouvée et vivante ! La maison de la citoyenneté n'est pas la maison des élus, ni celle des habitants, ni celle des associations, mais elle est un espace partagé par tous, un lieu où s'émancipe le passage du Je singulier au Nous solidaire, un toit qui abrite toutes les ressources humaines de sens, d'intelligence, d'expertise et d'engagement. Une maison où, pour prendre de bonnes décisions, on apprend à construire ensemble du commun.

La maison de la citoyenneté réunit trois cultures démocratiques :

- **Le Parvis Jean Moulin**, qui représente la culture de résistance, de l'indignation et de la colère
- **L'espace Jean Jaurès**, qui représente la culture de l'utopie, du projet, de la vision, de ce qui est à advenir
- **L'Agora Mendès France**, qui représente la culture de

l'engagement et de la régulation, de l'acceptation du principe de réalité.

Nous sommes, en France, habités par ces trois cultures qui souvent s'ignorent, s'affrontent en permanence, et que nous devons relier, associer, fertiliser les unes par les autres : ainsi peut-on arriver plein d'indignation et de révolte (contre une injustice), ou d'utopie (il n'y a pas de réalités, pas de limites), ou de volonté de s'engager (mais en oubliant indignation et utopie : c'est une démarche souvent propre aux élus installés). C'est dans la fertilisation croisée de ces trois cultures que nous sommes en capacité de construire des compromis dynamiques ! Cette maison de la citoyenneté réunit les trois fonctions essentielles de la démocratie : le débat, la décision, et entre les deux la co construction qui est le plus souvent la fonction ignorée et pourtant la plus édifiante !

La démocratie doit être désirable et habitée ; elle doit aussi être continue !

Continue, ne signifie pas d'être en continu, c'est-à-dire avec des palabres sans fins, ni aucun débouché ; mais qu'à chaque projet inscrit à l'agenda de la Commune, à chaque pétition importante qui vient sur le bureau du Maire, à chaque projet porté par les habitants soutenu par la Commune, on ouvre une séquence démocratique. Cette séquence a un début et une fin. Elle doit être décisive pour la décision des élus. Tout le contraire de la Convention citoyenne pour le Climat où l'écart était énorme entre ce qui a été magnifiquement mûri, débattu et élaboré ensemble et ce qui a été retenu par l'exécutif.

Comment se déroule et se construit une séquence de projet démocratique, qu'il s'agisse d'un projet décidé par la Mairie, ou d'un projet porté par des habitants et soutenus par la Mairie ?

Sa préparation est confiée à une petite équipe hybride (un ou deux élus, un ou deux experts et 4 à 6 habitants – appelés agorateurs). Elle a la responsabilité de déployer dans la démarche toute la grammaire démocratique qui vise

« La démocratie doit être désirable et habitée ; elle doit aussi être continue ! »



le park des Gravières
Bienvenue à tous !

Ce parc vous offre :
C'est un lieu de détente, d'apaisement, d'expression et de promenade.
Il est le premier vert de notre ville.
Entrez, respirez...

Respect

Responsabilité du choix et présence pour tous
Bonne tenue et respect pour la propreté des lieux
Sécurité : respect des règles de sécurité
Prévention des comportements dangereux
et des équipements
Bonne tenue et respect pour la propreté
Entretien et présence en toute saison
Tenue et responsabilité pour tous

Interdiction
Fumer, consommer de l'alcool, des drogues
Faire du feu, des feux de camp
Faire du feu, des feux de camp
Faire du feu, des feux de camp

« Quand on co construit, on n'est jamais loin du bon résultat ! »



à apporter le sens, à favoriser l'écoute, à susciter le débat, puis à faire des propositions co construites au Conseil. Puis le projet est transmis au **Conseil Communal de la Démocratie** (instance qui a été mise en place en 2015) : il se réunit toutes les six semaines, pour suivre, évaluer, valider les séquences : il est composé de citoyens en majorité, de l'équipe municipale, de collaborateurs, de représentants d'associations. Il veille à une démarche qui vise à :

- Informer tous les habitants sur le projet et son sens. Il s'agit d'information et pas de communication.
- Inviter les citoyens concernés (s'il s'agit d'un projet issu d'une demande ou pétition de certains habitants) ou tous pour des projets de la Commune (par exemple PLU) à la réunion du Forum débat.
- Animer un **Forum débat** (le plus souvent entre 160 à 200 personnes). Celui-ci institue la séquence. Il permet de présenter les enjeux, le sens, donne à chacun l'occasion d'exprimer ses questionnements, ses peurs (car tout projet nouveau crée de la peur !) et les premières préconisations. À l'issue du Forum, le Maire fait le point, met en avant la complexité (comme une réalité constitutive de la chose publique) et faisant le constat que personne n'a la science infuse (fût-il élu !), il invite les habitants à candidater pour un **Conseil participatif** qui est appelé, le temps qu'il faut à approfondir le sujet, à affronter la complexité et à co construire les solutions ou les propositions, bref à éprouver une démocratie édifiante.

Chaque **Conseil participatif**, pour chaque projet différent, est systématiquement composé de quatre Collèges : le collège des habitants (dans leur diversité d'âge, de sociologie et de géographie et avec 40 % d'habitants tirés au sort) ; le collège des élus, le collège des experts (c'est fondamental) et enfin le Collège des organisations (associations, entreprises...).

C'est un peu la société en miniature qui apprend à s'écouter, à se parler, à débattre, à élaborer à partir de regards, de compétences, de statuts, de sensibilités différents. La pluralité comme condition et moteur du dialogue !

L'originalité de Kingersheim est précisément de penser ce Conseil participatif comme une instance plurielle, hybride, qui est invité à suivre et piloter l'ensemble des travaux, à en présenter les conclusions au Conseil Municipal et à organiser le consentement progressif dans l'esprit d'une gouvernance partagée. La décision prise par le Conseil municipal est en réalité la validation finale d'un processus de décision partagée. Il y a un continuum démocratique entre le temps décisif de l'Agora et le temps décisionnaire de l'Ekklesia. En ce sens, la démocratie-construction est un dépassement à la fois de la « démocratie participative » où l'on participe sans voter et de la démocratie directe où l'on vote sans participer.

Cette séquence démocratique se poursuit-elle lors de la phase de mise en œuvre et comment ?

Bien sûr ! Il faut restituer les travaux, tout au long de cette phase, à travers un ou deux Forums de participation et des éléments d'information, en temps réel, pour une démocratie argumentée.

Il y a certaines conditions de réussite parmi lesquelles : la formation au début de chaque séquence dédiée, avoir le même sens des mots, le même niveau de compréhension des enjeux ; c'est le retour à l'éducation populaire si essentielle dans la conquête d'une démocratie vivante et exigeante (l'inverse des réseaux sociaux et de la culture de l'immédiat et du buzz) ; préciser le périmètre de discussion, le cadre de bienveillance, le cadre budgétaire et juridique. Il n'y a pas de démocratie possible sans cadre, sans limite et sans transcendance républicaine !

Comment cette expérience a-t-elle transformé la Commune ? Quelle a été la contribution de cette expérience sur la vie associative, culturelle et artistique, sportive, éducative, économique, écologique, sociale... de la Commune ?

Ces questions touchent aux questions d'évaluation de l'action publique et je regrette qu'il n'y ait pas de moyens d'évaluation objective. Néanmoins, je pense qu'après coup, les projets ont été une vraie réussite : quand on co construit, on n'est jamais loin du bon résultat !

Nous étions plus dans l'offre démocratique que dans une réponse à une demande démocratique. Et ce que nous essayons dans le champ politique, il faudrait le faire dans tous les domaines de la vie. Hanna Arendt disait de la démocratie qu'elle « organisait l'espace qui existe entre les gens ». Elle est un mode de vie. Elle ne peut être squattée par quelques-uns.

Je crois pouvoir dire que ce qui a été préalable à la mise en œuvre de l'écosystème démocratique, c'était notre conviction que nous ne pouvions être légitimes par le seul fait des élections ; que face à la crise profonde de la démocratie avec ses nombreux symptômes et indicateurs parmi lesquels un niveau de défiance jamais atteint, il est essentiel de relégitimer l'agir et la décision publiques. Nous avons essayé de le faire à Kingersheim autour de 4 exigences :

- **La légitimité par les promesses tenues** : « Que fais-tu de mon bulletin de vote ? » On a toujours dit ce que nous

ferions et nous avons toujours fait ce que nous avons dit

● **La légitimité par l'usage rigoureux des deniers publics :**
« Qu'as-tu fait de mon argent ? » Les gens y sont très sensibles. Le projet le plus couteux a été celui du Parc des Gravières (parc public vert au cœur de la ville) et nous avons suspendu les travaux jusqu'à obtenir la notification de la subvention européenne (40 % du coût du projet) plutôt que nous engager sans visibilité.

● **La légitimité par une éthique d'agir public, l'intégrité,**
le parler vrai, la congruence et la modestie ; la simplicité, l'humilité sont des éléments auxquels les gens sont fortement attachés. Quelques exemples symboliques restent dans la mémoire des gens :

a. Nous avons remplacé les vœux

du Maire (couteux et ennuyeux) par les vœux de Kingersheim : la population se souhaite à elle-même, directement, des vœux

b. Nous n'avons plus coupé de ruban après 2011, remplacé par des temps d'appropriation de la population avec les gens qui ont construit le projet

c. Nous avons pris les étudiants en stage d'été par tirage au sort, permettant ainsi d'éviter toute forme clientélisme et de témoigner de l'égalité réelle

● **La légitimité par le processus de partage du pouvoir**
dont nous avons parlé.

Ce que la démarche a construit de mieux dans notre ville, c'est, je crois, la confiance !

Quels ont été les conditions de la réussite ?

Qu'est-ce que la réussite ? Si c'est diffuser un état d'esprit, je crois que notre bilan est édifiant ! En 2020, après mon arrêt, les médias sont venus interroger les habitants : ce qui m'a frappé c'est que les gens parlaient en premier lieu de la Maison de la citoyenneté ! La réussite c'est aussi la transformation des personnes au plan personnel : le passage du Je au Nous provoque un sentiment d'émancipation, donc quelque chose de très immatériel. Il est très dommage que nous n'ayons pas eu de sociologue pour faire l'évaluation de tout ceci !

Mais est-on sûr de cette réussite ? Ceux sont les gens à l'aise qui ont le plus participé ; avec les gens les plus modestes, nous avons eu du mal à les mobiliser.

Quels sont été les freins principaux ? Kingersheim appartenait-elle à une communauté de Communes ? Comment se sont établis les relations ? La Préfecture et des Administrations centrales constituaient-elles

un obstacle sur cette vie démocratique locale ?

Je n'ai rencontré aucun **frein institutionnel**, et cela ne m'aurait pas empêché : j'étais Président de l'Agglomération de Mulhouse, et nous avons mis en place un des premiers Plan Climat Air Energie dans une démarche de participation et d'implication citoyenne : « Je fais, tu fais, nous faisons » ! et après 10 ans, nous avons obtenu une réduction de 35 % de GES, de 16 % la consommation d'énergie et une augmentation de 17 % des énergies renouvelables. Sans transition démocratique, pas de transition climatique !

Par contre, **les freins culturels** sont parmi les plus importants : nous avons été tellement biberonnés à la délégation de pouvoir, au consumérisme politique, qu'il est difficile de faire changer ces représentations. Mais je constate que de nombreuses Communes réfléchissent sur cette idée de réinvention de la démocratie !

Les freins politiques existent car les élus en place ont peur de perdre du pouvoir, or mettre en place une vraie démocratie magnifie le pouvoir, lui redonne du sens : cette démocratie ne peut être que lente, demande du temps et une action continue. La démocratie de représentation se trouvera réenchante dans une démocratie renouvelée !

Les freins sociaux sont eux aussi très difficiles à desserrer : les personnes qui vivent dans un mal être permanent, en manque de justice et d'égalité sociale, ont beaucoup plus de mal à s'investir dans une démocratie vivante ; la défiance, l'abstention, les votes d'extrême droite traduisent ce mal être. L'urgence sociale, urgence démocratique et urgence écologique sont étroitement liées. Mais il faut aussi parler de **freins méthodologiques** : mettre en place des démarches de démocratie construction, de co construction ne s'improvise pas : le besoin d'appui méthodologique, pédagogique, et de nouvelles capacités est criant.

Au plan psychologique, spirituel, les élus ont besoin de s'armer : s'ils acquièrent un rapport modeste au pouvoir, s'ils savent se désinvestir de toute forme de certitude et de dogmatisme, alors ils pourront s'ouvrir au dialogue !

▣ **Propos recueillis par Didier Raciné**

Rédacteur en chef d'*Alters Média*

Février 2023

Ouvrages de référence

- « Faire (re)naître la démocratie », co-écrit avec Pierre Olivier Archer, Jean Laversanne, Guillermo Martin, Patrick Plantier, Chronique sociale, 2013
- « Et si on prenait - enfin ! - les électeurs au sérieux », Temps Présent, 2017
- « Nous avons décidé de décider ensemble » aux éditions de l'atelier en 2020
- « S'indigner-rêver-s'engager » aux éditions La librairie des territoires en 2021

La lecture de John Dewey, « La quête de la certitude. Une étude de la relation entre connaissance et action » et « Le public et ses problèmes » est vivement recommandée !



**L'émancipation
à l'heure de l'anthropocène**

**Le combat
épistémologique,
la puissance
du pragmatisme**

Jean Louis Laville

Professeur du CNAM,
auteur de « La Fabrique
de l'émancipation » (avec
Bruno Frère)

Grand Entretien

Jean-Louis Laville

La question que pose Jean-Louis Laville dans son ouvrage « La fabrique de l'émancipation » est la question politique de l'émancipation. Elle peut être conçue comme arrachement à la société dominante (la question du grand soir) ou au contraire comme introduction, au sein des rapports sociaux anciens, des conditions d'une société nouvelle.

Quelle relation entre émancipation sociale et problématique de l'anthropocène ? la question est aussi posée. Elle est au fond la question des relations entre transformation des rapports sociaux et transformation de nos rapports à la nature. Ces deux rapports sont à changer ensemble, semble-t-il, nécessairement ensemble car ils sont étroitement liés : pas d'émancipation sociale, pas de transformation des rapports sociaux, sans modification des rapports à la nature. Mais inversement, pas de transformation des rapports à la nature, sans transformation de nos rapports sociaux.

Jean-Louis Laville articule clairement ces problèmes avec notre conception de la science, avec l'épistémologie, qui peut conduire les humains soit à vouloir dominer la nature et contraindre la société, soit à respecter l'une et l'autre (en rapprochant la science et la société). Il montre que le pragmatisme, par sa volonté de revenir au concret, son descriptivisme, est la vision épistémologique qui nous ouvre la solution : les interrogations théoriques sont pratiques, liées à l'enquête.

Un livre très riche et soulevant des questions majeures !



« Il y a donc pour Marx une tension entre l'émancipation à venir et des formes émancipatrices déjà là. »

**Bruno Frère
Jean-Louis Laville**

LA FABRIQUE DE L'ÉMANCIPATION

Repenser la critique du capitalisme à partir des expériences démocratiques, écologiques et solidaires



la couleur des idées

SEUIL

1. Bruno Frère, Jean Louis Laville La fabrique de l'émancipation, repenser la critique du capitalisme à partir des expériences démocratiques, écologiques et solidaires Edition Seuil

Qu'est-ce que l'émancipation ?

Votre ouvrage, « La Fabrique de l'émancipation »¹, porte sur la théorie critique. Il revient sur son histoire, son origine, les Lumières, puis les principaux acteurs (Marx, l'Ecole de Francfort - avec Adorno, Horkheimer, puis Habermas et Honneth - et Bourdieu) sont présentés pour envisager leurs contributions respectives sans omettre les problèmes qu'elles soulèvent quant à une pensée de la démocratie.

Qu'est-ce que s'émanciper ?

Qu'est-ce sinon chercher à établir de nouveaux rapports sociaux totalement contradictoires avec ceux sur lesquels s'est établi le monde consumériste, productiviste, extractiviste, marchandisé et soumis à la logique d'une économie mue par le profit ?

L'émancipation est une notion fondamentale apparue avec la philosophie des Lumières. Ensuite, Karl Marx, a mis en évidence qu'il n'y a pas d'émancipation sans transformation des modes de production. Il développe l'idée lors de l'adresse inaugurale à la première internationale, que des expériences existent déjà (parmi lesquelles les coopératives qu'il présente comme un triomphe de la classe ouvrière) montrant que l'on peut sortir de la subordination inhérente au salariat ; selon lui la pensée critique est à la fois un enjeu de connaissance et un enjeu de lutte (contrairement à ce que prétend le positivisme). Il y a donc pour Marx une tension entre l'émancipation à venir et des formes émancipatrices déjà là. C'est cela qui a été perdu au cours du temps : l'émancipation a été renvoyée à un futur lointain, au Grand soir, au paradigme de l'arrachement comme dit Geneviève Azam, selon lequel il faudrait s'extraire de la société où nous sommes pour rentrer dans le monde nouveau.

N'est-ce pas ainsi que la bourgeoisie s'est emparée du pouvoir contre l'aristocratie, en construisant de nouveaux rapports sociaux à l'intérieur même de la société d'ancien régime ?

Oui, et la pensée de Marx est à reconsidérer contre le marxisme dogmatique qui a simplifié à l'extrême et n'a pas retenu cette tension repérée initialement, renvoyant l'émancipation à des demains incertains. Les nouveaux rapports sociaux ne tombent pas du ciel. C'est ce que l'on a perdu dans la tradition critique qui s'est enfermée dans cette idée d'arrachement et n'a plus pu faire le lien entre ce qui est en train de se faire et la visée de libération. Cette tradition s'est consacrée surtout à la critique des dominations, sans tenir compte des expériences déjà là. D'où les critiques des coopératives par le courant marxiste dominant de la fin du XIX^{ème} siècle les accusant de détourner la classe ouvrière de la prise du pouvoir d'État. Contre cette conception dirigiste des rapports sociaux, cette conception très pauvre de l'émancipation il faut retrouver le chemin de l'émancipation sur d'autres bases que celles-ci ! Ainsi, pour faire le lien avec l'anthropocène, si l'on veut remettre en cause la séparation entre nature et culture, on ne la pense plus sur le mode de l'arrachement, mais comme une dépendance mutuelle, une éco dépendance. L'enjeu est alors d'organiser cette interdépendance ces rapports de façon égalitaire et démocratique. Prenons deux exemples :

- Les mouvements, qui ont conçu des lieux d'accueil des enfants à participation parentale, ont permis de réagir contre une vision purement médicale et hygiéniste de la garde des enfants et de renégocier des rapports genrés. Par leur expérience ils ont inventé des interdépendances plus égalitaires.
- Les mouvements agro-écologiques du Brésil qui sont

« ce n'est pas par l'État et le marché que passent les solutions les plus pertinentes, mais par ce troisième pôle qu'est la société elle-même et l'auto organisation des personnes »

aussi féministes décrivent les éco dépendances, et montrent comment elles sont assumées par la société et comment on peut les rendre plus égalitaires : les collectifs de femmes reconfigurent les activités de proximité comme les relations aux hommes.

Il faut réarticuler pensée de la protection et pensée de l'émancipation qui ont été cloisonnées : avec un versant émancipation dans la pensée radicale, et un versant protection dans la social-démocratie.

Concernant le changement des rapports sociaux, réduire la part de la marchandisation, du marché (que la logique libérale veut, elle, étendre au maximum) n'est-ce pas l'un des objectifs et des critères les plus consistants ?

Le défi est en effet de démarchandiser le plus possible les rapports sociaux. Notre livre veut restituer des expériences de démarchandisation qui sont à l'œuvre sur une très large échelle, mais restent invisibles. Les rendre visibles aide à ce qu'elles puissent échanger et discuter de leurs limites ; et dénoncer les oppositions qu'elles rencontrent d'autant plus vives que le mouvement s'étend. À cet égard l'Observatoire citoyen de la marchandisation des associations initié par le Collectif des associations citoyennes fournit un espace pour mutualiser des réflexions.

La pensée critique a privilégié des phénomènes protestataires, « les mouvements sociaux », mais d'autres expériences sont aussi à prendre en compte. Ce sont les actions citoyennes qui posent des limites aux entreprises (en Afrique comme en Europe) lorsqu'elles empiètent sur les droits des travailleurs ou polluent : ce ne sont pas les procédures RSE qui ne sont que très superficielles, et ne touchent pas les logiques en profondeur. Les Zad et le mouvement zapatiste sont emblématiques, mais il y a aussi les expériences plus modestes de l'économie solidaire. Nous venons de publier un autre ouvrage « L'économie solidaire en mouvement »² qui présente un grand nombre de pratiques où sont explorées d'autres formes de relations sociales, à la frontière de la reconnaissance par la société, pas complètement légitimes : les lieux d'accueil des enfants organisés directement par les parents cités ci-dessus ; les régies de quartier et de territoire qui améliorent les conditions de vie par l'action des habitants, des bailleurs sociaux et des collectivités territoriales ; des mouvements d'autoproduction où des personnes interviennent hors marché dans l'entretien de leurs jardins ou de leurs maisons ; les associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, les structures de commerce équitable...

Vous citez aussi le livre de Geneviève Pruvost, « Quotidien politique »³, qui est « partie à la rencontre de ceux qui ont décidé de réinvestir les gestes de quotidien et d'en faire la matrice de leur lutte politique » dont on trouvera une note de lecture⁴ dans ce numéro.

Les Communs rentrent aussi dans ce cadre. Par exemple, les communs numériques, pour rendre l'internet accessible et ouvert. Ce qui fait converger l'économie solidaire et les communs, c'est l'idée d'Elinor Ostrom que ce n'est



pas par l'État et le marché que passent les solutions les plus pertinentes, mais par ce troisième pôle qu'est la société elle-même et l'auto organisation des personnes.

Comment articuler anthropocène et émancipation ? L'anthropocène ayant pour origine l'extension de marchés sans aucune régulation ni limite, réduire cette sphère n'est-ce pas là que s'articule ces deux luttes ?

Cela rejoint les courants féministes du Sud : une vision individualiste de « l'émancipation » n'est pas tenable. Il est important d'agir conjointement pour la protection matérielle ou non matérielle des personnes, une protection non pas conservatrice, mais permettant l'émancipation. Ce couplage émancipation - protection relie les questions sociales et écologiques, qui ont été disjointes.

Il est vital que les expériences en cours soient perçues comme un patrimoine dont on dispose. D'où l'importance de la description qu'a promu Bruno Latour, qui permet de voir ce qui se passe, ce qui émerge. D'où notre intérêt aussi pour les épistémologies du Sud, qui

2. « L'économie solidaire en mouvement » Josette Combes, Bruno Lasnier, Jean Louis Laville Edition érès

3. Geneviève Pruvost, « Quotidien politique Féminisme, écologie, subsistance » La Découverte l'horizon des possibles

4. « Notes de lecture » Geneviève Pruvost, « Quotidien Politique » Alan Lebecque, chargé de recherche et de développement du projet « Où atterrir ? » au sein de S-Composition

5. Philippe Descola et Alessandro Pignocchi « Ethnographies des mondes à venir » édition Seuil

6. Voir dossier dans ce N° Science et Société : recherche-action participative



« la nouvelle approche scientifique participative [...] facilite la composition d'un monde commun, à envisager dans le croisement des savoirs, des divers savoirs expérientiels, professionnels et académiques »

ne se contentent pas de décrire les dominations, mais examinent aussi le domaine des absences, ce que l'on ne voit plus. Par exemple, les cultures qui ont été éliminées mais qui retrouvent une actualité. Dans les Pays andins et en Amazonie, des formes d'organisation et de pensées ont été invalidées dans la pensée moderniste : comment se sont produites ces occultations ? Revisiter l'histoire permet de reprendre conscience des potentialités de ces formes, de comprendre leur résurgence et de connaître les obstacles à celle-ci.

Le livre de Philippe Descola et Alessandro Pignocchi « Ethnographies des mondes à venir »⁵, très accessible, est pertinent de ce point de vue.

« Il ne faut pas se leurrer en effet, comme Latour l'a noté, il existe des conflictualités démocratiques qu'il faut faire éclater »

On connaît cependant la puissance et la capacité de récupération du système dominant.

Que faudrait-il faire au-delà de relier les expériences ouvrant sur l'avenir ?

Il ne faut pas se leurrer en effet, comme Latour l'a noté, il existe des conflictualités démocratiques qu'il faut faire éclater. Ce que ne peuvent faire des améliorations continues du système dominant, il faut le faire en posant les controverses, sans verser dans la violence.

Le renouvellement de la critique est urgent, il passe par une science non pas « sur » la société, mais « pour et avec » elle. C'est l'objet des recherche-actions participatives⁶. elles se démarquent du techno-scientisme, et symbolisent la révolution épistémologique en cours permettant de renouer la science avec la société.

La pensée critique a été elle-même trop surplombante. Du fait du paradigme d'arrachement au monde existant dans lequel elle s'inscrivait, elle a produit des oppositions sans indiquer les chemins du mieux vivre, des dénonciations du caractère insuffisant de ce que pensaient les gens, elle les a enfermés les gens dans un monde subi dénonçant l'insuffisance de leurs tentatives d'en sortir sans promouvoir un monde commun.

Une pensée post-bourdiesienne continue à opposer connaissances savantes et sens commun : les acteurs sociaux seraient dans l'impuissance, l'illusion de ce qu'ils font, se leurreraient sur ce qu'ils vivent. C'est tout l'inverse de ce que nous montre la nouvelle approche scientifique participative en train d'émerger : elle facilite la composition d'un monde commun, dans le croisement des savoirs, expérientiels, professionnels et académiques. Cet enrichissement mutuel des divers modes de connaissances permet une invention collective, nécessité à laquelle nous ne pouvons déroger. Isabelle Stengers dans son ouvrage « Réactiver le sens commun - Lecture de Withehead en temps de débâcle » apporte un éclairage sur cette révolution épistémologique.

C'est là un point central, une bifurcation importante !

Cette ouverture déclenche toutefois une réaction dans le monde universitaire avec la réaffirmation de certitudes positivistes. Sur le front scientifique aussi, il y a des combats et des résistances ! Dans ce contexte marqué par les controverses, les avancées ne sont pas à négliger comme le premier appel à projets émis par l'ANR sur les recherches actions participatives. Nous y avons répondu en formant un consortium pour favoriser une réflexion collective partagée par des chercheurs, des acteurs associatifs et des responsables publics⁷. Il s'agit de travailler ensemble sur les conditions d'une co-construction de l'action publique entre pouvoirs publics et société civile.

Le pragmatisme n'est-il pas l'élément clé qui permet de sortir de la critique (de la fausse critique dirais-je) post moderne ?

Sur cette question du pragmatisme, signalons encore l'apport essentiel de Latour. Le schéma d'analyse bourdieusien arrivait à écraser la réalité : toute situation locale n'était que la déclinaison de rapports de force structurels, sans intelligibilité propre. Et il a fallu la force du descriptivisme latourien pour reconnaître dans ce qui existe la présence du singulier. Comme le dit Antoine Hennion, « le pragmatisme c'est la critique même en acte »⁸. Il existe certes une tentation du pragmatisme a-critique, qui ne se prononce pas sur les enjeux du monde. En ce qui nous concerne, au contraire, nous plaçons pour la liaison entre pragmatisme et critique, qui peut être incluse dans la démarche pragmatique comme le suggèrent Luc Boltanski et les épistémologies du Sud.

Vous abordez dans votre ouvrage la question des rapports des mouvements critiques avec les institutions. Pouvez-vous développer ?

Pour restituer les processus d'institutionnalisation dans leur complexité, notons, en reprenant le vocabulaire de Boltanski, qu'il y a des émergences antinomiques avec la réalité, des épreuves existentielles qui questionnent le cadre institutionnel. Ces zones de friction entre la société d'un côté et les institutions de l'autre, on voit qu'elles peuvent aller jusqu'au changement institutionnel, à la reconnaissance qu'il est nécessaire de modifier. Il y a une tendance lourde à la standardisation, la récupération, la marchandisation, mais ce n'est pas systématique, il y a des possibilités d'innovations institutionnelles par la prise en compte des débordements.

Propos recueillis par Didier Raciné
Rédacteur en chef d'Alters Média

7. Il s'agit de l'appel à projets Science avec et pour la société – Recherches participatives pour lequel le projet ESCAPE permet de réunir des chercheurs et acteurs associations (Cnam, Cose Comune, CAC, La Ligue de l'enseignement, MES, RNMA, RTES, UFISC).

8. Antoine Hennion, Enquête sur nos attachements. Comment hériter de William James, Sociologies, p. 30 ; <https://sociologies-revue.org/4953>

Le Mouvement pour une frugalité heureuse et créative

Commune frugale, métaphore de l'acte de bâtir en temps de débâcle

- PHILIPPE MADEC -

Comment penser l'acte de bâtir lorsque l'on veut préserver l'habitabilité de la Terre, prendre soin et régénérer sa zone critique et non la détruire de façon mécanique comme une simple ressource ?

Tel est le défi que, avec le Mouvement pour une frugalité heureuse et créative qu'il a co fondé, s'est fixé l'architecte et urbaniste Philippe Madec.

Penser l'ensemble des composantes de cet art qu'est le geste de bâtir, dans ses dimensions d'occupation de l'espace et du temps (on lira les belles réflexions sur la dissémination et la notion de fractale); de frugalité au sens de fruit et de mieux plutôt que moins; de réhabilitation des bâtiments bien sûr mais aussi du monde plutôt que reconstruction; de milieux concrets dont il faut capter l'essence; d'écoute de leurs habitants; de Communes comme cœur de cette pensée de la frugalité, ... Voici ce que propose le Mouvement pour la frugalité que vous découvrirez ici !



Philippe Madec

architecte urbaniste, co fondateur du Mouvement pour une frugalité heureuse et créative, coauteur de « Commune frugale, la révolution du ménage »¹

Le secteur de la construction et du bâtiment, vous le rappelez, est le premier secteur émetteur de gaz à effet de serre (40 %, après l'agriculture 28 % et les transports 20 %). Et vous rappelez que l'énergie (et les émissions de CO₂) ne sont pas les seules conséquences du modernisme productiviste et consumériste. Vous précisez d'ailleurs justement que « Le monde post carbone qui nous est présenté comme nouveau récit de la vie, demeure anthropocentré, marchandisé, technologique, sécuritaire ».

Qu'est-ce que le modernisme ? Que fait de notre planète ? Sur quels mythes est-il construit ?

Avant de développer, mettons-nous d'accord sur les termes : dans les années 90, j'ai fait publiquement mon deuil du modernisme dans une série d'articles « Le Chemin de Venise » et notamment celui qui s'attache au mot moderne et ses dérivés : « Du temps de celui qui parle »¹.

« Ce mythe se construit autour de la pensée d'une universalité de l'homme, qui se déploie par la technique, la machine, la capacité de maîtrise de l'énergie et de développement scientifique »

Depuis lors j'utilise les mots « modernisme » pour parler d'une époque, d'un courant de l'histoire; « modernité » pour parler d'un état; « moderne » comme l'état de celui qui est dans la modernité c'est-à-dire au temps de celui qui parle, au présent.

Le modernisme est un courant de l'histoire avec un début et une fin. Souvent on le fait débiter à la Renaissance, mais pour mon métier de bâtisseur, de fabriquant d'établissements humains, il commence au 18^{ème}, il s'instrumente au 19^{ème} et il réalise au 20^{ème} siècle, et dans le même temps il échoue. La notion de Postmodernisme arrive dans les années 70 et entérine le fait que les valeurs modernistes ne peuvent pas toutes perdurer.

Le premier mythe fondateur (du point de vue du bâtisseur, ce qui est limité, mais cela m'ancre dans une réalité) est la capacité à maîtriser l'énergie, qui nous permet de produire, nous déplacer, nous chauffer. Sans remonter à l'invention du feu, c'est la vapeur qui change tout, puis l'électricité, les énergies carbonées et nucléaires. Cette capacité fascinante se lie à un instrument: la machine. D'où le développement de la civilisation machiniste, synonyme de modernisme.

Ce mythe se construit autour de la pensée d'une universalité de l'homme, qui se déploie par la technique, la machine, la capacité de maîtrise de l'énergie et de développement scientifique. Il nous rend indépendant du lieu, du climat, de la culture, et capable de porter une économie mondialisée.



« La culture est l'expression de la vie en communauté, dans un climat et une géographie »

Le passage au numérique est-il du même ordre que le passage à la machine ?

Le numérique produit un autre type de rapport à l'humain. Et la coïncidence entre la conscience environnementale et la naissance du cyber espace me semble être porteuse de sens. On ne peut séparer le ré attachement au réel qu'est la pensée environnementale et notre capacité à tisser d'autres types de lien avec lui, d'avoir construit un espace virtuel, qui pour moi n'est pas de la virtualité mais de la réalité augmentée. Je ne sais pas encore faire la part entre ces machines numériques si consommatrices d'énergie et le fait qu'elles font du lien.

À quoi le modernisme nous rend-t-il aveugle ?

Prenons trois outils du modernisme : fin 19^{ème} siècle, en quelques décennies, Vicat invente le ciment artificiel, Otis les ascenseurs et Carrier la climatisation. Leurs trois inventions produisent une révolution dans la culture constructive et dans les cultures urbaine et architecturale. Un bâtiment en béton, avec un ascenseur et la climatisation, peut être placé n'importe où, dès lors qu'il y a de l'énergie. C'est une perte incroyable de culture urbaine, de culture bio constructive. Ces trois inventions uniformisent notre rapport au monde, dont on ne voit plus de ce fait la richesse infinie ; on perd le goût des différences : le monde en ressort aplati.

La culture est l'expression de la vie en communauté, dans un climat et une géographie. C'est, comme le disait Paul Ricoeur : « une figure historique cohérente »³ née du

vivre-ensemble quelque part. Ce que la mondialisation produit, ce n'est pas que de l'échange économique et de matière mais des colonisations culturelles, l'appauvrissement de la richesse des modes ou sa destruction.

Mais le modernisme n'a-t-il pas aussi modifié notre rapport à la nature (vis-à-vis de laquelle nous pouvons tout nous permettre) ?

Les bâtisseurs (dans la vision moderniste) n'en ont rien à faire de la nature. Pour faire une barre, on prend un bulldozer et on met tout à plat. Cette vision très particulière de notre relation à la nature s'appuie sur la surpuissance de l'homme qu'il croit illimitée et pouvant se développant sans cesse, sans limite. La Terre doit être transformée sans aucune limitation, et sans risque, pense-t-on alors. Prenons un exemple : je réhabilite un bâtiment construit en béton en 1928 par un riche industriel alsacien sur le modèle du Petit Trianon de Versailles, au creux la forêt de Saoû dans la Drôme, un synclinal perché en haut d'une montagne. Pour avoir plus de lumière, bien qu'étant installé sur l'adret de la vallée, ce propriétaire a demandé au Préfet d'arraser la montagne d'en face ! Reproduire le Petit Trianon en béton, en 1928, dans la Drôme, montrait dans quel étrange rapport à l'histoire, à la géographie et à la nature, le modernisme s'est placé ! Et ces constructions sont tellement lourdes que de grandes Métropoles (Singapour, Djakarta...) s'enfoncent peu à peu !

1. « Commune frugale, la révolution du ménagement » Mouvement pour une frugalité heureuse et créative, Actes Sud

2. Philippe Madec, « Le Chemin de Venise (2). Du temps de celui qui parle », in Techniques & Architecture, numéro 431, avril/mai 1998

3. Paul Ricoeur, Histoire et Vérité, éditions du Seuil, Paris, 1955, p.296

4. Ernst Ulrich von Weizsäcker, Amory B. Lovins, L. Hunter Lovins, Facteur 4. Deux fois plus de bien-être en consommant deux fois moins de ressources, rapport au Club de Rome, traduit de l'anglais par Pierre Bertrand, Mens, Éditions Terre Vivante,

Pôle culturel Aria
à Cornebarrieu

© PYB

« deux fois plus de bien-être avec deux fois moins de ressources ». Et il y a dans ce sous-titre la réponse aux enjeux de l'anthropocène »

Dans votre livre, « Commune frugale », vous dites : « Cet ouvrage propose de réinventer l'avenir des communes et, par pensée fractale, celui des territoires et établissements humains. Elle échafaude un territoire frugal, dédié au vivant, un milieu, un bio territoire ». Pouvez-vous nous présenter ce concept de frugalité ? Comment peut-il être un antidote heureux et créatif au modernisme ?

L'ouvrage « Commune frugale » est, soulignons-le, un ouvrage collectif, de plus de 80 contributeurs actifs. Ce concept de frugalité heureuse est à situer dans le temps. En 2018, alors que je travaille, ainsi que mes amis Alain Bornarel ingénieur et Dominique Gauzin-Müller architecte chercheuse, depuis 30 ans à une architecture nouvelle et un urbanisme nouveau, alors que nous montrons depuis 30 ans comment faire autrement, nous nous rendons compte que l'on ne va pas y arriver ainsi. Il nous faut fédérer les bâtisseurs engagés, souvent étaient des individus isolés ne sachant pas qu'ils étaient si nombreux. Les regrouper avec un Manifeste qui propose un récit visant à prendre soin de la planète et des ressources, à les ménager.

Je suis membre du Chapitre Europe du Club de Rome, et ai relu les rapports anciens. En 1997, le rapport « Facteur 4 »⁴ est publié dont le sous-titre est « deux fois plus de bien-être avec deux fois moins de ressources ». Et il y a dans ce sous-titre la réponse aux enjeux de l'anthropocène. Mais il est compliqué de faire passer des idées simples : la traduction par la Commission Européenne de ce concept humaniste se réduit à une division par 4 des émissions de gaz à effet de serre ! Autrement dit, la traduction du concept humaniste par une approche toujours moderniste, revient à effacer tout humanisme et à le réduire à une question d'énergie et de calcul. Nous avons à choisir un mot fort, résumant notre idée :

sobriété ou frugalité ? Pour nous sobriété allait devenir une injonction (moins de ceci, moins de cela...) alors que nous voulions créer un récit d'avenir ! On ne construit pas un récit d'avenir sur une injonction ! Le mot frugalité est devenu une évidence ! Chez les grecs, comme chez les latins, frugalité et sobriété sont d'abord synonymes et signifient « modération » tant qu'ils se rattachent à santé humaine. Mais très vite le mot frugalité a pris un sens de vertu publique. Ainsi pour Cicéron, c'est la plus haute des vertus et pour Montesquieu, l'amour de la démocratie est l'amour de l'égalité, et elle est aussi l'amour de la frugalité, car sans frugalité générale, il n'y a pas d'égalité. Ce mot porte une idée de vertus publiques, d'éthique. Ce fut décisif pour nous, la frugalité n'implique pas qu'un juste rapport entre individus, mais aussi à la nature, à la Terre. En latin cela vient de Fructus, le fruit. Frugalité est la récolte du fruit de la terre. La récolte est fructueuse quand elle rassasie ceux qui la font, sans blesser la terre. Sobriété réfère à une comptabilité : il faut être sobre pour consommer davantage. Ilitch l'avait dit dans les années 70 : plus on produit d'énergie, plus on en consomme. **Frugal dit mieux, sobre dit moins.**

Le programme du Club de Rome (« deux fois plus de bien-être avec deux fois moins de ressources ») est le seul et l'unique programme d'avenir, et il n'y en a pas d'autres. C'est la condition pour pouvoir continuer à être. Cette question de l'habitabilité est essentielle !

En quoi cette question de la frugalité est-elle au cœur de la réinvention de la Commune, du bio territoire ?

Le travail que nous, bâtisseurs, avons à faire au 21^{ème} siècle, est la réhabilitation du monde déjà là. Il faut le restaurer, le réparer et l'estimer à nouveau. Ce monde déjà là est habité. Nous les architectes, arrêtons d'être des artistes, de dire « laissez-nous faire, on s'en occupe ! » :

« la frugalité n'implique pas qu'un juste rapport entre individus, mais aussi à la nature, à la Terre »

« Le travail que nous, bâtisseurs, avons à faire au 21^{ème} siècle, est la réhabilitation du monde déjà là. Il faut le restaurer, le réparer et l'estimer à nouveau »

« Les vivants ne sont pas des objets, ils s'approprient le territoire selon cette logique représentée par les notions de fractale et de milieux ! »



« Autrement dit, Habitabilité veut dire réhabilitation »

il est indispensable que la société civile soit amenée à agir dans l'œuvre de réhabilitation, dans le travail pour maintenir la planète habitable.

Comment peut-on y arriver ? Depuis longtemps je travaille sur les diverses échelles de territoires et je vois que la richesse du monde est là, peu visible mais si présente. Nous avons du mal à nous le représenter. Et les territoires sont habités, et la vie y est disséminée, mais comment le voir ? **Comment penser la dissémination de toutes les réalités des territoires ?** Il manquait un concept, un outil intellectuel permettant de penser la dissémination. Et c'est là, en reliant la pensée de la commune avec la notion fractale de Benoit Mandelbrot que je me suis rendu compte que la représentation de la dissémination par les Communes, par les habitats, par la vie sur les territoires était parfaitement rendue compréhensible ! **L'unité initiale, le germe de la dissémination, c'est le fractal et la Commune en est le meilleur exemple.** Il est indispensable pour engager les populations dans cette problématique de réhabilitation. La Commune n'est pas qu'une échelle administrative, c'est un niveau d'appropriation simple des communs. Le seul fait de vivre dans des lieux si nombreux autorise à penser le vivant (humain, faune, flore) à partir de cette notion de disséminé. Les vivants ne sont pas des objets, ils s'approprient le territoire selon cette logique représentée par les notions de fractale et de milieux !

La pensée euclidienne est celle de l'emboîtement des échelles, de l'aménagement centralisé des territoires, des ponts et chaussées, avec des métropoles. Mais ce n'est pas une pensée appropriée à une vie répartie sur le territoire. Voilà pourquoi la Commune est devenue le cœur de cette pensée de frugalité. La couverture du livre « Commune frugale » que vous présentez ici illustre par cet extrait de la carte des communes de France, la dissémination naturelle de la vie selon ce mode « fractal » ! La Commune est la bonne échelle de temps et d'espace qui permet une intervention au présent, à la dimension appropriée et appropriable par la société civile. Il faut arrêter de penser à 2030, 2050, 2100 ! Les choses doivent se faire maintenant là dans les lieux où on habite !

Quels sont les moyens qui permettrait de changer, de faire prendre conscience de la direction à prendre pour ce changement ?

Jusqu'à présent, parler de dissémination revenait à évoquer l'étalement, qui ne révèle pas les diversités locales. La dissémination n'est pas une valeur négative, mais un état du monde, qu'il faut chercher à comprendre pour ce qu'il est. Par exemple, sans regard sur le disséminé, comment penser tel ou tel bourg qui n'est pas un objet comme Paris, leurs rapports au territoire différent tant. En évoquant le zéro artificialisation nette, on n'a pas pensé à la différence entre l'urbain dense et le rural peu habité. Si on veut ménager et non pas transformer le monde, il faut se mettre à le regarder tel qu'il est et à l'aimer tel qu'il est ! Si divers !

Ne pensez-vous pas qu'il y a un lien très fort entre la dissémination et le vivant ? Que le vivant lui-même se dissémine selon un mode fractal ?

Ce qui est commun à tous les êtres vivants, c'est le temps ! **Nous sommes tous traversés par le temps ; la géométrie fractale intègre pleinement le temps à la différence de la géométrie euclidienne.** Cela change la vision moderniste de l'espace : accepter que le temps soit à l'œuvre dans l'espace, le façonne, c'est changer la vision des métiers de bâtisseurs.

« ...la question du milieu, des lieux, des situations dans lesquelles les vies se déploient [...] est au cœur de notre travail »

Comment cela se projette-t-il dans la réinvention de la Commune et dans ce que vous appelez le bio territoire justement ? Comment cela se traduit-il dans vos métiers de bâtisseurs ?

On parle davantage de nos jours de la question du milieu, des lieux, des situations dans lesquelles les vies se déploient : l'idée de milieu est au cœur de notre travail. Chaque milieu est inédit et est à découvrir, cette notion est de plus en plus acceptée, par les bâtisseurs, architectes, paysagistes, urbanistes. Tous les milieux, toutes les Communes, tous les quartiers sont singuliers ; ils expriment un quotidien dans toutes ses façons d'être ensemble » hétérogènes. Depuis 90, je travaille en participation citoyenne, en co conception, je partage mes projets avec les gens qui sont là. Je crois aux avantages de l'intelligence collective bien supérieure à l'intelligence individuelle : il se passe quelque chose de si positif avec l'intelligence collective, les projets sont meilleurs. Prenons quelques exemples :

Il y a 3 à 4 ans à Bordeaux un bailleur ouvre un concours pour la construction de 130 logements sur un terrain en longueur bordé d'un côté par des barres, de l'autre par des petites maisons individuelles, des échoppes, et avec entre les deux, une cité industrielle où seront situés les logements à venir. Je prends le risque d'arriver avec une feuille A4 présentant non pas un projet mais une procédure que nous voulons suivre : dans un mois nous faisons la fête des voisins, puis un autre mois plus tard, nous bivouaquerons sur le site pour rencontrer chez eux les voisins, afin de comprendre ce que le site représente pour eux. Le Maître d'ouvrage a pris le risque de nous retenir sur cette base ! Avec cette procédure, le projet a changé. Ce qui au départ devait être du logement social locatif, est devenu un ensemble de logements sociaux en location, de logements sociaux en accession : immeuble de 12 logements coopératifs et des logements pour étudiants dans des maisons réhabilitées. Sans cette procédure, ce programme n'aurait jamais été aussi mixte.

À la Martinique, nous accompagnons la 4^{ème} refondation de la commune du Prêcheur face à de nombreux risques



« L'approche technique frugale, est [...] plutôt basse que haute »

naturels dont la submersion. C'est mieux exprimé dans la langue des anglosaxons, plus vivante et plus facile à adapter aux évolutions que la nôtre : pour parler des risques anthropiques (ceux de l'anthropocène), ils parlent de « risques non naturels » « unnaturals », alors que nous restons toujours fixés sur les « risques naturels ». Nous avons rencontré tous les habitants concernés chez eux. On a pu distinguer trois types de logements : la maison au milieu de sa parcelle ; la maison mitoyenne en bande ; et surprise, la maison logeant deux familles, la famille avec ses voisins ! Cet exemple de la réhabilitation face aux risques caractérise l'idée de « réparer le monde déjà là ». Autrement dit, « Habitabilité veut dire réhabilitation » !

Que vous inspire le mythe de « l'avenir urbain radieux », typique du modernisme, et si important pour vos métiers de bâtisseurs ? L'avenir peut-il ne pas être tel que le modernisme nous le promet ?

Ce mythe prend naissance dans l'après-guerre, avec l'augmentation de la population : le Babyboom et une industrialisation de l'économie y compris agricole qui provoque un exode urbain ; le développement de l'industrie de masse et en particulier de l'automobile, agrège la main d'œuvre dans les villes. Dans ce contexte l'urbain apparaît comme radieux, avec du travail pour tous, le développement d'un mode de vie plus « facile ». Ce sont les Trente Glorieuses qui inventent la société de consommation. Le modernisme s'y appuie pour promouvoir le mythe urbain. Mais voilà 73 – 74 et les premières crises de l'énergie, l'avenir urbain n'est plus radieux : le chômage s'accumule comme les embouteillages, la pollution, l'alimentation industrielle, le stress et la pauvreté.

Le choix est entre l'urbain ou le rural, l'un ou l'autre. Les autres types d'établissements humains ne sont pas valorisés. Et les définitions de l'urbain confortent au plan statistique cette projection : l'INSEE définit l'urbain comme une « zone de bâti continue de 2 000 habitants sans coupure de plus de 200 mètres »⁵. Bien sûr cette définition

urbanocentrée, traduisant la vision des modernistes du monde à venir, à vocation auto réalisatrice, produit une représentation fautive de la société française (urbaine à 77,5 % !). L'ONU emboîte le pas : le Monde serait à 54 % urbain⁶ ! Cet aplatissement du monde est faux, et à Quito en 2016, lors du sommet Habitat III (seul sommet onusien qui n'a lieu que tous les 20 ans) l'OCDE et ses partenaires revoient les définitions de l'urbain, en ajoutant au nombre d'habitants leur densité (nombre d'habitants au km² en plus de la définition précédente). Ils aboutissent à une vision plus réaliste des établissements humains, avec 5 catégories d'organisation de l'espace habité : l'urbain dense, le semi dense urbain, le semi dense rural, le rural et le très peu dense. Ce regard soucieux de la réalité mène l'Insee à une autocritique estimable : « La définition proposée ici rompt avec cette approche centrée sur la ville. [En France, ndla] les territoires ruraux désignent désormais l'ensemble des communes peu denses ou très peu denses d'après la grille communale de densité. Ils réunissent 88 % des communes en France et 33 % de la population en 2017, [...] soit une part plus importante que la moyenne européenne (27 % en 2018 pour l'Union européenne à 28 pays) »⁷. 37,9 % habitent dans les communes denses et 29,3 % dans des communes de densité intermédiaires qui sont soit plus urbaines soit plus rurales en fonction de leurs réalités spécifiques.

Au plan mondial, en 2021, le bilan de la population urbaine n'est plus à 54 % mais 48 %. Elle devrait atteindre 55 % en 2050, et non pas 66 %. Ce qui annonce un ralentissement global de l'urbanisation ; en 1975 : « Jusqu'en 2015, la part de la population urbaine a augmenté de près de 3 points de pourcentage en une décennie, alors qu'à l'horizon 2050, elle serait inférieure à 2 points de pourcentage »⁸.

C'est la diversité et les saveurs du monde qui se trouvent ainsi mieux prises en compte, de façon plus juste, ce qui permet de réinventer les territoires, de sortir du choix fermé « urbain » ou « rural » ! C'est une bonne nouvelle !

Vous soulignez les grands traits qui distinguent les pratiques de la frugalité de celles de la modernité : « contenter plutôt que consommer » ; « ménager plutôt qu'aménager » ; « réhabiliter plutôt que construire ». Voulez-vous expliciter certains concepts ?

Sur quel critère distinguer entre techniques frugales et high tech ?

Historiquement, la première distinction s'est faite entre les notions de High tech et Low tech, émergées l'une contre l'autre dans les années 60 – 70. Le High tech, c'est la technologie de pointe (Beaubourg, les tours anglaises...). Le Low tech rassemble des approches techniques simples. Cette opposition est concomitante de celle postmodernisme versus modernisme.

L'approche technique frugale, c'est la mise en œuvre de la juste technique, plutôt basse que haute, du bon matériau, pour un emploi judicieux, en exacte quantité. Il s'agit pour nous d'utiliser le moins possible de béton, avec modération, plutôt des matériaux biosourcés, géosourcés et de réemploi, avec de la ventilation naturelle, selon une

5. « Sont considérées comme rurales les communes qui ne rentrent pas dans la constitution d'une unité urbaine : les communes sans zone de bâti continu de 2000 habitants, et celles dont moins de la moitié de la population municipale est dans une zone de bâti continu. » <https://tinyurl.com/4amej33r>

6. <https://tinyurl.com/vv7cpzwz>

7. ibid

8. ibid

9. <https://tinyurl.com/592hayup>

approche bioclimatique. Le fait de choisir des techniques justes, nous tourne vers le local, tant ressources que savoirs. Ces contextes climatiques, humains, et physiques locaux sont très divers et illustrent parfaitement que la frugalité est exemplaire dans une sorte de démondialisation à l'œuvre. Alors que le ciment est un matériau globalisé, nous travaillons dans des circuits courts, avec des savoirs locaux, adaptés au climat.

Bruno Lemaire dans une interview du 4 janvier 2023 : « nous devons bien comprendre le moment où nous sommes. Nous vivons la fin de 80 ans de mondialisation libérale » et c'est une chance pour la France⁹. Ce qui est important est qu'il le sache, que cela puisse se réaliser : nous commençons à en sortir, une réalité émerge, mais dans ces propose « démondialisation » renvoie à « décarbonation ». Sans doute sommes-nous plus proches, en ce qui nous concerne, de la mondialité d'Édouard Glissant : « mondialité » : « si la mondialisation est bien un état de fait de l'évolution de l'économie et de l'Histoire, et qu'elle procède d'un nivellement par le bas, la mondialité est au contraire cet état de mise en présence des cultures vécu dans le respect du Divers. La notion désigne donc un enrichissement intellectuel, spirituel et sensible plutôt qu'un appauvrissement dû à l'uniformisation que nous ne connaissons hélas que trop »¹⁰.

Quel est le sens de votre concept de « densité juste »

La densité juste ne se voit pas uniquement dans un chiffre au m², mais dans une distance entre les êtres et les choses, jouée dans chaque culture, dans un rapport à la lumière, au sol, au sous-sol, à la nature. Elle se négocie par rapport au vivant et à la nature : seule la réponse située est juste ! Prenons le cas du « zéro artificialisation nette ». Il n'a de sens qu'en fonction de la situation concrète : pas le même dans une métropole que dans les territoires.

Autre concept de la frugalité : « Contenter plutôt que consommer »

Il s'agit questionner la justesse des besoins, de faire mieux avec moins en satisfaisant les besoins essentiels. L'approche frugale ne se réduit pas à la technique. Elle s'attache au contentement, sans blesser la nature, à la résorption des manques et des choses nécessaires à la vie de tous les jours. Redéfinir les besoins est indispensable après 80 années de consumérisme.

Mutualisation des espaces temps disponibles dans une approche chronotopique ?

Le modernisme a fait des objets à vocation unique : une école, c'est une école ; un logement, c'est un logement... On est encore dans une conception linéaire du temps. Si on intègre le temps dans l'espace déjà-là, on déploie les usages et l'espace. Si la nuit, un bureau devient un refuge pour sans-abris, ou une école une boîte de nuit, on démultiplie l'espace fini de notre Terre, par la chronotopie.

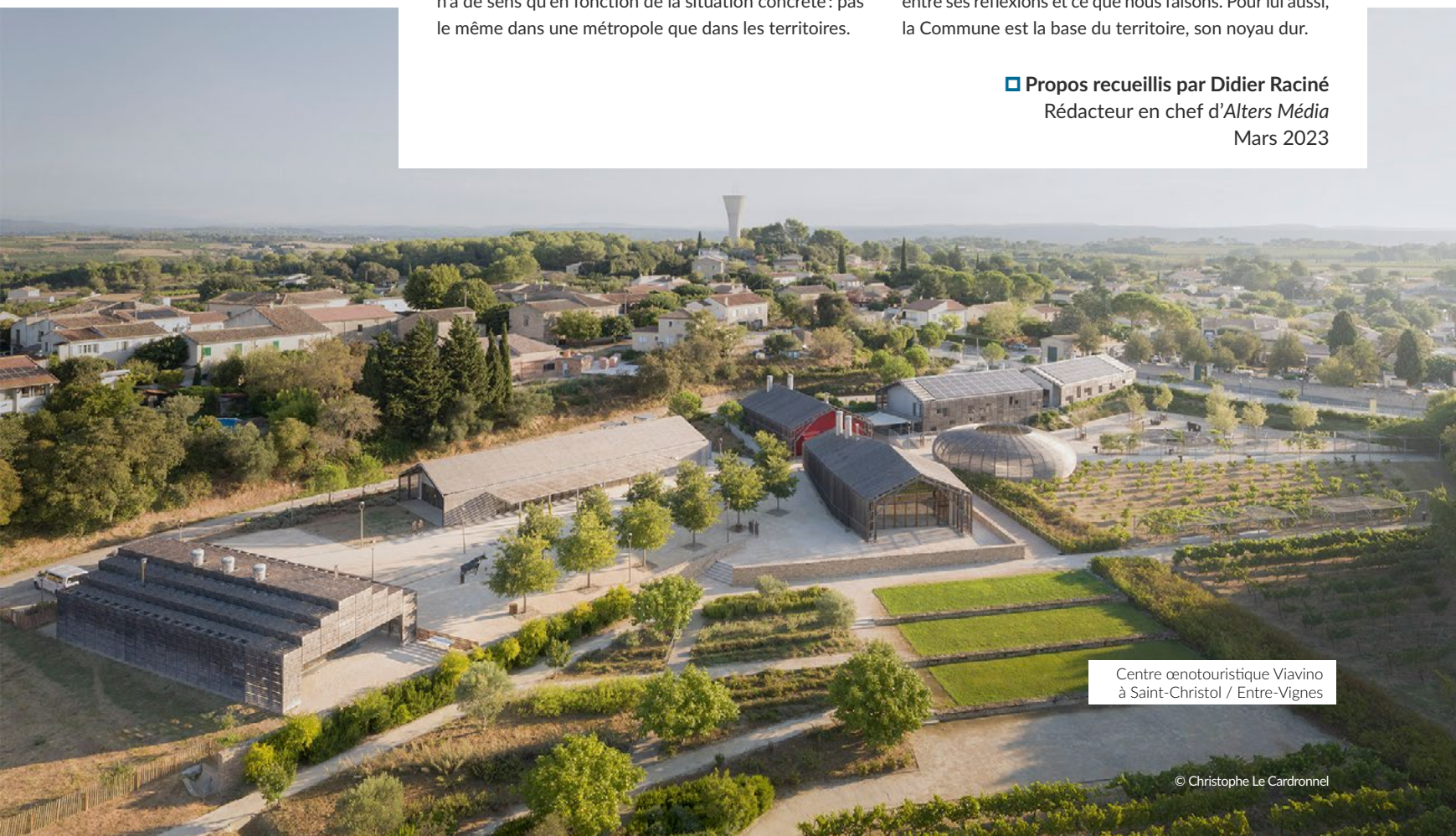
Quel est votre rapport au point de vue de Bruno Latour, pour lequel le territoire est décrit par les citoyens à partir de leurs attachements et de leurs dépendances ?

C'est ce que nous vivons ! Les propos de Latour et nos actions sont apparentés ! Entre le territoire et nous, il y a les milieux ; nous travaillons dans les milieux ; d'où la pensée fractale. On essaie de saisir comment chaque milieu est presque auto suffisant comme espace de vie, même s'il s'enrichit des relations avec d'autres milieux. Chacun s'installe sur un territoire et fabrique une territorialité. Alberto Magnaghi¹¹ parle bien de cela. Il y a une proximité entre ses réflexions et ce que nous faisons. Pour lui aussi, la Commune est la base du territoire, son noyau dur.

■ Propos recueillis par Didier Raciné
Rédacteur en chef d'Alters Média
Mars 2023

10. <http://www.edouardglissant.fr>

11. Alberto Magnaghi architecte et urbaniste auteur de « Le projet local »



Centre œnotouristique Viavino
à Saint-Christol / Entre-Vignes

Qui orientera in fine la lutte pour l'habitabilité de la Terre ?

- DOMINIQUE BOURG -

Dans la lutte pour l'habitabilité de la planète, où se trouvera en fait l'orientation générale de la lutte : dans l'expertise ou bien dans la nécessaire volonté de la population ?

Où se situe l'implication des populations : une nécessité « pour valider » ou bien « pour orienter » la trajectoire ?

La démocratie n'est-elle pas de donner aux populations la possibilité de s'orienter, de dire Où atterrir ?

Où se situe l'expertise nécessaire à cette lutte : expliquer « où l'on doit aller » ou bien « donner les éléments aux populations pour s'orienter » ? Comment articuler le local et le global ?

Questions qu'il est nécessaire de poser et qui sont débattues ici !



Dominique Bourg
Philosophe

Vous avez travaillé sur le thème de la démocratie notamment dans le texte « Néolibéralisme et démocratie »¹

Comment voyez-vous les contours et les facettes multiples d'une démocratie adaptée au monde nouveau qui s'ouvre avec l'anthropocène ?

Il faut partir d'une définition très large, non enfermée dans le monde grec ni dans une vision européenne comme le regrettait autrefois Amartya Sen : la démocratie est le mode d'organisation d'un groupe humain de telle sorte qu'il puisse influencer sur son destin, que s'exprime la diversité des comportements et opinions. Cette définition large est sans doute aussi vieille que l'organisation humaine. Puis vient en Europe, la naissance de la science moderne, aux 16^{ème} - 17^{ème} siècles, au sortir du monde clos des anciens. Elle va orienter l'humanité selon le grand principe moderne : transgresser toutes les limites, faire reculer les bornes de la nature pour reprendre Bacon dans La nouvelle Atlantide. Dans tous les domaines, qu'il s'agisse de l'éthique, de l'esthétique, du scientifique, de la technique, de l'économie, de la colonisation... il y a transgression. Le seul domaine où les modernes n'ont pas agi ainsi, c'est le politique, le pouvoir circonscrit par la loi, qui doit échapper à l'arbitraire.

« Les démocraties ne sont plus capables de réguler les rapports sociaux et on le voit bien avec la réforme des retraites »

Trois principes organisent la démocratie selon Pierre Hassner :

1. La souveraineté populaire : qui débouche sur le suffrage universel ;
2. Droits individuels : les droits humains transcendent la volonté du souverain (peuple), sinon la majorité peut tyranniser la minorité ;
3. L'État de droit : le pouvoir est exercé dans la limite de la loi fondamentale ; gouvernants et gouvernés sont assujettis à la loi.

S'il manque un seul de ces points, on sort de la démocratie : l'Afrique du Sud de l'apartheid niait l'universalité des droits humains.

La démocratie peut prendre plusieurs modalités : représentative au sens classique (on délègue le pouvoir) ; participative et délibérative : délibérative avec une conférence de citoyens ; plus généralement les débats organisés par la Commission Nationale du Débat Public, mais notons que le résultat du débat est bien différent selon la façon dont on l'organise ; semi-directe : comme en Suisse, où une votation d'initiative populaire peut défaire une décision parlementaire. Notons que cela n'a eu lieu que très rarement et que le financement du débat public n'y est pas encadré.

Les démocraties sont aujourd'hui fragilisées (elles n'ont réussi pleinement que pendant les Trente Glorieuses). Elles ne sont plus capables de réguler les rapports sociaux (le capital sur le travail) et on le voit bien avec la réforme des retraites, où l'intérêt du capital est privilégié. La démocratie ne peut fonctionner dans les conditions actuelles :

- Il n'y a plus de « plat commun informationnel », même les faits varient au gré des niches organisées par les algorithmes. Nous sommes dans le règne des fake news,

1. « Science, conscience et environnement Penser le monde complexe » Sous la direction de Gérald Hess, Dominique Bourg Édition PUF
2. Dominique Bourg « Le marché contre l'humanité » Édition PUF



« Il faut distinguer entre démocratie écologique et démocratie libérale »

« mais la garantie pour que le local fonctionne est que le niveau supérieur le lui permette »

« C'est la richesse qui détruit l'habitabilité de la Terre »

notamment parce que le système informationnel actuel est complètement marchandisé.

- Le marché est tellement globalisé, qu'il est maintenant impossible à réguler. Les Etats n'ont plus la possibilité de réguler la richesse sur leur territoire. C'est ce que je développe dans « Le marché contre l'humanité »². On a créé un séparatisme des riches.

C'est parce qu'il y a des éléments de ce type que le « public » est en dehors du système (pour reprendre les termes de Dewey dans son débat avec Lippmann il y a cent ans). Lippmann défendait le point de vue (à la base du néo libéralisme, dont on lui attribue la paternité) selon lequel le peuple n'a pas les capacités de comprendre le monde actuel et le gouvernement ne peut être que celui des experts. Dewey au contraire défend l'idée de « construction du public ». Latour reprend cette idée, non seulement en idée, mais aussi pratiquement lorsqu'il lance « Où atterrir ? » et cette méthode pour construire ce saisissement du public par lui-même...

« Le » public, je suis sceptique. Il y a toujours des publics, jamais « le public », pas plus qu'il n'y a qu'une espèce dans un écosystème. Mais aujourd'hui nous sommes passés de la diversité des opinions à leur émiettement. En revanche à titre personnel, je trouve l'état du monde effrayant. Loin de moi l'idée que le local n'a pas d'importance : au contraire, la première des échelles c'est l'échelle locale, celle d'une démocratie vivante, où on se réalise le plus. Un collectif de paysans qui sait trouver un accord pour effectuer un projet ensemble, ce qu'ils ne sauraient réaliser chacun seul, sont créateurs de sens, à la base de la démocratie.

Dans le débat Dewey Lippmann sur la question des experts, prenons l'exemple de la Lagune de Mar Menor dans le sud de l'Espagne, à laquelle le Parlement espagnol a donné un statut de sujet de droit. Il en a résulté un Commun. Les riverains qui la détruisaient en sont devenus des gardiens : cela n'a été possible que parce qu'un diagnostic permanent de l'état sanitaire est organisé, à partir d'un savoir tiers objectif. Il oriente et borne le jeu

des acteurs : l'expertise retrouve sa place. C'est le lot de notre société, à la division du travail très forte, très complexe. La science participative peut y trouver une place. Les paysans ont appris à voir la lagune autrement. Donc il existe une altérité : il ne faut pas opposer expertise et démocratie. Le climat est une machine si complexe et abstraite, sans le GIEC, où serions-nous ? Le refus de la réforme des retraites s'appuie sur le vécu du travail, le sentiment d'injustice, mais aussi sur une expertise alternative. Ok pour les sciences participatives, mais tout n'en relève pas.

Il faut distinguer entre démocratie écologique et démocratie libérale. La démocratie écologique

est plus riche, elle intègre les droits des non-humains, les questions de genre, le développement de l'agroécologie (imposer une seule espèce sur un territoire est en contradiction avec la notion même d'écosystème), des inégalités plus resserrées, etc. Mais il ne faut pas mettre en opposition le local et le global, mais la garantie pour que le local fonctionne est que le niveau supérieur le lui permette.

Vous avez dans votre ouvrage « Néolibéralisme et démocratie » mis en évidence les libertés négatives promues par le néolibéralisme et les libertés positives qui cherchent, en partant non de l'individu mais du fait social et de sa nécessaire organisation, à construire la contribution des citoyens aux affaires de la cité. Pourriez-vous développer ces idées ?

Il faut faire la part des choses : la **liberté négative**, c'est quand je peux décider de certaines choses sans en référer à une norme de droit positif, extérieure à moi ; sans liberté négative, il est difficile d'apprécier l'existence. Ce n'est pas une liberté « bourgeoise », elle possède au contraire, comme le dit Graeber, une dimension humaine. La **liberté positive**, c'est quand le collectif a la maîtrise sur les règles ou normes extérieures qu'il s'impose. Tel est plus encore le cas avec la démocratie semi-directe. La difficulté vient de ce que nous sommes très nombreux, 8 milliards. Avec les moyens techniques qui sont les nôtres, les gestes les plus simples peuvent devenir destructeurs de nos conditions de vie. Il en résulte que 10% des plus riches émettent 37 à 45% des gaz à effet de serre. 50% des personnes moins de 13 à 15%. Les flux de matière sont dans le même ordre d'inégalité entre habitants de pays riches et de pays pauvres. C'est la richesse qui détruit l'habitabilité de la Terre.

Si on regarde la répartition géographique historique de la population sur la Terre³, on constate que les zones les plus chaudes sont les plus peuplées, de 21 à 27° : or à 28°C de température territoriale moyenne la population chute, à 29° il n'y a plus de vie possible. En outre, d'après le GIEC (chapitre 12 du 6^{ème} rapport du groupe 1), selon

3. Barry A. Klinger et alii, "Population distribution within the human climate niche", PLOS Climate | <https://doi.org/10.1371/journal.pclm.0000086> November 9, 2022



« Et cette convention a su réaliser cet exercice magique de leur faire digérer un savoir abstrait qui leur a permis d'émettre 150 propositions positives »

le scénario optimiste (2.6 W/m²), nous pourrions avoir dès 2041 40 à 250 j par an de chaleur humide où l'on ne peut plus sortir dans de nombreuses aires tropicales. Et l'idée du public de Dewey, tout aussi sympathique qu'elle soit, ne peut nous conduire à tenir compte de cela, et on ira à la catastrophe.

Dewey a pensé cette idée de démocratie et du rôle du « public » il y a cent ans, et cela était fort puissant. Il ne demandait pas que le public soit informé de tout, en capacité de produire la science, mais que l'on fasse en sorte « ... que les publics concernés par une question soient eux-mêmes mis en situation de mener des enquêtes sur celle-ci ». Et ce sont les propositions de Latour, que de lui permettre d'identifier ses propres concernés vitaux, et d'enquêter sur les dépendances auxquels ils sont liés.

Sans les citoyens, on ne fera rien !

Oui, sans les citoyens on ne fera rien, on est d'accord ! La question est de trouver comment ? Comment trouver les façons les moins top down à ce sujet ? Partager l'information ne suffit pas. Les modèles sont en jeu et depuis peu, ils ont peu à peu rejoint notre quotidien. S'ils ne sont pas connectés avec les sensations, les émotions, cela ne fera pas bouger les gens, qu'ils soient scientifiques ou non. Il existe des publics. Et il y aura toujours une partie frustrée par des règles trop contraignantes, or difficile de passer le gué sans s'auto-contraindre. Seule une population très informée pourra admettre que là on a une phase difficile. On devra opter pour des modes de vie où les gens voient très bien ce qu'ils vont perdre sans voir ce qu'ils gagneront.

Vous indiquiez dans « Néolibéralisme et démocratie » : « Confier au peuple directement et formellement la production de toutes les règles, dans tous les domaines possibles de jugement, reviendrait à produire une espèce originale de totalitarisme. Telle est l'une des dérives de la volonté générale ».

Que vouliez-vous dire ainsi ?

Si le parlement ou des comités locaux doivent décider de tous nos comportements, alors la vie deviendra vite un enfer.

Par ailleurs, il est clair que devant la complexité des choses, si on ne laisse pas une forme d'inventivité aux gens, au local, on n'y arrivera jamais. S'il s'agit du mode de vie des gens, c'est eux qui vont le trouver, mais relativement à de grandes orientations qui se décideront au parlement, inséparables de la donne écologique. Il faudra redescendre à une empreinte écologique non d'une planète, mais à 0.8 planète.

Il faut faire très attention à ce que l'on appelle consensus. Nos démocraties se sont organisées sur la base de consensus en creux remontant à la fin du 19^e siècle : il convenait de maximiser la production de richesses, et de redistribuer cette richesse. Mais chacun de ces objectifs pouvait se réaliser de façon opposée, selon la gauche ou la droite. Or, maximiser la création de richesses détruit l'habitabilité de la Terre. Nous avons besoin de trouver un nouveau consensus en creux, une nouvelle orientation, n'excluant pas des divergences. La maximisation des richesses n'est plus possible. Nous sommes dans une société désorientée.



L'un des apports de Latour est que, pour s'orienter qu'il faut savoir où atterrir ! On ne peut pas faire autrement, il faut revenir au niveau des personnes ! Que « tête de pipe par tête de pipe » pour reprendre son expression, on apprenne à s'orienter, « Où atterrir ? », par l'enquête sur les dépendances auxquelles nous sommes soumis (et qui intègre bien sûr les données de la science et du GIEC !).

Et après, composer au sens qu'il donne aux arts politiques, aux arts de composer, en prenant en compte les amis, alliés et ennemis...

Oui, je suis d'accord, il y a là un jeu dialectique : on va définir ces points localement, mais en même temps sous pression globale ; si on est dans un pays qui va devenir inhabitable, le local est sympa mais on ne saurait s'orienter par le local seul. La donne est globale et attachée à une expertise. Deuxième chose : il faut que l'on distingue bien l'orientation générale, de la manière dont je vais la décliner localement.

Que pensez-vous de la notion de convention citoyenne, qui précisément elle a apporté aux citoyens qui étaient présents une vision globale sur les questions du climat ?

C'est fondamental et cela n'est pas sans lien avec l'idée de Chambre du futur que j'avais proposée il y a 13 ans. Sur les 150 citoyens, il y en avait 20 à 30 % qui étaient climato sceptiques au départ. Et cette convention a su réaliser cet exercice magique de leur faire digérer un savoir abstrait qui leur a permis d'émettre 150 propositions positives. Il faudrait instaurer cela dans la Constitution, faire une troisième chambre, avec des citoyens engagés, avec des prérogatives particulières. Si l'on ne s'appuie pas sur l'inventivité des populations, sur celle de conventions

citoyennes, s'ils ne sont pas appropriées par la population, cela ne marchera jamais.

Les communs locaux sont un moyen d'apporter cette appropriation, qu'il faut faire à plusieurs échelles : à l'échelle locale, c'est fondamental, mais il faut aussi trouver des mécanismes où le public peut dire : les grandes orientations c'est ceci et on retrouvera notre liberté pour les mettre en œuvre. Mais ces orientations sont inséparables d'un diagnostic, d'une expertise dont part une convention citoyenne.

Le second dossier de ce Numéro concerne les rapports Science et société (et en particulier le développement des Recherches actions participatives) et ils ont des liens nombreux avec la démocratie à ré inventer.

A côté de la relation Science et marché que vous avez développé dans votre essai, partagez-vous cette idée des nécessaires relations entre Science et société ?

Les sciences ne nous disent pas quoi faire, mais livrent le plus souvent un diagnostic indispensable à l'action. Et il convient de s'opposer aux idées scientistes selon lesquelles elles suffiraient. Il n'y a en outre pas la science, mais des sciences. Les mathématiques utilisées par les néolibéraux sont nées absolument indépendamment de la finance et ne peuvent avoir été inventées dans un cadre participatif : il y a des domaines où la recherche participative ne marche pas, bien qu'il y en ait d'autres où elle fonctionne. Il faut tout autant empêcher un séparatisme des riches que celui des savants : il faut développer cette recherche participative partout où c'est possible. Je fais partie du comité scientifique d'une grosse coopérative agricole et je rêve qu'ils deviennent des observateurs complémentaires de la dégradation du climat, de la biodiversité : ceci serait fondamental !

▣ **Propos recueillis par Didier Raciné**
Rédacteur en chef d'*Alters Média*

Ouvrons le cadre institutionnel des négociations sur le climat

Associons les acteurs de la société civile à la négociation !

- FRANÇOIS GEMENNE -

Le tour d'horizon auquel se livre François Gemenne le conduit à évoquer les grandes questions des relations entre pays du Sud et ceux de l'Occident, qui devraient abandonner leurs positions de surplomb pour adopter celle de partenaires égaux et interdépendants.

Devant le caractère global du changement de régime climatique, les négociations internationales sont bloquées parce que les seuls acteurs des négociations sont les Etats, qui n'ont que les objectifs et les compétences partiels pour aborder un tel problème global. Ouvrons le cadre institutionnel de ces négociations à d'autres acteurs de la société civile !

Le caractère lui aussi global des migrations, n'est lui aussi pensé par les Etats que par le petit bout de la lorgnette (la limitation des flux migratoires), au lieu de construire des politiques positives, optimisant les bénéfices des trois acteurs (pays de départ, pays d'accueil et migrants).



François Gemenne

Directeur de L'observatoire Hugo (Université de Liège), enseignant à SciencesPo, membre du groupe 2 du GIEC

Migrations

Vous avez déclaré que « En 2050, la gestion des migrations de masse sera devenue le problème mondial numéro un ».¹

C'est certainement un des problèmes qui définiront le 21^{ème} siècle !

Vous poursuiviez : « Les flux migratoires liés au changement climatique ont continué à augmenter et sont devenus plus internationaux. On estime ainsi qu'une part comprise entre 25 % et 35 % des demandeurs d'asile en Europe ont été poussés à l'exil par des facteurs climatiques, en particulier la dégradation des sols ».

C'est très difficile à estimer parce que les facteurs de migration se mélangent les uns aux autres : il est difficile de relier une migration précise à un facteur particulier.



Une grande partie des migrations économiques peuvent être aussi des migrations écologiques ou climatiques, car une grande partie des gens dépendent pour leurs revenus principalement de l'agriculture et donc de l'écologie et du climat.

Pour Bertrand Badie, si « La part des populations migrantes est encore très modérée, de l'ordre de 3% de la population mondiale, (...) il serait fou de penser que la pression migratoire ira en s'atténuant. Il est déjà patent que les mesures incroyables de répression contre la migration ont complètement échoué et n'ont pas su dissuader les candidats au déplacement. Il nous faut donc changer d'approche et regarder enfin la migration de manière positive; au lieu de s'obstiner dans des politiques de répression très coûteuses qui échouent,

« le mieux que nous puissions faire c'est d'organiser les flux migratoires et d'essayer d'en tirer le maximum de bénéfices pour les sociétés d'accueil, les migrants eux-mêmes, les sociétés d'origine »

il convient de concevoir une politique migratoire capable d'optimiser le profit que chacun peut en tirer. On peut obtenir d'une migration bien conçue des avantages bénéficiant à ses trois protagonistes, les sociétés d'accueil, celles de départ et les migrants eux-mêmes. Positiver la migration, c'est maximiser tous les bienfaits qu'elle peut apporter sur le plan démographique, économique, social »².

Qu'en pensez-vous ?

Comment posez-vous la question des migrations ?

Je suis d'accord sur ce constat ! Nous sommes toujours dans une position politique selon laquelle il faudrait résister aux migrations et en limiter les flux, alors qu'en réalité le mieux que nous puissions faire c'est d'organiser les flux migratoires et d'essayer d'en tirer le maximum de bénéfices pour les sociétés d'accueil, les migrants eux-mêmes, les sociétés d'origine. Tant que nous serons dans la logique d'essayer de résister à ces flux, nous serons condamnés à échouer dans des politiques de plus en plus coûteuses, inefficaces et qui provoquent des drames humains, dans la Méditerranée comme aussi dans la Manche.

Y a-t-il au niveau des Autorités européennes, mais aussi des politiques, pas uniquement au niveau des intellectuels quelques voix qui s'expriment dans cette direction ?

Il y a eu toute une série de mesures proposées par la Commission européenne qui allaient dans le bon sens, me semble-t-il. Le problème est que ces mesures ont été systématiquement refusées par les États membres. Le blocage se situe bien plus au niveau des États membres qu'au niveau des institutions européennes. Tous les éléments montrent que l'on s'engage de plus en plus dans cette voie mortifère. Et on a l'impression que la fermeture des frontières est l'alpha et l'oméga d'une politique migratoire et c'est tout à fait dramatique.

L'Observatoire Hugo que vous dirigez développe des études sur les interactions entre les changements environnementaux, la migration humaine et la politique migratoire. Il mène des recherches de terrain à la fois théoriques et empiriques et accorde une grande valeur au travail collectif et collaboratif. Le Laboratoire Hugo pilote plusieurs grands programmes, Habitable, Magyc, Migradapt, Misty... dédiés à l'émigration.

Pouvez-vous nous présenter les axes des travaux menés par l'Observatoire ?

L'Observatoire Hugo³ travaille sur les liens entre la dégradation de l'environnement et les flux migratoires et nous sommes le seul laboratoire au monde qui travaille

spécifiquement sur cette question. Les recherches initiales sur ce sujet visaient à identifier les causes environnementales des migrations, qu'est ce qui va provoquer les départs, de combien de personnes on parle. On a aujourd'hui des projets qui vont bien au-delà de ces approches initiales : ils visent à comprendre les effets de l'habitabilité sur la migration, quelles sont les politiques qui peuvent être mises en place, et pour prendre l'exemple de notre programme « Habitable »⁴ qui est notre plus gros programme actuellement, nous cherchons comment se détermine le seuil d'habitabilité d'une population. Quels sont les rôles des perceptions individuelles dans la manière dont les gens vont juger si l'endroit où ils habitent est encore habitable ou non.

« tant que nous ne considérerons pas les pays du Sud comme de véritables partenaires mais comme des sous-traitants, nous ne pourrons pas avoir véritablement de gestion apaisée des flux migratoires »

Stratégie et changement de régime climatique

Émigration, guerre, changement de régime climatique, catastrophes et pauvreté : on voit qu'un changement de modèle global est nécessaire. Mais on ne peut attendre un grand soir, ni même d'avoir changé de modèle pour lutter contre ces fléaux.

Ne serait-ce pas plutôt un changement radical dans l'attitude des pays du Nord envers ceux du Sud qui serait nécessaire, voire indispensable ?

Une grande erreur des pays du Nord en matière de migration a été de considérer les pays du Sud comme des sous-traitants. Toute une série de projets ont essentiellement visé à de l'externalisation, c'est-à-dire à confier à d'autres le soin de résoudre à notre place des problèmes que nous ne voulions pas résoudre. Et, à la lumière des derniers documents européens, on va de plus en plus dans cette voie. Et c'est ainsi que l'on a dépensé beaucoup d'argent que l'on a lié à un meilleur contrôle des frontières, ou à la reprise des ressortissants déboutés du droit d'asile.

Le problème est que tant que nous ne considérerons pas les pays du Sud comme de véritables partenaires mais comme des sous-traitants, nous ne pourrons pas avoir véritablement de gestion apaisée des flux migratoires.

Cela ne va-t-il pas au-delà de la question des migrations elles-mêmes ?

Cela va tout à fait au-delà des questions migratoires, comme par exemple au niveau des questions du climat : si



« L'Observatoire Hugo travaille sur les liens entre la dégradation de l'environnement et les flux migratoires »

1. Naviguer la terre à l'âge de l'anthropocène : quels enjeux climatiques et énergétiques à horizon 2030 ? IRIS éditions | « Revue internationale et stratégique » 2020/2 N° 118 | pages 99 à 107

2. Alters Média N° 5 Janvier 2022

3. https://www.hugo.uliege.be/cms/c_4655083/en/hugo

4. https://www.geographie.uliege.be/cms/c_5751326/fr/l-observatoire-hugo-de-l-uliege-coordonne-le-projet-habitable



« les réponses au changement climatique et pas seulement les impacts peuvent être sources d'inégalités »

nous pensons que les pays africains par exemple doivent appliquer en matière de climat le modèle européen, on se trompe totalement. Nous devrions descendre de notre piédestal moral et voir quels sont les types d'accord de partenariat pourraient correspondre aux intérêts y compris économiques et financiers des pays africains. Descendre de notre piédestal moral mais aussi de dominant : nous sommes dans une logique d'extraction de terres rares dans les pays du Sud, qui vont servir essentiellement à la réalisation de notre transition énergétique et nous risquons de priver les pays du Sud de moyens de transition dont ils auraient grand besoin.

Cela commence-t-il à être pensé dans les milieux dirigeants et les Autorités ?

Cela commence à l'être, y compris au niveau des dirigeants économiques : ne pensons pas que tout passera par les dirigeants politiques, les dirigeants économiques ont un grand rôle. Et puis il est aussi question de diplomatie : si je prends l'exemple du quai d'Orsay, une partie est restée à la quatrième République. Bien sûr il y a une nouvelle génération de diplomates qui souhaiterait rentrer dans ces problématiques de partenariat. Mais je crains que la visite du Président Macron en Afrique [en Angola et au Congo en mars 2023] n'aie pas tout à fait réussi à gommer cette image.

« Le groupe N°2 travaille sur les questions d'impact, de vulnérabilité et d'adaptation »

La guerre d'agression de la Russie en Ukraine sera longue et marquera un tournant au moins aussi important que la chute de l'URSS dans le monde. Alors que l'on voit monter dans le Sud une hostilité de plus en plus large vis-à-vis des pays du Nord, alors que les condamnations de la Russie dans cette guerre n'entraînent guère plus de 50% du nombre total d'habitants du globe, la guerre en Ukraine ne pourrait-elle pas être l'occasion pour les pays du Nord de modifier radicalement leur attitude vis-à-vis des pays du Sud et de donner ainsi un élan dans les luttes contre les fléaux qui les menacent ?

Oui, ce serait nécessaire mais c'est le contraire qui se passe : je crains que nous ne soyons aveuglés par les votes à l'ONU à propos de la guerre d'agression en Ukraine : en fait on constate que beaucoup de pays du monde entier, de pays africains en particulier, au mieux s'abstiennent, au pire votent contre.

Négociations du GIEC

Vous êtes participez au Groupe 2 du GIEC. Pouvez-vous nous rappeler le rôle de ce Groupe 2 ?

Le groupe N° 2 travaille sur les questions d'impact, de vulnérabilité et d'adaptation. Ce travail est organisé sur trois domaines :

- Le premier groupe travaille sur la mesure scientifique du changement climatique, de combien de degré la température at-elle augmentée, quelle est la concentration des émissions

« le changement climatique est pour certains une question de sécurité, pour d'autres une question de développement, ou une question de survie, ou une affaire d'innovation »

« Les mécanismes institutionnels ne sont pas adaptés au sujet à traiter : c'est un sujet global, qui par nature dépasse les frontières des États »

- Le deuxième groupe travaille sur les impacts et la manière de s'adapter à ces impacts.
- Et le troisième groupe travaille sur les solutions pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre.

Nous ne travaillons pas uniquement entre homologues de divers pays, mais aussi avec des scientifiques de différentes disciplines : avec des écologues pour juger de l'impact sur les éco systèmes, mais aussi avec des sociologues et des économistes pour juger des impacts humains du changement climatique. C'est d'ailleurs le sujet du programme Habitable que pilote notre Laboratoire.

Quelles ont été les aspects positifs obtenus lors de la dernière réunion du GIEC ?

Il y a eu toute une série de choses tout à fait nouvelles ! Je regrette d'ailleurs un peu que les médias aient tendance ne parler que des dimensions négatives. Ils sont encouragés en cela par le bureau de Presse du GIEC, qui met l'accent sur les fondamentaux du changement climatique et ne met pas suffisamment l'accent sur les innovations qui sont présentés dans les Rapports. Je comprends la logique, il faut frapper les imaginations ; mais d'un point de vue scientifique c'est regrettable : car les avancées tout à fait fondamentales qui ont été présentées dans ce rapport sont peu mises en avant.

Par exemple, si je prends le chapitre sur lequel j'ai travaillé, nous montrons notamment que les réponses au changement climatique et pas seulement les impacts peuvent être sources d'inégalités, peuvent creuser des inégalités dans la société, qu'il n'y pas de corrélation directe entre l'ampleur des impacts et l'ampleur des transformations sociales qui vont affecter cette société : parfois un petit impact va provoquer de grosses conséquences et à l'inverse de gros impacts vont provoquer de petites conséquences.

Est-ce que l'on ne sous-estime pas l'importance des changements géopolitiques dans le Sud quant à notre propre situation ?

Nous avons une vision très occidentale des choses et que nous voyons les choses de notre propre point de vue et que cela nous conduit à méconnaître ou à travestir les points de vue de nombreux pays du Sud. Dans les négociations internationales sur le climat, c'est un élément essentiel à corriger : le changement climatique

n'est pas perçu de la même manière par tous les pays. Ils ne partent pas de la même ligne de départ, mais il y a de grandes différences de perception.

Quel est la nature de ces différences ?

Pour faire simple, le changement climatique est pour certains une question de sécurité, pour d'autres une question de développement, ou une question de survie, ou une affaire d'innovation. Toute la difficulté, est de mettre d'accord tous ces gens, d'accorder ces points de vue.

Vous avez dit qu'il faut « passer d'une coopération internationale à une coopération globale, ce qui impliquera de faire entrer à la table des négociations d'autres acteurs que les seuls gouvernements »⁵. Quelle serait la voie pour y arriver ?

Les mécanismes institutionnels ne sont pas adaptés au sujet à traiter : c'est un sujet global, qui par nature dépasse les frontières des États et nous les traitons entre gouvernements qui d'une part ne se placent pas au niveau international et qui n'ont pas tous les leviers pour agir efficacement à ce niveau. Si on veut passer à une coopération globale, il faut accepter que d'autres aussi puissent participer à la négociation : les municipalités, les entreprises, la société civile.

On reste un peu coincé dans ce que l'on appelle en science politique une dépendance de sentier. On a tendance à faire toujours la même chose parce que l'on a toujours fait comme cela. Les seules réflexions qui existent aujourd'hui sont des réflexions d'universitaires. IL n'y en a aucune au sein des États-Unis qui soient engagées sur cela. Nous sommes dépendants que quelque chose qui est né à l'issue de la seconde guerre mondiale pour globalement faire la paix, ce qui était du ressort des gouvernements, alors que le changement climatique dépasse les gouvernements qui n'ont pas les moyens. Nous restons coincés dans cette architecture institutionnelle.

Nous sommes dans une situation de guerre en Ukraine et dans cette question de changement climatique. Est-ce que l'on n'isole pas trop les problèmes ?

Et ce sont des questions qui sont profondément liées les unes aux autres. Nous avons tendance à voir les choses en silos sans voir leur dépendance.

▣ **Propos recueillis par Didier Raciné,**
Rédacteur en chef d'*Alters Média*

5. Naviguer la terre à l'âge de l'anthropocène : quels enjeux climatiques et énergétiques à horizon 2030 ? IRIS éditions
| « Revue internationale et stratégique » 2020/2 N° 118

Notes de lecture

Geneviève Pruvost,
Quotidien Politique

- ALAN LEBECQUE, COLLECTIF OÙ ATERRIR -

Avec l'ouvrage de Geneviève Pruvost « Quotidien Politique », Alan Lebecque ouvre cette première des Notes de Lecture de la revue dans sa nouvelle manière. Choix tout à fait emblématique de cette nouvelle orientation, tant il est vrai de « Quotidien politique » est un ouvrage clé pour comprendre les tendances de fond qui poussent la société actuelle.

Alan Lebecque les résume avec brio : redonner dans sa vie une place à la subsistance, à la matérialité du quotidien ; au local valorisant ainsi des liens multiples à une communauté ouverte ; sortir ainsi des schémas imposés par le marché, le patriarcat, le consumérisme ; donner ainsi une valeur politique au quotidien, croisant émancipation et lutte écologique, dynamique communautaire et libération féminine et sociale.



Alan Lebecque

Chargé de recherche
et de développement
du projet «Où atterrir?»
au sein de S-Composition

Dans cet essai stimulant, Geneviève Pruvost nous invite à tourner notre regard vers ce qui constitue notre quotidien. La problématique de l'ouvrage est simple : qui fait quoi ? Si simple que soit cette question, se la poser en contexte capitaliste ne va, cependant, pas de soi. De fait, dès la première page, l'auteur fait mouche en nous interpellant : « qui connaît aujourd'hui la chaîne de confection de l'objet [un matelas] sur lequel on passe le tiers de son existence ? » (p.5). Notre difficulté collective à répondre à cette question en dit long à propos de l'oubli dont souffre la matérialité sur laquelle repose pourtant notre quotidien. Et avec la matérialité, ce sont également tous les gestes qui participent à cette fabrique du quotidien qui se trouvent invisibilisés. Geneviève Pruvost est donc partie à la rencontre de ceux qui ont décidé de réinvestir ces gestes de quotidien et d'en faire la matrice de leur lutte politique. Ce projet donne lieu à un diptyque dont Quotidien Politique forme le versant plus théorique. Fidèle à une approche pragmatiste, l'auteur ne s'éloigne toutefois jamais bien longtemps des intellectuels et militants du quotidien dont les vies illustrent son propos. Un second ouvrage mettant à l'honneur une approche d'ethnocompatibilité viendra prochainement compléter ce premier ouvrage.



Quotidienneté critique versus quotidienne facilitée

La sociologue trace un double chemin. D'une part, elle caractérise un mode de vie qu'elle qualifie d'alternatif. L'auteur préfère d'ailleurs le champ lexical de l'alternative à celui de l'écologie radicale afin de mieux rendre compte de la pluralité des modes d'investissement et de lutte politique au sein de cette partie de la population. D'autre part, à partir de leur expérience, elle révèle les mécanismes qui ont mené à la relégation économique et morale des tâches quotidiennes. L'oubli de la quotidienneté se double, en effet, d'un mépris pour les savoirs liés à celle-ci et les personnes - paysans, artisans, femmes



« l’auteur retrace la dynamique moderne qui a conduit à la progressive marginalisation des activités de subsistance »

au foyer, ouvriers – qui en ont la charge. Mobilisant notamment les ouvrages d’Ivan Illich, l’auteur retrace la dynamique moderne qui a conduit à la progressive marginalisation des activités de subsistance. Cet élan est marqué par l’ambivalence. De fait, en permettant l’émancipation des structures traditionnelles, elle accompagne en partie la démocratisation. Cependant, dans le même temps, les structures et les savoirs villageois se sont trouvés disqualifiés. L’auteur s’est ainsi particulièrement intéressé à la question des professions. La mise en place de formations professionnelles, de certifications et de la standardisation d’un grand nombre de gestes a d’un même geste facilité une certaine mobilité sociale et condamné toutes les manières alternatives de pratiquer cette profession. Cela est particulièrement visible dans le cas des professions agricoles, artisanales et médicales. Geneviève Pruvost met ainsi en avant le monde de la naissance alternative et celui de l’écoconstruction. Face à un système professionnel mais plus largement une modernité qui passe par la standardisation des espaces et leur soumission à l’impératif productiviste, elle souligne les multiples façons dont la figure de l’artisan-paysan est aujourd’hui à l’avant-garde des luttes écologistes.

« Redonner la priorité à ces actions de subsistance et à l’espace de la maisonnée où celles-ci prennent place est ainsi un geste politique [...] du point de vue des luttes pour l’émancipation [...] des luttes écologistes »

Redonner la priorité à ces actions de subsistance et à l’espace de la maisonnée où celles-ci prennent place est ainsi un geste politique, d’abord, du point de vue des luttes pour l’émancipation mais, également, de celui des luttes écologistes. Du fait de cette convergence, c’est naturellement que la sociologue du genre fait une place importante aux écrits écoféministes.

Féminisme de la subsistance

Dans sa réflexion sur le quotidien politique, Geneviève Pruvost fait une place d’honneur aux écrits féministes. De fait, la gestion du quotidien et de la subsistance est devenue au fil du développement de la société industrielle l’apanage de la femme au foyer à laquelle on a imposé l’idéal de la fée du logis. À la rationalisation du geste productif du mari devait répondre l’efficacité ménagère de l’épouse. L’auteur en s’appuyant notamment sur les travaux de Claudia Von Werlhof montre la manière dont le processus d’« housewification » a accompagné la destruction de l’autonomie des paysannes et la relégation des activités de subsistance à un ensemble de tâches subalternes. Fort de ce constat, elle caractérise un « féminisme de la subsistance » qui rassemble les militantes qui au sein de l’écoféminisme ont fait de cette thématique la matrice de leurs réflexions et parfois de leurs actions politique. Une intéressante annexe est d’ailleurs consacrée aux parcours biographiques et intellectuelles de ces femmes (Françoise d’Eaubonne, Vandana Shiva, Marie Mies et Silvia Federici). Leur dénonciation de l’individualisation des tâches du quotidien autrefois gérés à une échelle



« certains [...] penseurs [...] de Dewey à Alberto Magnaghi font de l'activité locale et communautaire la base de toute pratique démocratique et écologique »

communautaire et leur combat pour la revalorisation de celles-ci et de ceux qui en ont la charge à travers des propositions largement oubliées comme le salaire ménager, participent d'une attention politique aux actions du quotidien. Bien que les thèses notamment historiques avancées par ces militantes et chercheuses puissent être sujettes à critiques, leur point de vue n'en demeure pas moins particulièrement stimulant pour penser la question de la subsistance et notamment les possibilités politiques offertes par une véritable attention à « qui fait quoi ». L'association du sujet de l'engendrement avec celui de la production de la subsistance et à l'opposé celui de la stérilisation avec celui de l'économie marchande offre ainsi une grille de lecture intéressante pour penser l'impact de nos activités quotidiennes sur nos corps, notre société et plus largement sur le système Terre. Le caractère politique de notre quotidien ne peut cependant pleinement s'exprimer que s'il se déploie dans l'horizon d'une véritable dynamique communautaire.

Ramener le politique dans la communauté de face à face

Si l'ouvrage tire une grande partie de ses sources critiques de l'épistémologie féministe, l'auteur mobilise également certains des penseurs qui de Dewey à Alberto Magnaghi font de l'activité locale et communautaire la base de toute pratique démocratique et écologique. Ainsi, rendre le

quotidien politique, c'est aussi repolitiser les relations de voisinage. En réalité, comme le montre la sociologue, dès lors qu'il est question de décider ensemble de la manière de mener des activités de subsistance qui concernent de fait l'ensemble de la communauté, nous sommes d'ores et déjà dans la politique au sens le plus plein. **Partir de la quotidienneté, permet ainsi de repenser les échelles et les modes du politique.** La révolution du quotidien fait ainsi peu de bruit, mais, ce faisant, elle s'effectue partout où des brèches apparaissent, partout où les paysans, les artisans et autres militants parviennent à garder un pied dans la porte qui allait pour se refermer définitivement sur le monde d'hier. L'idée n'est pas de plonger dans un conservatisme nourri des cartes postales d'autrefois, au contraire, cette attention au local n'a rien d'un retour, elle est une résistance face à l'aminicissement du monde. Une fois cela compris, nous pouvons alors nous mettre à penser différemment les espaces que nous habitons et les relations qui s'y déploient. De ce fait, l'idée des biorégions de Magnaghi ou celle de communautés professionnelles de Durkheim vont toutes dans la même direction : **refaire du lien à des échelles qui ont du sens pour ceux qui y habitent et y travaillent.** S'appuyant à la fois sur le convivialisme de Illich et le pragmatisme de Dewey, Geneviève Pruvost parvient à nous faire repenser la communauté comme un espace positif où subsister non seulement au sens matériel mais également au sens social, écologique et démocratique. De ce fait, contre l'héritage de la pensée marxiste et du féminisme matérialiste, elle invite à penser une quotidienneté à la fois sujet et objet d'une révolution sans éclat. Une révolution au milieu du déjà là qui n'est pas sans faire écho aux récents développements de l'écologie de fermeture. Suivant le mot d'ordre du pourtant très marxiste Henri Lefebvre, l'auteur propose d'appliquer la critique à la vie quotidienne afin d'en éradiquer les traces du modèle à combattre.

« Quelles sont les vies et les activités dignes d'être perpétuées jour après jour ? »

Geneviève Pruvost nous montre donc comment interroger notre quotidienneté, c'est interroger l'ensemble de nos activités. Ramener la question de la production à celle de la subsistance est en effet nécessaire pour distinguer non seulement les activités nécessaires de celles qui sont superflues mais également celles qui favorisent la vie sous toutes ses formes de celles qui stérilisent nos espaces de vie. Cet ouvrage ouvre donc de nombreuses perspectives afin de passer d'un débat théorique sur les modalités d'une société bonne à la mise en pratique critique de ces idées. Elle revalorise une approche pragmatiste de la transition écologique en faisant de la question positive : « quelles sont les vies et les activités dignes ? ».

« repenser la communauté comme un espace positif où subsister non seulement au sens matériel mais également au sens social, écologique et démocratique »

L'écologie humaine, la société du désir et la refondation du droit

- JEAN-HUGUES BARTHÉLÉMY -

Dans cette très courte introduction à la philosophie développée par Jean Hugues Barthélémy (qu'il nomme écologie humaine), l'auteur présente les bases d'une refondation du droit en rapport avec la catastrophe écologique mondiale et avec les besoins de la sortie de l'économie du désir. Les fondements de la philosophie qu'il construit sont rapidement présentés.



Jean-Hugues Barthélémy

Philosophe et auteur du *Manifeste pour l'écologie humaine* (Actes Sud, 2022), d'*Ego Alter. Dialogues pour l'avenir de la Terre* (Éditions Matériologiques, 2021), et de *La société de l'invention. Pour une architectonique philosophique de l'âge écologique* (Éditions Matériologiques, 2018). Il est aussi un spécialiste internationalement reconnu de l'œuvre de Gilbert Simondon, auquel il a consacré plusieurs ouvrages de référence.

Vous avez récemment publié le *Manifeste pour l'écologie humaine* (2022), qui trace les grandes lignes d'un programme d'écologie politique et de refondation du Droit en rapport avec la catastrophe écologique mondiale. Notre époque doit repenser de façon systématique sa signification philosophique, et ce *Manifeste* présente les grandes lignes de cette profonde refondation de la philosophie qui est requise par notre époque, et que détaillent davantage les deux ouvrages *Ego Alter. Dialogues pour l'avenir de la Terre* (2021) et surtout *La Société de l'invention. Pour une architectonique philosophique de l'âge écologique* (2018), ouvrage de fond. Ils ouvrent ainsi la voie d'une réinvention sociale que nous voulons discuter avec vous.

Vous définissez notre époque comme celle de l'inversion du sens de l'utopie et de la destruction de l'habitabilité de la planète. Comment articulez-vous Anthropocène, société capitaliste (qui se révèle être une société consumériste) et loi du désir ?

Dans le *Manifeste pour l'écologie humaine*, je problématise la question du consumérisme et je reprends la question de l'Anthropocène, qui est centrale pour l'écologie politique. L'Anthropocène est une nouvelle ère géologique liée à l'activité de la partie industrielle croissante de l'humanité, devenue le facteur géologique majeur. Le terme a été proposé en 2000 par le Prix Nobel de chimie Paul Josef Crutzen, et l'Anthropocène a commencé avec la première révolution industrielle. Or le capitalisme, en devenant



ACTES SUD

consumérisme, a exacerbé la puissance et la nocivité de cette activité des sociétés industrielles. Nos sociétés sont devenues des sociétés du désir de croissance et de consommation, et ce désir s'est répandu à l'occasion de la dernière phase de la « mondialisation », qui est en fait une occidentalisation hétérogène du monde. Le consumérisme proprement dit, qui est évidemment économique, date des années 1960-70, et le néolibéralisme des années 1980-90 est sa « justification » politique.

Néolibéralisme dont Barbara Stiegler a présenté une analyse dans son livre *Il faut s'adapter*, et dont elle situe l'origine dans les débats intellectuels entre Dewey et Lippmann dans le courant des années 1930...

Je partage beaucoup de choses avec Barbara Stiegler, même si nous ne sommes pas sur la même problématique : elle fait revivre la figure des intellectuels engagés à

Pour donner des droits à un fleuve ou une lagune par exemple, certains proposent, de façon complètement artificielle, de les doter eux aussi d'une « personnalité juridique » : ils ne remettent donc pas en question les fondements mêmes du droit.



gauche, qui avait en grande partie disparue ; je suis dans la construction d'une pensée nouvelle de ce qui « fait droit », de l'écologie politique et, plus fondamentalement encore, de la question du sens...

Abordons donc dès maintenant la question des fondements actuels du droit : ils sont centrés sur une vision profondément anthropocentrée du monde, faisant du droit essentiellement un dispositif d'arbitrage entre « personnes morales » disposant d'un « libre-arbitre ».

Pouvez-vous nous exposer comment vous critiquez les fondements actuels du droit, et pourquoi ?

Notre droit actuel accorde une place décisive à la « personnalité juridique ». Or, il n'y a pas de personnalité juridique sans la notion de « personne », qui est en général comprise comme une « personne morale » et qui constitue le fondement philosophique implicite du droit. La logique juridique actuelle est alors qu'un être ne peut posséder de droits que s'il est une personne dotée de « libre-arbitre » et capable d'avoir des « intérêts » qu'il puisse défendre, et ce statut est réservé à l'être humain.

Pour donner des droits à un fleuve ou une lagune par exemple, certains proposent, de façon complètement artificielle, de les doter eux aussi d'une « personnalité juridique » : ils ne remettent donc pas en question les fondements mêmes du droit. Les juristes dits « positivistes », d'ailleurs, rendent les fondements philosophiques du droit d'autant plus implicites qu'ils prétendent ne pas avoir besoin de sol philosophique : il suffit que le droit possède une logique interne.

Or, s'il existe effectivement une logique interne du droit, il faut cependant aussi que ce dernier possède un cadre général et des fondements notionnels, qui sont nécessairement philosophiques car il faut justifier à la fois la notion de « faire-droit » et le choix des êtres ayant des droits.

Alors justement, sur quels fondements faut-il refonder le droit, et pourquoi ?

La philosophie politique ne vient pas en premier. Comme d'autres domaines de la philosophie, elle est précédée par la question du sens, qui est la problématique la plus fondamentale de la philosophie. Ma philosophie du droit, liée chez moi à l'économie politique et l'écologie politique (qui relèvent de la philosophie politique, par différence avec des sciences comme l'économie ou l'écologie), s'ancre dans la notion de l'« être-en-dette », du fait que pour me maintenir dans l'être je dois satisfaire mes besoins et suis donc dépendant de la biosphère, ou écosystème terrestre global. Et cet « être-en-dette » est lui-même la traduction politico-économique d'un fait plus fondamental, qui ne relève pas encore de la philosophie politique : le fait que je ne suis pas à l'origine de mon être, que je suis fait par le sens que je manipule. C'est ce que l'on nomme la « non-originarité ».

Or, mon être-en-dette va rencontrer des êtres qui peuplent la biosphère et qui sont eux aussi des êtres capables de souffrir de leurs propres besoins. D'où l'expression de « besoins en souffrance ». Cette rencontre crée le « faire-droit » de leurs propres besoins, comme également des miens, dans un système de réciprocité. Et à partir de là, au lieu de définir le droit comme le faisait Kant (sommet des anciennes Lumières), c'est-à-dire comme le système de la compatibilité des « libres-arbitres » des « personnes morales », on peut définir le droit (celui qu'il va falloir construire pour un âge écologique) comme le système de la plus grande compatibilité possible des besoins en souffrance de tous les êtres qui ont de tels besoins, bien au-delà de la sphère humaine. Le droit ainsi refondé et reconstruit deviendrait par là même la nouvelle base d'équilibre de la biosphère, à l'époque où l'on détruit justement sa base naturelle d'équilibre.

On peut définir le droit (celui qu'il va falloir construire pour un âge écologique) comme le système de la plus grande compatibilité possible des besoins en souffrance de tous les êtres qui ont de tels besoins, bien au-delà de la sphère humaine.

La question du sens n'est rien d'autre que la question de la méthode en philosophie, parce que c'est la question de notre rapport au « faire-sens » des significations que nous manipulons.



Cette notion d'« être-en-dette » à l'égard de la nature constitue un exemple majeur d' idée-clé que vous développez, et vous le faites à partir du plan plus fondamental de notre non-originarité, que vous pensez en lien avec l'idée, décisive chez vous, de décentrement.

Cette idée de **décentrement** est effectivement cardinale, parce qu'elle concerne la question de la méthode en philosophie, qui est aussi la question fondamentale de notre rapport au sens. Je développe actuellement cette question dans l'ouvrage *La philosophie du paradoxe*, qui est le complément méthodologique de *La Société de l'invention*. Chez moi la philosophie politique, l'ontologie ou l'éthique ne sont que des conséquences de la question plus fondamentale de notre rapport au sens. Dans *La Philosophie du paradoxe*, je montre que la question du sens n'est rien d'autre que la question de la méthode en philosophie, parce que c'est la question de notre rapport au « faire-sens » des significations que nous manipulons. Le problème du philosophe est de déterminer comment faire pour que son rapport aux significations qu'il manipule n'ait pas implicitement pour conséquence de le rendre originaire alors qu'il ne l'est justement pas (il n'est pas sa propre origine).

Je soutiens en effet que depuis Platon jusqu'à aujourd'hui, tous les individus philosophant qui ont vraiment affirmé des choses, et quelles que soient leurs thèses (ce point est très important), se sont rendus originaires à leur insu, à cause d'un rapport non réfléchi qu'ils ont entretenu avec les significations qu'ils manipulent en affirmant quelque chose sur quelque chose... **Les sciences, elles, ont le privilège de pouvoir se décentrer lorsqu'elles ob-jectivent les significations** manipulées pour affirmer des choses, comme c'est le cas en physique où intervient l'interface mathématiques-expérimentation technique. En philosophie, l'individu qui ob-jective les significations manipulées pour affirmer quelque chose sur quelque chose n'a rien pour se décentrer, et en ob-jectivant ainsi les significations il réduit leur faire-sens à la seule dimension de l'ob-jet « là-devant » qui ne le ferait pas, se rendant ainsi originaire à son insu...

Dans ma problématique la plus fondamentale, je dois prendre les significations que nous manipulons et les diffracter, pour dégager en quoi leur faire-sens a en

fait plusieurs dimensions et ne se réduit pas à l'ob-jet « là-devant » à connaître. Ce faire-sens des significations que je manipule peut ainsi me faire au moment même où ma conscience ob-jective pourtant les significations comme égalées à leur référence – l'objet qu'elles désignent. Dans mon travail le plus fondamental, donc, je suis en train de lutter contre une illusion de la conscience humaine qui n'a jamais été thématisée, me semble-t-il, par la philosophie depuis sa naissance.

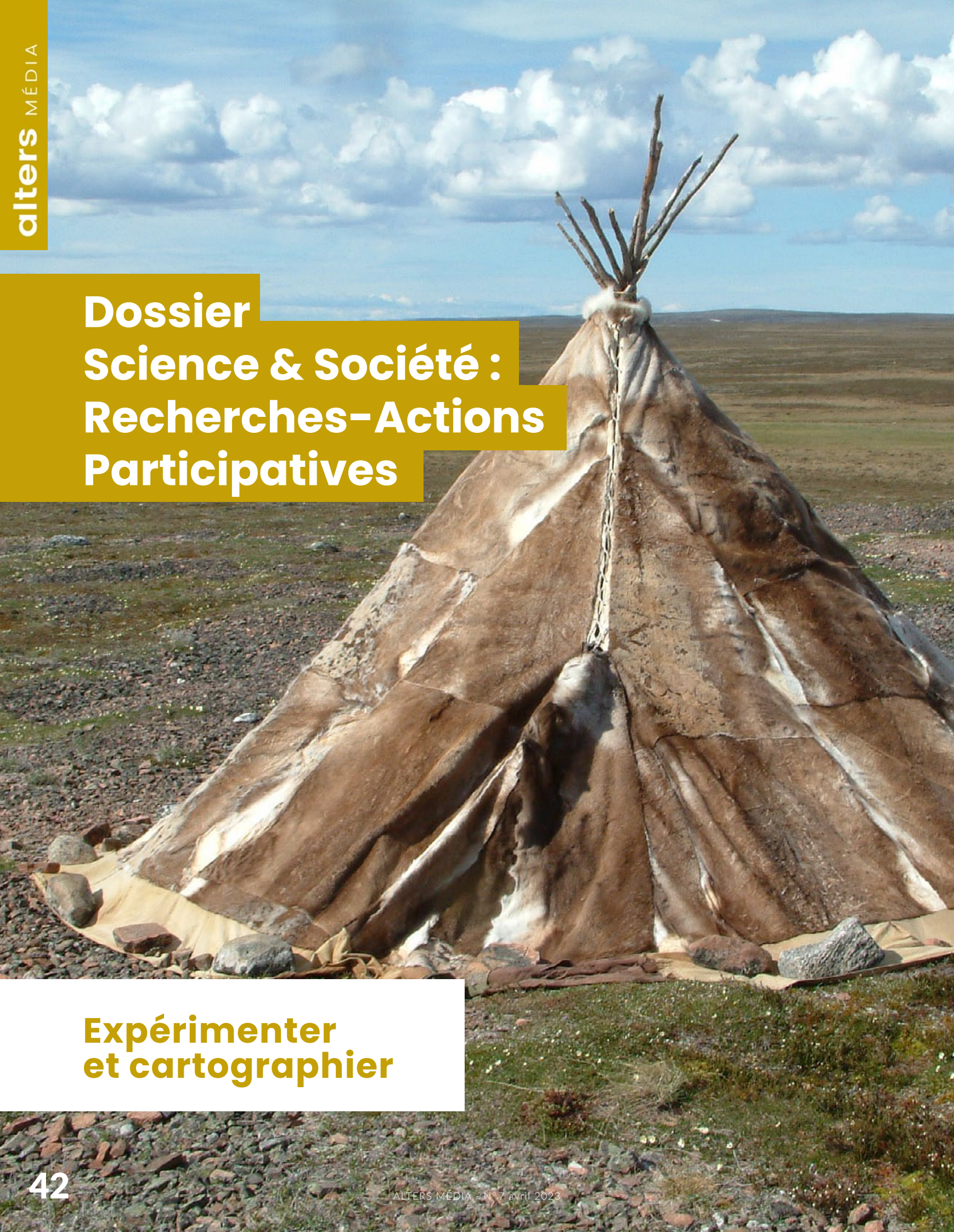
La problématique du décentrement est également illustrée par l'anthropocentrisme des monothéismes, et peut-être plus spécifiquement du christianisme, qui, dites-vous, destine l'univers entier à notre espèce.

Je dois ici prévenir un malentendu. Je parlais du problème de la méthode en philosophie, parce que cette dernière ne bénéficie pas de moyens pour se décentrer comme en science. Mais le décentrement était donc de type méthodologique. En revanche, lorsque vous abordez maintenant la question de l'anthropocentrisme, vous introduisez la nécessité d'un décentrement qui est de type thétique et non plus méthodologique. Par « thétique » j'entends ce qui relève des thèses : les sciences, encore elles, ont réfuté l'anthropocentrisme naïf en montrant que nous descendons du primate et sommes perdus dans un univers qui n'a pas de centre.

Les trois grands monothéismes sont fondés sur l'idée naïve que l'être humain serait l'espèce infiniment supérieure, parce que créée par Dieu « à son image » et placée par lui au centre de l'univers... Le christianisme va le plus loin dans l'affirmation de cette centralité, puisque Dieu lui-même, le « Père », y est devenu un homme, le « Fils ». Et ceci ouvre paradoxalement la porte pour une sortie de la religion par une radicalisation de l'anthropocentrisme qui la fondait : si l'homme peut être Dieu le Père devenu lui-même le Fils, alors l'homme est vraiment fait pour dominer la Création. Et l'Occident chrétien l'a fait par des sciences et des techniques qui se retournent finalement contre l'idée de soumission aux textes sacrés...

▣ **Propos recueillis par Didier Raciné,**
Rédacteur en chef d'*Alters Média*
assisté d'Alan Lebecque

Les trois grands monothéismes sont fondés sur l'idée naïve que l'être humain serait l'espèce infiniment supérieure, parce que créée par Dieu « à son image » et placée par lui au centre de l'univers...



Dossier Science & Société : Recherches-Actions Participatives

**Expérimenter
et cartographier**

« les peuples
autochtones,
c'est nous
dans le grand
changement de
l'ordre du monde
actuel »

« Cette enquête
[...] a pour visée
d'explorer plu-
sieurs modèles,
de présenter le
vécu, l'attache-
ment, les re-
présentations
des acteurs sur
les recherches
menées »

LE VÉCU, LES REPRÉSENTATIONS DES ACTEURS DES RECHERCHES MENÉES EN COMMUN

**Dans le changement global, nous
sommes tous des Inuit**

Vous trouverez dans ce dossier un témoignage inédit et d'une grande force : une plongée dans le Grand Nord, dans la vie des Inuit et des Crie, dans des recherches passionnantes menées par eux et avec eux, pour sauvegarder ce qui est pour eux essentiel, le cœur de leur vie menacée par une modernité qui détruit leurs modes d'existence. Cette expérience de recherches-actions participatives (RAP) est celle de **Sylvie Blangy**, qui l'a développée tout au long de sa vie professionnelle présentée dans ce Dossier.

C'est une leçon majeure aussi pour nous : car nous sommes nous aussi menacés par cette « modernité » ! Ces Peuples Autochtones, à travers ce retour d'expérience, nous apprennent en fait comment nous devons nous même dès maintenant identifier et défendre ce qui est l'essentiel pour nous, ce que nous voulons garder ou abandonner dans nos modes d'existence menacés par la destruction de la planète.

Voilà qui illustre à merveille l'importance pour tous de ces approches de recherche, les Recherches-Actions Participatives, qui sont de plus en plus intégrées dans les projets en cours et surtout par la nouvelle génération de chercheurs et de leurs partenaires ! À travers des recherches liant l'ingéniosité et la curiosité des gens et l'expérience stimulante et réflexive de chercheurs professionnels, via des recherches soudant sens commun et imagination, comment nous mettre à même de découvrir la manière de défendre ce qui nous tient le plus à cœur, ce qui est au centre de notre envie de vivre !

Nous en découvrirons les réalités dans ce dossier :

- Le Grand Entretien de **Jacques Testart**.
- L'appel du Conseil scientifique de l'enquête à poursuivre le débat et promouvoir ce mouvement.
- Les réflexions et propositions de l'enquêteur à l'issue de cette expérience passionnante (par **Didier Raciné**).

Réalité des Recherches- Actions Participatives

- La réalité sensible des RAP menées par **Sylvie Blangy** avec les Peuples Autochtones du Sud et du Grand Nord et les enseignements que nous en retirons, car les peuples autochtones, c'est nous dans le grand changement de l'ordre du monde actuel.
- L'expérience pilote au Québec et les changements épistémologiques majeurs que les RAP exigent dans leur pratique avec les personnes en situation de grande pauvreté, présentée par **Baptiste Godrie**.
- L'importance des modalités précises de participation des personnes en situation de grande pauvreté dans les RAP réalisées avec ATD Quart Monde et le CNRS en France par **Marion Carrel** et **Elisabetta Bucolo**.

- Comment les RAP menées par **Lucie Gélinau** et son équipe au Québec sont des lieux d'émergence et de construction de savoirs communs et engagés, au service de la reconstruction sociale.

Autres modèles de relations science – société

- Les Nouveaux Commanditaires-Science sont un nouveau modèle de relation science - société inspiré du modèle des Nouveaux Commanditaires dans le domaine de l'art et par la philosophie de **Bruno Latour** par **Claire Ribault** et **Livio Riboli-Sasco**.
- L'approche des RAP par leur histoire, leurs multiples connections avec d'autres savoirs, leurs dimensions épistémologiques et éthiques et l'expérience du psycho-sociologue **Christian Michelot**.
- La Région de Bruxelles et son fonds de soutien à la recherche et l'innovation a elle-même innové en associant la société civile à des projets de recherche sensibles sur la vie urbaine : le point de vue du bailleur de fonds par **Xavier Hulhoven**, conseiller scientifique du programme Co-Create.
- Une association bruxelloise a construit le rapport de force et les orientations d'un projet de recherche permettant à la population de défendre ses intérêts sur la gestion de l'eau à Bruxelles par **Dominique Nalpas**.
- Les RAP menées dans le domaine de l'énergie à Bruxelles montrent que la science ne guidera le progrès qu'en s'appuyant sur la société développe **Grégoire Wallenborn**.

Le besoin d'une médiation ouverte

- Les besoins de la société civile en matière de connaissances et de recherches dans le champ de la santé qui est le domaine de l'auteur **Yves Charpak**, sont loin d'être satisfaits.
- La construction de relations fructueuses Science - société exige que soit développée la fonction de médiation dont la nature et le rôle clé sont présentés par **Claire Ribault** et ses co auteur.e.s des Nouveaux Commanditaires - Science.
- Le besoin de médiation est aussi souligné par **Stéphanie Bost**, Coordinatrice de projet au sein de Trait d'Union Boutique des Sciences, ainsi que les limites posées par le contexte administratif, académique et financier dans lequel les projets sont mis en œuvre.

Cette enquête n'est pas une monographie, elle n'a pas l'ambition de décrire de façon exhaustive ce mouvement dans son ensemble, mais elle a pour visée d'explorer plusieurs modèles, de présenter le vécu, l'attachement, les représentations des acteurs sur les recherches menées, l'analyse des freins et des dynamiques. L'intérêt d'un point de vue distancié et détaché est peut-être aussi de faciliter l'expression de réflexions et propositions nouvelles.

Propositions du Comité scientifique de l'enquête

Pour rapprocher les sciences et la société !

- SYLVIE BLANGY, BERTRAND BOCQUET, CHRISTIAN MICHELOT, DIDIER RACINÉ -

Sylvie Blangy

Ingénieure de recherche au CNRS, affiliée au CEFE, ancienne directrice du GDR PARCS

Bertrand Bocquet

Professeur des Universités (Université de Lille et CNAM)

Christian Michelot

Professeur à l'École Centrale Sup Elec, Psychosociologue, membre du CIRFIP

Didier Raciné

Rédacteur en chef d'Alters Média, membre du Conseil scientifique de Où Atterrir

L'enquête menée par la revue Alters Média sur les **Recherches-Actions Participatives** comme moyen de rapprocher les sciences et la société nous paraît très opportune pour alerter les acteurs de la société et de la recherche sur l'importance de ce rapprochement, pour analyser les freins à ce rapprochement, pour chercher à en préciser la nature et les formes.

L'importance du rapprochement

Le temps où les rapports des sciences et de la société pouvaient se limiter à de la vulgarisation scientifique est révolu !

L'impact de la société sur le système terrestre, notamment avec le concours toujours grandissant des sciences et des techniques, a atteint une limite à partir de laquelle il n'est plus possible de séparer la société d'une part et le système terrestre où elle évolue d'autre part, ni donc de placer les sciences en dehors de ce système. Le besoin de rapprochement présente deux aspects : limiter les impacts négatifs et trouver **avec la société** les voies d'un atterrissage vers l'habitabilité, assurant évidemment une cohabitation harmonieuse et respectueuse des humains entre eux et avec les non humains et le vivant en général !

La société est la seule à pouvoir identifier ces voies qui la concernent de façon vitale : *« celui qui porte la chaussure sait mieux que le cordonnier si la chaussure le blesse et où »*¹. Mais **dans l'enquête qu'elle doit mener, elle a un besoin non seulement urgent, mais presque vital, de se lier aux sciences pour l'aider à les trouver.** On voit l'importance de ce couplage qu'il faut inventer !

Du fait de notre commune désorientation, nous n'avons en effet pas d'autres alternatives que de reprendre démocratiquement et collectivement l'enquête sur nos conditions matérielles d'existence et nos attachements.

Les freins et les résistances

Le premier des freins est l'**absence de vision claire de ce doit être dans cette période les relations des sciences et de la société** ! Cela signifie que :

1. La visée des sciences vis-à-vis de la société nous paraît devoir être éclaircie : doit-elle rester au-dessus de ces contingences « terre à terre » si l'on peut dire, rester en surplomb ? Se rapprocher « de l'entreprise » sans y attacher une réflexion sur les rapports de celles-ci avec la société et le système terrestre dans son ensemble ? Comprendre son rôle dans une approche de co-réflexion et co-participation à l'identification des voies du changement dans le nouveau régime terrestre (climatique, écologique, social et économique) ?

2. Les sociétés dans leurs réalités concrètes doivent aussi clarifier leurs relations avec les sciences dans les perspectives qui sont posées par le contexte global : il n'est pas acceptable de laisser les scientifiques seuls dans ces choix concernant ces relations. Cela est évidemment vrai en France.

Le second frein est sans doute aussi dans l'**absence de capacité de médiation éclairée et ouverte entre les acteurs de la société et ceux du monde de la science.** Cette médiation n'est pas une meilleure façon de chercher des contrats de recherche, mais de répondre aux besoins réels des citoyens vis-à-vis de la recherche ; et donc de savoir les conduire à oser exprimer ces besoins, et de trouver les scientifiques susceptibles de les formaliser et y répondre avec les citoyens. Cela exige une médiation professionnalisée, la plus autonome possible et formée à la complexité et aux enjeux de la relation sciences - société.

Le troisième frein serait aussi **les conditions institutionnelles inadaptées** dans lesquelles ces nouvelles relations sciences - société, ces nouvelles recherches et ces nouvelles médiations sont actuellement menées :

1. John Dewey Le Public et ses problèmes

Parmi les divers aspects de cette difficulté figurent l'absence d'une approche interdisciplinaire de ces recherches : les questions que la société pose sont généralement transversales à plusieurs disciplines ; ce besoin d'interdisciplinarité passe au niveau financier par la mise en place de fonds transversaux, et au niveau organisationnel par des laboratoires en propre dédiés à des objets de recherche nécessairement interdisciplinaires ; ce besoin passe aussi par une redéfinition de l'évaluation et du suivi de ces recherches transversales. D'autres dimensions institutionnelles sont posées comme la pleine reconnaissance des scientifiques s'engageant dans ce type de recherche.

Lever cet obstacle, c'est identifier de nouvelles formes institutionnelles pour engager ces processus complexes.

Il faut enfin noter les résistances individuelles et / ou collectives à ces modes de recherche : il est de la responsabilité des institutions de faire évoluer le monde scientifique dans son ensemble sur ces questions de relation des sciences avec la société. L'impact de cette évolution sera certainement très important sur la société, facilitant ce rapprochement et donnant corps à une société de la connaissance la plus large et partagée possible².

La nature et formes des relations entre sciences et sociétés

Définir les relations sciences – société ne doit évidemment pas rester au niveau de principes généraux, mais s'établir au niveau concret de la nature de la relation : l'enquête d'Alters Média fait apparaître quelques exemples de relations et les diverses formes qu'elles prennent.

Dans cette relation, la question du respect mutuel des personnes, du vivant (humains comme non humains) et de la démocratie est à la base de cette nouvelle relation : la frontière entre sachants et non-sachants, la séparation entre scientifiques qui parleraient au nom de la nature et les autres vivants, la non reconnaissance de la parole

et des connaissances des citoyens n'est pas acceptable.

L'enquête a fait aussi apparaître la nécessité de responsables de la médiation entre les sciences et la société, d'une médiation ouverte, éclairée et professionnalisée.

Il nous semble qu'un débat doit se mettre en place entre les divers acteurs engagés sur ce sujet, acteurs de la société civile, de la recherche, des institutions sur tous les aspects de cette relation des sciences et de la société dans son ensemble (épistémologique, culturel, politique (élargissement de la démocratie), institutionnel, organisationnel, ressources...)

Les propositions

On voit que sur ces questions complexes mais aussi très sensibles pour ne pas dire stratégiques, il faut à la fois : **a) débattre entre acteurs** et **b) développer des recherches-actions participatives permettant d'éclairer ces dimensions**, recherches qui impliqueraient des scientifiques mais aussi des acteurs de la société civile.

C'est pourquoi nous suggérons d'organiser en premier lieu des rencontres en mode co construction avec les parties prenantes sur ces thèmes, pour dégager et promouvoir des propositions et des thématiques de recherches – actions participatives permettant de répondre aux deux questions :

1. Que pourrait être le rapprochement science – société dans la perspective des bouleversements de l'anthropocène ?
2. Que pourraient être les médiations entre la science et la société dans cette perspective ?

Les résultats de ces travaux pourraient alors donner lieu à débat public entre tous les acteurs concernés (acteurs de la société, scientifiques, institutionnels).

1. European Commission, Directorate-General for Research and Innovation, Taking European knowledge society seriously, Publications Office, 2007 <https://tinyurl.com/kh2ru4v4>

Rapport d'enquête, Premières réflexions et propositions

- DIDIER RACINÉ -

À l'issue d'une courte enquête sur le mouvement des Recherches-Actions Participatives dans la Francophonie (en France, Belgique et au Québec), ce rapport résume le contenu et les premières réflexions et propositions de la Rédaction.

À l'heure de l'anthropocène et de la débâcle annoncée, la science et la société doivent absolument se rapprocher. Sans mettre la science à son service, la société ne peut s'orienter dans l'immense exploration qu'elle doit accomplir pour savoir « où et comment atterrir » ; la science ne peut plus continuer à agir sans liens étroits avec la société, au risque de nous égarer dans la démesure et la soumission à des logiques de profit et de puissance. De ce rapprochement doivent émerger d'autres sociétés sachant « souder l'imagination et le sens commun » comme le définissent Withehead et Isabelle Stengers¹ et ainsi pouvoir identifier « où

atterrir » ; d'autres sciences, ayant reconnu qu'elles ne peuvent rester en surplomb de la société et de la nature, ni être instrumentalisées pour assurer « la maîtrise et possession de la nature »².

Les Recherches-Actions Participatives, de par leur processus, sont l'une des formes de cette nouvelle relation sciences sociétés. D'autres formes existent, dont certaines sont présentées dans notre enquête.

Mais, pour s'extraire du poids des institutions et des conceptions tournées vers le passé, pour inventer les formes nouvelles de la relation science – société, il faut approfondir les travaux philosophiques, épistémologiques, pratiques existants et les faire vivre politiquement dans la société : le débat auquel cette courte enquête invite est un des moyens d'approfondissement de ces voies nouvelles.



Didier Raciné,

Rédacteur en chef d'Alters Média

La nécessité vitale de rapprocher science et société

Les ravages produits par notre société du fait de sa volonté de se rendre « maître et possesseur de la nature »³ ne sont plus à démontrer. La destruction de la biodiversité, du climat, la dégradation des sols, des eaux et de l'air, des conditions mêmes de la vie ne suffisent pas à arrêter cette volonté effrénée de maîtrise et de puissance. Et pour que cette volonté de puissance ne puisse pas être freinée, il faut que les « connaissances des choses » sur lesquelles elle s'appuie (les sciences et les techniques modernes) restent séparées « de l'intérêt, du pouvoir et de la politique des hommes »⁴. Bien qu'elles soient en permanence utilisées pour produire cette puissance sous forme de milliers de produits hybrides de culture et nature. Telle est la caractéristique de la modernité ! **C'est donc entre autres en rapprochant sciences et sociétés que l'on peut arrêter le massacre !** Comme le

« Après l'ère de la « maîtrise de la nature », doit donc venir celle de la « maîtrise de la science », de la citoyenneté scientifique »

dit Jacques Testart, président d'honneur de « Sciences citoyennes », dans son Grand Entretien⁵ : « Après l'ère de la « maîtrise de la nature », doit donc venir celle de la « maîtrise de la science », de la citoyenneté scientifique ». De très nombreux scientifiques et acteurs de la société ont, dès la fin de la seconde guerre mondiale, promu un vaste mouvement international de Recherches-Actions Participatives. En association avec plusieurs acteurs de ce mouvement a été lancé par « Sciences citoyennes » le « Mouvement des Savoirs Engagés et Reliés »⁶ (MSER) pour promouvoir les conditions politiques de cette évolution.

« Notre intention est d'identifier ce qui pourrait manquer à ces formes et de contribuer à leur émergence »

L'enquête sur les relations science – société

Dans la perspective présentée ci-dessus, Alters Média a lancé l'enquête sur les Recherches-Actions participatives pour identifier les pratiques et les formes émergentes de recherches scientifiques avec la société civile, comme élément majeur de la relation science - société. Elle a été menée en donnant la parole aux pionniers et animateurs de telles expériences (sous forme d'interviews et d'articles).

La première constatation est la très grande diversité de formes et d'intentions qui se manifestent dans ce mouvement. L'enquête n'a pas l'ambition de les décrire toutes, ni de caractériser ces formes : Jacques Chevalier qui est l'un des initiateurs des recherches-actions participatives en a donné une présentation très claire, qui est discutée dans l'enquête par d'autres acteurs. **Notre intention est d'identifier ce qui pourrait manquer à ces formes et de contribuer à leur émergence.**

Nous distinguerons trois courants :

1. Les recherches-actions participatives, qui sont l'expression institutionnelle et universitaire de ce mouvement visant le rapprochement science – société ;
2. Les travaux menés par les Nouveaux Commanditaires-Science et ceux menés par le Collectif Où atterrir, inspirés par la philosophie de Bruno Latour ;
3. Des expériences de recherche-action participative organisées par une grande métropole (Bruxelles).

« prendre le temps de travailler avec un petit nombre de personnes à l'échelle locale permet d'avoir un impact significatif. [...] d'être cohérent avec notre perspective philosophique »

1. Les recherches-actions participatives (RAP)

L'histoire du mouvement des Recherches-Actions Participatives (RAP), présentée dans ce dossier⁷ témoigne de sa profondeur et de ses ambitions.

Dans Recherche Action Participative, il y a recherche de connaissance, transformation sociale et participation de la population.

Ces démarches associent :

1. Des préoccupations **d'action et de transformation sociale** : travailler sur des questions d'organisation, de conflits, de « transition » écologique et climatique par exemple ;
2. La nécessité de produire des connaissances, de **recherche** : et ces deux préoccupations s'articulent ;
3. Un objectif de **participation**, d'« accroissement des puissances d'agir », pour que les impliqués aient la maîtrise de leur vie : cela rejoint l'idée de transformation sociale, d'action à long terme, d'avancée des connaissances et de développement de la démocratie.

Comme le dit Christian Michelot : « Il y a recherche d'un lien étroit, d'un trait d'union entre les trois préoccupations, mais il faut noter que cette articulation est parfois ratée

car ces visées demeurent distinctes, hétérogènes. Il existerait un risque de glissement idéologique à ignorer cela et c'est pourquoi il ne devrait pas y avoir de visée normative concernant la RAP qui chercherait à éviter ces hiatus entre ces objectifs. Il n'y a pas de RAP idéale, mais plutôt des efforts d'articulation de ces trois visées dans ces contextes toujours spécifiques »⁸.

Comme nous le développerons dans la troisième partie, ce mouvement est, cependant, du moins en France, fortement marqué par les deux faits suivants :

- Être l'expression institutionnelle et universitaire non clairement définie, d'une intention de rapprochement science – société non assumée réellement par l'institution.
- Être produit essentiellement par des chercheurs et non par la société elle-même.

2. Les Nouveaux Commanditaires-Science et le mouvement « Où atterrir ? »

D'autres formes de relation science – société ont émergé dans les derniers vingt ans : dans l'enquête nous avons questionné en particulier les Nouveaux Commanditaires Science et l'expérience de « Où atterrir ? », issues toutes les deux de la philosophie de Bruno Latour et de son courant de pensée. Ce courant n'est pas dépendant d'une institution.

Pour Les Nouveaux Commanditaires – Science

• La question de la médiation est centrale dans la relation science – société : Les demandes de la société ne sont pas filtrées par les capacités de recherche de l'institution locale ; elles sont donc autonomes. Elles sont médiées de façon indépendante de l'institution de recherche et **dans un souci d'apport à la société et non immédiatement de recherche**, même si l'apport à la société demande de la recherche. Il ne s'agit pas « d'établir des contacts » comme dans une démarche commerciale : « Notre expérience est que beaucoup de personnes semblent exclues de la recherche, mais qu'en allant vers elles, en discutant avec elles sur ce qu'est la recherche, en les stimulant et en légitimant leur curiosité et l'expression de leurs questions, on voit bien qu'elles ont, et l'envie, et la capacité de s'impliquer dans une problématique de recherche » dit Claire Ribault dans le dossier⁹.

• Les demandes de la société ne sont pas des produits de « moyennes » construites par la société : elles sont exprimées localement, de façon très situées, et, de ce fait, potentiellement porteuses d'une autre recherche.

• Le temps, n'est pas l'impératif premier : « Nous affirmons que prendre le temps de travailler avec un petit nombre de personnes à l'échelle locale permet d'avoir un impact significatif. C'est aussi notre façon d'être cohérent avec notre perspective philosophique, où les valeurs sont enracinées dans l'expérience partagée entre les communautés de personnes plutôt que dans la pure idéologie » dit Claire Ribault.

• On y voit une beaucoup **plus grande liberté par rapport à l'institution.**

1. Isabelle STENGERS, Réactiver le sens commun. Lecture de Whitehead en temps de débâcle, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond-La Découverte, 2020, page (23)

2. Descartes Discours de la Méthode Livre II

3. Descartes dans le Discours de la méthode présente l'homme comme « maître et possesseur de la nature ».

4. Bruno Latour page 9 de son ouvrage « Nous n'avons jamais été moderne » La Découverte

5. Jacques Testart Grand Entretien (dans ce numéro)

6. www.mouvement-ser.org

7. Christian Michelot Alters Média N° 7 Une approche historique et épistémologique de la RAP Le mode de recherche-action adapté aux besoins de l'anthropocène (dans ce numéro)

8. Même référence

9. Claire Ribault et Livio Riboli Sascio (dans ce numéro)

« Son objet est de faciliter aux citoyens la saisie d'outils méthodologiques nécessaires pour s'orienter, enquêter sur les dépendances qu'ils doivent affronter et identifier où et comment atterrir? »

« Une telle approche philosophique et donc politique et pratique de la relation science – société concerne la société dans son ensemble, dont les scientifiques, mais pas eux seuls. »

Pour le mouvement Où atterrir,

Pour le mouvement « Où atterrir » la science doit être replacée au centre de la société de façon à coconstruire avec elle-des savoirs communs, des conditions de transformation sociale, une encapacitation et une émancipation des citoyens, **en remettant en cause** :

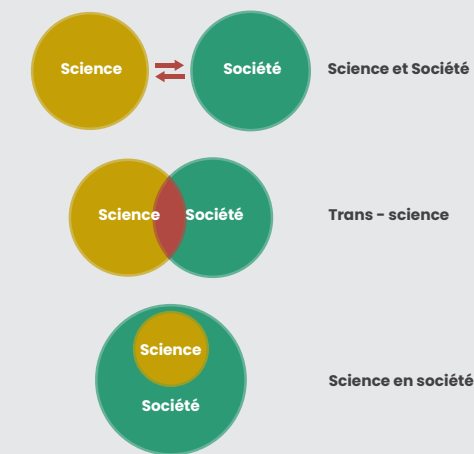
- **Une institution scientifique** stérilisante pour l'action politique et pour une science de plus en plus isolée de la société : Où Atterrir s'attache à remplacer la distinction entre une activité scientifique descriptive et une activité politique normative, par une relation de responsabilité conjointe de l'une et l'autre vis-à-vis de la Terre pensée comme commun.
- **La dichotomie et les rapports de pouvoir entre les sachants et les apprenants**, via le concept de citoyen-expert et de savoirs communs. Il y a une expertise qui ne saurait s'extraire de l'échelle individuelle notamment en ce qui concerne l'action publique.
- **L'idée d'une société passive et d'une science au-dessus de la société**, par le développement d'une nouvelle activité scientifique incluant la participation des citoyens, rendus producteurs de nouvelles commandes et acteurs informés (au sens presque physique de donner corps) dans une société démocratique.
- **L'incapacité de la société à s'orienter dans des choix de solutions complexes** : Les choix sociotechniques associant science et société peuvent être explicités et discutés de façon démocratique.

Le mouvement issu du projet pilote « Où atterrir? »¹⁰ lancé et dirigé par Bruno Latour, s'inscrit dans la démarche de renouvellement l'une par l'autre de la science et de la société ; dans les démarches multiples visant à ces renouvellements réciproques, qu'il s'agisse du mouvement de recherche action participative, née à l'initiative de chercheurs, ou d'autres démarches plutôt issues de la société comme par exemple les nouveaux commanditaires, le mouvement sciences citoyennes, certaines démarches de transformations sociales avec la science. Son objet est de faciliter aux citoyens la saisie d'outils méthodologiques nécessaires pour s'orienter, enquêter sur les dépendances qu'ils doivent affronter et identifier « où et comment atterrir? », avec quels alliés et adversaires. C'est en un sens préparer les citoyens à rentrer dans une relation de **co recherche scientifique**, préparer des relations de **co évolution** science - société. **Où atterrir** est dans une position de **médiations ouvertes entre la recherche et la société**.

3. L'expérience menée dans une grande ville (Bruxelles)

Plusieurs projets de recherches¹¹ portés par des acteurs de la société civile (association de citoyens bruxellois sur les questions de l'eau par exemple) ont été financés par le programme Cocréation. Celui-ci a été créé en 2015 par l'agence Bruxelloise pour la Recherche et l'Innovation, dépendant du Cabinet de la Recherche scientifique de la Région. Il est né du constat d'un manque de soutien pour des programmes de recherches portés par

Trois représentations des relations science société¹²



des acteurs de la société civile (associations, citoyens, autorités publiques) actives sur des sujets de société importants pour la Région.

Du point de vue qui est le nôtre, les caractéristiques fortes de certains de ces projets, qui les distinguent des RAP et des actions menées par les nouveaux commanditaires sont les suivants :

1. **La contribution très forte du monde associatif** qui a été à l'origine du projet et qui a su, tout au long d'une démarche et d'une lutte qui a duré une quinzaine d'années, **établir un rapport de force avec les diverses institutions** ayant à gérer les questions de l'eau sur le territoire d'une très grande ville, au point d'y avoir – à l'étape actuelle du projet - le leadership.
2. **La collectivité territoriale** et son Agence pour la Recherche et l'Innovation **ont eu l'intelligence de comprendre leur rôle de financeur** de projets – éventuellement initiés par la population – pour explorer des solutions ayant des dimensions techniques mais aussi sociales (comme le rapport des populations à l'eau).
3. Ce qui pourrait paraître n'être que de l'ingénierie technique avec une contribution de la société civile est aussi **un travail de recherche participative associant des citoyens, des Universités et les collectivités territoriales concernées**, touchant directement à l'habitabilité de la Ville et aux transformations des relations sociales et de la société à la nature.
4. C'est donc une **forme d'autonomisation collective de la société** en relation **par la recherche participative** avec des institutions ; une forme de relation de la science et de la société.

Le fort besoin d'une philosophie des relations science-société et d'une transformation de la science elle-même !

À l'issue de cette enquête, il semble qu'il manque au mouvement de RAP une approche philosophique, politique et sociologique des relations science – société, une vision plus large que les seules approches strictement épistémologiques de la philosophie des sciences. Une

10. ouatterrir.fr

11. Voir les articles de Xavier Hulhoven, de Grégoire Wallenborn et de Dominique Nalpas dans ce numéro

12. Christophe Bonneuil et Pierre-Benoît Joly Science, technique et société La Découverte p19

« en exprimant de façon claire l'importance et le contenu politique, philosophique et pratique d'une relation nouvelle et adaptée à l'anthropocène entre science et société »

« Une médiation ouverte et équipée philosophiquement et pratiquement est essentielle pour créer cette relation nouvelle de la science avec la société »

vision qui s'inscrit dans la perspective historique qu'a ouverte la conscience de l'anthropocène et du rôle de la modernité et de la science dans celle-ci.

Il y a en effet dans la relation science – société une dimension philosophique, politique et sociologique : une société historique donnée établit avec la science de son époque une relation concrète, qui façonne l'épistémologie mise en œuvre ; mais aussi le type de connaissances qui est exigée de la science ; la nature du changement social que veut imposer le groupe dirigeant et le type de capacités (de compétences) souhaitées par ce groupe dirigeant. Autrement dit une vision politique de cette relation science – société, sachant bien sûr que la science réagit aussi sur la société. C'est ce qu'a bien analysé Bruno Latour concernant la Modernité dans « Nous n'avons jamais été moderne ». Or l'épistémologie n'a pas pour objet de faire l'ensemble de cette analyse.

Une telle approche philosophique et donc politique et pratique de la relation science – société concerne la société dans son ensemble, dont les scientifiques, mais pas eux seuls. Mais à ce stade, il nous semble que :

- Le débat d'ordre philosophique au sein du mouvement des RAP s'est fixé principalement sur l'**épistémologie**, sur le comment les scientifiques pourraient s'orienter dans une autre pratique de la science. En partie parce que **la question y a été pensée d'abord par les scientifiques.**
- Les **formes concrètes** de la relation science – société qui ont émergé à ce jour sont principalement les recherches-actions participatives, qui **sont des formes pensées par les scientifiques, dans le cadre institutionnel qui est le leur.**
- De cette absence de pensée **par la société** de ces questions il résulte **que les contraintes et limites administratives et institutionnelles apparaissent très rapidement.**

C'est manifeste dans les exemples de Recherche-Action Participative analysés dans l'enquête en France par exemple aux niveaux de l'évaluation de la RAP, de l'impact sur la carrière des chercheurs, du mode de rapprochement entre chercheurs et société. L'article de Stéphanie Bost présente les contraintes institutionnelles pesant sur les questions de médiation.

D'où les deux propositions

1. Il faut certainement que la société reprenne la main

Et ceci principalement en exprimant de façon claire l'importance et le contenu politique, philosophique et pratique d'une relation nouvelle et adaptée à l'anthropocène entre science et société.

Un débat philosophique et donc politique et pratique sur la relation science – société est à développer : il ne s'agit pas uniquement d'aider des scientifiques à s'orienter dans une autre pratique de la science, mais d'aider la société **dans son ensemble** à s'orienter vers une autre conception des sciences à notre époque. Car c'est bien toute la société qui non seulement est concernée, mais qui doit s'emparer de la question.

Jacques Testart précise l'orientation :

- « *Sciences citoyennes veut impliquer les citoyens dans la production scientifique et technique afin qu'ils en contrôlent les orientations et la démesure, afin d'assurer la maîtrise de la technoscience par les citoyens eux-mêmes.* »
- « *La soif de gain et de puissance d'une infime minorité (multinationales) est cautionnée par la religion scientiste qui proclame le progrès technologique et la croissance économique au rang de progrès humain indiscutable.* »
- « *Le formidable pouvoir de la science devenue technoscience [doit] être piloté par d'autres motivations que « la volonté de savoir, le désir de puissance et la logique du profit. »*

Isabelle Stengers définit dans « Réactiver le sens commun lecture de Withehead en temps de débâcle » les grands traits de la relation que doit prendre cette relation science société.

2. Il faut aussi construire, lancer et mettre en œuvre cette notion de médiation ouverte Science – société

Une médiation ouverte et équipée philosophiquement et pratiquement est essentielle pour créer cette relation nouvelle de la science avec la société. **Cette forme de médiation ouverte**, d'écoute de la demande de la société (tournée sur les besoins de la société et non uniquement sur les souhaits des scientifiques), de recherche des liens entre cette demande et les questionnements des sciences, de formulations scientifiques des questions posées **est la clé de la relation science – société.** L'article de Claire Ribault¹³ et ses collègues explicite une proposition.

Et n'oublions pas enfin que comme le rappelle Isabelle Stengers en citant Audre Lorde¹⁴ : « **Les outils du Maître jamais ne démantèleront la maison du Maître.** » Les concepts nécessaires pour construire cette nouvelle relation ne pourront pas être ceux de la Modernité nous ayant conduit au désastre.

▣ **Propos recueillis par Didier Raciné,**
Rédacteur en chef d'*Alters Média*

Les peuples autochtones du Grand Nord et du Sud nous enseignent !

Comment identifier et sauvegarder ce qui est essentiel pour nous !

- SYLVIE BLANGY -

Les Recherches-Actions Participatives apparaissent dans leur réalité sensible dans l'interview de Sylvie Blangy qui a consacré sa vie professionnelle à construire avec des populations du Sud ou du Grand Nord de telles recherches pour les aider à défendre leurs territoires, leurs modes de vie et de culture dans le contexte de la « modernité ». C'est une plongée dans le Grand Nord, dans la vie des Inuit et des Cri, dans ces recherches passionnantes menées par eux et avec eux, pour sauvegarder ce qui est pour eux essentiel, le cœur de leur vie.

C'est une leçon majeure aussi pour nous : car nous sommes nous aussi menacés par cette « modernité » ! Ils nous apprennent en fait comment nous devons nous même dès maintenant identifier et défendre ce qui est l'essentiel pour nous, menacé par la destruction de la planète.

En décolonisant les savoirs et à travers l'invention de nouvelles méthodologies de recherches-actions participatives autochtones et citoyennes, nous trouvons les ressources pour nous « sauvegarder » nous-mêmes !

« Et comment inciter les visiteurs à repenser leur mode de vie et de consommation au quotidien et questionner leur impact sur la planète ? »

Européenne j'ai été sollicitée pour développer des projets d'écotourisme dans les pays du Sud, en Afrique et en Amérique Latine. Ces projets émanaient de communautés autochtones en périphérie des parcs et aires protégées, et d'autres sites de grande diversité biologique.

Comment monter des séjours en écotourisme, en mode participatif ? Comment embarquer les partenaires autochtones dans ces projets qui permettent de respecter leurs cultures, de préserver la nature et la biodiversité et conserver leurs patrimoines, de minimiser les impacts négatifs du tourisme de masse et maximiser les revenus pour les populations autochtones ? Comment faciliter la rencontre entre les invités (le plus souvent originaires du Nord de l'Amérique ou d'Europe) et leurs hôtes à travers le dialogue, l'échange. Et comment inciter les visiteurs à repenser leur mode de vie et de consommation au quotidien et questionner leur impact sur la planète ?

C'est ce fil conducteur et ces questions qui m'ont conduit jusqu'aux approches plus formalisées et structurées de la recherche action participative. J'ai puisé abondamment dans ces expériences d'accompagnement avec les Peuples Autochtones des 5 continents.



Sylvie Blangy

Ingénieure de recherche au CEFE
(Centre d'Écologie Fonctionnelle
et Évolutive)

La vie professionnelle de l'auteur

Votre vie professionnelle vous a amené à parcourir le globe en tous sens (40 pays visités, 60 missions en tant que consultante et 13 années de séjours prolongés à l'étranger) mais elle a été orientée par un fil directeur. Pouvez-vous nous le présenter ?

L'écotourisme et la recherche action participative font partie de mon ADN ! Dès ma jeunesse, travaillant l'été à la réception du camping de mes parents, j'ai été attirée par notre relation au voyage et à la nature. Plus tard, la DRAF¹ et le Ministère de l'Agriculture m'ont demandé d'accompagner le développement du tourisme rural dans l'arrière-pays languedocien en soutien aux exploitations agricoles. Par la suite et pour le compte des agences de développement et de coopération étrangères et l'Union

La thèse² a été un moment extraordinaire : j'avais 15 années de terrain derrière moi. La rédaction du manuscrit m'a permis de « préciser ma pensée, d'affiner mes objectifs qui étaient, à travers des projets d'écotourisme, de contribuer à accompagner les communautés autochtones dans leur recherche d'auto-détermination, de souveraineté et de reconstruction identitaire et culturelle ».

L'écotourisme dans les années 80-90 était vu comme une option « respectable » pour consolider les stratégies



Tente Inuit en peau de caribou, fabriquée par Vera Avaala © Sylvie Blangy

« Le site ABORINET⁵ est une première expérience de RAP (Recherche Action Participative) en ligne. »

de préservation des ressources naturelles et trouver un consensus entre conservation et développement économique. Les Peuples Autochtones pouvaient ainsi défendre leur territoire, développer des sources de revenus complémentaires dans un contexte qui se complexifiait. Plusieurs compagnies internationales forestières ou minières commençaient à exploiter des ressources de plus en plus convoitées à proximité ou en plein sur leurs territoires de chasse et de pêche traditionnels. Les visiteurs accueillis au village devenaient à leur retour chez eux des ambassadeurs et des défenseurs de leurs droits à la terre en faisant connaître ces pressions multiformes qu'ils subissaient de plein fouet.

Le « Guide des destinations indigènes » publié en 2006 sur papier³ et mis en ligne⁴ en 2008 résume bien cette activité. Les 200 initiatives de tourisme autochtone sélectionnées sur toute la planète témoignent de ces luttes pour préserver leurs territoires et faire connaître leur culture. Le site ABORINET⁵ est une première expérience de RAP (Recherche Action Participative) en ligne. Le questionnaire a été co-conçu avec les rédacteurs des initiatives (chefs de village, consultants, étudiants, chercheurs). Les réponses apportées aux 50 questions co-construites sont immédiatement géolocalisées sur une carte et matérialisées par une punaise de couleur associée à la réponse. Les partenaires Autochtones ont apprécié d'avoir accès aux réponses globalisées immédiatement et non pas 6 mois après une fois que le chercheur a compilé ses résultats en vue d'une publication à laquelle ils ne sont bien souvent pas conviés. Le Guide est une synthèse de ce travail de facilitateur mené à la demande de bailleurs aussi diversifiés que la Banque mondiale, la Coopération Allemande (GTZ), ou le Ministère des

Sylvie Blangy est Ingénieure de Recherche au CEFE (Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive) depuis fin 2011, hors classe et émérite du CNRS depuis 2022. Elle a été pendant 7 ans co-directrice de l'OHMI NUNAVIK (Observatoire Homme Milieu International) au Canada et directrice du GDR PARCS (Participatory Action Research and Citizen Sciences) en France, un regroupement de chercheurs, et d'acteurs de la société civile. Elle travaille depuis 2006 dans les régions arctiques et sub-arctiques, en collaboration avec les Premières Nations Cri, les communautés Inuit et Saami, pour développer des projets de recherche-action-participative construits et menés avec et par les communautés. Avec ses partenaires Autochtones, elle développe des techniques de recherche action adaptées à leurs contextes locaux, prenant en compte leurs préoccupations et leurs priorités (impacts sociaux et économiques des mines, sécurité alimentaire, changements climatiques, écotourisme...). Sylvie coconstruit avec eux des nouvelles méthodologies de recherche participative ancrées dans leurs systèmes de valeur et leur vision du monde.

Affaires Etrangères français et illustre bien le contexte de l'écotourisme autochtone des années 2000.

Abordons la question de vos activités dans le Nord du Québec puis en Suède et en Norvège

Vous avez créé et dirigé l'OHMI Nunavik⁶ (Observatoire Homme Milieu International au Nord Québec) et coordonné le projet TUKTU⁷ qui cherchait à répondre à des questions de recherche telles que : « Quels sont les équilibres passés sur lesquels se sont construits les communautés Inuites, Saami et Cries ? Quelle est la compréhension que l'on a de la situation actuelle ? Comment construire l'avenir dans un contexte de développement économique nécessitant des infrastructures nouvelles adaptées au Grand Nord ? Quels sont les modèles et scénarios alternatifs de développements économiques envisagés qui tiennent compte des valeurs, de la gouvernance et des modes de vie Autochtones du grand nord ? » Comment avez-vous cherché à répondre à ces questions ?

L'Observatoire Homme Milieu au Nord Québec ou TUKISIK (un diminutif de Tukisigasuaqatigît) qui veut dire « comprendre ensemble » et Tuktuk signifie « caribou » en Inuktitut. Ces deux projets nous ont permis d'explorer et de tester des projets de recherche action grandeur nature et de repenser les scénarios du futur dans un contexte arctique en plein changement. J'ai mené ces recherches pendant 7 ans de 2012 à 2019 en particulier sur deux sites :

1. DRAF : Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt.

2. www.theses.fr/2010MON30085

3. Indigènes Editions. <https://indigene-editions.fr/le-guide-des-destinations-indigenes>

4. Guide des destinations indigènes aborinet.cefe.cnrs.fr

5. aborinet.cefe.cnrs.fr

6. OHMI Nunavik : ohmi-nunavik.in2p3.fr

7. TUKTU : qui veut dire Caribou en Inuktitut. websie.cefe.cnrs.fr/tuktu

« Areva s'est retiré au grand soulagement des Aïnés [...] les bénéfices de la mine (revenus et emplois) ne compensaient pas et de loin les impacts sociaux et environnementaux »

- Le village Inuit de Baker Lake au Nunavut à l'ouest de la Baie d'Hudson. Un hameau de 2000 habitants. À 70km au nord la mine d'or québécoise « AGNICO EAGLE » est installée depuis 15 ans. A 90km à l'ouest la mine d'uranium AREVA explore plusieurs sites d'extractions sur le chemin de migration et la zone de vèlage d'un des plus grands troupeaux de caribous dans la région arctique (Beverly herd).

- Toute la région du Nunavik sur le tiers nord du Québec sur une surface de 507 000 km² qui comprend 14 villages Inuit pour une population de 14 000 habitants. Kativik et Makivik, les administrations et entités économiques Inuit régionales se sont associées avec des chercheurs français et québécois pour étudier les impacts cumulés des changements globaux dans le cadre de l'OHMI.

Dans l'Arctique Canadien les conditions de vie sont très difficiles. L'électricité et le chauffage sont produits avec du fuel venant du sud. En cas de panne, et par - 30°C, toute la communauté se retranche dans la salle communautaire. Les femmes élèvent pour certaines leurs enfants seules. La nourriture est transportée par avion. Elle est chère, et parfois de mauvaise qualité. Les brocolis peuvent être jaunes à l'arrivée sur le tarmac.

Dans le cadre de ces deux projets TUKTU et TUKISIK, les ateliers RAP ont rythmé nos recherches. Avec les chasseurs, les femmes, les Aïnés, les jeunes de l'école pour traiter de leurs préoccupations majeures comme la souveraineté alimentaire, les impacts miniers, l'indépendance énergétique, le fossé générationnel qui se creuse, la transmission des savoirs, la gestion des territoires et des ressources. **Les ateliers RAP ont été des grands moments de respiration et de créativité, dans un contexte tendu d'industrialisation du grand nord.** Les impacts de la mine, les scénarios du futur pour les jeunes, les activités alternatives à la mine ont

été étudiés de concert avec les moyens habiles de la RAP. Ces rencontres ont débouché sur des exercices de planification, des plans d'action, des scénarios alternatifs qui ont essaimés peu à peu !

Grace à ces ateliers en cascade qui ont ponctué le projet de recherche et dont les questions et les déroulés étaient revus et reconstruits chaque année, **a ressurgi l'espoir d'une possible sortie de la dépendance vis-à-vis du sud, d'une revitalisation de la communauté et d'un avenir plus serein.** À la fin du projet TUKTU en 2017, le village de Baker Lake a dit « non » au projet d'installation et d'exploitation de la mine d'uranium. Areva s'est retiré au grand soulagement des Aïnés. Il était devenu clair que les bénéfices de la mine (revenus et emplois) ne compensaient pas et de loin les impacts sociaux et environnementaux identifiés dans les ateliers comme « perturbateurs ». La discrimination raciale contre les Inuit, le harcèlement des femmes à la mine, les tensions familiales avec le rythme des « fly in, fly out » ou de 2 semaines à la mine et 2 semaines à la maison.

Du côté de Baker Lake et de TUKTU ce sont les Aïnés et la famille Avaala qui nous ont interpellés. Ils s'inquiétaient du fossé générationnel qui se creuse entre les jeunes et les anciens et la perte des savoirs. Les jeunes parlent de moins en moins l'Inuktitut et les anciens nés dans les igloos avant la sédentarisation de 1967 parlent peu l'anglais. La communication ne se faisait plus. Les Aïnés ont décidé de l'orientation prise par le projet TUKTU. La roue caribou générée en atelier par les Aïnés et les jeunes est devenue une icône du projet participatif. Elle a servi à comparer les générations entre elles, les élèves des écoles et créer des familles de « caribou Inuit » basées sur les styles de vie « caribou ». La roue est devenue un outil « réflexif » et a servi à évaluer les divers scénarios qui apparaissaient comme plausibles avec 0, 1 et 2 mines.

Les rapides de la rivière Thelon qui se versent dans le lac de Baker © Sylvie Blangy



Vera Avaala avec sa petite fille dans la tente en peau de caribou © Sylvie Blangy

« Annie Lamalice [...] a consacré sa thèse à l'étude des systèmes alimentaires Inuit au Nunavik (et) développe une agriculture nordique sous serre pour limiter la dépendance à la nourriture du sud »

L'extraction minière s'est intensifiée dans le nord de l'Amérique avec le réchauffement climatique et n'a fait qu'exacerber des préoccupations déjà existantes comme la sécurité et la souveraineté alimentaire des populations arctiques. Annie Lamalice⁸ doctorante québécoise en co-tutelle avec nous au CEFÉ a consacré sa thèse à l'étude des systèmes alimentaires Inuit au

Nunavik. Elle est partie d'une hypothèse qui paraissait peu réaliste au début: développer une agriculture nordique sous serre pour limiter la dépendance à la nourriture du sud vendue dans les supermarchés locaux (market food) et à la nourriture du nord collectée sur les territoires traditionnels (country food) difficile d'accès suite au prix des carburants et aux changements climatiques. Les caribous effarouchés par les mines passent de plus en plus loin du village et les troupeaux et la viande deviennent inaccessibles. Les ateliers qu'Annie animait dans le village de Kangiqsujuaq et de Kuujuaq ont permis d'apprendre à jardiner dans des grandes serres collectives. C'est une véritable révolution dans les régions Arctiques et pour des cultures basées essentiellement sur le mode de cueillette. Dans la serre communautaire, et sur les lots tirés au sort chaque année, les familles ont appris à cultiver du persil, des tomates, du kale très prisé des jeunes. Les serres sont devenues des lieux privilégiés pour réfléchir à des conditions d'approvisionnement plus pérennes. En parallèle, TUKISIK a financé une étude prospective qui visait à chauffer les serres par le stockage dans le sol de la chaleur solaire. La saison de production a été portée à 4 mois et les températures diurnes et nocturnes en été ont été régulées. Depuis la thèse d'Annie, plusieurs villages Inuit ont cherchés à construire des serres communautaires et compléter les produits issus de la chasse, la pêche et la cueillette traditionnelle par la production de légumes frais. Les ateliers et le projet en mode RAP de Annie ont été les lieux propices pour repenser la dépendance et la souveraineté alimentaire.

8. Géographie du système alimentaire des Inuit du Nunavik Du territoire nourricier au supermarché. Annie Lamalice. 2020. Thèse de doctorat en co tutelle. UQAM et CEFÉ CNRS.

9. participatoryactionresearch.net

10. CRDI. IDRC. idrc.ca/fr

11. GDR PARCS : websie.cefe.cnrs.fr/gdrparcs/le-manifeste-du-gdr-parcs/

12. Analyse de construit. Ou graphe cartésien comme une analyse en composante principale. www.sas2.net

13. CO3. Co Construction des Connaissances. <https://tinyurl.com/3xc9erb9>

Les jeunes autochtones instruits reviennent-ils ou veulent-ils s'investir pour leur communauté?

La situation est très contrastée. Les jeunes Inuit réussissent de plus en plus à investir l'université. Une grande partie cependant retourne au village sans finaliser leur diplôme. La famille leur manque. D'autres après leurs études universitaires restent plutôt dans les villes du sud. Il y a deux grandes communautés inuites installées à Ottawa et à Montréal. Une fois diplômés ils sont tout de suite happés par le gouvernement du Nunavut à Iqaluit ou celui du Nunavik au Québec à Kuujuaq sur des postes à responsabilité. Leurs contributions sont déterminantes. Ils vont œuvrer pour sauver la langue, les ressources et les territoires. Bien qu'ils soient encore trop peu nombreux à être recrutés à l'université, ceux qui y parviennent font parler d'eux. Sean Wilson a publié un ouvrage « Research is a ceremony » qui est abondamment cité dans la littérature scientifique au même titre que celui de la néo-zélandaise Maori Linda Tuhiwai Smith sur la décolonisation des méthodes de recherche autochtone. Ils puisent dans leur vision du monde et les modes de communication basées sur l'oralité, le récit et le narratif basé sur le respect de la parole des Anciens.

On assiste à une grande révolution culturelle du côté de la recherche autochtone.

« Les jeunes Inuit réussissent de plus en plus à investir l'université [...] Ils vont œuvrer pour sauver la langue, les ressources et les territoires »

Abordons la question de la méthodologie de ces recherches participatives

Parmi les critiques apportées à la pratique de la RAP il y a quinze ans, vous indiquez dans votre thèse: « La RAP est conduite par des intervenants extérieurs qui détiennent un certain pouvoir et dont les objectifs et les méthodes découlent d'un mandat et de problèmes identifiés sans l'apport des acteurs locaux et risquent de se limiter à des hypothèses et des solutions définies d'avance et potentiellement biaisées. Les méthodes ne tiennent pas compte des facteurs sociaux. La RAP peut se pratiquer en ignorance complète des facteurs externes et des clivages internes qui affectent la vie communautaire et l'histoire sociale. La RAP part du principe que la participation doit être universelle plutôt que stratégique ».

Comment faire pour tenir compte des facteurs sociaux? Et des clivages internes?

À mon arrivée à Ottawa en juillet 2006, dotée d'une bourse de recherche Marie Curie, j'ai eu la chance de rencontrer Jacques Chevalier, alors professeur à l'université de Carleton. Jacques démarrait un programme de grande ampleur qui visait à rassembler et enrichir une

« Les pêcheurs de Sainte Marie de la Mer ont interpellé Delphine [...] : tu réhabilites les métiers de la pêche et nous participons à ton projet »

banque d'outils et de moyens habiles de la RAP tous ancrés dans leur cadre théorique. Le tout (ouvrages, guide, témoignages, vidéos) est disponible en ligne et accessible gratuitement sur son site⁹. Ce programme a bénéficié du soutien indéfectible du CRDI¹⁰ canadien. J'ai aussitôt embarqué Jacques dans tous mes projets autochtones qu'il s'agisse de développer une stratégie d'écotourisme sur le territoire Cri de Eeyou Istchee (Blangy, 2017) sur le nord de l'Ontario et du Québec en compensation de l'inondation des terres de piégeage traditionnelles par la compagnie d'électricité de Hydro Québec ou de revoir les scénarios du futur des Inuits avant l'installation ou après le départ des mines. **À la demande des premières Nations Cri nous avons rédigé un Guide présentant 20 techniques dans lequel puiser pour accompagner les projets des conseils de bande Cri.** Les outils et graphiques ont été adaptés visuellement pour répondre à la culture Cri.

Vous avez été directrice du Groupe de recherche Action Participative et Sciences Citoyennes (GDR PARCS). La multiplication des initiatives de Sciences Citoyennes (SC) et de Recherche Action participative (RAP) et collaborative ces dernières années suggèrent qu'une nouvelle manière d'aborder les relations entre les sciences et la société est devenue nécessaire. Quelles ont été vos activités à la direction du GDR Parcs ?

En 2013 j'ai créé le GDR (Groupement de Recherche) PARCS¹¹ (Participatory Action Research and Citizen Sciences) avec l'aide de Isabelle Chuine du CEFE et de Tela Botanica. Le groupement a été soutenu activement pendant 4 ans par l'INEE du CNRS. Ce GDR a regroupé un large spectre de partenaires représentant les différentes

parties prenantes de la RAP et des SC en France : associations, société civile, unités de recherche ; sciences sociales, sciences de la vie et sciences de la terre. **Dans le cadre du GDR nous avons formé à la RAP plus de 300 personnes à travers 8 formations de 3 jours et 2 écoles thématiques.** Nous avons créé une communauté de pratique, un cadre de réflexion et des conseils sur les manières de construire et réaliser des programmes de SC et RAP, favorisé un dialogue entre différentes initiatives existantes, regroupé les énergies dispersées en France sur ces questions, généré des collaborations entre ces initiatives, travaillé sur des enjeux comme la biodiversité mais aussi la transition énergétique et les déchets plastiques. Le GDR a inspiré des programmes de financement comme CO3 ou l'ANR SAPS1. Et surtout permis d'essaimer et de partager le formidable patrimoine que Jacques Chevalier nous a légué et son portefeuille d'outils RAP qui nous est tant utile pour accompagner les projets citoyens/chercheurs.

Vous avez co encadré quelques thèses de recherche action participative. Pouvez-vous nous en parler ?

Outre la thèse sur le système alimentaire Inuit de Annie présentée ci-dessus, j'ai accompagné la thèse de Delphine Gambaiani sur la problématique de la pollution en mer et des métiers de la pêche en Méditerranée ; et celle de Lauriane Mietton sur la problématique du levain dans la boulangerie.

La thèse de Delphine concernait les tortues marines comme indicateurs de pollution en mer. Les pêcheurs des Saintes Maries de la Mer ont interpellé Delphine en lui disant : On monte un projet ensemble et tu nous aides à



Dégustation de viande de caribou séchée avec Vera Avaala et son amie © Sylvie Blangy

partager notre connaissance du milieu marin et à valoriser notre implication environnementale auprès du grand public et des enfants. Ils ont effectivement contribué activement en ramenant tous les déchets plastiques présents dans les filets de pêche et les pots à poules immergés au large. Une fois triés, **nous avons caractérisé ces déchets dans des ateliers à l'école avec les enfants des pêcheurs à l'aide d'une technique RAP très élaborée issue de la psychologie des construits de G Kelly¹²**. La grille de critères ainsi conçue enrichit considérablement les classifications officielles européennes.

La thèse de Lauriane (ingénieure agronome à l'origine de la création d'une Scop à Grenoble autour de la boulangerie) était centrée sur l'influence du fournil sur la qualité du levain, la mouture du pain et sur ses qualités organoleptiques. Cette thèse a été réalisée en collaboration étroite avec des boulangers, des meuniers et des agriculteurs. Lauriane en a fait le cœur de sa thèse. Elle avait créé un réseau via WhatsApp qui communiquait régulièrement sur les résultats des manipulations dans les fournils. Fort de cette expérience avec Lauriane, d'un projet précédent appelé BAKERY et suite à un projet émergent financé par CO3¹³ (programme de financement multi-bailleur sur la RAP en France) les boulangers partenaires viennent de déposer un nouveau

projet de recherche consolidé à CO3 dans lequel ils co-construisent avec des chercheurs des questions de recherche, associant des éléments de mesure, mais aussi des réflexions pour identifier leur place en tant que boulangers dans la transition écologique.

Voilà donc trois groupes de professionnels associés dans des projets de RAP qui s'engagent eux-mêmes comme leader de futurs projets de recherche, en tant que boulangers philosophes, ou pêcheurs – acteurs, ou nouveaux agriculteurs des régions arctiques en prolongement de ces thèses nouvelles générations conduites par des doctorants qui veulent faire de la recherche autrement.

On part donc de questions plus « méta » (en quoi je sers la société ? en quoi je peux améliorer ma contribution ? en quoi je peux influencer la transformation ? Comment accélérer la transition écologique ? ...) qui débouchent sur des projets de recherche originaux, associant chercheurs et acteurs de la société civile, et des réponses créatives, dans lesquelles les scientifiques contribuent à la scientificité des réponses apportées. Ces initiatives courageuses préfigurent la recherche de demain !

▣ **Propos recueillis par Didier Raciné**
Rédacteur en chef d'*Alters Média*

Bibliographie

Delphine Gambaiani. 2019-2023. Surveillance des déchets marins et de leurs impacts : vers des approches de recherche action participative. École doctorale n° 472. EPHE. École doctorale de l'École Pratique des Hautes Études. Océanologie biologique et environnement marin. Directeur de thèse. Claude Miaud. EPHE. CEFE. CNRS

Lauriane Mietton. 2019-2022. Impact of baking practices on the evolutionary dynamics of the sourdough microbiota and consequences on bread quality. INRAE 7 décembre 2022. Directrice de thèse. Delphine Sicard.

Lamalice, Annie. Géographie du système alimentaire des Inuit du Nunavik : du territoire nourricier au super-marché. Montpellier : 2019. Université de Montpellier Université de Montréal : thèse de doctorat, Écologie de la santé, sous la direction de Martin, Jean-Louis Herrmann, Thora Martina, Blangy-Martin, Sylvie.

Lamalice, Annie, Thora Martina Herrmann, Sébastien Rioux, Alexandre Granger, Sylvie Blangy, Marion Macé, Véronique Coxam. 2020. Imagined foodways: Social and spatial representations of an Inuit food system in transition. POLAR GEOGRAPHY. 2020.

Blangy, Sylvie, Monique Bernier et al. 2018. Improving the well-being of Inuit communities in Nunavik through a multi- thematic and cross-cultural research program studying the cumulative effects of climate and socioeconomic changes. ECOSCIENCES. N° Spécial OHMI Nunavik.

Blangy, S. 2017. Co-construire le tourisme autochtone par la recherche action participative et les technologies de l'information. Une nouvelle approche de la gestion des ressources et des territoires. L'HARMATTAN. ISBN : 978-2-343-05506-0- 664 pages

Rixen, Annabel and Sylvie Blangy. 2015 Life After Meadowbank: Exploring gold mine closure scenarios with the residents of Qamani'tuaq (Baker Lake), Nunavut THE EXTRACTIVE INDUSTRIES AND SOCIETY JOURNAL. Extractive Industry in Circumpolar Arctic. Special issue. 2015

Blangy, Sylvie and Anna Deffner. 2015 Impacts du développement minier sur les hommes et les caribous à Qamani'tuaq au Nunavut: approche participative, ÉTUDES/INUIT/STUDIES, 2014, 38(1-2): 239-265 , 38(1-2), 239-265.

Tuhiwai Smith, Linda. « Decolonising Methodologies : research and Indigenous Peoples, 1999, Zed Books, London

Wilson, Shawn. «Research is ceremony.» Indigenous research methods. Winnipeg: Fernwood (2008).

L'expérience de la recherche sociale au Québec

Faire émerger des conceptions plurielles du monde

- BAPTISTE GODRIE -

La recherche sociale au Québec s'effectue dans le cadre de rapports sociaux différents de ceux en Europe : l'autonomie des associations dans le secteur des services sociaux y semble importante vis-à-vis des institutions publiques. Cette configuration favorise des rapports science et société particulièrement étroits et dynamiques, qui sont alimentés par des approches de recherche action participative engagées et réflexives qui bouleversent parfois les pratiques traditionnelles de production des connaissances. L'interview réalisée avec Baptiste Godrie permet d'aborder plusieurs de ces enjeux et d'approfondir la compréhension du contexte québécois de recherche sociale.

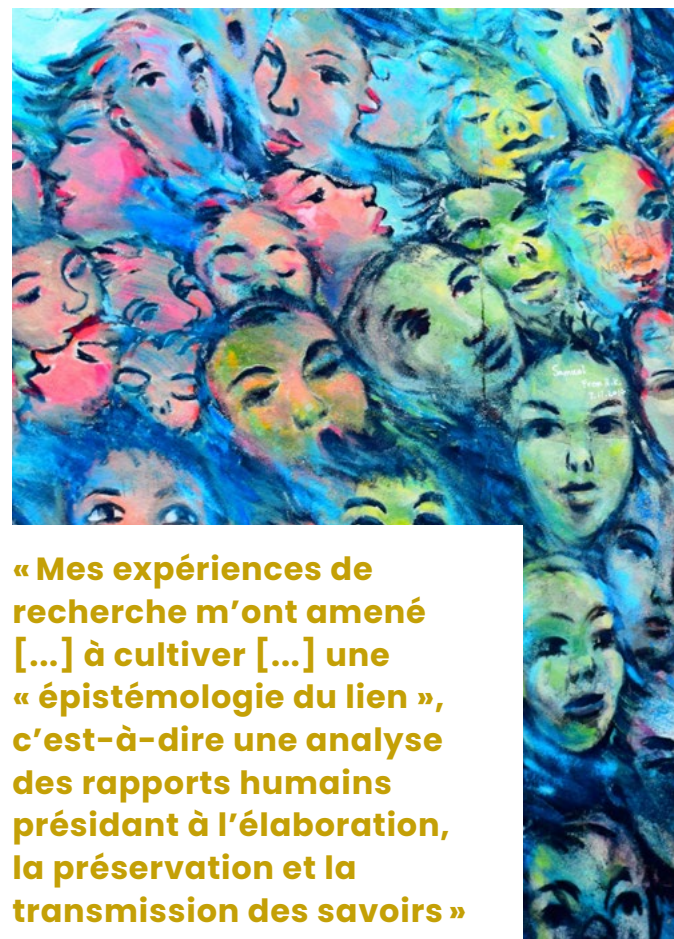
**Baptiste Godrie**

Professeur adjoint à l'École de travail social de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke, Directeur scientifique de l'Institut universitaire de première ligne en santé et services sociaux, et coprésident de l'Association science et bien commun

Vos recherches portent sur les rapports sociaux inégaux et la production des savoirs. Et vous êtes Directeur scientifique de l'Institut universitaire de première ligne en santé et services sociaux, depuis le 1^{er} janvier 2022 après avoir été directeur scientifique par intérim du Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales, les discriminations et les pratiques alternatives de citoyenneté (CREMIS) au CIUSSS Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal. Pouvez-vous nous présenter le cadre dans lequel s'effectue votre recherche ?

Je suis sociologue et formé à ce que l'on appelle au Québec la recherche sociale en milieu de pratique sur des thèmes liés aux inégalités sociales, à la pauvreté et à la santé mentale, depuis 2006 au CREMIS et, depuis 2021, comme Directeur scientifique de l'Institut universitaire de première ligne en santé et services sociaux. Ces centres de recherche sont des espaces de médiation, financés par des fonds publics, entre les milieux universitaires et les milieux institutionnels et associatifs de soins et de services sociaux de première ligne.

Au Québec, plusieurs mouvements sociaux – qu'on parle de luttes féministes, de lutte contre la pauvreté ou en



« Mes expériences de recherche m'ont amené [...] à cultiver [...] une « épistémologie du lien », c'est-à-dire une analyse des rapports humains présidant à l'élaboration, la préservation et la transmission des savoirs »

faveur de ressources de santé mentale alternatives aux ressources institutionnelles – ne revendiquent pas seulement une plus grande justice sociale et économique, ou de meilleurs services : leurs membres revendiquent d'être reconnus comme producteurs et détenteurs de savoirs légitimes sur leur propre situation. Et de manière autonome ou en alliance avec des universitaires, ces groupes se sont dotés d'une lecture critique du monde social. Mon activité scientifique est ainsi marquée par des collaborations avec des membres de ces groupes qui sentent souvent qu'ils n'ont pas le droit d'exprimer

« La principale critique [...], est l'appropriation unidirectionnelle des connaissances des milieux sociaux par les universitaires »



leurs interprétations critiques des situations d'oppression qu'ils vivent et qui constatent que ces interprétations ne sont pas reconnues comme légitimes par différents interlocuteurs.

Mes expériences de recherche m'ont amené à réfléchir aux postures de recherche en lien avec les rapports de pouvoir entourant la production des savoirs et de l'ignorance, et à cultiver ce qu'une collègue Florence Piron a appelé – dans une perspective critique du positivisme scientifique – une « épistémologie du lien », c'est-à-dire une analyse des rapports humains présidant à l'élaboration, la préservation et la transmission des savoirs. Qui parle, a été entendu ou passé sous silence, qui a initié tel projet, tel questionnement, avec tel vocabulaire, qui était absent, ou a été écarté ? Ces questions alimentent mes recherches et se répercutent dans ma pratique scientifique. Par exemple, quand je souhaite engager un travail avec un collectif, avant de parler d'un projet précis, je travaille à ouvrir un espace d'échange sur nos réalités, valeurs, engagements respectifs afin de trouver un terrain d'entente, un voire un terrain de lutte, et mettre au jour les questionnements qui pourraient faire l'objet d'un projet recherche. Parfois, cette démarche aboutit au constat que les conditions ne sont pas réunies pour un mettre sur pied un projet ou produire du commun, mais qu'elles pourraient l'être à l'avenir. Ce processus de création de liens, de clarification de nos intentions, est une étape conditionnelle à la possibilité d'une enquête. Elle constitue, à mon sens, un des points de départ – pas le seul bien évidemment –, pour tenter de réduire l'asymétrie de nos positions sociales.

Quelle est la nature des questions posées à la recherche ?

Je constate que les questions formulées d'emblée par les milieux de pratique en santé et services sociaux et les associations sont souvent de l'ordre de la commande sociale. C'est normal : ces milieux cherchent à clarifier leur propre action, à comprendre leurs impacts, les raisons pour lesquelles leur action n'est pas assez reconnue et financée. Ils se tournent alors vers la recherche pour se légitimer ou donner une tribune à leurs pratiques. Il faut alors prendre le temps d'analyser et de reformuler collectivement ce qui va être au cœur de l'enquête. Par exemple, une équipe d'intervenants sociaux interpelle des universitaires de mon centre, car ses membres souhaitent montrer que leur intervention a un impact important sur les personnes accompagnées et qu'ils sentent que cet impact n'est pas reconnu à sa juste valeur. Le projet de recherche mis sur pied va pouvoir documenter l'impact des interventions du point de vue d'une diversité d'acteurs ; mais il va certainement aussi interroger les instruments de reddition de comptes à leur disposition et la philosophie gestionnaire qui les sous-tend, qui mettent en évidence ou invisibilisent leur action de proximité. La recherche se réalise donc au plus proche de l'action, en alliance avec une diversité d'acteurs, mais questionne aussi, à un niveau structurel, les conditions de réalisation de l'action ; elle contribue en ce sens à une politique de l'action.

Quelles critiques apportes-tu aux conceptions traditionnelles de la recherche ?

La principale critique que je fais, avec d'autres, est l'appropriation unidirectionnelle des connaissances des milieux par les universitaires. Lorsque des personnes ont livré généreusement leur vécu sur des sujets intimes, voire sur des enjeux vitaux comme la pauvreté, la violence conjugale ou le racisme, que les universitaires partent avec les données pour les analyser, reviennent tardivement vers elles, souvent plusieurs années après, ou ne reviennent jamais, tout en tirant un profit de ces données pour leur carrière en les diffusant dans des colloques, on peut comprendre leur déception et colère. Souvent les universitaires sont bienveillants, mais par manque de temps et pression professionnelle, publient dans des médiums qui ne sont ni accessibles ni mobilisables facilement par les personnes directement concernées.

Ceci a été fortement critiqué dans les milieux de la recherche participative ; les milieux autochtones la qualifiant de recherche « hélicoptère » ! Cet extractivisme scientifique vis-à-vis de la vie des personnes et des groupes peut renforcer l'impuissance des communautés. Lorsqu'en tant que chercheur, on tente de développer de nouveaux liens de collaboration, il est important de comprendre les relations passées que ces groupes ont entretenues ou entretiennent avec les milieux de recherche : mieux vaut savoir si on s'avance en terrain miné !

Vous travaillez aussi avec les milieux autochtones, métis ou premières nations.

Pas jusqu'à présent. Mais la recherche avec les milieux autochtones est une tradition de recherche inspirante du point de vue des pratiques visant à équilibrer cet extractivisme des données et des savoirs par des mécanismes visant à donner un certain contrôle aux communautés sur le processus de recherche. Il peut s'agir, par exemple, de penser le consentement à la recherche à un niveau collectif (le contentement de la communauté) ou de codiffuser systématiquement les résultats de recherche.

Vous avez publié un dossier faisant état des recherches participatives contemporaines reposant sur des épistémologies radicales¹. Vous présentez des démarches de coopération entre chercheur-es de carrière et chercheur-es profanes s'inscrivant dans une double perspective de pluralisme épistémologique et de lutte contre les oppressions, les recherches participatives radicales assument des prétentions épistémologiques et politiques subversives. Pouvez-vous préciser et illustrer cette notion de pluralisme épistémologique et montrer en quoi les démarches traditionnelles rejettent ce pluralisme ? Quels effets ce rejet a-t-il et a-t-il eu dans la société ?

Associer des savoirs bâtis sur des bases ontologiques différentes, par exemple, sur les bases scientifiques et celles du vécu, enrichit considérablement les savoirs. Cela fait favoriser la sortie de monocultures scientifiques et disciplinaires, de la domination d'un seul régime de

1. Voir Carrel, M., Godrie, B. et M. Juan (dir.) (2022) Recherches participatives et épistémologies radicales, Participations, 32 (1)



« Ces conceptions plurielles du monde [...], peuvent être des sagesse paysannes, des pratiques de care et des conceptions du monde détenues par des groupes de femmes »

savoirs au détriment des autres. Il peut s'agir de saisir la maladie autrement que sous l'angle biomédical. Au sein des mouvements tels que le réseau des entendeurs de voix, les personnes ont fait émerger un paradigme alternatif qui vise à envisager cette réalité sous d'autres registres que celui de la pathologie et à promouvoir des pratiques qui ne sont pas d'ordre médical, bien qu'efficaces pour améliorer leur bien-être. Ces conceptions plurielles du monde (car il existe d'autres visions du monde que la vision scientifique), peuvent être des sagesse paysannes, des pratiques de care et des conceptions du monde détenues par des groupes de femmes... qui sont marginalisés précisément, car ne répondant pas aux normes de formalisation et de généralisation propres aux savoirs scientifiques. Dans les recherches, cette pluralité de régimes de savoir produit de l'altérité, des frictions, qui font sortir du dialogue de la science avec elle-même.

« Une autre voie est de déprofessionnaliser certaines pratiques de recherche, c'est-à-dire réduire les obstacles à la participation de profanes au processus de la recherche »

En quoi des personnes profanes en matière de recherche peuvent-elles être aussi co productrices de savoirs, rentrer dans des processus de participation à la recherche ?

Une voie parfois empruntée en recherche est de favoriser la montée en compétences des chercheurs profanes à travers des activités de formation à la recherche qualitative et quantitative ou grâce à la reprise d'études universitaires. Mais le risque est que cela favorise précisément les chercheurs profanes les plus favorisés et, qu'en fin de compte, ces personnes ne soient malgré tout considérées uniquement comme des demi-chercheurs par les universitaires de carrière. Une autre voie est de déprofessionnaliser certaines pratiques de recherche, c'est-à-dire réduire les obstacles à la participation de profanes au processus de la recherche. Il peut alors s'agir de soutenir leur capacité à nommer et à décrire ce qu'elles vivent, à analyser des extraits de carnets d'observation et de verbatims d'entretiens anonymisés, ou d'identifier ensemble les idées contenues dans ces données dans des activités de codage thématique. On peut aussi faire participer des personnes à l'écriture scientifique en

trouvant des subterfuges pour que leur parole puisse être relayée et que le document soit validé avec elle. Ces choix peuvent être discutés avec les personnes elles-mêmes selon les intérêts et contraintes des unes et des autres. Il faut être créatif dans nos méthodologies.

Quelle place donnez-vous à l'oralité, aux corps et à l'émotion ?

Quand on veut faire place à la diversité des voix, on se heurte parfois à des barrières comme celles de la hiérarchie des statuts sociaux ou de la division de tâches qui sont habituellement monopolisées par les universitaires. Ce qui me frappe dans les textes scientifiques co-écrits, surtout avec des personnes qui ne sont pas des universitaires de carrière, c'est qu'on ne sent habituellement pas la polyphonie des voix des auteurs et autrices : on a le sentiment d'un narrateur unique. Dans les faits, les canons de l'écriture scientifique effacent artificiellement la polyphonie. Cela interroge la production des contenus scientifiques. Plusieurs recherches présentées dans le dossier s'appuient sur l'oralité afin de laisser place aux affects par l'intonation, les accents et d'autres marqueurs de la diversité des mondes sociaux. Dans plusieurs de ces projets, le passage par le théâtre, l'expression des corps ou le chant, la production de contenus radiophoniques, contribuent à favoriser cette polyphonie.

Le théâtre d'intervention a été utilisé pour restituer des connaissances dans un projet auquel j'ai participé : il s'agissait de scénariser de courtes scènes de théâtre, composées à partir de verbatims d'entretiens, et de les faire jouer par des acteurs devant des personnes ayant vécu ces situations ainsi que des intervenants sociaux qui intervenaient auprès de cette population. Le public pouvait proposer des issues plus heureuses à certaines des situations qui étaient jouées sur scène, contribuant à ouvrir de nouveaux horizons d'action. L'activité se terminait par une période d'échange plus formelle permettant de revenir plus en détail sur les résultats de recherche à la lumière des scènes jouées.

Ces pratiques de recherche participatives assez radicales ont-elles une dimension de transformation sociale, une dimension politique ?

Cette question renvoie, pour beaucoup, à un enjeu d'évaluation du dispositif et de ses résultats. Qu'est-ce qu'une recherche réussie ? Qui l'évalue et selon quels critères ? Traditionnellement, il y a une évaluation scientifique des recherches par les pairs. Dans le cadre des épistémologies radicales et participatives, on ajoute des critères éthiques et politiques. Dès lors qu'on évoque la transformation sociale, on discrédite parfois la recherche parce qu'elle serait liée à une action, et donc pervertie par la finalité d'action. Mais ces recherches sont bien ancrées dans le fait qu'il n'y a pas de neutralité possible en raison de choses aussi concrètes que le financement des recherches, la nature située et engagée des producteurs de connaissance ou des cadres et méthodologies utilisés. Selon quels critères évaluer la transformation sociale ? Il faut pouvoir, par exemple, apprécier et s'assurer :

« Plusieurs recherches [...] s'appuient sur l'oralité afin de laisser place aux affects par l'intonation, les accents et d'autres marqueurs de la diversité des mondes sociaux »

« Dans le cadre des épistémologies radicales et participatives, on ajoute des critères éthiques et politiques »

- De la prise en compte de la diversité des points de vue;
- Que les personnes/groupe aient pu s'exprimer de façon équitable;
- De soutenir la capacité d'action des personnes/ groupes (et non la réduction de leur puissance d'agir) par la recherche.

Cela implique donc d'articuler les critères scientifiques de rigueur des recherches aux critères éthiques (dimensions relationnelles du processus de production de connaissance) et politiques (la recherche contribue-t-elle au bien commun, permet-elle de vivre mieux, plus dignement?)

Ne faut-il pas aussi transformer des savoirs séparés en savoir commun, partagés?

Je ne pense pas qu'il y ait un monde commun préalable dans lequel on pourrait d'emblée aboutir à un terrain d'entente. C'est une fiction utile à certains. Les points de vue sont divers, le monde est pluriel et les savoirs partagés ne sont possibles qu'à travers des processus et pratiques que nous avons décrits et qui produisent des savoirs et affects pluriels, hybrides, qui transforment, altèrent les personnes qui les partagent.

William James disait « L'univers est un plurivers » et Bruno Latour insistait dans un très beau texte :

« Il n'y a pas de monde commun. Il n'y en a jamais eu. Le pluralisme est avec nous pour toujours. (...) »

« Le monde commun est à composer, tout est là. (...) Il n'est pas déjà là, enfoui dans une nature, dans un universel, dissimulé sous les voiles chiffonnés des idéologies et des croyances et qu'il suffirait d'écarter pour que l'accord se fasse (...) Il est à faire, il est à créer, il est à instaurer. Et donc il peut rater ». ²

Dans les processus participatifs, je constate qu'on a tendance à rabattre les différentes visions du monde et langages sur le point de vue du groupe dominant qui se fait alors passer pour le monde commun. Par exemple, dans certains milieux institutionnels, on promeut un langage particulier, celui de la gestion, en savoir commun, ce qui est trompeur. Il faut reconnaître la diversité des modes d'existence, comme le dit Bruno Latour et d'autres : des plurivers plutôt qu'un univers!

Quels ont été et sont les freins (voire les oppositions) à ces démarches, aux divers niveaux de responsabilités? Pourquoi se sont-elles émoussées avec le temps?

Dans l'introduction du dossier de la revue Participations, mes collègues et moi posons l'hypothèse que la radicalité de ces démarches s'est émoussée au fil du temps. On peut attribuer cet émoussement à :

- L'application de méthodologies comme des solutions à répliquer en série, comme prêt-à-penser, alors qu'ils sont des guides soutenant la production d'un commun.
- La capacité des institutions à digérer cette radicalité, du fait des critères de l'évaluation ; scientifique par les pairs centrés sur les critères de rigueur et validité scientifiques: la pression que cela exerce sur les universitaires est évidente.

- L'invisibilité de certains travaux universitaires. Je pense ici notamment à la méconnaissance, par les universitaires du Nord, des travaux réalisés dans les Suds.

Les freins sont réels, y compris au Québec, qui est souvent vu de l'extérieur comme un eldorado de la recherche participative. Dans mon expérience, le positivisme y est pourtant bien ancré, et les idées de plurivers, d'importance de travailler à façonner des mondes communs qui ne sont pas d'emblée donnés y sont parfois vues comme farfelues, voire comme de la charlatanerie scientifique. Il y a ici aussi, comme en Europe, un accent mis sur la recherche finalisée, innovante, à fort contenu technologique et avec un haut rendement économique.

« Au Québec, les associations et les groupements de citoyens n'attendent pas les chercheurs pour (se) poser de questions de recherche et réaliser des enquêtes sociales »

L'autonomie de la société à poser des questions aux chercheurs, à la science est un levier d'action pour développer les Recherches-Actions Participatives. Comment qualifier cette autonomie?

Au Québec, les associations et les groupements de citoyens n'attendent pas les chercheurs pour se poser de questions de recherche et réaliser des enquêtes sociales. D'autant que les milieux associatifs accueillent des plus en plus de diplômés universitaires en capacité de mener des travaux de recherche et animés par un désir d'expérimenter des pratiques alternatives. Je ne déconsidère pas les capacités d'expérimentation des institutions publiques, elles sont actuellement très hiérarchisées et centralisées, ce qui limite les possibilités.

Tu co-présides l'association « Science et bien commun »

Cette association Nord-Suds a été co-fondée par Florence Piron, aujourd'hui décédée. Elle développe 3 volets d'activités :

- « Agora » promeut les dialogues sur la science ouverte dans la perspective dont on vient de parler, favorisant l'émergence de plurivers pour influencer les politiques publiques et pratiques scientifiques.
- « Éditions Science et bien commun » édite des ouvrages en libre accès. J'y ai notamment co-édité « Décoloniser les Sciences sociales » une anthologie de textes d'Orlando Fals Borda, le père fondateur de la sociologie colombienne.
- « Grenier des savoirs » soutient des revues africaines en langue locale sur des sujets aux problèmes locaux (paludisme, alimentation, eau, etc.).

□ Propos recueillis par Didier Raciné
Rédacteur en chef d'Alters Média

« Les points de vue sont divers, le monde est pluriel et les savoirs partagés ne sont possibles qu'à travers des processus et pratiques »

2. Bruno Latour Manifeste compositionniste Pour une école des arts politiques Puissances de l'enquête Editions Les Liens qui Libèrent

La richesse d'une recherche participative sur la grande pauvreté

- ELISABETTA BUCOLO, MARION CARREL -

L'une des recherches la plus radicalement participative en France est celle qu'ont menée ATD Quart Monde et ses partenaires scientifiques et professionnels sur les questions de grande pauvreté.

Produire un travail collectif associant chercheurs, personnes ayant l'expérience de la pauvreté, praticiens de ces questions ; dégager les premières questions, méthodes et orientations de recherche pour aboutir à mieux comprendre les rapports sociaux qui naissent des situations de pauvreté et qui les alimentent, pour comprendre comment travailler pour en réduire les effets ; mener une telle recherche de façon participative... est d'un rare courage.

Cette recherche ambitieuse a été menée en profondeur sur ces questions difficiles, construisant un corpus de méthodes, de modes de travail collectif, de connaissances expérientielles et théoriques. La reconnaissance des recherches participatives de ce type, par les institutions serait un encouragement important pour le développement de ces recherches très utiles.



Elisabetta Bucolo, sociologue au Cnam/Lise-Cnrs

Marion Carrel, sociologue à l'université de Lille et codirectrice du GIS Démocratie et Participation

Toutes deux sont membre du comité pédagogique de l'Espace Collaboratif «Croiser les savoirs avec tou-te-s»

Les recherches en croisement des savoirs menées par ATD Quart Monde et des partenaires scientifiques et professionnels sur le thème de la grande pauvreté ont été initiées dans les années 1990. La réflexion sur l'épistémologie de ce type de recherches a pris la forme d'un séminaire, puis d'un appel lancé en juin 2016 « pour le développement des recherches participatives en croisement des savoirs ». Un « espace collaboratif instituant » est créé en 2019, par la signature d'une convention de partenariat avec le Cnam et le CNRS, et le partenariat avec la Fédération des Centres Sociaux de France, pour permettre

l'organisation et le suivi de ce travail. Un Colloque organisé en novembre 2022 restitue le travail mené pendant trois ans dans ce cadre ainsi que ses résultats de recherche.

Au vu des objectifs qui étaient les vôtres lors de l'appel de 2016, comment analysez-vous l'évolution de ces pratiques de rapprochement de la Science et la Société et de leur reconnaissance institutionnelle et sociétale ?

Elisabetta Bucolo (EB) : On est passé, ces dernières années, d'une forme de méfiance vis-à-vis de la démarche de recherche participative à quelque chose de plus consensuel, de plus assumé par les institutions de référence, telle l'ANR et d'autres financeurs de la recherche : d'où une forme d'acculturation.

Mais est-ce complètement accepté, ou considéré légitime par la communauté scientifique ? Sans doute pas encore, ce n'est pas réellement gagné. On voit des évolutions notables, mais aussi les travers de l'institutionnalisation : reprise en main et déperdition du sens que l'on attachait à ces démarches au départ. Dans les années 70, un courant de contestation voulait situer la recherche dans le débat public, pour assumer le rôle de la transformation sociale et politique porté par celle-ci. On peut craindre

« Les questions ne concernaient pas la pauvreté en tant que telle, mais la dimension épistémologique d'un travail participatif »



que l'institutionnalisation ne fasse perdre cette dimension engagée à la démarche.

Marion Carrel (MC) : L'« Espace collaboratif instituant » a tout un historique : au sein d'ATD, dans les années 90, ATD Quart Monde et l'Université ont expérimenté un premier programme de croisement des savoirs, puis un deuxième avec des professionnels, aboutissant à des formations. Un séminaire épistémologique au CNAM en 2015, un appel lancé en 2016 puis un Colloque au au siège du CNRS en 2017, ont conduit à la signature d'une Convention entre le Cnrs, le Cnam et ATD Quart Monde pour produire des recherches avec les personnes en situation de pauvreté, et pour approfondir le dialogue épistémologique. Au départ ce projet n'a pas eu beaucoup d'écho, mais ces idées reviennent dans l'actualité. Il y a désormais une reconnaissance des recherches participatives par les institutions, mais sans que la portée participative soit précisée. On reste à la marge d'une réelle coproduction des recherches. Dans sa thèse, Cyril Fiorini monte que les démarches de cette nature, expérimentées au tournant du XXI^e siècle dans les domaines de la santé, la pauvreté et l'environnement sont rares. Il s'agit le plus souvent de participation cosmétique, à minima. Se pose aussi la question de la reconnaissance universitaire de ces recherches : au Québec, la pratique de la recherche-action est répandue et reconnue. Ce n'est pas le cas en France : les chercheurs n'ont pas de décharge pour ces travaux qui sont très chronophages. Dans le cas de l'Espace collaboratif, par exemple, si nous avons obtenu un budget qui nous a permis d'embaucher une ingénieure d'étude, les chercheurs et praticiennes impliquées ne sont pas déchargés. Il n'y a pas encore de véritable reconnaissance de ces recherches : on entend encore souvent « qu'est-ce que cela apporte de nouveau en termes de connaissance ? ». Tout cela est un enjeu à obtenir !

Pouvez-vous nous présenter quelques exemples de travaux ?

EB : Précisons tout de suite que le premier résultat, c'est le processus de constitution du collectif apprenant lui-même, c'est-à-dire la fédération de 50 personnes que rien ne rassemblait sinon la volonté de travailler ensemble, qui s'est construit avec un corpus de méthode, un Comité pédagogique et une appropriation de savoirs. Cet espace collaboratif est composé de trois groupes de personnes, regroupées en groupe de pairs : les chercheurs, les praticiennes (c'est-à-dire des travailleuses sociales ou formatrices) et les personnes en situation de pauvreté ou en ayant eu l'expérience (parmi elles, des personnes du Centre social des Trois cités à Poitiers et des militants ATD). Les travaux ont été menés en alternant du travail en plénière et au sein des groupes de pairs, volontairement « non mixtes ». Les thèmes de travail, les questions discutées au sein de ces séquences, ont été choisis ensemble. Les supports de travail étaient identiques pour tous les groupes. Tous les membres de l'espace collectif étaient impliqués dans la discussion des sujets. L'animation est assurée par le Comité pédagogique.

Trois thèmes ont été débattus : **1/** Faut-il constituer des groupes de pairs et quel est leur rôle dans la Recherche participative ? Cette question de la non mixité est une question critique, posant assez nettement les questions de la domination dans le travail de recherche. **2/** Que signifie mener une Recherche participative jusqu'au bout ? **3/** Comment évaluer le travail et sur quels critères ?

Les questions, on le voit, ne concernaient pas la pauvreté en tant que telle, mais la dimension épistémologique d'un travail participatif, pour nous confronter aux questions de méthodes et de sens de ce travail qui ne sont pas évidentes. Partager avec l'ensemble de l'Espace collaboratif sur ce sujet a donc demandé une grande énergie.

Existait-il un médiateur pour chaque groupe ? Quelles ont été les positions au sein de chaque groupe ? Étaient-elles homogènes par groupe ?

MC : Les groupes de chercheurs et de praticiennes étaient animés par respectivement deux chercheuses et deux praticiennes ; le groupe de personnes en situation de pauvreté par des volontaires d'ATD et du centre social de 3 Cités. L'ensemble a été piloté de A à Z par le Comité Pédagogique où sont présents des membres de chaque groupe de pairs.

Il y a eu des débats animés car les groupes de pairs n'avaient pas les mêmes idées ni sur le choix des questions à débattre, ni sur les supports, ni sur la non mixité : par exemple, les chercheurs étaient au départ contre le groupe de pairs, ils voulaient être d'emblée mélangés avec les personnes ayant l'expérience de la pauvreté et les praticiennes, mais cela posait justement la question de la domination. Cette expérience a été très riche pour en prendre conscience, pour saisir le sens de ce travail participatif et pour faire évoluer nos postures respectives. On a produit différents supports de travail identiques pour tous les groupes, comme un corpus sur le thème de la non mixité avec des extraits de compte rendus de rencontres précédentes, d'articles de presse, de textes théoriques qui présentaient les deux points de vue – pour et contre la mixité, ses avantages et ses dangers. Tous nos thèmes de travail ont été débattus d'abord en groupe de pairs puis en plénière. Les textes et les saynètes de théâtre-forum qui en ont résulté montrent l'avantage et les limites de la séparation en groupes de pairs. Et tant pour les chercheurs que pour les praticiennes, cela leur a permis de réfléchir sur les inégalités réelles de situation, qui se jouent à de très nombreux niveaux ; et donc sur le sens de leur travail commun dans cette démarche.

« cela leur a permis de réfléchir sur les inégalités réelles de situation, qui se jouent à de très nombreux niveaux et donc sur le sens de leur travail commun dans cette démarche »

EB : Les résultats viennent, on l'a dit, du processus qui a permis la constitution de ce Collectif apprenant de 50 personnes : et cela n'a pu être possible que parce que ceux qui sont restés (quelques personnes ont quitté la démarche) ont accepté de se remettre en cause, de remettre en question leurs postures et représentations, souvent inconscientes, portant beaucoup sur les questions d'inégalité des uns par rapport aux autres. Pour les chercheurs, être renvoyé à ces représentations de domination n'a pas du tout été simple. Mais ont été remises en cause aussi les représentations que les personnes en situation de pauvreté projettent sur les chercheurs d'une part, et sur les travailleurs sociaux d'autre part. Tout ceci constitue un processus avant tout humain, de transformation des relations, de mise en confiance réciproque en se défaisant de postures et de représentations. C'est donc un processus qui demande un temps long, nécessaire pour produire de la connaissance ensemble sur les enjeux des recherches participatives avec les personnes en situation de pauvreté.

« La restitution publique de nos résultats [...] au cours des Rencontres de l'Espace Collaboratif devant une centaine de personnes »

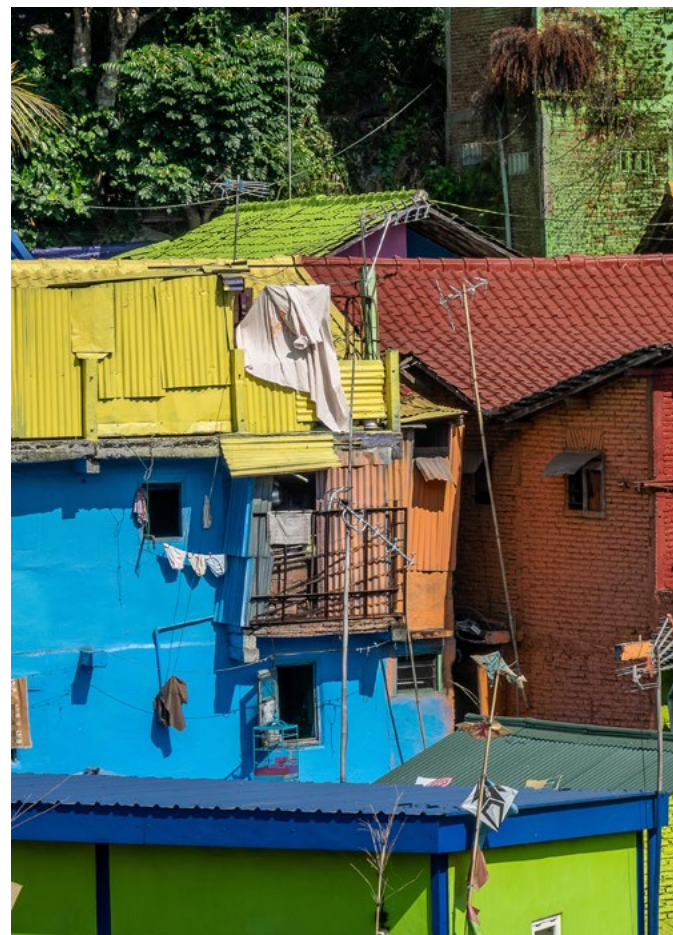
MC : La restitution publique de nos résultats, effectuée les 15 et 16 novembre au cours des Rencontres de l'Espace Collaboratif devant une centaine de personnes a été une prise de conscience d'une communauté de pratique de recherches participatives « radicales ». Il existe en effet une véritable

communauté de groupes travaillant sur ces questions de pauvreté, d'exclusion et de handicap (60 étaient venus en groupes mixtes). Des équipes sont venues de Suisse, de Belgique, du Québec, du CNLE (Conseil National des Politiques de Lutte Contre la Pauvreté et l'Exclusion), de l'IRCF, de l'université catholique de Lille, d'Aequitaz, Capdroit, Alfapsy, etc...

C'était très fort, et on espère que le film qui a été tourné le fera ressortir : tous ressentaient le besoin d'échanger sur les questions humaines, éthiques, méthodologiques, épistémologiques qui relevaient des démarches de recherche participative, avec leurs effets de transformation sur le pouvoir d'agir de tous les acteurs (le tous est important car ce changement n'a pas touché que les personnes en situation de pauvreté, mais aussi les chercheurs et les praticiennes).

Les pratiques artistiques et corporelles vous ont-elles été utiles, et en quoi ?

EB : Oui, elles ont joué un rôle ! Dans les supports nécessaires aux discussions, on a utilisé des photos, le photolangage, le visionnage de films, du théâtre - forum, des dessins, ... des méthodes de l'éducation populaire. On entend parfois dire que c'était parce que certains ne peuvent pas lire des textes. Mais en fait, c'est utile pour tout le monde ! Mettre en jeu son corps permet aussi aux chercheurs d'appréhender des questions concrètes de manière différente, et ils n'y sont pas du tout habitués. Cela a été utile pour animer des réunions, pour restituer le travail, auprès de divers types de publics et pour divers



types d'usages. Ces méthodes unissent tout le monde, détruisent des idées fausses. Cela permet également une meilleure appropriation des résultats produits ensemble par tous les membres de l'Espace Collaboratif.

MC : À titre d'exemple, le visionnage d'un film de 30 minutes sur une autre recherche participative (la recherche Pop-Part) a été utilisé pour travailler la question des critères de réussite de ces recherches, au cours de réunions entre pairs et en plénière. On a pu toucher aux questions plus clairement. Nous avons aussi utilisé des petites saynètes et des dessins mettant en situation ces questions d'inégalités, de domination, mais aussi pour exprimer des émotions (qui ne sont pas faciles à verbaliser pour les chercheurs, formés à l'objectivisation). Passer par l'artistique fait ressentir sur un mode émotionnel et ainsi fait ressortir le sens de ce que l'on fait. Cela donne aussi une possibilité d'exprimer les conflits tout en s'écoutant et en questionnant l'autre, ce qui enrichit les débats et est positif sur le plan scientifique.

Précisément, quelles ont été les formes de co participation ?

MC : La question de la préparation des travaux en groupe de pairs était importante : il s'agissait en effet de préparer en amont les discussions qui allaient avoir lieu en plénière. Pour les personnes ayant l'expérience de la pauvreté, cette préparation était plus longue ; alors que pour les chercheurs, cela était rapide. Construire un propos collectif demande plus de temps.



« aller jusqu'au bout de la recherche ne signifie pas forcément produire un rapport écrit, mais veut dire aboutir à un résultat activable par des personnes dans leurs pratiques professionnelles, à une diffusion dans des milieux d'appartenance »

« Construire un savoir collectif [...] nécessite une méthode stricte : que les désaccords s'expriment, que les conflits ne soient pas lissés, mais qu'il y ait une expression intelligente des controverses »

La question de l'animation était centrale à ce niveau ; il pouvait y avoir des nœuds, des situations de conflit, où les émotions (pleurs, colères...) se manifestaient, mais ces situations sont les plus riches, parce que c'est là que se trouvent les éléments de connaissance. La justesse et la rigueur de la retranscription étaient très importantes pour retrouver ces éléments de connaissance.

EB : Et les personnes en situation de pauvreté faisaient souvent le reproche aux chercheurs d'avoir du mal à passer du Je au Nous, à la parole collective. Pour elles, le travail en groupe de pairs visait à préparer une parole collective, en sortant des situations individuelles. Pour les chercheurs, cela est difficile : ils sont habitués à s'exprimer en tant qu'individu et non collectivement, à signer en leur nom propre... Construire un savoir collectif et faire quelque chose de commun nécessite une méthode stricte : que les désaccords s'expriment, que les conflits ne soient pas lissés, mais qu'il y ait une expression intelligente des controverses.

MC : La question de l'animation a été pointée par des philosophes féministes dans la production collective de récit. Parler collectivement passe par l'écoute et la compréhension de l'autre à travers ses propres mots. J'écoute et je renvoie ce que j'ai appris, ce qui me pose question, ce qui est étonnant pour moi. Ceci est un apprentissage de la façon de travailler démocratiquement et scientifiquement. Un artefact d'égalité !

Le Comité de pilotage a eu un rôle clé dans ce sens, il est le lieu où il faut veiller à la question de l'équilibre

des pouvoirs, de la démocratie réelle, de l'animation du dispositif afin qu'il puisse tenir sur le long terme, car ces démarches peuvent essouffler les participants.

Comment ont été posées les questions d'évaluation ?

MC : Pour les recherches participatives radicales, tout le monde doit participer à la recherche jusqu'au bout et chacun est touché différemment par les résultats que la recherche produit. La question de l'évaluation pose donc celle de savoir s'il faut inventer un espace mixte, tripartite, pour que les chercheurs ne soient pas les seuls à évaluer la recherche. Pour certains, les critères devaient être complètement différents des critères scientifiques (robustesse, scientificité...). Pour d'autres, il fallait utiliser ces critères, mais en rajouter d'autres. Cette question a émergé à la fin de nos travaux et était la plus difficile. Pour y répondre nous avons travaillé sur une autre recherche participative à partir d'une vidéo et on a abouti à définir trois domaines, avec pour chacun plusieurs critères.

- Qui a participé (2 critères)
- Comment la recherche s'est passée (3 critères)
- Quels ont été ses effets et résultats (4 critères)

Le paquet « Qui a participé ? » visait à évaluer :

- Que chaque milieu ait bien été représenté, présent dans la recherche ;
- Si on était allé à la recherche de personnes les plus éloignées, à la recherche de leur parole (les SDF par exemple ne peuvent pas toujours être présents, mais on peut aller chercher leur point de vue) ; si les personnes en situation de pauvreté étaient bien reliées à leur communauté, leur quartier, leur monde professionnel, et exprimaient bien leurs points de vue, comme en démocratie on veille à ce que les élus expriment le point de vue de leurs électeurs, reviennent vers eux.

Le paquet « Comment la recherche s'est-elle passée ? » visait à identifier cette qualité à toutes les étapes, et si cela avait été en co production réelle :

Il faut souligner un critère (le 3^{ème}) : si tous et toutes se retrouvent bien dans les résultats, y compris dans les désaccords. Rien n'est pire en effet qu'une recherche où l'on ne se retrouve pas dans les retranscriptions et où les restitutions : on retrouve les résultats du travail sur la question « Qu'est-ce que mener la recherche participative jusqu'au bout ? ».

EB : Dans certaines recherches participatives on insiste beaucoup sur la question de la co-écriture : certes la production de connaissances peut avoir une forme écrite, mais aller jusqu'au bout de la recherche ne signifie pas forcément produire un rapport écrit, mais veut dire aboutir à un résultat activable par des personnes dans leurs pratiques professionnelles, à une diffusion dans des milieux d'appartenance ou à un plaidoyer adressé aux pouvoirs publics, c'est-à-dire que cela va au-delà de la simple production de connaissances à l'écrit et vise aussi une forme d'activation.

La co analyse et la co écriture pour la restitution sont possibles sous diverses formes !

« La recherche participative doit enfin, produire des connaissances nouvelles, complémentaires de celles produites par la recherche académique »

MC : Cela résonne avec les critères concernant la question : « Quels ont été ses effets et résultats ? » qui vise la transformation de tous les participants et le développement de leur pouvoir d'agir.

Concrètement, il s'agit de transformations au niveau individuel ; au niveau plus global pour rendre une société avec plus de justice et d'égalité, validé par une recherche ; sans aggravation des exclusions. Rien n'est pire qu'une recherche participative où les personnes impliquées ne se retrouvent pas, voient leurs savoirs invisibilisés où s'y sentent au final exclues.

EB : Rien n'est pire aussi que de sortir certaines personnes de leur milieu, de les transformer en « expert des pauvres » ou en « pauvre expert » ! Faire rentrer la science dans le débat public doit rimer avec émancipation !

MC : La recherche participative doit enfin, produire des connaissances nouvelles, complémentaires de celles produites par la recherche académique. Lors de la restitution, des ateliers par petits groupes ont posé diverses questions : quelle place ces recherches doivent-elles avoir dans les critères classiques ? Qui est légitime pour valider ces critères ? Il existe un champ de recherche devant nous pour la mise en œuvre de ces critères.

EB : Les enjeux sont importants, il faut par exemple porter attention à que cela permette à tous d'apprendre. Les chercheurs doivent répondre au désir des personnes d'apprendre, et éviter, que par une forme particulière de condescendance, ils finissent par ne pas partager leurs savoirs et soient uniquement à l'écoute des personnes ! Ces recherches sont des processus apprenants : si une

partie des personnes ne joue pas le jeu jusqu'au bout, on ne produit pas de nouvelles connaissances.

Ce dispositif est d'une grande richesse pour former des professionnels à aider les personnes en situation de pauvreté...

MC : Bien sûr ! L'espace collaboratif a aussi ce rôle tout en préparant les personnes à mener des recherches collaboratives. Le quartier des 3 cités à Poitiers expérimente de telles démarches. Il y a aussi des activités de co formation entre travailleurs sociaux, sur les questions de l'enfance, notamment à l'IRTS à Perpignan.

En conclusion, comment faire évoluer cette recherche ? Comment peut-elle aider la communauté des Recherches Actions Participatives ?

EB et MC : Le 8 juin, nous partagerons les Actes écrits des Rencontres de novembre 2022 et visionnerons entre nous le film réalisé sur ce processus. Ce sera l'occasion de faire le point sur ce que nous voulons faire à suite de ce travail collectif. L'après est plus difficile que dans une recherche traditionnelle : les recherches participatives mobilisent un fort engagement et une forte émotion chez tous les participants ; nous devons faire attention aux formes de frustration que cela peut générer.

Il nous reste encore à travailler : poursuivre le débat sur les critères de validation, construire de nouvelles formations, produire des guides, dialoguer avec d'autres collectifs de recherche de ce type existant dans les sciences médicales et du handicap, comme par exemple les Nouveaux Commanditaires, Où atterrir ?

■ Propos recueillis par Didier Raciné
Rédacteur en chef d'Alters Média



Innovations citoyennes, solidarités
et transformations sociétales
**Redéfinir l'émancipation face aux défis
écologiques, sociaux et démocratiques**

31 mai – 1^{er} et 2 juin 2023

Cnam, 2 rue Conté – Paris
Entrée 37

Programme & Inscriptions



Uomini n°3 - Marie-Catherine Henry

En partenariat avec :

Les Nouveaux Commanditaires

Au cœur de la remise en chantier de la relation Science Société

- CLAIRE RIBRAULT ET LIVIO RIBOLI-SASCO -

L'expérience des Nouveaux Commanditaires – Sciences est particulièrement innovante et riche pour renouveler les relations des Sciences et de la société ! Et dans ce sens, elle s'inscrit pleinement dans ce dossier !

Le concept même de Nouveaux Commanditaires - Sciences et sa pratique sont au cœur de la remise en cause de cette relation Science – société :

Parce qu'il ouvre à chacun l'aventure de poser une question et celle de chercher une réponse avec des chercheurs, à travers une recherche menée en co-réalisation ;

Parce qu'il n'attache pas une question à une discipline, mais à toutes et que cette question est située, concrète et éminemment nouvelle ;

Parce qu'il introduit la notion de médiation en sciences dont le besoin se fait tellement sentir !



Claire Ribrault et Livio Riboli-Sasco,

L'Atelier des Jours à Venir, Médiateurs Nouveaux Commanditaires - Sciences

L'Atelier des Jours à Venir

L'Atelier des Jours à Venir affiche son identité en précisant : « Nous travaillons à établir des pratiques de recherche réflexives et responsables. Nos valeurs sont ancrées dans une expérience partagée de la recherche, de l'éducation et de la communication scientifique dans toute l'Europe. Le modèle académique dominant actuel commence à se remettre en question, par exemple en termes de fiabilité, ou en termes de dynamique de production. **Nous allons plus loin et croyons qu'une autre recherche est possible** et nous y travaillons activement »¹.



« Une autre recherche est possible » : vers quoi la verriez-vous se développer ?

Livio : Il faudrait que la recherche publique puisse se mettre au service des besoins de connaissance de la société, qu'elle se mette à l'écoute de ces besoins. Et pour cela les chercheurs ont besoin de disposer de plus de temps. Cela demande aussi d'autres changements, en matière de comportements et d'organisation, d'évaluation des chercheurs, de valorisation et des demandes de financement. La décision quant aux sujets de recherche à poursuivre

1. <https://www.joursavenir.org/activites/ncs>

« Ce qui est important dans la recherche, c'est autant le chemin, le processus, que la réponse qui est apportée »



Quartier 2^{ème} Torrão, Lisbonne

« Il faudrait que la recherche publique puisse se mettre au service des besoins de connaissance de la société, qu'elle se mette à l'écoute de ces besoins »

a principalement été le fait des chercheurs au cours de l'histoire des sciences. Les principaux autres décideurs ayant été les puissants, les politiques, les militaires. Il faut que le peuple puisse lui aussi dire ce qu'il souhaite comme sujets de recherche.

Il existe une prise de conscience du besoin des chercheurs de se reconnecter à la société, de faire de la recherche avec elle, qu'elle participe à ce processus. Sur ce plan-là, oui, une autre recherche est possible et nous accompagnons cette mise en œuvre.

Comment s'est constitué l'Atelier des jours à venir ? Quelle est son objet, sa mission, son lien avec les Nouveaux Commanditaires ?

Livio : L'Atelier des Jours à Venir est une coopérative de recherche et d'enseignement. Elle était constituée à l'origine de six associés (dont deux chercheuses, deux enseignants) et de nous deux comme salariés. Elle n'a pas été créée autour des Nouveaux Commanditaires. Elle est née autour d'actions de formation à l'intégrité de la recherche, à la réflexivité sur les postures de recherche, aux problématiques de la culture scientifique, d'actions visant à inciter les jeunes à se poser plein de questions (y compris à l'international), tant il est vrai que la science c'est d'abord se poser des questions. À cette époque, nous rêvions que des chercheurs s'impliquent sur ces questions !

Il y a dix ans, nous avons rencontré François Hers (l'initiateur des Nouveaux Commanditaires) et Bruno Latour qui nous ont demandé d'inventer un Protocole équivalent à celui des arts, mais adapté à la science.

Pouvez-vous nous présenter le protocole des Nouveaux Commanditaires - Sciences ?

Claire : C'est simple dans le principe. Les Nouveaux Commanditaires reposent sur 3 types d'acteurs :

- Des commanditaires, c'est-à-dire tout citoyen de la société civile porteur de curiosité et d'une question, d'une demande de connaissance
- Des chercheurs qui vont mettre en œuvre la recherche, répondre à la demande
- Des médiateurs (les médiateurs de l'Atelier des Jours à Venir ayant été les seuls en science à ce jour jusqu'au démarrage d'un tel programme au sein de l'Université de Strasbourg). Nous recueillons les demandes, facilitons leur formulation, cherchons les chercheurs et accompagnons la collaboration.

En outre, comme dans les Nouveaux Commanditaires en art, les médiateurs et les chercheurs viennent rencontrer les commanditaires sur leur terrain, sur leur lieu de pratique, et la recherche est réalisée sur un temps non déterminé à l'avance. Il faut donc ajuster chaque collaboration et ne pas partir d'un schéma standardisé dans la mise en œuvre de la recherche. Ces caractéristiques, héritées en quelque sorte du Protocole dans le champ des arts, se distinguent notamment de la plupart des recherches actions participatives.

Y a-t-il des différences avec les Nouveaux Commanditaires en art ?

Livio : L'exigence en sciences est d'avoir une question qui soit juste, épistémologiquement juste car il y a des questions qui ne sont pas du ressort de la science ; et juste aussi au sens que la science puisse espérer y répondre, ce qui ne signifie pas qu'on soit sûr qu'elle saura trouver une réponse : ainsi par exemple, la science ne pourra pas répondre à des questions telles que « Comment peut-on changer le monde ? », car il s'agit d'inventer des modalités de vie en société, et c'est donc là une question politique. Des questions auxquelles nous pouvons espérer répondre par la recherche seront par exemple de mieux décrire, mieux observer, mieux comprendre une situation présente pour que les acteurs puissent faire des choix mieux informés.

Une particularité en sciences est que les chercheurs sont saturés, au bord du burn out car le monde de la production scientifique est au bord de la crise. On sait les trouver cependant, mais ce n'est pas facile et ce n'est pas parce que l'on a du financement qu'on peut obtenir leur adhésion. Les chercheurs doivent de plus être touchés par la question, compétents sur ce sujet, s'être déjà interrogés sur le rôle de la science et ses rapports avec la société.

Autre différence : la recherche se fait en collectif, alors que l'art se fait de façon plus individuelle. Nous commanditons des équipes associant des étudiants, encadrés par des chercheurs, qui doivent associer des acteurs de la société.

Claire : De plus dans le domaine de la recherche, il y a une nécessité de co-production avec des personnes non scientifiques : les chercheurs d'abord, ne peuvent pas partir pendant 5 ans et revenir avec la réponse, ou même revenir sans réponse. Ce qui est important dans la recherche, c'est autant le chemin, le processus, que la réponse qui est apportée, car ce processus permet de comprendre et de s'approprier la connaissance, il permet d'en comprendre les limites, sa fiabilité, le champ sur lequel elle fait sens. Le chemin est porteur de transformation, d'où l'importance de cette participation, tout au long du projet.

Vous avez évoqué quatre exemples (présentés sur votre blog) sur lesquels nous pourrions vous interroger :

Le 2^o Torrão / Lisbonne : une commande avec des chercheurs en physique sur l'évolution du trait de côte à l'embouchure du Tage, qui mobilise la mémoire des habitants, construit un rapport culturel à la connaissance, et a des implications politiques fortes quant à la reconnaissance et la préservation de ce quartier.

Montreux-Château : une commande par des collégiens sur « comment se font les groupes d'amis au collège », étroite co-construction de la méthodologie avec une chercheuse en sciences de l'éducation, appropriation par l'établissement pour changer le processus de constitution des classes.

Belfort : une commande par des habitants d'un quartier HLM, habitants âgés et certains en situation de handicap,



Belfort, quartier des Résidences - Bellevue
© S. Ribault

« Cette diversité découle aussi du travail de médiation qui est une spécificité forte du dispositif »

portant sur l'entraide. Une recherche menée avec des sociologues, loin des normes académiques.

L'Atelier Paysan, autour **des politiques du machinisme agricole** en France. Il s'agit d'une commande portée par un collectif accompagnant les paysans à l'auto-construction de machines et bâtiments agricoles. Ils interrogent les déterminants historiques et sociologiques de l'équipement en machines des agriculteurs en France.

Ce qui frappe, c'est la diversité des commanditaires en sciences, des questions posées par les commanditaires, des démarches méthodologiques et des rapports entre commanditaires et chercheurs ; diversité de la façon dont les commanditaires vivent ces démarches...

Que prouve cette implication aussi variée de la société pour des recherches partagées ?

Livio : Cela est la preuve que le dispositif des Nouveaux Commanditaires - Sciences fonctionne, sur un champ de connaissances très large : dans la recherche participative, on a souvent mis en avant le domaine de l'écologie, mais nous démontrons que l'on peut travailler ainsi sur des champs de connaissances très variés. L'exemple de la recherche, dans un bidonville à Lisbonne (qui sera décrit plus bas), a porté sur une question posée par les habitants d'un quartier informel relative à l'érosion marine et l'hydrodynamique de vagues qui n'avait jamais été décrite dans le monde ! On pouvait s'attendre à une question sur la pauvreté, mais non ! Il faut se laisser surprendre !

Claire : Cette diversité découle aussi du travail de médiation qui est une spécificité forte du dispositif : dans beaucoup de recherches participatives les chercheurs attendent que les personnes de la société se manifestent et expriment des questions. Notre expérience est que beaucoup de personnes semblent exclues de la recherche,

mais qu'en allant vers elles, en discutant avec elles sur ce qu'est la recherche, en les stimulant et en légitimant leur curiosité et l'expression de leurs questions, on voit bien qu'elles ont, et l'envie, et la capacité de s'impliquer dans une problématique de recherche.

Et ce travail de médiation est-il difficile ? Comment le pratiquez-vous ?

Livio : Il n'y a rien de standard à ce sujet, cela dépend des personnes, des situations : il n'y a rien de similaire entre ce que nous avons fait avec les personnes du bidonville de Lisbonne, auprès des habitants du quartier de Belfort, ou des orthophonistes du Pays basque. Les modes de discussion étaient très différents. Mais il existe des points communs : le besoin d'une posture humble pour comprendre ce que vivent les gens, le besoin de se dire ce que l'on vit, dans un processus assez proche de l'autodescription... Cela crée alors un processus libérateur dans le cours duquel les personnes se donnent le droit de poser une question, d'en discuter ensemble. Et il faudra du temps, avant d'aboutir à une question qui fait sens à tous et à toutes.

Claire : Une des difficultés aussi est de trouver un cadre pour financer ce travail de médiation non standard.

Cette enquête sur la RAP montre en effet que très souvent les deux mondes s'ignorent : des personnes, des structures de collectivités territoriales ou autres (cf l'article de Yves Charpak dans ce dossier) ont des besoins et des questions de recherche mais ignorent qu'elles pourraient faire appel à des chercheurs. Et inversement, des chercheurs professionnels ne se mettent pas spontanément ou parce qu'ils n'en ont pas le temps, à l'écoute de besoins dans la société.

« Ces mondes s'ignorent, oui ! Et oui, ce que François Hers et les Nouveaux Commanditaires ont voulu faire avec la figure du médiateur est fondamental »

Livio : Ces mondes s'ignorent, oui ! Et oui, ce que François Hers et les Nouveaux Commanditaires ont voulu faire avec la figure du médiateur est fondamental : créer des liens entre recherche et société. Cela correspond à un vrai besoin social ! Sans cette médiation, on ne voit pas comment science et société pourraient se rencontrer concrètement, du fait aussi de l'énorme pression de production côté recherche. Une chercheuse à Strasbourg, très motivée pour mener ses recherches avec des acteurs du territoire, nous disait que sans notre travail de médiation, d'articulation des contacts et de construction des relations, elle ne pourrait y arriver. Il nous faut d'ailleurs souvent faire patienter les commanditaires.

Nous agissons pour que les moyens de la recherche publique soient en partie redirigés pour répondre à des questions formulées par la société. Mais il y a une double démarche parallèle que la médiation doit aussi faciliter. Prenons le cas de Lisbonne et de la recherche sur l'hydrodynamique des vagues : les personnes dans le bidonville ne voyaient pas le phénomène, qui étaient pourtant au cœur de leurs besoins, parce qu'elles n'avaient pas l'observable que seuls les chercheurs pouvaient imaginer et construire.

Claire : Cette notion d'observable est aussi importante pour une autre raison : on ne peut pas dire que la recherche ne répond pas aux enjeux de la société, car il existe des financements pour la recherche en santé, sur l'environnement... Mais nous faisons une différence entre la société en général et les acteurs de la société. Revenir au contexte local, particulier, c'est cela qui produit des questions différentes : par exemple, aux Pays-Bas, tout un dispositif a été mis en place au niveau national, pour recueillir le point de vue des citoyens, à partir de questionnaires, sur des besoins des gens en matière de santé. Tout ceci a été reconstruit statistiquement, reformulé au niveau national, et on a obtenu des axes de recherche tout à fait standard, classiques (on va chercher sur telle maladie, sur le cerveau...). En travaillant comme nous le faisons, avec des groupes d'acteurs situés localement, bien identifiés, nous aboutissons à des questions différentes, diverses et cela produit « une autre recherche ».

Abordons le cas de la recherche à Lisbonne !

Livio : La question posée par les habitants du bidonville ou du quartier informel situé à l'embouchure du Tage, a été « **Est-ce que la mer va nous manger ?** ». Ils ont posé de nombreuses autres questions (pourquoi nous sommes pauvres ? est-ce que nous pourrions produire de l'électricité nous-mêmes ? pourquoi la violence...)

mais c'est celle qu'ils ont choisie pour travailler avec les chercheurs. Ce choix, nous l'avons certes accompagné en conseillant les habitants quant à la faisabilité de la recherche sur l'une ou l'autre question. Toutefois, ce sont eux qui ont pris la décision de cette question. D'autant que les autorités utilisaient l'argument du changement climatique et de la montée des eaux pour pousser à l'évacuation du quartier, sans réelles solutions de reclassement. Le quartier est situé sur un terrain avec une vue imprenable sur l'océan, et la sociabilité entre les gens très forte. On sentait que cette question faisait levier sur les arguments des autorités dont on pressentait qu'ils étaient faux (l'élévation du niveau de l'eau n'est que de quelques millimètres).

Nous nous sommes rapprochés de travailleurs sociaux publics et associatifs, qui nous ont indiqué que le phénomène de très grandes vagues était très particulier, et que seules deux personnes en Europe pouvaient l'aborder. Un chercheur à La Rochelle, lusophone, a accepté de travailler, comprenant parfaitement l'enjeu politique du problème, et son enjeu scientifique : ce phénomène étrange est tout à fait original, nouveau, méritant une étude. Nous avons trouvé un financement important (180 k€) pour faire de la recherche mathématique, physique et de modélisation 3D. Les

habitants nous ont beaucoup aidés : les récits historiques permettaient de remonter aux données et de valider le modèle ; les pêcheurs ont aidé les chercheurs à poser les capteurs dans la baie du Tage (dans des conditions difficiles, ce que beaucoup d'autres bateaux n'auraient pas accepté) et les ont protégés contre le vol.

Le résultat scientifique a été à la hauteur : la vague est due à un phénomène infragravitaire avec résonance sur le même bord du fleuve ce qui explique des élévations du niveau d'eau de 3 mètres en 5 minutes, de grosses incursions d'eau parfaitement prévisibles à 48h (un système d'alerte étant envisageable).

Malheureusement, les autorités ont maintenu leur décision de détruire une partie du quartier (toujours sous le même prétexte fallacieux d'élévation du niveau d'eau dû au changement climatique : qui en fait n'interviendra pas avant 30 ans).

Cette recherche partagée a cependant eu un effet favorable sur la population qui a pu prendre la parole dans des assemblées municipales, s'est sentie valorisée par les autres habitants de l'estuaire, les enfants ont bénéficié d'activités culturelles. Au plan scientifique, elle a été une très belle preuve que de se mettre à l'écoute des gens permet de faire de très grandes avancées, y compris dans la recherche fondamentale et les chercheurs en sont conscients.

« Mais nous faisons une différence entre la société en général et les acteurs de la société. Revenir au contexte local, particulier, c'est cela qui produit des questions différentes »

Recherche passée par des collégiens, commanditaires du sujet : « Comment se forment les groupes d'amis, au collège ? »

Recherche réalisée à Montreux-Château

La recherche a été co-produite (au plan méthodologique) avec une chercheuse en sciences de l'éducation, sur trois ans pour répondre à une question choisie par les collégiens : « Comment se forment les groupes d'amis, au collège, en milieu rural ? »

Parmi les résultats de cette recherche en termes de transformation des élèves, quelques éléments des retours présentés par la chercheuse.

- Ce que les collégiens ont retenu le plus de leur participation au projet se situe davantage autour de la démarche scientifique.
- Cette expérience les a conduits à s'interroger sur leur propre rapport au monde, au savoir, aux autres, à eux-mêmes.
- Elle leur a permis de développer leurs capacités d'observation et de questionnement autonome, c'est-à-dire « une forme d'émancipation ».

Pour illustrer la transformation des acteurs, des collégiens et de leurs trois professeurs accompagnants, voici quelques paroles des participants :

Paroles de participants

- « Dans la recherche, le chemin compte autant que le point d'arrivée ! »
- « Il faut aussi accepter qu'il n'y a pas de réponse unique... universelle... Ça, ce sont des choses qu'on n'apprend pas d'habitude... Notamment de se poser des questions »
- « On n'a pas trop de réponses mais on a d'autres questions qui peuvent éclaircir sur les réponses qu'on avait avant. »
- « Je pense que ce qu'on aura fait avant sera plus important que la réponse qu'on aura trouvée. »

Vous indiquez : « L'Atelier des Jours à Venir fait le pont entre le local et le global. Nous affirmons que prendre le temps de travailler avec un petit nombre de personnes à l'échelle locale permet d'avoir un impact significatif. C'est aussi notre façon d'être cohérent avec notre perspective philosophique, où les valeurs sont enracinées dans l'expérience partagée entre les communautés de personnes plutôt que dans la pure idéologie ».

Pouvez-vous développer sur ce point ? Ceci n'aurait-il pas une valeur plus large que simplement au niveau de la recherche ?

Claire : Prendre le temps, c'est ce qui nous permet de nous engager dans des voies où on ne sait pas à l'avance ce que l'on va découvrir, ni même si l'on va réussir ! Cela permet aussi de changer de pratique de recherche dans le cours même du processus, car on ne sait pas à l'avance, dans des situations toujours nouvelles, comment on va travailler ensemble, quelle est la bonne méthodologie... Si on ne se donne pas du temps, on ne prend pas ces risques ! L'exemple précédent de Lisbonne illustre bien ce lien entre le local et le global : la question posée dans ce quartier a permis de contribuer à un champ de recherche fondamental qui dépasse largement le lieu de vie des commanditaires.

En ce qui concerne les pratiques de recherche, on peut parler de l'exemple de la commande de Belfort. Ainsi dans ce projet, les sociologues se sont rendu compte au cours du travail d'enquête que la démarche traditionnelle ne marchait pas. La recherche a alors pris la forme de

« On voit ainsi que partir de recherches singulières produit des changements dans les pratiques de recherche, qui ont des impacts souvent bien au-delà du cas spécifique de départ »

travail d'écriture, de discussion informelles, de marches partagées... Ils n'auraient pas pu faire un pas de côté aussi grand si ils n'avaient pas eu le temps de prendre une autre voie, nécessitant plus de travail et plus de temps. Et, avec le recul, cette expérience d'une nouvelle démarche a été très profitable dans des travaux des chercheurs avec d'autres collectifs, sur d'autres sujets. Ils ont rédigé un chapitre sur les recherches participatives dans un manuel sur les recherches qualitatives en santé, manuel très diffusé auprès de chercheurs, d'étudiants en santé, de praticiens de la santé. On voit ainsi que partir de recherches singulières produit des changements dans les pratiques de recherche, qui ont des impacts souvent bien au-delà du cas spécifique de départ.

Au vu de vos expériences au sein des Nouveaux Commanditaires - Sciences, quelles seraient les transformations qui aideraient à l'évolution dans cette

« Cette recherche [...] a été une très belle preuve que de se mettre à l'écoute des gens permet de faire de très grandes avancées, y compris dans la recherche fondamentale »

« L'Université de Strasbourg a décidé que ce modèle des Nouveaux Commanditaires était pertinent pour elle »

direction du monde de la science d'une part, de la société d'autre part ?

Livio : C'est une évolution qui demandera beaucoup de travail et de temps ! Ce que nous faisons demande beaucoup de travail. Le modèle des Nouveaux Commanditaires - Sciences a fait ses preuves. Nous produisons de la bonne science, cette démarche est osée, transformatrice sur les plans social et scientifique. Mais nous nous confrontons à beaucoup de contraintes au niveau du fonctionnement de la recherche, nous nous heurtons aux durées courtes (2 à 3 ans) des projets de recherche. Ainsi les projets ANR qui viennent d'être ouverts dans le domaine de la RAP restent beaucoup trop courts. Nous n'avons plus, du fait du retrait de la Fondation de France, d'outils de financement de la phase la plus intense de travail, mais la plus intéressante, la phase amont de recueil des commandes au cours de laquelle on ne sait pas encore sur quoi pourrait porter la recherche, ni même si ce sera en sciences naturelles, en sciences humaines. Et il ne faut pas qu'on le sache, c'est une question de liberté. Et comment faire si on n'a pas de financement ?

La seule piste pour remplacer le modèle qui a été le nôtre, d'une structure à but non lucratif financée par une fondation, est celui envisagé par l'Université de Strasbourg. L'Université a décidé que ce modèle des Nouveaux Commanditaires était pertinent pour elle. Considérant que c'est sa mission que de se mettre à l'écoute des territoires alsaciens, elle a décidé d'aller vers le territoire et ses acteurs, sans connaître bien sûr à l'avance les questions de recherche qui seront posées, sans être certaine que l'Université de Strasbourg pourra y répondre avec ses moyens de recherche. Elle a décidé même que si elle ne pouvait répondre elle-même, elle ferait appel à d'autres compétences ailleurs (et ce à l'époque où les territoires et universités sont en compétition les uns avec les autres) ! Elle a embauché sur ses fonds propres de futurs médiateurs (que nous formons d'ailleurs).

Quel est le budget correspondant à cette mission de médiation ?

Livio : Le projet à Lisbonne, c'est 60 000 € sur dix ans. Et depuis le début nous avons soutenu 12 projets.

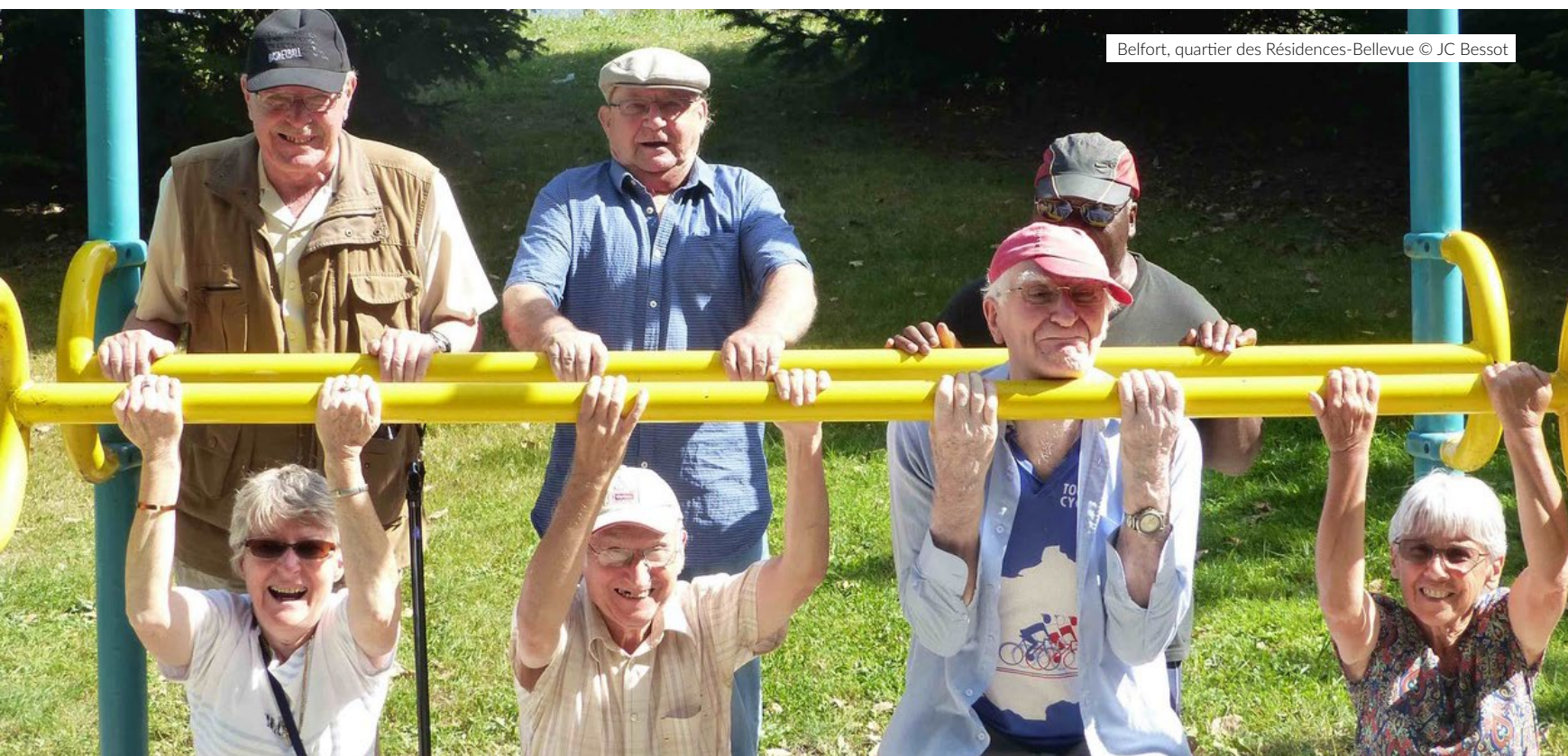
6 à 10 000 € par an est un coût très faible au regard du service rendu, tout à fait à la portée d'une région ou d'une université !

Claire : Cette pratique de la recherche demande de sortir d'un cadre qui est très puissant. Cela demande beaucoup de courage et de liberté !

Pour faire vivre ce modèle, amplifier son impact, il faut d'abord compter sur le temps : dix ans d'expérience de ces Nouveaux Commanditaires - Science, c'est court ! Mais nous commençons à avoir des récits, du recul, et à partager ces expériences. Des publications sont réalisées, qui rejoignent les publications de la recherche classique. Et les expériences montrent que le modèle fonctionne, tant au plan social qu'au plan scientifique.

Livio : En ce qui concerne la recherche participative, nous nous sommes donné un gradient de modalités de participation très ample et par ailleurs nous n'avons pas d'injonction à une participation très intense à la production de la recherche. Celle-ci est d'ailleurs très variable : le travail avec les orthophonistes a été très participatif. Pour nous, le point de départ est que n'importe qui est en situation de poser des questions, de chercher à savoir, et est légitime à le faire. La recherche publique devrait y répondre, y trouverait des sources de connaissances nouvelles. La médiation ouvre un accès au droit à savoir.

■ Propos recueillis par Didier Raciné
Rédacteur en chef d'*Alters Média*



Belfort, quartier des Résidences-Bellevue © JC Bessot

Une approche historique et épistémologique de la RAP

Le mode de recherche-action adapté aux besoins de l'anthropocène

- CHRISTIAN MICHELOT -

La recherche-action participative peut être vue à travers son histoire, ses multiples connections avec d'autres savoirs, ses dimensions épistémologiques et éthiques qui en constituent le cœur. Cette approche large permet aussi une caractérisation claire de cette recherche.

C'est le sujet que développe Christian Michelot, témoignant aussi de l'extension extraordinaire du champ de ces recherches, de leur dynamique, de ses liens avec la caractéristique centrale de notre époque d'anthropocène : comment associer les populations aux problèmes qui les concernent, de la transformation de fond en comble du monde économique et social de notre époque ?



Christian Michelot

Psychosociologue,
membre du CIRFIP

Il semble assez naturel, au vu de la discipline que constitue la psychosociologie, que cette discipline se soit assez tôt impliquée dans des projets de recherche action participative.

Pouvez-vous nous présenter l'histoire de ces Recherches Actions participatives qui remonte aux années 1940 ?

Je suis membre de l'Association en Psychosociologie CIRFIP, actuellement coordonnateur des formations de cette association, ainsi qu'enseignant-chercheur à l'École Centrale Supélec de Paris où je coordonne une Chaire de Recherche dans le secteur du bâtiment travaux publics.

J'ai par ailleurs créé le cabinet de conseil « Palissage » avec mon associé Willy Falla.

La Recherche Action Participative a une longue histoire ; son champ d'intervention immense est très diversifié ; il est difficile d'en mesurer l'extension. Jacques Chevalier et Daniel Buckles ont cherché à en faire un panorama et une classification en grandes familles : la famille **pragmatique** ancrée sur la résolution de problèmes (sous l'inspiration de John Dewey), la famille **clinique** (inspirée par la psychanalyse), la famille **critique** (orientée par Paolo Freire dans le domaine de la pédagogie critique), la famille **naturaliste** (sous l'influence de la Société Jean-Jacques Audubon, ornithologue, naturaliste) et enfin la famille **numérique** (exploitant les potentiel du numérique). La psychosociologie à laquelle je me réfère est à la fois pragmatique, clinique et critique. Avant Chevalier, Jean Dubost avait déjà en 1987, mis en perspective les proximités et les différences des pratiques de recherche-action.

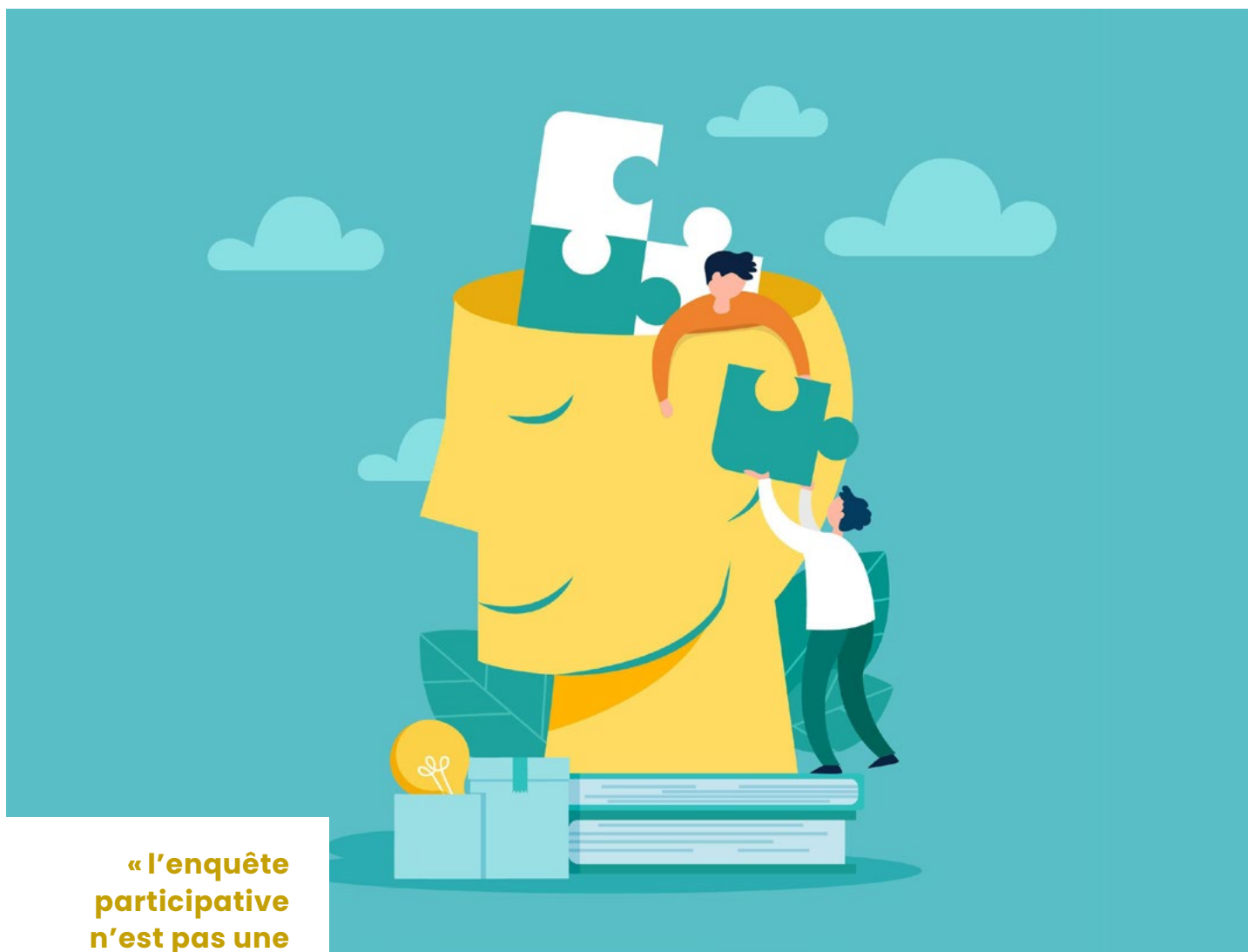
L'émergence de l'expression « recherche-action » est clairement datée : c'est Kurt Lewin qui la propose en 1946, dans le contexte de la lutte contre les discriminations raciales aux États-Unis. Kurt Lewin est l'un des fondateurs de la psychosociologie, inventeur de la dynamique de groupe et inspirateur du métier de consultant. Mais si l'histoire de la recherche-action commence en 1946, elle a toute une préhistoire ; il faudrait par exemple mentionner les travaux de Jacob Levi Moreno inventeur du psychodrame et du sociodrame.

La période des années 1950 – 60 a vu un engouement pour la recherche-action, promue en Europe d'abord par

Le Centre International de Recherche, de Formation et d'Intervention en Psychosociologie (CIRFIP), Association fondée en 1993, réunit des praticiens, des chercheurs et des universitaires engagés dans l'analyse et l'évolution des dynamiques sociales en jeu dans les groupes et les organisations, dans les différents champs de la pratique sociale. Il publie la Nouvelle Revue de Psychosociologie.

Ces praticiens-chercheurs sont confrontés aux nécessités d'accompagner et de comprendre des changements induits par des mutations et des crises relevant de l'économique, du politique, du culturel, du technologique, du psychologique et de leurs rapports.

Le CIRFIP s'inscrit ainsi dans une orientation clinique entendue comme co-construction du sens, et politique entendue comme visée démocratique.



« l'enquête participative n'est pas une façon d'extraire de l'information à l'insu des personnes »

« On élabore des voies nouvelles de recherche et on doit construire une nouvelle épistémologie ! »

le Tavistock Institute à Londres. C'est ainsi par exemple que le psychanalyste Eliott Jaques découvre à la faveur d'une intervention en entreprise métallurgique, les fonctions psychiques des structures organisationnelles. C'est ainsi- autre exemple- que se développent dans les années 1960-70, en Europe du nord notamment, d'importantes recherches-actions « socio-techniques » visant à déstabiliser le travail.

C'est certainement l'élan démocratique de l'après-guerre qui a porté cette diffusion de la recherche-action. Mais dans les années 80, cet élan démocratique fléchit, avec la mondialisation, la vague néolibérale coïncidant avec l'apparition du numérique. On constate alors un net recul de ces recherches, une régression des viviers de recherches liées aux expérimentations sociales. Et la demande sociale adressée aux psychosociologues devient plus « psychologique » que « sociologique ».

A partir des années 2010, une reprise s'amorce, poussée par les préoccupations de l'anthropocène, orientée vers les questions de l'environnement et des sciences de la vie. En témoigne par exemple l'engagement en France d'institutions comme le CIRAD, l'INRAE...

Quel a été l'impact des recherches épistémologiques, de la critique des Modernes, de l'importance du rapprochement des sciences et de la société, courant fortement

développé par Bruno Latour, Isabelle Stengers, dans la lignée aussi de John Dewey ?

Je partage tout à fait cette idée que ce courant et ces recherches épistémologiques ont eu un rôle très important dans cette relance : la RAP est solidaire de ce travail et on le retrouve chez Jacques Chevalier. La RAP bouleverse et conteste le point de vue épistémologique et méthodologique de la science conventionnelle. Face au courant positiviste qui veut purifier la science de toute subjectivité, ces auteurs insistent sur la non séparation du sujet et de l'objet, de la nature et de la culture, le nécessaire rapprochement de la science et de la société. Dans le domaine de la psychologie, le courant positiviste du début du 20^{ème} siècle (behaviorisme) voulait imiter la physique (bannissant la subjectivité dans la recherche en psychologie) alors même que la physique commençait à évoluer dans un sens contraire. La psychanalyse a contesté tout cela avec par exemple la découverte des phénomènes transférentiels.

Contrairement au positivisme, le postulat de la Recherche-Action Participative est que les sujets sont porteurs de connaissance, le savoir est du côté du sujet, et l'implication peut être dès lors un levier d'accès à la connaissance. C'est une position à la fois épistémologique et éthique : il faut construire des dispositifs pour faciliter

Approche de Recherche-action participative

Les principes de la RAP :

- Production de connaissances liée au changement social
- Renforcement des capacités
- Co-construction de connaissances

→ Décolonisation des processus de recherche
→ Intégration des savoirs traditionnels et locaux
→ Méthodologies de recherche autochtones



l'élaboration des connaissances ; l'enquête participative n'est pas une façon d'extraire de l'information à l'insu des personnes, mais au contraire de mettre à leur disposition les connaissances qu'elles sont porteuses.

Pensez-vous que la question épistémologique qui émerge dans les années 2010, soit au cœur, à la base de la Recherche Action Participative ?

On élabore des voies nouvelles et on doit construire une nouvelle épistémologie ! Mais il y a un débat au sein de la RAP : pour les anthropologues, une connaissance est inhérente à l'expérience. Ainsi Jacques Chevalier crée des moyens habiles pour que les connaissances portées par les gens de par leurs expériences, soient formulées, pour que cela les aide à résoudre leurs propres problèmes. Pour les cliniciens également, le savoir est du côté du sujet, mais il en est de même des résistances au savoir. L'exemple d'une intervention que j'ai effectuée avec plusieurs collègues pour une ONG importante qui voulait se réorganiser est éclairant : les gens en interne avaient l'impression de ne pas avoir d'autonomie décisionnelle sur le terrain, le sentiment d'être cloisonnés et isolés les uns des autres. D'où leur demande d'assouplir les procédures formelles pour retrouver de l'autonomie. Nous avons mené une enquête participative, sans pratiquer par échantillon, mais en invitant tous ceux qui étaient intéressés à y participer. Les positions minoritaires étaient parfaitement exprimées de façon ouverte. Il est ressorti de cette enquête que les difficultés ne

procédaient pas tant de procédures formelles bureaucratiques, mais plutôt des fonctionnements informels, autour de noyaux de fidélité vis-à-vis de leaders charismatiques. Travailler sur les questions formelles sans compréhension partagée de ces fonctionnements informels nous aurait conduit à l'échec ! Il y a donc chez les sujets de la connaissance mais aussi de la méconnaissance, voire de la résistance à la connaissance : les gens protégeaient eux-mêmes leurs dysfonctionnements. L'intervention psychosociologique consiste à traverser ces résistances avec les intéressés. Avec Jacques Chevalier, nous sommes d'accord sur les approches méthodologiques non extractivistes, mais on ne pense pas tout à fait de la même façon concernant ces processus insus ou inconscients. On se retrouve cependant sur le fait que l'humain est sujet et pas seulement objet de la science.

Dans les RAP, il y a participation, transformation sociale, recherche de connaissance. Comment caractérisez-vous cette Recherche Action Participative ?

Le diagramme de Venn ci-dessus représente assez bien ces démarches qui associent :

1. Des préoccupations d'**action** : travailler sur des questions d'organisation, de conflits, de « transition » énergétique par exemple
2. La nécessité de produire des connaissances, de **recherche** : et les deux préoccupations s'articulent,
3. Un objectif de **participation**, « d'accroissement des

« Il n'y a pas de RAP idéale, mais plutôt des efforts d'articulation de ces trois visées »

« il faut que cela bouge, mais on se heurte toujours à des enjeux économiques puissants, surplombants »

puissances d'agir», que les impliqués soient sujets de leur destin : cela rejoint l'idée de transformation sociale, d'action à long terme, d'avancée des connaissances et de développement de la démocratie.

Il y a recherche d'un lien étroit, d'un trait d'union entre les trois préoccupations, mais il faut noter que cette articulation est parfois ratée car ces visées demeurent distinctes, hétérogènes. Il existerait un risque de glissement idéologique à ignorer cela et c'est pourquoi il ne devrait pas y avoir de visée normative concernant la RAP qui chercherait à éviter ces hiatus entre ces objectifs. Il n'y a pas de RAP idéale, mais plutôt des efforts d'articulation de ces trois visées dans ces contextes toujours spécifiques. Jean Dubost avait beaucoup travaillé à ce sujet.

Pour John Dewey, l'enquête vise à « Faire en sorte que les publics concernés par une question soient eux-mêmes mis en situation de mener des enquêtes sur celle-ci ».

Cela ne pourrait-il pas constituer un objectif commun, large, dynamique, concret et ouvert aux problématiques de la RAP ?

Dewey avait un réel souci démocratique et son débat avec Lippmann est très actuel (STIEGLER 2019) Ce qui est essentiel dans la RAP, c'est l'effort pour associer des participants à toutes les étapes de la RAP, de la préparation de l'enquête, à sa réalisation, à son analyse, à son évaluation, à la diffusion de ses résultats.

Y a-t-il au sein de la psychosociologie un tel débat autour de la RAP ?

La psychosociologie est elle-même très plurielle ; plusieurs associations existent en France (dont le CIRFIP, mais aussi l'ARIP qui est la plus ancienne, « Transition », le RISC...). Tous les psychosociologues ne pratiquent pas la RAP ; il y a des recherches plus classiques. Ce qui est commun aux psychosociologues est davantage la question du groupe, issue des travaux de Lewin et de Bion. Mais parmi les psychosociologues qui pratiquent la recherche-action, il y a plus de proximités que de différences. Les différences viennent en fait des champs

dans lesquels les démarches s'appliquent Par exemple, ma collègue Joëlle Bordet travaille depuis 30 ans sur les questions de la jeunesse dans les quartiers populaires, avec des collectivités territoriales, des associations, des milieux informels. Elle vient de publier à la Documentation Française, un beau travail à partir de ses interventions de 2015. Et son travail constitue un soutien important aux associations, collectivités, éducateurs qui cherchent des voies démocratiques aux difficiles problèmes que connaissent les habitants de ces quartiers...

Je travaille pour ma part avec de grandes organisations et entreprises du BTP. La Chaire que j'anime porte sur les enjeux économiques de la prévention des risques. Ces travaux de recherche-action font reconnaître que les ouvriers et les équipes ne sont pas en réalité des exécutants, mais d'une certaine façon les inventeurs de leur métier. Joëlle Bordet et moi ne travaillons donc pas du tout avec les mêmes acteurs, dans les mêmes contextes. Nos objets et nos méthodologies diffèrent mais l'inspiration de nos travaux est la même et nous nous comprenons très bien lorsque nous en échangeons. Notons au passage que les RAP ne se développent guère dans le monde de l'entreprise, mais beaucoup plus avec les ONG, les associations, et dans le champ de la mutation écologique.

Travailler sur les questions de réinvention des métiers a une grande importance en notre période d'anthropocène, où c'est l'ensemble des métiers, des modes d'organisation mais aussi de l'entrepreneuriat lui-même qui est à réinventer.

Avez-vous des pratiques dans ce sens ?

Au niveau global, sur la question de l'anthropocène, ce qui accélère les difficultés, les impasses portent davantage, selon moi, la marque du capitalocène : tout le monde sent qu'il faut que cela bouge, mais on se heurte toujours à des enjeux économiques puissants, surplombants. Mêmes pour les chefs d'entreprises qui veulent faire évoluer les choses, c'est très difficile. Repenser l'entrepreneuriat est un gros enjeu.

■ **Propos recueillis par Didier Raciné**
Rédacteur en chef d'*Alters Média*

Ouvrages cités :

- BORDET, J. (2021) Ecouter les jeunes des quartiers populaires pour les accueillir dans la démocratie Publications de l'ANCT
- Collectif coordonné par BINEAU, J ; CHAMI J. ; HUMBERT, C. ; MICHELOT, C. ; PUEYO, B. (2021) A la rencontre de Jean Dubost L'Harmattan
- CHEVALIER, J. et BUCKLES, D. (2019) Participatory Actions Research Theory and Methods for Engaged Inquiry Routledge
- DUBOST, J. (1987) L'intervention psychosociologique P.U.F.
- LEWIN, K. (1948) Action Research and Minority Problem in Resolving Social Conflict Harper&Brothers
- STIEGLER, B. (2019) Il faut s'adapter Sur un nouvel impératif politique Gallimard

La Recherche-Action Participative

Lieu d'émergence de savoirs engagés de l'ordre des Communs

- LUCIE GÉLINEAU ET JOHANNE GAGNON -

Les expériences de recherches-actions participatives menées au Québec et en milieu de grande pauvreté sont parmi les plus inspirantes pour comprendre ces pratiques, leur intérêt multiples où se jouent, par la construction de nouvelles relations sociales, la transformation sociale allant de pair avec une connaissance beaucoup plus intime de la société.

La synthèse ici rapportée porte aussi des réflexions profondes sur la notion de savoirs communs, mêlant savoirs spécialisés et savoirs vécus, qui rejoignent les travaux philosophiques d'Isabelle Stengers dans « Réactiver le sens commun Lecture de Withehead en temps de débâcle »

**Lucie Gélineau**

Ph.D., Professeure, Université du Québec à Rimouski - UQAR – Antenne de Baie Comeau, Chercheure et Directrice, Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural

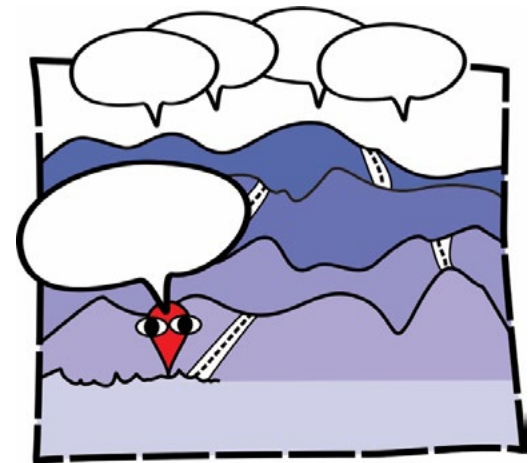
Johanne Gagnon

co chercheure, experte du vécu de la pauvreté, Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural

Nous souhaitons porter ici un regard tout personnel sur ce qui caractérise les pratiques de recherche-action participative - RAP, telles que nous les avons vécues, déployées et théorisées au Québec. Nous ancrons notre réflexion dans des travaux entamés depuis quelques années dans nos lieux d'implication respectifs, dont le **Collectif Vaatavec**, le Collectif de recherche participative **sur la pauvreté en milieu rural** et le **Collectif pour un Québec sans pauvreté**. Le texte intègre les voix des deux autrices¹.

Le champ de la RAP est riche en paradigmes, modulés selon les ancrages disciplinaires, avec des finalités pour certains de changement social, mais aussi pour d'autres d'ingénierie sociale visant à maintenir les inégalités et le statut quo social. La recherche-action participative dont il est ici question est celle où il y a conjugaison de méthodes de recherche sociale aux approches de participation des communautés aux prises

de décision (notre traduction Hall et al. 1982: 21), dans une perspective de plus grande justice sociale, dans un contexte de crise planétaire². Nos pratiques s'inscrivent dans la continuité de traditions issues des Sud (Bernard, Maclure, & Loevinsohn, 1988; Fals-Borda & Rahman, 1991; Freire, 1982; Hall, Gillette, & Tandon, 1982), celles des savoirs situés (Harding, 1991; Maguire, 1987), de la conscientisation (Amplemann, Denis, & Desgagnés, 2012; Humbert & Merlo, 1978), ainsi que des traditions AVEC³ de la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale (Collectif Vaatavec, 2014). Nous portons une attention particulière aux enjeux de justice épistémique portée par ces traditions : à la fois permettre aux groupes historiquement opprimés d'accéder aux outils d'analyse de leurs propres réalités et d'autre part, porter attention à la (re) connaissance de savoirs autres qu'académiques. Ces fondements à la fois théorique, méthodologique, épistémologique et éthique balisent nos actions.



C O L L E C T I F
de recherche participative
sur la pauvreté en milieu rural

de décision (notre traduction Hall et al. 1982: 21), dans une perspective de plus grande justice sociale, dans un contexte de crise planétaire². Nos pratiques s'inscrivent dans la continuité de traditions issues des Sud (Bernard, Maclure, & Loevinsohn, 1988; Fals-Borda & Rahman, 1991; Freire, 1982; Hall, Gillette, & Tandon, 1982), celles des savoirs situés (Harding, 1991; Maguire, 1987), de la conscientisation (Amplemann, Denis, & Desgagnés, 2012; Humbert & Merlo, 1978), ainsi que des traditions AVEC³ de la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale (Collectif Vaatavec, 2014). Nous portons une attention particulière aux enjeux de justice épistémique portée par ces traditions : à la fois permettre aux groupes historiquement opprimés d'accéder aux outils d'analyse de leurs propres réalités et d'autre part, porter attention à la (re) connaissance de savoirs autres qu'académiques. Ces fondements à la fois théorique, méthodologique, épistémologique et éthique balisent nos actions.

« ceci interpelle l'institution universitaire dans ses propres pratiques en relevant des enjeux liés à la formulation de la politique institutionnelle de recherche »

1. Lucie Gélneau s'intéresse aux questions touchant la pauvreté et l'exclusion sociale et accompagne les milieux de pratique dans leurs propres démarches de recherche sur ces questions. Elle développe depuis près de trente ans, avec ses collègues, une expertise dans les démarches de recherche participative, avec un intérêt particulier porté aux méthodes d'analyse collective.

Johanne Gagnon a été participante au Projet Partenariat Solidarité Familles Limoilou sur l'insécurité alimentaire, puis co-chercheuse dans le projet Vers une Autonomie alimentaire pour tous et toutes AVEC - Vaatavec, ainsi que dans divers projets touchant la lutte à la pauvreté et l'exclusion. Elle est impliquée dans plusieurs groupes communautaires dont la particularité est de s'inscrire dans des démarches dites AVEC. Elle est cochercheuse, comme experte du vécu de la pauvreté, au Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural.

2. Lucie Gélneau découvre la RAP en 1991 auprès d'équipes de recherche Costa-Riciennes, Nicaraguayennes et indiennes financées par le Centre de recherche en développement international. Le CRDI est alors un acteur canadien clef dans la réflexion entourant le développement durable et équitable dans la foulée du Rapport Brundtland et des travaux de la CNUED. La RAP est alors préconisée par le CRDI pour favoriser la coproduction de connaissances scientifiques avec les acteurs locaux (parties-prenantes) et des retombées ancrées dans les préoccupations des communautés.

3. Le AVEC est une culture d'analyse, d'action et de gouvernance où des personnes qui vivent, ou ont vécu une situation, se réunissent ensemble à tous les niveaux, mêmes décisionnels, pour aider les autres et réfléchir ensemble. Les rôles y sont bien définis selon les forces et intérêts de chacun.

4. Ces derniers sont des organismes mis en place par des citoyen·nes dans une perspective de défense de droits : droits sociaux, droits au logement, droits à l'instruction, droits environnementaux, droits des femmes.

À la lumière de nos pratiques, ce qui caractérise selon nous ce type de recherche-action participative serait :

- **Sa dimension engagée** : nos pratiques RAP s'inscrivent dans une tradition de mobilisation citoyenne liée aux mouvements sociaux et aux organismes communautaires autonomes⁴ québécois (Morin, 1992). Elles visent à soutenir le travail collectif en vue de transformer un état de fait, dans une perspective de plus grande justice sociale et de mieux-être collectif. En ce sens, ce sont souvent des projets de recherche qui sont perçus comme engagés. Depuis longtemps, nous défendons l'idée qu'il importe de distinguer « engagement » et « rigueur ». Il est possible d'être engagé·es, de produire des connaissances pour alimenter un agenda citoyen tout en étant rigoureux dans ce processus de production et en faisant en sorte que les résultats inconvenants deviennent des leviers de réflexion, d'action et de (re)positionnement.

- **La participation de l'ensemble des co-chercheur·es à la gouvernance de la recherche** : dans certains projets de recherche-action participatives, l'équipe est composée de cochercheur·es ayant des expertises académiques, pratiques et de vécus de pauvreté et où tous et toutes sont impliqués dans la définition de la problématique, le développement des cadres d'analyse et des outils de collecte; engagé·es dans la collecte, l'analyse et l'écriture de même que dans sa gouvernance (Dupéré, Gélneau, Dufour, & Dupuis, 2022).

Avec les années la participation des praticien·nes et des citoyen·nes premières concerné·es a été élargie, de co-chercheur·es sur un projet, à membres à part entière d'une unité de recherche ici le Collectif de recherche participative sur la pauvreté en milieu rural. Les cochercheur·es qui détiennent une expertise autre qu'académique peuvent ainsi influencer sur la nature de la programmation de recherche, contribuer à la pérennisation de l'unité de recherche en mobilisant leurs réseaux et contribuer, du fait de leur présence au-delà d'un projet, à la théorisation de la RAP. Comme effet collatéral, ceci interpelle l'institution universitaire dans ses propres pratiques en relevant des enjeux liés à la formulation de la politique institutionnelle de recherche, aux modes de décision impliquant des acteurs non-universitaires, aux

considérations éthiques liées à la présence de cochercheur·es praticien·nes ou citoyen·nes et aux balises des cadres financiers notamment à l'égard du soutien à la participation.

- **La tenue en compte des rapports de pouvoir** : sans nier leur présence, nos pratiques de la RAP tente d'atténuer une hiérarchie d'expertises. Autrement dit, la RAP met l'accent sur un collectif d'humains qui ensemble, font une même recherche. Plus un groupe est riche en expérience, diversifié en expertises, plus la force du groupe, est selon nous, patente. La parole de chacun vise à faire avancer les choses, et ces paroles deviennent, avec le temps, une parole collective.

Des conditions doivent être réunies toutefois afin que tous et toutes, particulièrement les citoyen·nes premières concerné·es, se sentent accueilli·es, écouté·es et soutenu·es. Une attention doit être notamment portée à assurer une implication pleine et entière de chacun·e à tous les niveaux (exécution, idéation et gouvernance), en assurant par exemple, que tous aient mangé à leur faim s'ils sont en situation de pauvreté, que l'accès au transport, les frais de gardiennage

sont assurés. Dans certains projets, l'usage des diners potluck font que les repas deviennent de véritables banquets, riches de la contribution de chacun. Ces diners permettent de créer des liens contribuant à l'ouverture d'esprit et à l'atténuation, avec le temps, des rapports de pouvoir.

- **Une participation qui est source d'empowerment et d'affiliation**. Les Rap que nous portons s'avèrent des espaces pour réfléchir ensemble sur les conditions structurelles des inégalités et des injustices. Ces raps permettent ainsi de se distancer d'une posture de responsabilité individuelle et de s'allier pour agir ensemble dans une visée commune de changement social. Elles favorisent le passage d'une posture du « je au Nous » propre aux approches conscientisantes. Ce faisant, elles permettent de sortir de l'isolement, tout en développant des compétences. Nous laissons ici la voix pleine et entière à Johanne à titre d'illustration :

« Dans les premières années, ma vie personnelle et familiale

« Ma participation aux équipes de recherche m'a appris à me tenir debout, à m'exprimer et à faire valoir mes idées »

« Vivre l'exclusion sociale, c'est faire face à tellement de préjugés. Il faut se battre contre ça »





« Nous avons alors cherché à tisser ensemble ces savoirs, y compris les savoirs scientifiques, en pensant des processus rigoureux d'analyse collective. »

n'allait vraiment pas bien, je vivais beaucoup de choses négatives. Tout a changé avec ma participation aux projets de recherche. Comme participante puis co-chercheur, j'y ai créé des liens de confiance avec des gens qui provenaient de tous les horizons. J'ai donné beaucoup mais je crois que ça m'a apporté beaucoup plus. J'ai appris à me servir de ma grande capacité d'adaptation et ma grande facilité d'analyse et d'introspection, des qualités que je ne me reconnaissais pas avant et qui m'ont aidée à changer ma vie. J'ai compris ce qu'était l'empowerment et je l'ai appliqué à toutes les sphères de ma vie. Ma participation aux équipes de recherche m'a appris à me tenir debout, à m'exprimer et à faire valoir mes idées. Maintenant, je suis capable de me battre et de faire face à toutes les épreuves qui sont sur mon chemin. Ce fût pour moi l'ascension la plus positive face à moi-même. Maintenant que j'ai acquis une stabilité, mon implication en RAP est surtout pour les autres. Je m'efforce d'être une voix pour ceux et celles qui n'en ont pas et qui sont exclu-es. Vivre

l'exclusion sociale, c'est faire face à tellement de préjugés. Il faut se battre contre ça. En restant dans notre mutisme, nous venons à croire que nous ne valons rien. Mon expertise s'est faite sur le long terme. J'en apprend encore et je crois que je ne finirai jamais d'en apprendre. Ça m'apporte encore beaucoup et je m'efforce de le transmettre aux autres. »

• **Des connaissances produites comme un Savoir de l'ordre des Communs:** Avec les années, il nous est apparu que la production de connaissances via la RAP ne devait pas être vue comme un moyen d'invalider ou de valider « scientifiquement » des savoirs pratiques, expérientiels, ou premiers ou que ces derniers soient perçus comme des intrants contribuant à la production de savoirs scientifiques. Il nous est apparu nécessaire de recadrer nos pratiques **en portant attention à bien départager les savoirs académiques, des savoirs de vécu des premier-es concerné-es** ainsi que de la pratique; à réfléchir à ce qui les singularise les uns, des autres; à porter attention à leurs modes de production et leurs critères de rigueur respectifs (ex. qu'est-ce qui fait d'un savoir de vécu, un savoir au-delà de l'expression de témoignages). Nous avons alors cherché à tisser ensemble ces savoirs, y compris les savoirs scientifiques, en pensant des processus rigoureux d'analyse collective. Nous avons mis en valeur comment **la RAP, du fait de l'interaction de l'ensemble de ces savoirs, pouvait devenir un moyen de produire des connaissances de l'ordre des Communs** (Gélineau, Dupéré, Richard, & Vaatavec, soumis et accepté.).

• **Une visée d'autonomie:** Nos pratiques RAP, comme chercheur ou Collectif de recherche, se déploient souvent hors des milieux universitaires (Durham Community Research Team, 2012): au-delà des RAPs plus classiques, regroupant des cochercheur-es présentant une diversité d'expertise, **nous réalisons aussi des projets d'évaluation ou de recherche collaboratifs logés dans une organisation citoyenne qui en assume la gouvernance** et où des chercheur-es académiques travaillent Pour et AVEC afin de répondre à des questionnements du milieu (l.e.: Gauvin-Racine, Olivier-d'Avignon, Lebrun, & Gélineau, Soumis et accepté); nous mettons aussi en place de communautés de pratique pour soutenir la rigueur de projets de recherche réalisés et autoportés par des milieux praticiens ou citoyens (Gélineau et al., 2022). Nous avons aussi débuté un accompagnement des milieux par des expert.es de vécu ayant une solide expérience de la RAP, pour penser les processus AVEC et accompagner les cochercheur-es citoyen-nés. Au Québec, un petit nombre de subventions s'adressent spécifiquement aux groupes non-universitaires qui souhaitent porter de tels projets de recherche ou d'évaluation, soit par l'entremise de programmes gouvernementaux mais aussi via le soutien de Fondations.

Cet accent mis sur l'intérêt de développer une culture de recherche hors des milieux universitaires (Gélineau, Vinet-Bonin, & Gervais, 2009) avec une visée d'autonomie, dans une perspective de justice sociale, est central pour nous et fait écho aux fondements historiques de la RAP (Tandon, 2000). Ici, le rôle du chercheur académique

**« sur l'intérêt
de développer
une culture de
recherche hors
des milieux
universitaires
avec une visée
d'autonomie »**

varie et prend diverses formes : garant de la rigueur des processus d'analyse ; médiateur entre l'institution universitaire, les organismes subventionnaires et les parties-prenantes ; accompagnateur des chercheurs praticien·nes ou citoyen·nes et vulgarisateur d'une culture de recherche ; traducteur ; formateur de la relève en RAP ; capteur d'opportunités si ce n'est de par la possibilité de rayonner dans la Cité du fait du statut de professeur universitaire ; critique des dérives instrumentales de la RAP.

• **L'attention portée aux micro-actions propices aux changements locaux :** Le Québec, comme bien des territoires, est truffé de micro-actions alternatives, issues du mouvement coopératif, altermondialiste, d'écologie urbaine, communautaire autonome et de défense des droits. Plusieurs y voient la recherche-action participative comme un moyen de mobilisation, d'analyse, de concertation, dont les résultats peuvent servir de leviers auprès des décideurs et de groupes subventionnaires afin de déployer des projets pensés ensemble. Les résultats de recherche rendent crédibles leurs propositions. Un des motifs souvent énoncé par les groupes citoyens ou par les intervenant·es pour s'approprier ces démarches de recherche et les réaliser d'eux-mêmes, se rapporte au côté très contextualisé, local et micro de leurs préoccupations de recherche, soulevant peu d'intérêt des milieux universitaires : mieux comprendre les dynamiques d'un quartier pour développer une bibliothèque ou un espace citoyen (Table de concertation Duberger-Les Saules, 2017) ; mieux comprendre les dynamiques d'un territoire, pour favoriser la participation des jeunes qui y demeurent (Collectif CADJ et al., 2015) ; comprendre des mécanismes de concertation AVEC dans le cadre d'espaces territoriaux de gouvernance partagé

en milieu rural (Groupe de recherche-action participative AVEC : Nos Communautés AVEC, 2023). Or, ce sont ces micro-actions enracinées dans les milieux qui ont le potentiel d'annoncer les pratiques novatrices de demain « quand le système s'écroulera »⁵. D'ailleurs, certains de ces projets de recherche participative se transforment parfois en organismes à part entière, dont certains sont gérés par des pairs et des intervenant·es. L'action se poursuit autrement et dure dans le temps (i.e.: L.U.N.E., 2023)

À la lumière de notre réflexion, les caractères ci-dessous pourraient définir et structurer les niveaux de maturité de la recherche-action participative :

- La dimension engagée afin de répondre à des questions de transformation sociale et de consolidation des mouvements citoyens ;
- Une réelle participation des citoyen·nes premier·es concerné·es à la gouvernance de la recherche ;
- La tenue en compte des rapports de pouvoir dans la production de connaissances et le souci de les révéler et les atténuer ;
- La volonté de tissage de divers savoirs, qui n'invalide aucun des savoirs initiaux, mais au contraire les porte chacun au niveau de communs ;
- Une certaine forme d'autonomie des citoyen·nes premier·es concerné·es, praticien·nes ou territoires, qui se posent en commanditaires, en demandeurs de recherche, voire en citoyen·ne chercheur avec des chercheurs académiques comme filet de sécurité méthodologique ;
- Des résultats contribuant à plus de justice sociale et environnementale dont le développement d'actions structurantes, pérennes, transformatrices pour les citoyen·nes et les territoires, et qui favorisent l'agentivité des acteurs.

▣ **Propos recueillis par Didier Raciné**
Rédacteur en chef d'Alters Média

5. Réflexions partagées entre Ricardo Petrella et LG, dans un ascenseur.



Le point de vue d'un bailleur de fonds de recherche

Impliquer les populations dans des recherches les concernant !

- XAVIER HULHOVEN -

La problématique de recherche participative est particulièrement intéressante à envisager du point de vue d'une structure de financement (Innoviris) d'une Région Métropole engagée dans des démarches appelées cocréation.

L'implication des populations dans des questions qui les concernent directement est rarement aussi clairement expérimentée à large échelle. Cela démontre l'intérêt démocratique et pédagogique de cette Cocréation. L'intérêt de dispositifs de médiation entre recherche et société est aussi posé, exigeant de nombreuses discussions.

Cette relation est à croiser avec le point de vue de l'association bruxelloise financée par Innoviris sur un projet de gestion de l'eau (cf article sur projet Brusseau).

« Faire en sorte que les publics concernés par une question soient eux-mêmes mis en situation de mener des enquêtes sur celle-ci » John Dewey

© Ghislain Bruvère



Xavier Hulhoven
Conseiller scientifique Innoviris

Vous êtes conseiller scientifique au sein de la cellule Recherche Stratégique de l'agence Bruxelloise pour la Recherche et l'innovation : Innoviris. Vous y avez créé en 2015 le programme Co-creation.

Pouvez-vous nous présenter la fonction de bailleur de fonds d'Innoviris au niveau de la Région Bruxelloise, son statut d'agence ?

L'agence Bruxelloise pour la Recherche et l'Innovation, Innoviris, est une administration qui dépend du Cabinet de la Recherche scientifique de la Région. Cette agence finance des projets de recherche et d'innovation qui contribuent au développement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Pouvez-vous nous présenter le programme Cocréation, ses objectifs, ses rapports avec les problématiques de Recherche Action Participative, et nous donner quelques exemples de projets soutenus ?

Crée en 2015, ce programme émane du constat d'un manque de soutien pour des programmes de recherches portés par des acteurs de la société civile (associations,



« la co recherche est l'élément clé du programme : donner [...] une opportunité de « se mettre en recherche » pour se mettre en capacité de réaliser les innovations et transformations qu'elles souhaitent »

citoyens, autorités publiques) qui sont actives sur des sujets de société importants pour la Région tels que l'alimentation, la gestion de déchets, la gestion de l'eau, le logement, etc.

Le programme repose sur une dimension pragmatique et critique.

Sur le plan pragmatique le programme vise à augmenter l'usage des résultats de recherche et des connaissances produites en associant à la dynamique de recherche les acteurs directement concernés par l'application visée. Ainsi la co recherche est l'élément clé du programme : nous voulons donner aux associations, aux citoyens, aux autorités publiques une opportunité de « se mettre en recherche » pour se mettre en capacité de réaliser les innovations et transformations qu'elles souhaitent. Ce qui est essentiel pour nous c'est que les personnes qui vont devoir changer leurs pratiques, opérer les réponses, s'adapter, faire des expériences, risquer de se mettre hors-cadre puisse se mettre en recherche. En outre l'intention est d'aborder la complexité des sujets traités en y intégrant leurs multiples dimensions. Nous avons par exemple soutenu des projets sur la gestion alternative de l'eau, sur la recircularisation des déchets organiques sur la Région ou encore sur la transformation des parcours d'intégration des primo-arrivants.

Sur le plan critique nous souhaitons reconnaître une pluralité d'acteurs de la recherche et soutenir des démarches transdisciplinaires. Ainsi, selon nous **l'engagement dans la recherche va plus loin que la participation à celle-ci**. Il s'agit de privilégier les dynamiques qui donnent aux acteurs concernés le pouvoir de concevoir, de décider, d'agir sur ce qui détermine leur existence, sur ce qui leur donne un sens et une direction. La co-recherche œuvre pour accroître les capacités de ces chercheurs dans le cadre de leurs propres hypothèses. Elle tente d'élargir leurs cadres de référence et d'enrichir leurs repères, sans jamais leur soustraire l'initiative et la gouvernance des processus conçus par eux et pour eux.

« Nous utilisons plutôt la notion de co-recherche pour souligner l'engagement des acteurs du changement dans la démarche de recherche »

Quelle est votre relation avec la notion de participation, de recherche participative ?

Nous utilisons plutôt la notion de co-recherche pour souligner l'engagement des acteurs du changement dans la démarche de recherche. Cela va selon nous plus loin que la participation à celle-ci. Ces personnes et communautés sont considérées comme des co-chercheurs à part entière et entrent pleinement dans la démarche de recherche (conception, analyse, rapportage, validation etc.). Les acteurs doivent donc prendre le temps de bien comprendre le réseau d'acteurs lié au changement visé et qui sont les personnes directement concernées par ce changement. Par exemple, si des travailleurs sociaux

veulent s'engager dans une recherche autour des pratiques d'entraide dans un quartier, il est important qu'ils identifient qui va devoir porter et opérer des changements de pratiques. Est-ce que ce sont les bénéficiaires de l'entraide ou est-ce que ce sont en réalité surtout les travailleurs sociaux qui vont devoir changer leur manière d'intervenir dans le quartier ? Dans ce dernier cas leurs bénéficiaires ne doivent pas spécialement participer en tant que co-chercheur (ce qui n'exclue pas la participation, contribution, consultation de ces personnes). Ainsi, nous distinguons la démarche de co-recherche de processus participatifs ou consultatifs.

Comment la Région voit elle l'intérêt de cette politique de cocréation ou de participation des populations ? Et vous-même ?

Le programme est fort soutenu par la Région qui y voit un intérêt clair pour avancer sur des sujets qui concernent les habitants de la ville et permettent de relever d'important défis régionaux.

Il me semble important de souligner que nos attentes en termes d'impact se situent à l'échelle de la co-recherche. Une co-recherche peut se faire **à l'échelle de quelques ménages**. Notre pari est que si les résultats sont convainquants cela fera un effet tache d'huile et que l'innovation pourra s'étendre au-delà du projet de recherche à d'autres ménages de la Région.

Quand des acteurs telles que **les communes** sont impliquées, on observe que la co-recherche permet de renouer le dialogue, de rééquilibrer les rapports de force, d'introduire des visions différentes, une diversité de points de vue... et cela est intéressant !

À l'échelle de la Région, sur la gestion de l'eau ou des déchets par exemple, outre les impacts mentionnés ci-dessus, les projets arrivent à travailler la complexité liée à l'innovation et à réellement intégrer les multiples dimensions et niveaux de responsabilités. Cela permet de réelles transformations à l'échelle régionale.

Porter une recherche (comme dans le cas de l'eau et du projet Brusseau) dans laquelle les populations sont impliquées en amont du projet, c'est-à-dire au niveau des recherches préalables, n'est-ce pas une façon d'être à l'écoute des citoyens, et même plus de les inciter à contribuer, apporter leurs idées ?

Oui, c'est positif. Et c'est surtout sur le long terme que c'est intéressant ! Cela permet de renouer le dialogue, de rééquilibrer les rapports de force, d'introduire des visions différentes, une diversité de points de vue, de diversifier les sources d'expertises, de légitimer des approches parfois méprisées comme trop « locales », « low tech », « petites solutions ». Cela permet de reconnecter les différentes échelles de la gouvernance régionale et de mieux cerner les rôles, contraintes et responsabilité de chacune. Ce ne sont plus les uns qui écoutent les autres, ou des non-citoyens qui écoutent des citoyens, mais une écoute mutuelle entre les acteurs de la société de la Région.



« renouer le dialogue, rééquilibrer les rapports de force, introduire des visions différentes, [...] légitimer des approches parfois méprisées comme trop « locales », « low tech », « petites solutions ». [...] reconnecter les différentes échelles »

« le projet abordait aussi la question de la gestion de l'eau comme un bien commun. Il intégrait aussi la relation sensible des citoyens à l'eau »



Quelles sont les difficultés en tant que pilote ? A-t-on le sentiment d'être entre le marteau et l'enclume ?

Il y a un en effet un peu de cela. Cela reste un acte de foi ! Pour une agence de financement un défi de la co-recherche est que cela change la posture de toutes les parties prenantes y compris la nôtre. On doit par exemple évaluer les projets mais aussi les accompagner. On doit prendre souvent le risque d'accepter de financer des projets qui ne sont pas encore matures et prévoir des phases de financement pour permettre aux acteurs de monter et consolider leur projet. On tente de soutenir des démarches de recherche dans des lieux qui ne sont pas du tout habitués et formés à cette approche. Quand on constate que le risque pris était trop grand et qu'on ne peut poursuivre le financement cela gère des frustrations, des colères des incompréhensions. Cette posture de leadership formatif qui vise à permettre une démarche apprenante doit en permanence être expliquée tant aux bénéficiaires de nos subsides qu'à nos supérieurs hiérarchiques et nos autorités de tutelle.

À cela s'ajoute les aspect légaux et administratifs. Même si ça évolue, le cadre de financement de la recherche reste par exemple encore très imprégné d'une logique où la recherche appliquée est considérée comme essentiellement un instrument de développement économique. Ce cadre n'est donc pas toujours approprié pour soutenir des recherches appliquées dont les objectifs sont de répondre à des enjeux de sociétés relevant de la transition sociale et écologique. La longueur des procédures, la lourdeur des mécanismes de reporting, ne sont pas non plus toujours

adaptés au type d'acteur à soutenir. Cela demande donc beaucoup de flexibilité qu'il faut constamment expliquer, justifier et maintenir face à une tendance naturelle à la rigidification. Nous avons toutefois la chance à Innoviris d'avoir cette flexibilité.

Nous voulons vous interroger sur le projet de recherche sur les questions de l'eau à Bruxelles Brusseau, que vous avez soutenu, et sur lequel nous avons interviewé le responsable, Dominique Nalpas, dans ce Dossier. Pourquoi les responsables politiques de la Région bruxelloise ont-ils pris cette décision de lancer cette recherche participative ?

Ce projet est né de revendications de citoyens vis-à-vis de projets visant à créer des bassins d'évacuation des eaux d'orage. Des États Généraux sur l'eau ont été organisés. Cela a abouti à la création d'une communauté organisée défendant d'autres solutions pour gérer l'eau de pluie. Il était cependant nécessaire pour cette communauté de sortir d'une logique purement « militante », il était important de montrer que leurs propositions n'étaient pas que des idées ou des oppositions systématiques et que les alternatives proposées avaient du sens (ou en tous cas d'évaluer si c'était bien le cas). La communauté d'acteurs avait besoin de se mettre en recherche pour élaborer les connaissances qui pouvaient étayer cela et démontrer la faisabilité de leurs solutions. D'où leur demande de réaliser ce projet de recherche. Le projet Brusseau était né.

À côté de la présence de ces acteurs souhaitant se mettre



« le programme est plus ambitieux et transformatif qu'on ne l'imaginait. Il faut donc [...] l'ancrer dans une perspective à long terme »

en recherche, le projet permettait de repenser complètement la gestion de l'eau. Il explorait des moyens alternatifs de gérer la situation, au cas par cas, selon la situation locale des quartiers, selon une procédure plus fine et plus hétérogène. À côté des solutions techniques, le projet abordait aussi la question de la gestion de l'eau comme un bien commun. Il intégrait aussi la relation sensible des citoyens à l'eau. Cet aspect multidimensionnel était très riche.

Ce projet rassemblait donc les ingrédients d'un projet pouvant être financé dans le cadre du programme Co-creation.

À ce jour nous poursuivons notre soutien à ce projet dans le cadre d'un programme de plateforme expérimentale dont l'objectif est de passer à une étape expérimentale d'implémentation concrète des solutions explorées.

Quelles premières leçons tirez-vous, dans une vision long terme, de cette expérience de recherche associant des communautés de citoyens ?

Une première leçon est que le programme est plus ambitieux et transformatif qu'on ne l'imaginait. Il faut donc en effet l'ancrer dans une perspective à long terme. Après 7 années on ne peut pas encore affirmer qu'on a réussi le pari.

Il y a aussi une difficulté majeure à aller au-delà d'un patchwork d'intérêts où chacun œuvre à soutenir ses actions, ses problématiques et ses intérêts propres (carrière académique, position politique, action militante, besoin de financement). Il faut en permanence demander de revenir à une problématique de recherche, de la remettre au centre en espérant que cela permettra de renouer le dialogue et converger vers un objectif commun. Pour nous « se remettre en recherche » est la zone de contact entre tous, la zone neutre. C'est être confronté aux responsabilités et contraintes des uns et des autres dans un espace où l'on peut oser la confiance, où l'on peut expérimenter, se tromper, entrer dans la nuance et la complexité, changer ses repères et chemin faisant être transformé. Cette opportunité n'est pas encore suffisamment saisie.

Ce plaidoyer pragmatique incluant le public dans la recherche des solutions à ses problèmes fait penser à John Dewey et à son ouvrage « Le public et ses problèmes » !

Pensez-vous que cette relation de participation puisse être aussi utilisée dans les phases plus opérationnelles, et apporter aussi ainsi une forme de démocratie dans les mises en œuvre de politiques publiques ?

J'en suis convaincu ! Beaucoup considère d'ailleurs le programme Co-creation comme un programme soutenant ce

type participation dans des phases plus opérationnelles, alors que c'est avant tout une logique de Co-création appliquée à la démarche de recherche et non de mise en œuvre de politique publique. On reçoit beaucoup de projets de participation, mais pas beaucoup de projets de co-recherche ! Il faudrait en effet que cette notion de co-creation soit plus répandue dans d'autres secteurs de la gestion publique.

Il faut par contre faire attention à ne pas trop vite conclure que cela augmente de facto la dimension démocratique. Si la recherche n'est pas menée correctement, si l'on est pas très vigilant sur la rigueur de la démarche de recherche et si l'on n'exige pas en permanence d'y revenir, on peut très vite créer de nouveaux canaux, autres que les canaux démocratiques classiques. On peut soutenir, légitimer des groupes spécifiques qui sont en mesure de participer à ce type de programme. Certains acteurs deviennent plus entendus que d'autres ! On risque alors de renforcer des asymétries et créer de nouvelles exclusions. L'exigence de la démarche de recherche peut être un garde-fou. Quand il s'agit non plus de recherche mais de concevoir ou d'opérationnaliser des politiques publiques ça me semble encore plus délicat.

Si cette logique de participation doit être à l'œuvre, il faut en tous cas la considérer très sérieusement et dans toutes ses dimensions (capacité, éthique, démocratique, etc.). Pour nous, la participation ne peut se faire à n'importe quel prix. Participer en tant que co-chercheur, implique un travail à temps plein, ou au minimum de dégager un mi-temps pour faire de la recherche. Les co-chercheurs doivent aussi être rémunérés pour ce travail. Il s'agit donc avant tout de soutenir des personnes qui souhaitent se mettre en recherche plutôt que de répondre à des enjeux démocratiques. Cela étant dit, comme mentionné ci-dessus, nous observons progressivement que cela permet de renouer le dialogue, de rééquilibrer les rapports de force, d'introduire des visions différentes, une diversité de points de vue.

Financez-vous des universitaires pour faire cette co création ?

Dans le programme il n'y a pas obligation à s'associer à un partenaire académique. Mais il y a bien des universitaires qui s'intéressent à ces autres façons de faire de la recherche et qui souhaitent y participer. L'intention du programme est de reconnaître une pluralité d'acteurs de la recherche et de les soutenir à coopérer pour répondre à des enjeux de société particulièrement complexe. Nous finançons donc régulièrement les acteurs universitaires dans le cadre de ces projets. Ils sont par contre financés en tant que co-chercheur au même titre que les autres partenaires ce qui les amènent souvent à se questionner sur leur place et leur rôle dans le projet.

▣ **Propos recueillis par Didier Raciné**
Rédacteur en chef d'Alters Média

La gestion de l'eau à Bruxelles, vision technique ou approche sociale

Le rôle de la relation science société

- DOMINIQUE NALPAS -

Les très vastes problèmes que la société toute entière devra traiter dans la nouvelle période d'adaptation à l'anthropocène ne se fera pas sans controverses, luttes diverses, mais aussi sans composition entre vues et intérêts multiples.

L'exemple de la gestion de l'eau à Bruxelles qui, pour simplifier, est l'objet d'une longue lutte de plus de vingt ans entre des visions essentiellement techniques et une approche interdisciplinaire associant les populations dans une vision sociale et environnementale en est une excellente illustration.

Et le rapprochement de la science et de la société sera certainement au cœur de ces transformations sociales profondes, aux antipodes du solutionisme « numérique » des modernes. Un très bel exemple !

« L'Association EGEB est une plateforme citoyenne voulant explorer les solutions de « solidarité de bassins versants » et de gestion en bien commun »

hygiénistes, à l'urbanisation galopante avec l'opportunité de développer des boulevards ou autres voiries de circulations sur ces espaces devenus disponibles... Le Paris haussmannien est le symbole de cette « modernité ».

Comment s'est structuré le conflit sur l'eau ?

Deux crises majeures ont provoqué le lancement des États Généraux de l'eau à Bruxelles et la structuration d'un conflit :

1. Suite à de violents orages en 2002 et aux inondations dues au débordement du réseau d'égout vers lequel les eaux pluviales ruissellent, les techniciens proposent la construction de grands bassins d'orage qui élargissent les égouts, certes, et permettent de temporiser les écoulements, mais qui fragilisent le tissu socio-économique. Des collectifs se créent et proposent des dispositifs décentralisés permettant de gérer ces inondations en favorisant l'infiltration de l'eau de pluie, son évaporation et le ralentissement de son ruissellement sur l'ensemble du bassin versant. La notion de Solidarité de bassin versant réunissant l'expertise situées de ceux du haut et du bas de la vallée émerge en opposition à une vision non territoriale et technico-centrée.

2. Un conflit entre la Région et le gestionnaire privé de la station d'épuration, pourtant liés par un Partenariat Public Privé, provoque une seconde crise, certains soupçonnant le gestionnaire privé de vouloir disqualifier une gestion publique de l'eau afin de faire entrer à terme cette gestion dans le giron du privé.

Ces deux crises à 7 - 8 ans d'écart conduisent au



Dominique Nalpas

Responsable
de l'Association les EGEB

Pouvez-vous commenter cette présentation des origines et de l'objet du projet Brusseau que vous animez ? Comment s'est construit, sur plus de 20 ans, le rapport de forces autour de la question de l'eau à Bruxelles ?

Dès le 19^{ème} siècle, la gestion des eaux de pluie et des rivières a été ramenée à la construction d'un vaste système d'égout. Quasi toutes les eaux de ruissellement (voirie, toitures) y sont encore renvoyées aggravées en cela par la constante imperméabilisation des sols et le changement climatique. Ce système de gestion technique nécessite l'expertise des ingénieurs devenus les interlocuteurs privilégiés des autorités publiques au détriment de dimensions sociales et politiques des problèmes. Même si cela est en train de changer, la construction institutionnelle n'a fait que renforcer cette dépendance au détriment d'autres inter-dépendances. Cette gestion de l'eau de pluie devenue jetable a succédé à la perte du potentiel économique des rivières encore très important au début du 19^{ème} siècle (moulins, viviers, maraîchage), à leur fragilisation du fait des pollutions diverses (déchets d'abattoirs, encres d'imprimerie, waters closet...) et leur recouvrement préconisé par les

« Et nous avons pu, avec le financement d'Innoviris² mener la recherche Brusseau dont nous avons défini collectivement les objectifs, méthodes et pratiques »

Le projet Brusseau

Le projet Brusseau invite des habitants à élaborer, avec des chercheurs et des acteurs de terrain, un diagnostic et des propositions d'aménagement pour réduire les risques d'inondations à Bruxelles.

L'équipe du projet est interdisciplinaire. Elle rassemble des militants, des hydrologues, des architectes, des urbanistes et des historiens. Elle rassemble donc des compétences et des perspectives différentes en s'ouvrant à une expertise, ancrée sur le territoire : celle des usagers et des habitants.

Constats

Le projet Brusseau se fonde sur un triple constat hydrologique et social.

- À Bruxelles, les inondations sont essentiellement liées à l'importante imperméabilisation des sols et au débordement du réseau unitaire d'égout vers lequel les eaux pluviales ruissellent.
- Elles affectent surtout les quartiers situés dans les fonds de vallées habités par des populations souvent précarisées.
- Peu de places sont consacrées tant aux eaux pluviales dans les projets d'aménagement urbain qu'aux habitants dans l'élaboration des programmes de lutte contre les inondations bien qu'ils soient les premiers concernés.

Historique et enjeux

- **2002 - crise 1.** Pour résoudre les problèmes d'inondation (vallée du Maelbeek), un conflit naît entre une vision technocratique de la gestion de l'eau par la construction d'un bassin d'orage et ceux qui proposent des solutions écologiques et décentralisées sur l'ensemble du bassin versant. Naissance du concept de la notion de solidarité de bassin versant et entrée en politique de l'eau.
- **2010 - crise 2.** Un chantage environnemental du gestionnaire privé de la station d'épuration Nord laisse supposer une volonté de discréditer une gestion publique de l'eau aux fins plus lointaines de privatiser les services de l'eau. Le collectif issu du conflit dans le Maelbeek propose d'élaborer des États généraux de l'Eau à Bruxelles avec comme hypothèse une gestion de l'eau en bien commun et publique.
- **2015 - crise 3.** Echec du Bassin versant solidaire de Forest rassemblant des collectifs citoyens, les EGEB devenus association et la commune de Forest et qui avait pour objectif de faire remonter les projets d'habitants. La sphère citoyenne se sentait constamment délégitimée et notamment lorsque la commune a soutenu la construction d'un bassin d'orage dans un jardin co-géré par les habitants.
- **2016, naissance de la « plateforme citoyenne et experte » Brusseau** dont l'objectif est de rendre résiliente la ville face aux inondations par la création de Communautés hydrologiques. La plate-forme réunit sept partenaires : association citoyenne, bureaux d'études et centres de recherche.

Le projet Brusseau a bénéficié d'une subvention régionale dans le cadre du programme de recherche Co-Create développé par Innoviris. L'action Co-Create 2017-2020 vise à soutenir des projets qui favorisent la participation, la résilience urbaine et l'innovation sociale en Région de Bruxelles-Capitale.

lancement des États Généraux de l'Eau à Bruxelles (EGEB) et à la création de l'Association EGEB qui est une plateforme citoyenne voulant explorer les solutions de « solidarité de bassins versants » et de gestion en bien commun.

3. Plus tard encore, alors que tout semblait se passer pour le mieux dans le rapport entre la commune de Forest, les habitants et les EGEB qui avaient ensemble construit un dispositif commun de gestion décentralisée des eaux de pluie avec le Versant solidaire de Forest permettant aux projets citoyens de « remonter » vers les opérateurs de l'eau, les choses se dégradent. Plusieurs désaccords se font jour : sur les résultats d'une étude technique confirmant la nécessité de la construction d'un bassin d'orage pouvant détruire un extraordinaire jardin partagé sans poser de questions sur la méthode ingénieriale employée ; sur le développement par la commune d'une politique de densification

et d'imperméabilisation des sols freinant les initiatives citoyennes ; sur le refus de plus en plus manifeste de la part des pouvoirs publics (commune et Région) dans une participation dans le cadre de la politique de l'eau. Le sentiment du côté des comités des habitants était d'être peu légitimes. Il est vrai qu'il y avait une faiblesse dans le chef du pôle citoyen en ne pouvant pas suffisamment étayer ses positions par l'apport d'une approche scientifique et technique plus structurée. C'est là qu'est née la recherche d'une alliance plus forte avec le monde scientifique et technique.

J'ai écrit dans un précédent article¹ que **« les controverses sont inhérents à la démocratie, elles ne doivent pas être éradiquées. Nous pensons que la controverse précède l'émergence d'un contenu scientifique. Nous pensons également qu'il faut aller plus loin et que, sur la base de cette controverse, nous devons rechercher pragmatiquement et concrètement des solutions socio-technico-écologiques »**.

1. « The renewal of politics through co-creation: the analysis of the case of rainwater and biowaste in Brussels »

« Le renouvellement du politique par la co-création : l'analyse du cas de l'eau de pluie et des biodéchets à Bruxelles »
Simon De Muyck et Dominique Nalpas

« Le projet Brusseau a pu pleinement profiter de ce programme où les idées nouvelles d'une société civile avaient absolument besoin d'être abordées sous un angle de recherche »



Dans ce but, vous cherchez des financements pour mener une recherche permettant de tester ces idées...

C'est à peu près à la même époque, en 2015 - 16, que nous avons eu connaissance de l'appel à projet Co-create d'Innoviris. Cet appel à projet a largement accéléré notre rencontre avec le centre de recherche en hydrologie HYDR de la VUB, puis avec d'autres centres de recherches en urbanisme, en architecture de l'ULB qui souhaitaient développer des projets de science sciences citoyennes. C'est ainsi que nous avons créé, sous la coordination des EGEB, une « Plateforme citoyenne et experte » de co-chercheurs, chacun étant à la fois citoyen et expert ! Et nous avons pu, avec le financement d'Innoviris² mener la recherche Brusseau dont nous avons défini collectivement les objectifs, méthodes et pratiques.

On voit se construire une relation de co recherche, un mode de relation très innovante entre la Science et la société !

Outre les concepts repris de notre histoire plus ancienne comme les notions de Solidarité de bassin versant ou de Nouvelles rivières urbaines³ ou des méthodes et pratiques telles que les cartographies Map-it⁴ qui permettent dans un temps assez rapide de se donner une vision commune du territoire au regard de la gestion de l'eau et du paysage, Brusseau a permis d'en développer de nouveaux. La « Communauté hydrologique », avec cette idée de produire des mondes communs par le biais du « Parlement des choses » et celle de « Traduction », s'inspirant de la théorie de l'Acteur Réseau :

De nombreuses questions issues du travail de cartographie ont été traduites en questions hydrologiques puis en mètres cubes d'eau n'allant pas vers les égouts, eux-mêmes rapportés vers la communauté qui pouvait s'en emparer et saisir

en quoi l'environnement local était capable en matière de gestion de l'eau.

À la suite de quoi ces capacités chiffrées sont traduites en potentiels paysagers ; en schéma urbains par des urbanistes et architectes ; qui sont eux-mêmes traduits en coûts potentiels, etc. Tout un réseau de traduction se met en place, accroissant les compétences des communautés et actant leur résultat dans une « demande commune » indiquant une capacité à faire des propositions concrètes et donc de devenir lieux du politique. L'expertise n'étant pas captée par la seule ingénierie.

Les concept de « Demande commune » possède une force opérationnelle intéressante selon nous, dès lors qu'il s'élabore en amont de ce qui devient la commande publique (de travaux, de compléments d'étude, ...) : les pouvoirs publics deviennent le garant et le bras opérationnel de cette demande élaborée en commun afin de devenir réalité.

Quel jugement apportez-vous à ce programme CoCreate et sur la décision d'Innoviris de soutenir Brusseau ? Quelles sont les suites de cette recherche ?

Le programme CoCreate est un outil sans doute assez unique permettant une mise à l'épreuve dans des situations concrètes de ce que permet le dialogue et la confrontation entre valeurs d'usage, d'attachement ou éthiques et savoirs ou connaissances et où la dimension purement idéologique n'a pas sa place. Dans ces situations et contrairement aux situations dominées par des formes technocratiques, le scientifique, ou plutôt, le technicien, n'est pas seul à avoir la raison de son côté, celle du plus fort : qu'aurait-il à dire de la valeur d'usage d'un lieu ? Le projet Brusseau a pu pleinement profiter de ce programme où les idées nouvelles d'une société civile avaient absolument besoin d'être abordées sous un angle

2. Innoviris est l'agence Bruxelloise pour la Recherche et l'Innovation finançant des projets qui contribuent au développement de la Région de Bruxelles-Capitale.

3. L'ensemble des dispositifs décentralisés et placés en réseau. Cette notion reprise dans nos travaux depuis 2008 a été développée par Valérie Mahaut dans le cadre de son travail de doctorat : « L'eau et la ville, le temps de la réconciliation. Jardins d'orage et nouvelles rivières urbaines », Thèse de doctorat, 2009, Louvain-La-Neuve : Université Catholique de Louvain - Centre Architecture et Climat

4. Voir à ce sujet sur le site des EGEB : www.egeb-sgwb.be/article362.html

5. Ce concept qui indique le refus de voir l'eau de pluie comme un élément jetable, a été adopté entre temps par la Région de Bruxelles-Capitale dans ses politiques publiques aux côtés de la gestion classique. Ce concept, à Bruxelles s'est entre autres inspiré des travaux des EGEB et de Brusseau notamment.

6. Innoviris finance ce nouveau projet expérimental (en cours) dans le cadre du programme « Experimental platform »

7. « The renewal of politics through co-creation: the analysis of the case of rainwater and biowaste in Brussels »
« Le renouvellement du politique par la co-création: l'analyse du cas de l'eau de pluie et des biodéchets à Bruxelles »
Simon De Muynek et Dominique Nalpas

«Les institutions (politiques) inscrites dans les modes actuels de démocratie représentative n'ont ni la culture ni les outils pour imaginer les formes pragmatiques des laboratoires vivants»

de recherche. La fonction de légitimation souhaitée en entrant dans ce programme a joué à plein, sans doute du fait que la coordination était avant tout citoyenne et pas technique...

Le projet de recherche Brusseau qui a permis de définir un langage, des manières de faire et des pratiques avait une vocation à aller plus loin en permettant de passer à une phase d'expérimentation. Le temps était venu de renouer le dialogue avec les institutions publiques en expérimentant un dispositif de soutien à la Gestion intégrée de l'eau de pluie⁵ (GIEP) cocréative. Brusseau bis⁶ naissait, intégrant aux premiers partenaires de Brusseau des administrations : quatre communes de la vallée du Molenbeek, l'acteur intercommunal Vivaqua et Bruxelles Environnement.

Avec ces institutions, nous entrons dans une dynamique où une complexité institutionnelle se fait jour : comment instaurer cette continuité fluide du dispositif de traduction au travers des silos et autres lasagnes institutionnelles, des segmentations administratives, ou des successions de commandes publiques qui découpent et segmentent le temps, etc., sans créer un nouveau silo en soi ou une couche de lasagne.

Nous avons créé des « outils » technico-sociaux-environnementaux, tels des laboratoires vivants, qui permettent de faire toutes ces opérations de traduction et de mise en dialogue co-créatif entre les faits et valeurs : des cartographies participatives, des cadres de calculs, des assemblées locales, des personnes relais, des systèmes

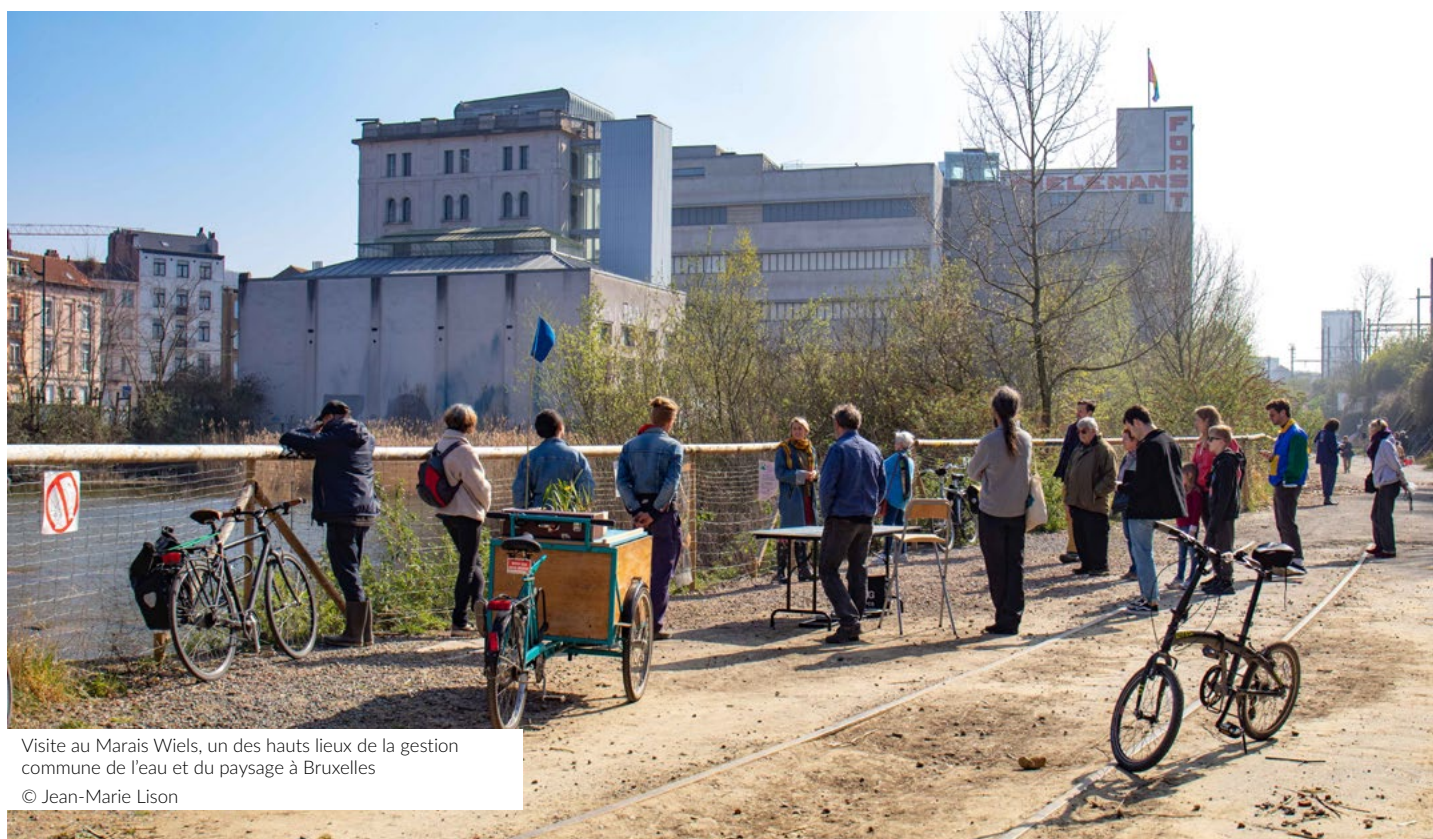
de convention, une cartographie des opportunités, etc. Et, dans une perspective instituante du soutien à la GIEP co-créative, les outils doivent eux-mêmes intégrer, non seulement les politiques de gestion de l'eau, mais aussi celles de gestion des territoires et d'autres encore.

L'image d'un rhizome se fait jour, se développant au sein et à la fois au travers des diverses institutions ou organisations, mettant en relations les pratiques entre elles, mais aussi au travers des territoires. Mais il se pourrait que l'innovation instituante touche là son plafond de verre avec la représentation politique et son emprise partisane sur les institutions publiques. À moins que ce ne soit l'inverse, que cette dernière ne se laisse transformer par l'activité montante et rhizomatique.

«Les institutions (politiques) inscrites dans les modes actuels de démocratie représentative n'ont ni la culture ni les outils pour imaginer les formes pragmatiques des laboratoires vivants auxquels nous faisons appel. Nous croyons que les institutions ont un rôle important à jouer dans ces situations, tant qu'elles sont transparentes et qu'une controverse peut en découler⁷.»

La mobilisation de ces modes de recherche et d'expérimentation de nouveaux parlements hybrides, toujours situés, est la condition même pour redonner du sens aux liens nécessaires entre science, recherche et société, et pour tenter de construire, patiemment et avec humilité un semblant d'écologie politique (l'expérimentation est tellement fragile !), au sens plein du terme.

▣ **Propos recueillis par Didier Raciné**
Rédacteur en chef d'*Alters Média*



Visite au Marais Wiels, un des hauts lieux de la gestion commune de l'eau et du paysage à Bruxelles

© Jean-Marie Lison

Du rôle des Recherches Actions Participatives

Science sans société n'est que ruine de l'avenir !

- GRÉGOIRE WALLENBORN -

La question des rapports de la Science et la société se pose de façon nouvelle (et cruciale) dans la période où la société doit se recomposer de façon radicale pour répondre aux mutations de l'entrée dans l'anthropocène, qu'elle a elle-même provoquée. Grégoire Wallenborn travaille sur les sujets de la transformation énergétique, bien sûr au cœur de cette recomposition, avec les outils de la Recherche action participative. D'où l'intérêt de cet entretien portant à la fois sur ce mode de recherche et son évolution et sur les rapports science et société.

« Dans la construction du nouveau monde, de nouveaux liens entre Sciences et société contribueront à le faire naître [...] les Recherches Action Participatives, ont un grand rôle à jouer »



Grégoire Wallenborn

Chercheur au Département Géosciences, Environnement et Société de l'ULB et enseigne sur les relations sciences-société. Il s'intéresse aux questions qui croisent l'énergie, l'environnement, la technologie et la vie quotidienne des Modernes, ainsi qu'aux travaux de Bruno Latour et des STS en général. Coauteur de « Transformations énergétiques sous contrainte écologique forte » Alain Nadaï, Grégoire Wallenborn Association Multitudes | « Multitudes » 2019/4.

Avant de vous interroger sur votre propre pratique de Recherches Participatives, pouvez-vous situer celles-ci dans cette période historique ?

Nous sommes en train de changer de monde, l'ancien tarde à mourir, et dans ce clair-obscur, les monstres pululent pour paraphraser la formule de Gramsci. Le nouveau monde sera très différent de ce que les Modernes ont pu élaborer, pour reprendre les termes de Latour, Stengers et Descola. Dans la construction du nouveau monde, de nouveaux liens entre Sciences et société contribueront à le faire naître, et dans ce cadre, les Recherches Action Participatives, ont un grand rôle à jouer.

Cette question des rapports science – société se pose avec acuité du fait de ces nouveaux problèmes auxquels la société fait face. Et on voit bien, vous les avez rappelés ci-dessus, que des mutations d'ampleur inconnue jusqu'ici sont en cours.

Comment voyez-vous cette évolution, ainsi que celle des RAP ?

Il y aurait effectivement une histoire de ces rapports science – société à établir, et il faudrait y situer une histoire des RAP. Je n'en connais que quelques éléments. Les dispositifs participatifs émergent dans les années 70, post-68, comme une demande de démocratie. Les projets

participatifs démarrent dans les ex colonies : les méthodes de recherche coloniales ne sont pas appropriées et on note le parallèle qui s'établit avec la renaissance des travaux en anthropologie en réaction avec les anthropologies coloniales et post coloniales. On critique la position de surplomb prise par les sciences, une forme d'hégémonie de la science qui se veut universelle, qui dit comment se comporter du haut de prérogatives renforcées par le développement économique.

Les Boutiques des Sciences naissent aux Pays Bas dans ces années 70. Il y a un regain d'intérêt dans les années 2 000-2010, concomitant avec la montée de la conscience des limites planétaires, les échecs de la société de la connaissance, l'adoption par l'État de politiques néolibérales, de l'alliance de l'Université avec l'entreprise, l'intrication de plus en plus poussée de la recherche et de l'entreprise, d'une recherche placée de plus en plus sous le sceau de l'innovation technologique notamment, au détriment d'autres problèmes sociaux, écologiques, ... Des chercheurs qui veulent faire exister ces questions que l'on ne peut plus poser dans la cadre de la « société de la connaissance » cherchent de nouveaux types d'alliance (avec des ONG, des associations), se heurtent à des problèmes de financement (les universités sont poussées dans les bras des entreprises). Mais le problème clé est posé : Qui a la capacité de poser les bonnes questions de recherche ?

« À leurs problèmes, il n'y a pas de réponses générales, elles nécessitent au contraire du bricolage épistémologique et technologique, [...] composition de différentes manières de faire de la science »

Mon hypothèse est qu'il y a deux sources à l'évolution des sciences et des RAP : d'une part les chercheurs, qui ne peuvent plus poser les questions qui les intéressent ; d'autre part, les associations et autres ONG qui font émerger les problèmes socio-écologiques criants demandant un autre type de connaissances et de modes de production des connaissances.

La société va effectivement vers plus d'autonomie et cela augmente les possibilités d'émergence de nouveaux modes recherche de connaissance : cela se voit avec les Nouveaux Commanditaires, avec Où atterrir, avec les associations au Québec, des mouvements dans les universités... La société en s'autonomisant cherche à attirer la recherche en dehors de toute demande marchande.

Qu'en pensez-vous ?

Il y a un besoin de nouveaux types de connaissances. On assiste à un développement toujours plus spécialisé de la recherche scientifique, pour produire des choses très pointues, dont on peut questionner l'utilité sociale. On finance des recherches qui ne répondent pas aux problèmes cruciaux du moment, mais qui demandent beaucoup d'argent. Ces recherches sont très mono-disciplines, dans des perspectives de contrôle de la nature comme dans l'ancien monde, dans le contrôle de la production d'une nature « purifiée » et donc contrôlable. Or on est dans une autre nature, faite d'humains et de non humains (parmi lesquels de la technologie) qui existent sur des territoires variés. À leurs problèmes, il n'y a pas de réponses générales, elles nécessitent au contraire du bricolage épistémologique et technologique, pas juste la combinaison ou la juxtaposition mais la composition de différentes manières de faire de la science, de nouvelles sciences, d'un autre type.

Dans ce cadre, la RAP a un rôle important à jouer. Il faut donner existence à des êtres hybrides, qui ne peuvent pas vivre par eux-mêmes, et qui demandent la montée en puissance des SHS car il faudra trouver de nouvelles compositions d'humains et de non humains notamment grâce aux RAP.

A-t-on besoin de nouvelles institutions scientifiques ?

Il y a une certaine obsolescence des institutions actuelles pour accueillir ce type de production scientifique nouvelle, pour les évaluer. J'ai constaté en évaluant des projets de recherche que pour les projets :

- Mono-disciplinaires (en biologie, en physique...) il était facile de s'accorder.

- Interdisciplinaires ou transdisciplinaires, les évaluateurs ont du mal à se mettre d'accord sur la note : il semble qu'on n'ait pas de références avancées, qu'il n'y ait pas même d'état de l'art, que tous n'ont pas la même perspective et que des biais énormes existent.

La transformation profonde des relations au sein des sciences et entre celles-ci et la société est une des demandes les plus importantes que nous fait le monde en mutation.

Abordons cela à travers votre propre expérience de Recherche Action Participative (RAP). Comment situez-vous ce rôle des RAP ?

L'ancien monde est caractérisé par la recherche de la performance, de la croissance, de la division entre Nature et Culture, politique et scientifique. Il s'étirole mais il est encore inscrit dans les institutions et dans les infrastructures dont nous héritons, que Bonnet, Landivar et Monin décrivent comme des « communs négatifs ».

Le constat est que l'ancien monde veut donner l'impression qu'il contrôle, qu'il a l'emprise sur les événements, qu'il maîtrise une « transition » qui serait un mouvement organisé et serein entre un point A vers un point B. Or on voit bien que cette idée est morte : il n'y a plus de contrôle, on est parti pour un monde à plus 2°C (et sans doute plus 4°C à horizon 2100). On doit renoncer à cette idée de maîtrise typique des Modernes. Il faut se préparer à une série de chocs, de pénuries, de catastrophes, de nouveaux types de conflits ; on va devoir s'organiser à des niveaux plutôt locaux, articuler la production, la consommation, les infrastructures... Cela se jouera sur des mailles territoriales, par exemple pour l'énergie en lien avec la biodiversité, les énergies nécessaires au corps



1. La Servitude électrique, Gérard Dubey, Alain Gras, 2021, Seuil



**« l'ancien monde
veut donner
l'impression [...] qu'il maîtrise
une « transition »
qui serait un
mouvement
organisé [...] entre un point A
vers un point B. Or
[...] cette idée est
morte : il n'y a plus
de contrôle »**

comme l'alimentation, la santé et l'eau...

Nous sommes à l'aube d'une reconfiguration générale de tous les réseaux (de plus en plus longs, mais qui vont diminuer en taille car on va vers un type de démondialisation), reconfiguration qui dépend d'événement indéterminés, mais qu'il faut cependant chercher à anticiper. On voit que la question Où atterrir ? de Bruno Latour prend une importance majeure ! Partir de là où l'on est, rediscuter de nos interdépendances, y compris avec les technologies, trouver collectivement en associant les populations des modes de vie renouvelables...

On n'aura jamais une image aussi précise de ces articulations, de ce territoire, qu'en impliquant les populations dans cette recherche.

Quel est le rôle de la science et en particulier de la science impliquant les populations, la RAP, dans cette recherche de « Où atterrir » ?

Deux Recherches Actions Participatives dans lesquels je suis impliqué (« Voisins d'énergie » pour étudier la constitution de Communautés d'énergie ; « SlowHeat » pour la remise en question du chauffage central ; financées par Innoviris) étudient ces questions d'interdépendance par rapport à l'énergie.

Mais les infrastructures électriques (transport et production) ont été constituées de façon centralisée et de telle sorte que le fonctionnement du système est invibilisé, tout en les laissant aux mains des seuls ingénieurs et des économistes : les consommations semblent ainsi totalement séparées, indépendantes de la production et du système dans son ensemble, alors qu'elles ne le sont évidemment pas (voir par exemple l'ouvrage d'Alain Gras et de Georges Dubey¹).

Dans nos recherches participatives, on commence par procéder à une enquête sur les usages clés des énergies

(gaz et électricité) : on décide ensemble des bonnes questions. Le constat de l'enquête est qu'il y a une grande variété des usages et interdépendances, mais il n'y en a pas de mesures globales, universelles. On peut toutefois établir un tableau décrivant les usages indispensables, utiles ou luxueux. Les expérimentations permettent d'explorer de nouvelles pratiques, de comprendre comment fonctionne le système énergétique, quels sont les acteurs, où ils sont, quelles sont les dépendances physiques (flux d'énergie) et les dépendances contractuelles (avec les fournisseurs). Nous constatons qu'il est aujourd'hui possible de réduire assez facilement sa consommation d'électricité de manière ponctuelle, et sa consommation de chauffage de manière prolongée.

« L'énergie n'est pas le thème le plus simple pour faire de la RAP car l'asymétrie de savoirs entre les usagers/citoyens et le système est très forte »

La recherche implique-t-elle les citoyens au simple niveau des données ou sur d'autres points (leurs vœux en termes de relations...) ?

Dans le projet « Voisins d'énergie » qui visait à constituer des communautés d'énergie, on n'a pas voulu aller trop vite dans la constitution légale de ces communautés. Nous avons voulu poser toutes les questions avant de se demander « Qu'est-ce que l'on fait ? ». On a cherché à discuter de contre-modèles qui nous semblaient pertinents, mais on se heurte vite à des conflits sur les questions réglementaires.

L'énergie n'est pas le thème le plus simple pour faire de la RAP car l'asymétrie de savoirs entre les usagers/citoyens et le système est très forte, du moins au début des travaux. Il faut faire monter en compétence les citoyens chercheurs à un niveau assez élevé, pour que leur imagination respecte une série de contraintes (on a des propositions comme « on va s'autonomiser totalement », « construire un nouveau réseau », mais ce n'est pas réaliste). La difficulté avec l'électricité, c'est qu'on n'a pas de réalité sensible et que le flux d'énergie manque de visibilité alors que la vie quotidienne en dépend énormément ; les citoyens comprennent bien qu'ils peuvent avoir une action sur ces flux, au moins au niveau agrégé et ils sont en demande d'informations qui ont un sens.

Comment caractérisez-vous les RAP ?

« Il y a des modalités variées de Recherches Actions Partagées, mais ce serait une erreur de mettre en cadre trop strict »

Il y a des modalités variées de Recherches Actions Partagées, mais ce serait une erreur de mettre en cadre trop strict. L'existant est un continuum qui va des « sciences citoyennes » orientées vers la recherche de données à des problématiques plus intégrées qui peuvent différer selon les modalités de la participation des chercheurs aux diverses étapes de la recherche : la coformulation des questions, la coproduction de recherche avec le développement des hypothèses en commun, la codéfinition des méthodes, de la collecte de données en commun, la co-analyse (avec retour vers les participants) et formalisation des résultats, dissémination et valorisation des résultats...

Un principe est que « tout le monde participe à l'ensemble du processus, mais tout le monde ne participe pas à tout le temps ». Dans le programme Cocréation, on propose un design de la recherche, et les partenaires financés font des propositions à toutes les étapes et les mettent en discussion auprès des groupes concernés. La rédaction revient à ceux qui sont financés.

« Il faut cependant laisser la possibilité de mettre en question la question elle-même, y compris la méthode »

Certaines étapes ne devraient-elles pas être de façon presque nécessairement partagée ?

Si, bien que cela soit difficile à formaliser : se mettre d'accord sur les hypothèses de base, sur la question de recherche, sur les concepts... Mais on le sait, cela évolue au cours de la recherche et dans ce cas, on prend le risque de perdre des chercheurs citoyens alors que ce sont des étapes fondamentales où se joue la co construction sociale du processus. Il faut cependant laisser la possibilité de mettre en question la question elle-même, y compris la méthode : ce processus, parfaitement propre à la recherche, est d'ailleurs formateur et compréhensible. Il faut aussi prêter attention au partage de l'action : si l'on veut la cohésion du groupe, et sa dynamique, il faut s'engager dans certains types d'actions car les gens « veulent

faire quelque chose ». C'est à la fois indispensable et un piège : on a la tentation d'aller trop vite vers l'action, et ainsi de rater plein de choses. La question du rythme est donc très sensible elle aussi.

La question des évaluations est-elle elle aussi à partager et comment ?

L'évaluation est un processus continu. Le premier critère porte sur le processus et l'évolution des communautés d'énergie : la communauté d'énergie augmente-elle au cours du temps ? Sa cohésion augmente-t-elle ? Nous avons mesuré et analysé cette évolution, et bien que nous ne soyons pas dans les conditions d'un laboratoire où toutes les conditions de recueil de données ont été purifiées, certains signaux et résultats « scientifique ou sous caution scientifique » montrent quelque chose !

Le second critère porte sur les « résultats » du processus. Dans la RAP, nous n'avons pas d'obligation de résultats :

- L'un des objectifs pour « Voisins d'énergie » est qu'il y ait développement et peu à peu autonomie des Communauté d'énergie. C'est aussi de faire la démonstration que la participation citoyenne peut soulager le réseau.
- Dans le projet sur le chauffage, c'est que les personnes veuillent continuer et que cela aboutisse à une baisse de la consommation moyenne selon divers paramètres. On verra au printemps.

La transformation des chercheurs est-elle aussi un résultat ?

La RAP demande beaucoup de réflexivité. Beaucoup de questions sont posées au cours de la recherche : que fait-on, avec qui, comment cela s'articule, quels sont les terrains de recherche, quels sont les connaissances implicites ?

On a observé que les chercheurs qui sont restés dans la Communauté d'énergie se disent heureux d'y participer. On a aussi observé des transformations dans la pratique des chercheurs, une augmentation des mutualisations, des possibilités de sobriété communautaire à un niveau collectif, à travers des formes d'entraide, des envies d'aller vers des communs, vers de nouveaux usages où l'électricité est posée comme un commun. Dans ce cas, le système (local) n'appartient pas aux individus mais à une collectivité, ce qui lui impose de se fixer des règles en commun et de reconfigurer de pratiques collectives. Dans SlowHeat on peut certainement affirmer que les corps des chercheurs ont été transformés suite à la diminution de la température d'ambiance. La sensibilité au froid a clairement changé, et de nouvelles perceptions sont venues nourrir les bricolages. On peut supposer que cette incorporation des pratiques leur assure une certaine durabilité.

▣ **Propos recueillis par Didier Raciné**
Rédacteur en chef d'Alters Média

Inclure les élus locaux, inventer de nouvelles formes de médiation

- YVES CHARPAK -

Dans la réflexion sur les relations Science Société, on sous-estime toujours les besoins de connaissances et la qualité des questionnements concrets mais profonds venant de la société. Et on ne reconnaît pas assez le rôle que la science (des scientifiques) pourrait jouer pour répondre et à ces besoins et à ces questionnements précis, particuliers, si elle savait rentrer dans cette relation spécifique, de recherches- participatives. Or pour cela il faut développer une forme originale de médiation ! Yves Charpak, comme élu local et de par son passé de chercheur en santé publique son rôle dans l'ESPT et dans la Fondation Charpak est admirablement placé pour l'exprimer !



Yves Charpak

Médecin de Santé Publique,
Epidémiologiste, Evalueur
Président de la Fondation
Charpak, l'esprit des sciences,
abritée par la Fondation de France
Élu à Larchant (77760) et Membre
du bureau de ESPT (Elus, Santé
Publique et Territoires)

Évoquer les recherches actions participatives, c'est bien sûr penser « citoyens », et associations de citoyens, qui s'engagent pour contribuer à la connaissance scientifique, celle qui est en toile de fond des grands enjeux de nos sociétés : climat, risque environnemental et industriel, santé, énergie, alimentation...

On l'associe souvent aussi à la notion de démocratie « directe ».

Il y aurait ainsi un mécanisme de démocratie de la connaissance à mettre en place, pour que les décisions soient plus adaptées aux attentes et besoins des citoyens, en s'appuyant sur une connaissance scientifique de référence qui soit au-delà, meilleure, plus pertinente, que ce que produisent en routine les recherches « officielles ».

Cette démarche rejoint l'objet de notre « Fondation Charpak, l'esprit des sciences » : amener plus d'esprit des sciences, de connaissance scientifique, à s'intégrer dans une culture générale des citoyens comme une valeur essentielle.

Mais on pense peu en général dans cette soif de participation citoyenne à l'interface, à l'articulation avec les citoyens un peu particuliers, pas perçus comme des professionnels (d'ailleurs beaucoup ne sont pas rémunérés) qui font vivre et pilotent les instances de la démocratie représentative de base et de ses institutions : les élus locaux.



Il y a plus de **500 000 élus locaux dans notre pays**. Élus par les citoyens, directement issus de communautés locales plus ou moins étendues. Et auxquels on pense peu quand on parle de participation des citoyens.

Ils sont dans une posture compliquée : simples citoyens, candidats à des élections, ils deviennent lorsqu'ils sont élus porteurs d'une position à l'interface des citoyens sur les enjeux des territoires où ils exercent leur activité. À minima dans un rôle d'**animateurs locaux des débats, de médiateurs de controverses** vers qui les citoyens se tournent pour exiger des explications, de « responsable

« Cette démarche rejoint l'objet de notre « Fondation Charpak, l'esprit des sciences » : amener plus d'esprit des sciences, de connaissance scientifique, à s'intégrer dans une culture générale des citoyens »

de première ligne » de tous les mécontentements, parfois décideurs ou codécideurs lorsque leurs mandats le prévoient, et parfois aussi défenseurs et portes paroles des citoyens qui les ont élus.

Mais par quelle opération magique se transforment-ils, de simples citoyens, sans expertise particulière en dehors de celle qu'ils ont dans la vie civile, en interface/médiateurs sur une énorme variété de sujets politiques, économiques, juridique, sécuritaires, environnementaux, de développement et de santé ?

Du coup tous les professionnels de l'expertise, s'accordent à dire : il faut les former, les sensibiliser, les amener à nous écouter, nous experts... Et maintenant, en plus, les citoyens de leurs territoires vont les solliciter avec leurs nouvelles expertises et donc ces décideurs territoriaux n'auront pas le choix de se mettre à jour.

Mais pour un élu, voir débarquer ces experts leur expliquant que leur « littératie scientifique et technique » est déficiente et qu'ils vont les former à mieux faire leur

métier...n'est pas très engageant ni pédagogique.

En théorie il y a du vrai dans le constat : les enjeux, les décisions, sont tellement complexes que c'est un vrai travail d'arriver à connaître a minima les connaissances mobilisées derrière les choix des gouvernements, des institutions, des porteurs de projets...

Mais **plutôt que de court-circuiter les élus dans leur rôle d'animateur et d'interface avec les citoyens**, ne peut-on mieux les associer aux mécanismes de participation, comme acteurs « tiers » et légitimes de l'exercice participatif, avec leurs questionnements spécifiques de la connaissance ?

Ainsi **on pourrait prévoir des formes de participation spécifique** visant les élus et décideurs locaux (ceux des services et administrations territoriales). Il faudrait peut-être alors aussi **compléter le mécanisme de sélection des sujets de recherches actions : les élus ont peut-être des questions et des besoins spécifiques de connaissances scientifiques**, parfois sous une autre forme que celles des citoyens qui les entourent...et qui les questionnent. La réponse à ces questions n'est pas toujours celles des experts et du monde académique.

Travailler à une participation inclusive à la construction de connaissances scientifiques touchant aux enjeux sociétaux actuels, en mêlant citoyens et décideurs territoriaux permettrait aussi d'apaiser une véritable tension des territoires dont on voit les ravages au quotidien.



Fondation Charpak
L'esprit des sciences

Abritée par la Fondation de France

« Travailler à une participation inclusive à la construction de connaissances scientifiques touchant aux enjeux sociétaux actuels, en mêlant citoyens et décideurs territoriaux »

Initiation et accompagnement des recherches participatives

La médiation comme posture d'écoute déterminante

- CLAIRE RIBRAULT, LIVIO RIBOLI-SASCO, MARIA POTHIER ET CHLOÉ JAUBERT -

La médiation que mènent les auteurs dans le cadre des projets Nouveaux Commanditaires - Sciences est décrite ici dans son principe, après une présentation d'exemples concrets dans l'article précédent des auteurs.

La puissance du protocole Nouveaux Commanditaires - Sciences vient de cette idée d'une nouvelle forme de relation de la science et de la société, qui est justement mise en œuvre dans ce concept original de médiation.



**Claire Ribault,
Livio Riboli-Sasco,
Maria Pothier
et Chloé Jaubert**

Médiateur et médiatrices
Ateliers des Jours à Venir

Nous sommes des médiatrices et médiateur de recherches participatives qui œuvrons au sein de la coopérative l'Atelier des Jours à Venir. Depuis plus de dix ans, nous accompagnons des démarches de recherche participative en France et en Europe, dans des disciplines scientifiques variées et sur des temps longs (5 à 10 ans par démarche), sur des questions soulevées par des collectifs citoyens.

La recherche participative telle que nous la pratiquons est radicale (Godrie, Juan, Carrel, 2022)¹, aussi classée comme extrême (Haklay, 2013)²: nous partons de collectifs citoyens pour formuler une question de recherche qui les concerne,

et impliquons des chercheur-ses académiques dans un second temps seulement. Dans ce dispositif, le Protocole Nouveaux Commanditaires - Sciences (NC-S)³, le monde académique n'est pas à l'origine d'une démarche, il n'en détermine pas les débuts. C'est de la situation de vie de citoyens qu'émane l'expression d'un besoin de connaissance, d'une question. L'enracinement dans un besoin exprimé de manière autonome positionne la recherche



« Nous partons de collectifs citoyens pour formuler une question de recherche qui les concerne, et impliquons des chercheur-ses académiques dans un second temps seulement »

publique comme répondant à un droit fondamental à la production de connaissances nouvelles (Déclaration des droits de l'homme, 1948)⁴, adaptée à des situations particulières.

En ayant eu le soutien de la Fondation de France, notre méthode s'insère dans le sillon du Protocole des Nouveaux Commanditaires, conçu et mis en œuvre dans le champ des arts. Créé en 1991 par l'artiste François Hers, ce Protocole permet à des groupes de citoyens de porter une commande d'œuvre d'art, à l'aide d'un-e médiateur-ice. En 2012, sous l'impulsion du philosophe et sociologue Bruno Latour à la Fondation de France, l'Atelier des Jours à Venir est sollicité pour adapter et appliquer ce Protocole dans une version scientifique. Ainsi, nous avons déjà fait émerger une dizaine de démarches de recherches

« Dans les recherches participatives que nous accompagnons, l'expression de la nécessité de la connaissance à produire revient donc aux citoyens »



« Faire de la médiation selon le Protocole Nouveaux Commanditaires Sciences nécessite dans un premier temps d'aller à la rencontre de personnes sur leur territoire de vie »

participatives en France et à l'étranger, aboutissant à des publications académiques et des retombées concrètes pour les citoyens et citoyennes impliqués.

Dans les recherches participatives que nous accompagnons, l'expression de la nécessité de la connaissance à produire revient donc aux citoyens et aux citoyennes. Ceci contraste avec la pratique majoritaire au cours de l'histoire des sciences selon laquelle les scientifiques eux-mêmes décident des sujets à investiguer, ou répondent aux demandes des puissances politiques, économiques et militaires. **La grande majorité des recherches participatives ne renversent pas cette façon de faire. Ce sont les scientifiques et leurs organismes de financement qui décident des sujets** sur lesquels une collaboration est possible et qui déclinent des dispositifs de dialogue et de collaboration (par exemple en demandant aux citoyens de collecter des données pour un recensement de la biodiversité ou en les impliquant dans des comités de pilotages sur des études de santé).

Ce mode de fonctionnement a été critiqué, notamment parce que les chercheurs ont été et sont toujours aujourd'hui une minorité non représentative de la diversité des groupes sociaux. C'est donc une minorité blanche, occidentale et masculine qui a le plus souvent décidé de ce qui faisait un bon sujet de recherche. Les épistémologies féministes des sciences ont pointé l'écueil que cela représente, tant en termes de valeurs fondamentales d'égalité dans l'accès aux métiers scientifiques qu'en termes de production de connaissance (Haraway, 1988)⁵. En effet, une diversité de personnes génère une diversité de « points de vue », de façons de poser des questions et de s'intéresser à des sujets d'étude. **Cette multiplication des points de vue depuis lesquels la connaissance est produite permet d'aller vers une plus grande objectivité** (Harding, 2015)⁶.

Il y a donc une motivation épistémique au fait d'ouvrir la pratique de la recherche à une diversité d'acteurs, qu'ils en fassent leur métier ou qu'ils y contribuent en tant que citoyens.

Le travail de médiation, un travail invisible et difficile à financer, pourtant essentiel

Faire de la médiation selon le Protocole Nouveaux Commanditaires - Sciences nécessite dans un premier temps d'aller à la rencontre de personnes sur leur territoire de vie. Nous les écoutons, nous cherchons à comprendre ce qu'elles vivent sans préjuger des questions qu'elles pourraient poser, ni des disciplines qui demain pourraient être commanditées. Ce travail d'écoute sans attente et son accompagnement est primordial car il permet aux commanditaires de pétrir leur question, de se l'approprier, de définir ses contours au regard des recherches déjà existantes puis d'être en capacité de la défendre, la débattre avec les futurs chercheurs. **Cette humble partie de notre travail, pouvant parfois s'étendre sur 2 ans, est difficile à faire financer, notamment en**

raison de l'inconnu des disciplines scientifiques convoquées qui ne seront déterminées qu'une fois la formulation de la question aboutie.

Dans un second temps, nous accompagnons autant les commanditaires que les chercheurs professionnels à s'impliquer ensemble dans la recherche, et ce, tout au long du projet. Nous veillons ainsi à la dynamique de collaboration, à la médiation et l'équilibre dans les dialogues, aux besoins et à l'apport mutuel de chaque partenaire en termes de positionnement de la question, de méthodologie employée pour y répondre, d'analyse et de diffusion des résultats.

Notre travail est passionnant. Nous sommes fières de contribuer à légitimer la parole des citoyens, de les outiller pour co-produire les connaissances dont ils et elles ont besoin. Nous prenons part pleinement à de belles aventures humaines. La participation des chercheurs à ce type de démarche n'est pas aisée. Elle manque de reconnaissance, elle s'inscrit dans des dynamiques longues qui viennent se chevaucher à l'ensemble des missions qu'ils ont déjà. Nous prenons soin de toutes les relations qui se nouent et qui sont amenées à durer pendant souvent près de 7-8 ans. Parfois, elles perdurent une fois les projets terminés.

Si le soutien de la Fondation de France à ce travail de médiation a cessé aujourd'hui, ce modèle de recherche participative a fait ses preuves et convaincu de nombreux acteurs de sa pertinence. L'enjeu est aujourd'hui de diversifier les cadres dans lesquels ce travail peut être exercé. L'Université de Strasbourg est pionnière en la matière. Elle est la première à avoir fait des NC-S l'une de ses missions, avec une médiatrice en interne, active sur le territoire alsacien et épaulée par plusieurs collègues.

D'autres acteurs pourraient s'emparer de ce protocole. Par exemple, les collectivités territoriales pourraient se saisir de ce modèle de recherche participative, et s'équiper elles-mêmes en médiateurs ou avoir recours à des structures tierces comme la nôtre pour relayer les questions de leur territoire auprès du milieu académique. N'est-ce pas en effet une mission des collectivités que de se mettre à l'écoute de ses habitants ?

Nous sommes confiant-es que **la diversification des modèles sera une opportunité, entre l'incorporation des médiateurs à des institutions publiques ou leur travail dans des structures indépendantes sous contrat avec des financeurs publics ou des fondations d'utilité publique.** Néanmoins, un point essentiel à défendre pour le déploiement de nos actions, quel que soit le soutien financier, est le fait que les médiateurs et médiatrices devront avoir leur autonomie garantie, notamment la liberté d'écouter tout groupe avec toute question et de transmettre la commande à tout chercheur, quel que soit son institution de rattachement. Ce que la Fondation de France sut faire pendant 10 ans, c'est-à-dire s'en remettre en toute confiance à des médiateurs pour parcourir les territoires et entendre les questions qui jusqu'alors étaient restées tues.

1. Recherches participatives et épistémologies radicales: un état des lieux, Baptiste Godrie, Maïté Juan, Marion Carrel, Dans Participations 2022/1 (N° 32), pages 11 à 50

2. Citizen Science and Volunteered Geographic Information: Overview and Typology of Participation - M. Haklay Published 2013, Education

3. www.joursavenir.org/activites/ncs/protocole

4. Déclaration des droits de l'homme, 1948. Article 27.1

5. Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and The Privilege of Partial Perspective. Haraway, D. Feminist Studies, 1988, Vol. 14, No. 3, 575-599.

6. Objectivity and diversity. Another logic of scientific research. Harding, S. The University of Chicago Press. 2015, 15

Le vécu et le point de vue d'une coordinatrice

Grandeurs et misères des recherches actions participatives

- STÉPHANIE BOST -

L'article de Stéphanie Bost a le grand mérite de refléter le vécu d'une coordinatrice – médiatrice de recherches action participatives, et de présenter son point de vue sur le grand intérêt de ce type de projets, mais aussi sur les limites de la façon dont ils sont mis en œuvre dans leur contexte administratif, académique et financier.

Leur dépendance à l'égard des institutions académiques, de leur vision étroite de la recherche, de leurs codes de gestion administrative et humaine est manifeste. Le besoin de médiation entre recherche et société civile saute aux yeux, mais d'une médiation nourrie par une réflexion épistémologique nouvelle. Les limites dans les engagements financiers pour ces nouvelles modalités de relation Science Société sont criantes.



Stéphanie Bost

Coordinatrice Trait d'Union
Boutique des Sciences, MSH SUD
(Maison des Sciences de l'Homme
«Sciences et Société Unies pour un
autre Développement»)

Depuis la signature par une trentaine de membres de la Charte des sciences et recherches participatives en France en 2017, la participation de non-experts à la production de connaissances scientifiques a le vent en poupe¹. La plupart des grands centres de recherches se dotent désormais de services Sciences en Sociétés ou Sciences pour la Société. L'IHES, l'INRA, le CIRAD ou SupAgro comptent des référents qui contribuent à rapprocher experts et non-experts dans des projets spécifiques, souvent financés par des soutiens européens. Depuis deux années, le processus s'accélère. « *Le conseil scientifique du CNRS a publié un avis favorable aux partenariats avec le tiers secteur de la recherche, l'Inrae a lancé un prix « recherches participatives », et l'ANR a modifié son règlement financier au profit des associations.* »² L'ensemble de ces éléments modifie profondément le paysage de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR).

Ces dynamiques ne sont pas nouvelles. Portées depuis des décennies par des chercheurs et chercheuses engagés³, elles s'appuient sur des recherches interdisciplinaires et des approches de terrain, alliant sciences du vivant et sciences sociales. Ces chercheurs ancrés dans des visions interdisciplinaires et participatives répondent

aux attendus académiques en faisant un pas de côté, pour s'attacher à faire de la recherche autrement. Peu reconnues, ces démarches participatives peuvent même desservir leurs carrières. Pourtant, certains ont fait ces choix par convictions, sans mettre de côté leur exigence scientifique.

Ces recherches-actions participatives se font entre acteurs d'horizons variés, aux parcours parfois diamétralement opposés. Elles créent des rencontres entre *im-pairs*, entre univers, entre compétences, voire entre visions du monde. Il en résulte des projets complexes, qui contribuent pleinement à l'évolution même de la recherche mais qui font aussi recherche. Comment les rendre visibles ? Comment les rendre viables ? Comment les dupliquer ?

« Susciter l'envie de recherche chez les acteurs de la société civile est un préalable. L'incubation de questions posées à la recherche pourrait sembler complexe, elle n'est pourtant pas si ardue »

Inciter à la rencontre entre univers distincts

Notre propos vise à mieux comprendre comment certains projets ont su prendre leur envol.

Susciter l'envie de recherche chez les acteurs de la société civile est un préalable. L'incubation de questions posées à la recherche pourrait sembler complexe, elle n'est pourtant pas si ardue. La plupart de ces acteurs de la société civile se posent de multiples questions mais n'ont pas toujours le temps d'esquisser une démarche d'analyse adaptée. Pris à la gorge entre labeur du quotidien, recherche de financements, gestion des ressources humaines et

« Le besoin de médiateurs saute aux yeux »

équilibre des forces, ils n'ont pas le loisir de réapprendre à regarder différemment ce qu'ils font, ce qu'ils vivent, ce qu'ils voient. Ils font.

De son côté, le monde académique ne manque pas de cruauté. Les enseignants-chercheurs jonglent entre charges de cours, réorganisations permanentes, plates-formes numériques désuètes aussitôt développées et suivis administratifs chronophages. Le temps de l'observation est souvent contraint par la faiblesse des financements et celui de l'analyse réduit pour répondre au besoin de publier et de gagner en reconnaissance. La compétition est permanente pour tenter d'avoir un poste puis pour espérer s'y faire une place.

Comment, face à ces contraintes multiples, faciliter des rencontres entre ces deux mondes pour mieux répondre aux défis sociétaux et construire des réponses scientifiques adaptées aux besoins locaux ? Le besoin de médiateurs saute aux yeux.

« Trait d'Union fait le pari d'une intelligence collective co-portée entre acteurs académiques et représentants d'un tiers secteur de la recherche »

Forces et faiblesses des Boutiques des Sciences

Favoriser les espaces de rencontre entre ces univers est une des missions des interfaces sciences-sociétés. La Maison des Sciences de l'Homme (MSH) SUD (Sciences et société Unies pour un Autre Développement)⁴ à Montpellier a fait le pari depuis 2018 d'en proposer un au travers du dispositif Boutique des Sciences (BDS) joliment renommé Trait d'Union⁵ qu'elle héberge et développe⁶. Trait d'Union fait le pari d'une intelligence collective co-portée entre acteurs académiques et représentants d'un « tiers secteur de la recherche »⁷. Le travail des BDS « consiste alors à assister la co-construction de la question de recherche voire du projet dans son intégralité

(de l'élaboration de la problématique à la formalisation des résultats en fonction des publics-cibles), en veillant à ce que chaque partie trouve sa place et en contenant les risques d'instrumentalisation. »⁸

D'autres lieux similaires ont vu le jour avant Montpellier, à Lille et Lyon ou encore récemment à Nice. Le réseau international Living Knowledge⁹ est même fédéré autour de 400 BDS avec une forte prégnance en Amérique du Nord ou en Europe du Nord (Irlande, Pays-Bas). Ces espaces sont des lieux institutionnels ouverts qui favorisent l'hybridation entre scientifiques et non experts.

Ils se revendiquent Tiers Lieux et contribuent à l'ouverture de la connaissance, de la science, de la donnée. Ils n'en restent pas moins des lieux au sein d'institutions, gérés par des institutions avec les codes de ces mêmes institutions. Outre la violence symbolique qu'ils peuvent renvoyer auprès de publics non convertis aux habitus institutionnels, ils ne sont pas encore pleinement en mesure de créer les conditions nécessaires à l'effacement des frontières entre néophytes et sachants. Ils contribuent à faire tomber un mur mais entretiennent une posture hiérarchique forte du monde académique sur le monde non-académique.

Par ailleurs ces espaces, bien qu'ils se revendiquent comme des Tiers-Lieux, ne sont pas gérés en Communs. Ils dépendent d'une vision centralisée et vivent à travers les règles financières et humaines du jeu institutionnel. S'ils peuvent s'appuyer sur une pérennité formelle, ils n'en demeurent pas moins fragiles du fait de difficultés structurelles des organismes porteurs. La crise vécue par les BDS en France dans les années 80¹⁰ illustre parfaitement cette réalité. Le soutien financier alloué par les universités, instituts de recherche ou plus largement par les politiques publiques ne bénéficie malheureusement que rarement d'une stratégie dans la durée. L'appui de structures interdisciplinaires comme les MSH jouent un rôle moteur dans l'émergence de ces démarches¹¹. Leur positionnement entre universités et instituts offre une flexibilité et une interdisciplinarité intéressantes, qui peuvent être des outils adaptés pour les territoires. La Région Occitanie l'a d'ailleurs intégré en s'appuyant sur ces « Maisons » pour développer son nouveau Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche

1. Nov'ae, Sciences et Recherches Participatives à INRAE, coordonné par Delphine Mézière, 2021

2. Lhoste E., Collectif Fonjep-Recherche. Accompagner la recherche et l'innovation dans les associations : mise en œuvre de la méthode ASIRPA en temps réel lors de l'expérimentation d'un nouvel instrument de politique publique. L'hybridation des organisations de l'Economie sociale et solidaire. Interroger les théories et les pratiques, GESS, Mars 2023, Toulouse, France.

3. Cointet and Joly, 2016; Joly, 2020; Lhoste and Joly, 2021

4. mshsud.org

5. traitdunion.mshsud.org

6. L'histoire de Trait d'Union est présentée dans Anginot R., Belaën F., Chauveau H., Fiorini C., Mary J., Millot J., Moity-Maïzi P., Thomas M., Le renouveau des Boutiques des Sciences en pratiques et en question : focus sur deux dispositifs territorialisés à l'interface Sciences-Société, Technologie et innovation, 2022

7. au sens revendiqué par ALLISS

8. ibid

9. livingknowledge.org

10. Millot G., Boutiques des sciences. La recherche à la rencontre de la demande sociale, éditions Charles Léopold Mayer, 2019

11. Mary J., Entre recherche aux interfaces et ingénierie de la co-construction : les MSH au défi du participatif, in. Françoise Thibault (dir.), Mutations des sciences humaines et sociales, Les Maisons des sciences de l'Homme et leur réseau, Alliance nationale des sciences humaines et sociales (Athéna), Paris, 63-75, 2021.



« ces Tiers Lieux de la Connaissance [...] sont ouverts aux non universitaires mais restent des lieux marqués par l'université. »

12. <https://www.laregion.fr/SRESRI>

13. Berrebi-Hoffmann I., Bureau M.-C., Lallement M., Makers. Enquête sur les laboratoires du changement social. Paris, Seuil, 2018; Colmellere C., Corteel D., Fages V., Lacour S (dir) dossier Tiers Lieux une émancipation en actes ?

14. Voir étude d'impact menée par la post-doctorante Hélène Chauveau en 2020 sur la BDS de Lyon, en lien avec Florence Belaën et Armelle Bozok

15. Anginot R., Belaën F., Chauveau H., Fiorini C., Mary J., Millot J., Moity-Maizi P., Thomas M., Le renouveau des Boutiques des Sciences en pratiques et en question : focus sur deux dispositifs territorialisés à l'interface Sciences-Société, Technologie et innovation, 2022

16. Cieply, S. & Grand, I. (2019). Quels usages pour les Open Badges dans l'enseignement supérieur ? Analyse de la diffusion d'une innovation à l'IAE Caen. Management & Avenir, 113, 15-38.

17. Desclaux D., Le Hénaff D., Lançon J., Roturier C., Quels guichets financiers pour les projets participatifs ?, Dossier NovAe, Sciences et Recherches Participatives à INRAE, 2021

18. Lhoste E., Collectif Fonjep-Recherche. Accompagner la recherche et l'innovation dans les associations : mise en œuvre de la méthode ASIRPA en temps réel lors de l'expérimentation d'un nouvel instrument de politique publique. L'hybridation des organisations de l'Economie sociale et solidaire. Interroger les théories et les pratiques, GESS, Mars 2023, Toulouse, France

19. Desclaux D., Le Hénaff D., Lançon J., Roturier C., Quels guichets financiers pour les projets participatifs ?, Dossier NovAe, Sciences et Recherches Participatives à INRAE, 2021

et de l'Innovation (SRESRI)¹² - voté en décembre 2022 - dans lequel les Sciences Avec, Pour et Par la Société figurent en tant que telles.

Par ailleurs, l'engagement collectif au sein des instances de ces Tiers Lieux de la Connaissance reste limité et s'appuie sur des individualités fortes. Ils ne vivent pas par les communautés auxquels ils proposent des services. Ils n'ont pas en ce sens la liberté des hackerspaces ou des Fablabs¹³, où les programmations sont co-portées avec les acteurs. Ils sont ouverts aux non universitaires mais restent des lieux marqués par l'université. **Leur portée est cependant très utile.** Ils contribuent en effet pleinement à l'hybridation des formats et des postures et font évoluer les compétences des acteurs pour ancrer plus fortement les démarches participatives dans l'univers de la recherche. Ils facilitent ainsi l'évolution des rôles pour construire des projets de recherche participative ambitieux. Le travail mené avec les personnes impliquées favorise ainsi l'acquisition de nouvelles compétences. Les professionnels associés, les chercheurs ou encore les étudiants mobilisés sont unanimes sur ce qu'ils y acquièrent. Les compétences développées par les étudiants engagés dans des stages entre recherche & action pour les structures à l'origine des demandes sociales contribuent à rebattre les cartes des compétences spécifiques¹⁴. Grâce à ces nouveaux espaces naissent ainsi de nouveaux rôles qu'il nous reste à analyser.

Questions pour l'avenir

Malgré l'intérêt de ces dispositifs, gardons leurs limites à l'esprit.

D'une part, « ces interactions peuvent ébranler le monde de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche jusqu'à l'autonomie de la recherche elle-même, suscitant de nombreuses interrogations épistémologiques et éthiques, pour partie encore impensées »¹⁵. En outre, il sera essentiel de suivre **comment ces démarches de co-recherches vont se saisir des nouveaux lieux et rôles ainsi créés.** Comment vont-elles contribuer à intégrer ces dimensions participatives dans l'enseignement supérieur ? Quelle reconnaissance leur conférer et par quels biais ? Ces démarches

peuvent-elles encore être sanctifiées par des diplômes ? Les innovations pédagogiques en cours conduiront-elles à des Badges de Compétences¹⁶ ? Quelles reconnaissances pour les chercheurs embarqués et les professionnels en quête de réponses ? L'ensemble de ces transformations peut également faire craindre une « ubérisation de la science » face à laquelle il est urgent de se prémunir.¹⁷ D'autre part, ces démarches de co-recherches sont fortement ancrées dans les appels à projets liés à la recherche et sont principalement destinés à des acteurs déjà particulièrement aguerris au monde académique. Les acteurs associatifs ou coopératifs engagés sont souvent pleinement expérimentés et ont la plupart du temps une charge d'enseignement, leur permettant de tisser des ponts avec l'université. Ils peinent néanmoins à identifier des cofinancements suffisants et sécurisés sur la durée pour assurer des ressources humaines stables sur ces projets. Les plus petits et les moins en lien avec cet écosystème des co-recherches ont du mal à initier des projets ; ce déséquilibre interroge notre capacité à ouvrir des questions les plus larges possibles.

Bien que les Boutiques De Sciences lient des relations de proximité avec les écosystèmes associatifs locaux, il n'en demeure pas moins qu'ils manquent de moyens financiers : les stages initiés ne pourront ouvrir vers d'autres projets plus ambitieux sans moyens complémentaires alloués aux associations. De nombreuses ressources financières sont réduites à des valeurs trop limitées (à l'instar des postes aidés via les aides du FON de coopération pour la Jeunesse et l'Éducation Populaire - FONJEP Recherche dont une très récente évaluation vient d'être publiée par Evelyne Lhoste¹⁸) et il est complexe d'identifier les guichets financiers pour que les projets bénéficient à part égale aux différentes catégories d'acteurs¹⁹. Enfin, la reconnaissance des experts non académiques n'est pas encouragée. Des dispositifs tels que des thèses validées par des Validations d'Acquis d'Expériences (VAE) ou des projets de recherche en co-écritures favoriseraient la légitimité des acteurs à s'engager dans ces processus. À l'époque de l'anthropocène, reste à savoir comment notre société souhaite se comporter entre être, avoir et savoir...

Mission en Ardèche sur le projet de recherche participative ROC-CHA

© Anne Probst



Dossier Zone critique : les sols

Expérimenter et cartographier

Le sol est le placenta du vivant et de l'humanité !

La zone critique est cette fine pellicule à la surface du globe terrestre sur laquelle la vie existe. La vie sur la Terre, la seule que nous, humains, connaissions à ce jour, se maintient et s'est développée sur une zone de quelques kilomètres d'épaisseur : cela dit la fragilité de cette fine couche pour le maintien de la vie sur notre globe et sa sensibilité aux diverses transformations dont elle fait l'objet.

Nous voulons dans ce dossier montrer à quel point nous sommes dépendants du sol, de cette partie de cette zone critique grouillante de vie, née et se développant par la vie quelle abrite.

Le professeur **Marc-André Selosse** montre comment fonctionne cet écosystème vivant.

Le professeur en agronomie **Marc Dufumier** fait l'analyse des grandes pratiques agricoles dans le monde et de leurs impacts sur la biodiversité, la qualité des sols et des produits, sur l'environnement et la société, démontre la nécessité de mettre en place des formes d'agricultures alternatives.

Francis Buccaille, agriculteur, auteur et Co-fondateur de Gaïago, détaille la façon dont se transmettent ces idées dans le monde agricole.

Jean-Luc Probst, Directeur de Recherche Emérite au CNRS présente l'étude de la Zone Critique à petite et large échelles de temps et d'espace.

Éloge du sol

Le placenta du vivant
et de l'humanité !

- MARC ANDRÉ SELOSSE -

La connaissance de l'espace où et dont nous vivons est essentielle pour pouvoir le maintenir dans sa capacité à préserver la vie. C'est dans cet esprit que nous avons interviewé le Professeur au Muséum d'Histoire Naturelle Marc André Selosse dont la contribution à la connaissance du sol, de ses rapports avec la vie est très importante et reconnue. Belle interview, vivante, précise, riche, pédagogique et pleine d'humour ! Président de la Fédération Biogée, il est un ambassadeur de grande qualité des sciences du vivant, de la Terre et de l'environnement.



Marc André Selosse,
Professeur,
Muséum d'Histoire Naturelle

Vous avez publié un ouvrage de grande qualité scientifique et pédagogique « La naissance du monde, une histoire naturelle du sol à l'intention de ceux qui le piétine » et vous êtes par ailleurs Président de la Fédération Biogée.

Quel est l'objet de Biogée ?

L'activité scientifique se traduit par des publications vers les pairs, mais aussi vers la société : elle n'est complètement accomplie que lorsqu'elle a été pleinement restituée à la société, que l'on a pu rendre compte aux citoyens de cette activité. De nos jours, la culture scientifique ne fait pas partie de la culture : la comparaison de leur rayonnement réciproque dans la Presse le montre. Il faut aller de l'avant et rendre compte nous-mêmes, scientifiques, de la science aux citoyens : elle porte des solutions, des atouts pour résoudre les crises sanitaires et environnementales.

BioGée fédère un très grand nombre d'acteurs des sciences et technologies du vivant, des sciences de la Terre et de l'environnement (voir sur le site biogee.org). Elle veut favoriser leurs interactions, réfléchir aux interfaces avec l'ensemble des autres disciplines et favoriser le lien et le partenariat avec le monde professionnel. Son activité consiste à valoriser les résultats de ces disciplines auprès

du public, des professionnels et des enseignants concernés. Cela se fait à travers des tribunes régulières, des journées annuelles à Rouen (la prochaine traitera du microbiote et de son rôle dans la santé et l'environnement), des actions pour le développement des enseignements : savoir vivre, c'est savoir comment on est lié au vivant ! La citoyenneté passe par la connaissance des objets du vivant !

Quelle vision avez-vous de la formation ?

La formation doit :

- Promouvoir l'interdisciplinarité : la sexualité, par exemple, présente des dimensions multiples, de science naturelle, chimie, biologie, mais aussi de littérature, psychologie, philosophie... Peu d'objets peuvent être enseignés sans faire appel à moins de deux disciplines !
- Présenter les données épistémologiques et historiques pour faire comprendre les sciences : elles ne sont pas que des résultats, mais une histoire et surtout une méthode !
- Sortir de la vision hiérarchisée des sciences, qui n'est que foutaise : il n'y a pas des sciences nobles ou princeps et d'autres qui le seraient moins. Chaque discipline apporte ses méthodes propres et aucune n'est au-dessus des autres. La mienne est basée sur l'observation, l'expérimentation, et la décision complexe, des méthodes utiles dans la vie courante !
- Renforcer la dimension pratico-pratique de l'enseignement et utiliser un grand nombre de mediums : écrire des livres, organiser des expositions, faire des conférences, des podcasts, du matériel sur You Tube, répondre à des interviews, aller au-devant des corps professionnels... Tout ceci concourt à l'enseignement ! J'ai fait 320 interventions en 2022 et il n'y a pas un bon format : j'ai accompagné Mathieu Burnat pour la réalisation de sa BD « Sous terre », par exemple. Il faut aller chercher les gens là où ils sont : l'enseignement est un combat de rue !

L'un des axes de vos travaux de recherche a été la symbiose et votre ouvrage « L'origine du monde » illustre parfaitement, me semble-t-il, comment le monde

**Savoir vivre,
c'est savoir
comment on est
lié au vivant !
La citoyenneté
passe par la
connaissance des
objets du vivant !**



**vivant, par un bricolage permanent et en mettant en œuvre notamment ce type de relation symbiotique, a pu se développer jusqu'à atteindre ce magnifique - mais fragile - équilibre sur Terre.
Qu'est-ce que la symbiose ?**

Une définition au plus proche de l'étymologie, mais qui ne dit pas tout, est : « le vivre ensemble » ! Pour Antoine de Barry (1977) la symbiose englobe les parasites et les interactions à bénéfice réciproque. Suite aux apports d'Albert Franck, la symbiose désigne les coexistences à bénéfice réciproque, allant au-delà des idées de compétition, de parasitisme et de son cas extrême, la prédation. C'est le sens le plus fréquent en français. Jusqu'en 2000, cette idée était sous représentée dans la vision collective et dans les livres de cours.

Cette idée a fait des progrès et je crois y avoir contribué par exemple en publiant un manuel universitaire en 2000 puis un article en 2004 sur le microbiote végétal, ranimant une idée un peu endormie. Travaillant sur l'écologie des champignons, je me suis attaqué à la mycorhize, une des grandes symbioses du sol qui se développe sur les racines des plantes, avec des filaments microscopiques de certains champignons. Les équipes que j'ai développées à Paris, en Pologne, au Brésil et en Chine à Kunming ont apporté une vision plus globale du microbiote, de la plante, champignon et bactéries compris.

Pouvez-vous détailler cette symbiose particulière mycorhizienne ?

C'est une symbiose au sens du « vivre ensemble », puisqu'il y a une relation entre deux organismes : le champignon mycorhizien (qui pousse entre - et parfois dans - les cellules de la racine) et la racine de la plante elle-même. Mais c'est aussi au sens de « bénéfice réciproque », et cela à deux niveaux :

- Au niveau trophique, nutritionnel : le champignon reçoit du carbone (sous forme de sucre issu de la photosynthèse)

et apporte les éléments minéraux dont a besoin la plante (l'azote, le phosphate, les oligoéléments, l'eau...) : c'est lui qui « va faire les courses » en quelque sorte, c'est lui qui en fait exploite le sol ! Les racines ne sont que les quais de déchargement.

- Au niveau de la protection réciproque : le champignon protège la plante des parasites, des éléments toxiques du sol. Ce n'est pas une protection totale, mais le risque est diminué : ainsi, certaines plantes ne tolèrent le calcium du sol que grâce à l'action des champignons.

En fait les deux partenaires sont profondément modifiés par cette symbiose, ils échangent de petites molécules, des peptides sécrétés, qui modifient profondément leur fonctionnement. Cela dure depuis tellement longtemps qu'il ne peut plus y avoir de fonctionnement normal si chacun ne reçoit plus les messages de l'autre : ils ne peuvent plus vivre l'un sans l'autre. Il y a dépendance complète. Non seulement sur le plan nutritionnel, mais aussi parce qu'autrement leur développement se fait mal : ils ont besoin du facteur régulateur qu'est l'autre. Tous les organismes utilisent la symbiose, et tous les organismes sont dépendants peu ou prou les uns des autres. Ce qui fait que l'on ne peut comprendre les organismes sans les autres organismes, le vivant sans prendre en compte le vivant autour. La notion d'individu s'écroule car il n'y a rien d'indivisible dans le vivant. Il n'y a pas d'unité élémentaire du vivant, mais seulement des liens ! La notion d'individu est une catégorie pratique comme commodité dans la conversation, mais elle apparaît comme un schéma grossier et un pâle reflet du vivant, pratique mais qui ne correspond pas au réel.

Y a-t-il d'autres symbioses ou mécanismes symbiotiques au niveau des sols ?

Absolument, et cela d'autant plus que le sol est peuplé de 25 % des espèces connues et qui composent 50 à 75 % de la masse vivante des écosystèmes terrestres : comme tout le vivant fonctionne avec la symbiose et qu'il

**Il n'y a pas un
bon format : j'ai
accompagné
Mathieu Burnat
pour la réalisation
de sa BD « Sous
terre » [...] Il faut
aller chercher les
gens là où ils sont :
l'enseignement
est un combat
de rue !**



Le sol est un gigantesque processus complexe où le vivant (qui ne représente que 0.5% de son volume) pilote tout

contient beaucoup d'espèces, le sol comprend nécessairement beaucoup de symbiose! Et certaines sont de toute beauté!

On voit des symbioses entre bactéries avec un parfait alignement des intérêts des partenaires. Dans la mycorhize, les champignons peuvent économiser des sels minéraux pour eux-mêmes, et la plante peut économiser du sucre pour elle-même. Par exemple, nous travaillons sur des plantes non chlorophylliennes qui non seulement ne donnent pas de sucre aux champignons, mais au contraire mangent le sucre de ceux-ci, devenant ainsi non photosynthétiques. Cela montre qu'il peut développer des tricheurs dans ces relations.

Prenons le cas de la **symbiose nitrifiante**: lors de la décomposition de substances organiques, il y a production d'azote (N) utilisable par les plantes mais qui l'utilise plutôt la forme d'ammonium (NH_4^+), qui s'oxyde en deux étapes, donnant du nitrite puis du nitrate, en produisant de l'énergie vitale pour les deux bactéries (respectivement nitrosantes et nitratantes) réalisant chaque étape. Or le nitrite est toxique. On a là une relation symbiotique, dans laquelle une bactérie produit des déchets toxiques pour elle qui sont vitaux pour une autre: elles sont scotchées l'une à l'autre, sans pouvoir se nuire; il y a parfait alignement.

Autre exemple de **symbiose à l'origine du méthane** (par exemple dans la digestion des ruminants ou dans les sols très hydratés): certaines bactéries produisent de l'hydrogène (H_2) à partir des matières mortes qui interfère avec leur métabolisme et rend leur fermentation non rentable d'un point de vue énergétique. Il y a alors association avec une autre bactérie qui consomme l'hydrogène en l'oxydant avec du CO_2 et en produisant comme déchet du méthane (CH_4).

Le sol est un système de recyclage.

On voit bien sur ces exemples que la symbiose est au cœur de la vie et que les processus métaboliques sont un festival de tels mécanismes: votre livre concernant l'histoire naturelle du sol présente divers processus métaboliques et biologiques (échange cationiques, fixation d'azote, respiration, photosynthèse, chimio-lithotrophie, humification, saprotrophie, mycorhize, symbiose; décomposition...) physiques ou chimiques (dispersion, dissolution, floculation, cristallisation, évapotranspiration, lixiviation, lessivage, minéralisation...) qui, appliqués au sol et à ses divers composants lui donne cette capacité à vivre et porter la vie.

C'est tout cela qui va constituer le vivant, mais aussi le sol. Le sol est un gigantesque processus complexe où le vivant (qui ne représente que 0.5 % de son volume) pilote tout: il décompose de la matière organique morte, régénère du CO_2 , des matières minérales comme de l'azote, le phosphore. Ce qui est mangé donne des bactéries, des champignons, des acariens, qui respirent c'est-à-dire brûlent des molécules pour obtenir de l'énergie. Le sol est un système de recyclage. Le vivant s'attaque aussi aux roches, via des microorganismes qui s'y plaquent sous forme de croûte et obtiennent ainsi du fer, du calcium, du phosphore... et cela produit aussi de la fertilité dans le sol. Les gaz qui rentrent dans le sol (oxygène, azote) sont aussi utilisés par divers mécanismes, comme la fixation de l'azote vont produire du nitrate et de l'ammonium du sol. Le sol a une chimie qui permet de retenir, en interaction avec de petites particules chargées (les colloïdes), les minéraux produits.

La gravité a tendance à amener l'ensemble de la matière soluble vers le bas: globalement, toute la fertilité part vers le bas, par des mécanismes de lessivage (de particules chargées, les colloïdes) et de lixiviations (pour les ions): mais le vivant, dont les animaux, brasse aussi le sol; les champignons des mycorhizes convoient les matières vers les plantes. L'océan qui n'a pas de sol voit sa fertilité partir en profondeur et seul son littoral est rendu fertile par les apports des eaux venant des sols.

Quelles peuvent être les grandes qualités des sols de façon général et pour nos contrées? Quels sont les traitements qui préserveraient ces qualités? Et les défauts des agricultures industrielles?

Le sol doit être capable de s'auto-produire, car il existe une érosion naturelle; mais certaines pratiques le fragilisent voire le détruisent: ainsi le labour, à long terme, augmente l'érosion, désagrége le sol. Et s'il peut dans certains endroits résister des siècles, le labour explique la maigreur des sols méditerranéens: il faut diminuer les labours.

Le sol doit retenir la fertilité: or le labour et l'apport d'engrais minéraux contribuent à la perte de matière organique et donc de fertilité. Le labour aère le sol et augmente la respiration qui détruit la matière organique, on ne met plus de fumier et on récolte chaque année, c'est-à-dire qu'on retire les sources de matière organique:

Certains ont retrouvé ces pratiques : l'agroforesterie, l'agriculture sous couvert sont nées du monde agricole ; d'autres continuent à refuser ces formes d'agriculture « au nom du progrès » que représente l'agriculture conventionnelle... alors que le progrès, c'est trouver les pratiques de demain, et non s'obstiner à maintenir les pratiques d'hier !

Il n'y a pas de fatalité humaine à détruire l'habitabilité de la Terre

depuis les années 50, on estime que 50 % de la matière organique des sols européens a été perdue. C'est grave aussi parce que la matière organique augmente la stabilité des sols et de ses trous où circule l'eau : appauvri en matière organique, le sol retient moins bien l'eau, d'où l'aggravation des effets des sécheresses. On compte que 10 % de matière organique en plus, c'est 10 mm d'eau de pluie retenue. L'élevage (via le fumier) et les poubelles ne sont pas des ennemies de l'environnement, ils contribuent à l'améliorer si la matière organique va aux champs avec son potentiel d'engrais. « Le tout à l'égout », s'insurgeait Victor Hugo, « c'est la terre appauvrie et l'eau souillée » !

La contribution du sol au climat est importante : le sol émet du méthane, du protoxyde d'azote et du CO₂ qui contribue au réchauffement de l'atmosphère (effet positif car sinon la température de la Terre serait de -50°C). Lorsqu'on laboure on augmente la respiration, on émet du CO₂ (on estime que le sol a émis deux fois plus de CO₂ que ce qui a été émis par les combustibles fossiles depuis le début de leur utilisation, ce qui est énorme). Les engrais minéraux introduisent du nitrate qui fait produire du protoxyde d'azote. L'irrigation rend les sols pauvres en oxygène, où règnent les bactéries qui produisent du méthane et du protoxyde d'azote (N₂O) qui augmentent l'effet de serre : bref, labour, irrigation et engrais augmentent l'effet de serre. L'agriculture émet 80 % du N₂O produit en France. Or, on vient de le voir aussi, le sol pourrait retenir du CO₂ en stockant du carbone : il faut retrouver des usages vertueux.

Certains ont retrouvé ces pratiques : l'agroforesterie, l'agriculture sous couvert sont nées du monde agricole ; d'autres continuent à refuser ces formes d'agriculture « au nom du progrès » que représente l'agriculture conventionnelle... alors que le progrès, c'est trouver les pratiques de demain, et non s'obstiner à maintenir les pratiques d'hier !

Comment retrouver l'alliance entre la science et l'agriculture ?

Cela commence ! Dans mon équipe par exemple, de jeunes chercheurs mènent des recherches appliquées en lien avec l'agriculture. Il y a des scientifiques qui, comme moi, vont discuter et débattre avec des agriculteurs. Les agriculteurs sont en demande, mais certes pas assez : seuls 4 % pratiquent une agriculture non labourée ; la surface en bio n'atteint que 10 à 15 % des surfaces agricoles totales.

Les problématiques du sol ne sont évidemment pas séparées de celles de la planète, qu'il s'agisse de l'alimentation, la santé, de la biodiversité, du climat, en un mot de l'habitabilité de cette planète.

Comment articulez-vous ces problématiques concrètes du sol avec ces diverses composantes de l'habitabilité de la planète ?

Le sol est le placenta de l'humanité !

Le sol est vivant et un acteur de la vie ! C'est d'abord un acteur du climat, on l'a vu. Selon les pratiques, il peut contribuer à l'habitabilité de la Terre soit en augmentant l'effet de serre (rendant ainsi la Terre moins froide et donc plus habitable), soit au contraire diminuer cet effet de serre par stockage de carbone. Et cela sans préempter d'espace (à la différence de la plantation de forêt qui prend de l'espace).

Il a évidemment un rôle dans l'alimentation, y compris en produits de la mer, qui, on l'a vu, viennent du sol ! Le sol est le placenta de l'humanité !

Le sol a un rôle dans la santé : il est épurateur de l'eau, et à l'inverse, selon ce que l'on met dans le sol, il peut abîmer la santé à l'image de la prolifération des algues et la production de H₂S dans les eaux voisines d'apports trop importants de lisier ou d'engrais. Les eaux circulant dans le sol peuvent avoir un effet pour la santé. Les microbes du sol produisent

les antibiotiques que nous utilisons. On vient de montrer l'existence d'un antibiotique produit par des bactéries du sol contre la maladie de Lyme.

Le sol est un élément important du cycle de l'eau, y compris en régulant les crues : le sol est une éponge et 60 à 80 % de l'eau tombée est renvoyée dans l'atmosphère par évaporation, le reste arrive progressivement dans les rivières - sur des sols artificialisés, l'eau ruisselle sans attendre, augmentant aussi les risques d'inondation.

L'humain possède à la fois une capacité impressionnante de bonification de la vie (c'est manifeste dans une agriculture bien conduite) et aussi une capacité tout aussi impressionnante de destruction de la vie.

Il n'y a pas de fatalité humaine à détruire l'habitabilité de la Terre : deux exemples de sols le démontrent.

- En Amazonie, on a mis en évidence comment les amérindiens avaient fortement bonifié les sols en y remettant des déchets et des résidus de combustion - le biochar ;
- Au Nord de l'Europe, les sols de plaggen sur sable, ont été très enrichis par les populations au fil du temps, en remettant dans certaines zones les litières des animaux et les déchets domestiques.

Il n'y a pas de fatalité, bien que l'occidentalité et la modernité aient été souvent mauvaises conseillères : l'occidentalité a par exemple détruit l'héritage technique précolombien ; la modernité a nié les circuits organiques, écologiques du sol. Même si l'introduction du labour a pu augmenter la productivité à court terme, il a aussi à long terme détruit une partie de la fertilité. Dans les pratiques anciennes voire éteintes, il y a donc un inventaire à faire ! Elles montrent que l'homme n'a pas fait que des bêtises. Pour se tourner vers l'avenir, et faire moins de bêtises demain, la meilleure façon est de savoir : savoir le passé et y puiser inspiration ; savoir les produits de la recherche pour innover dans la durabilité.

■ **Propos recueillis par Didier Raciné, Rédacteur en chef d'Alters Média et Alan Lebecque**

Atterrir, développer des formes d'agricultures alternatives

- MARC DUFUMIER -

Le panorama des grandes pratiques agricoles dans diverses régions françaises ou mondiales dans les pays industriels et émergents et l'analyse de leurs impacts sur la biodiversité, la qualité des sols et des produits, sur l'environnement et la société, démontre la nécessité de mettre en place des formes d'agricultures alternatives, renforçant la diversité d'espèces, la mixité agriculture et élevage, la moindre spécialisation et mécanisation.

Atterrir, revenir sur Terre, sortir de l'obsession du rendement, est la seule solution pour garder une agriculture en capacité de nourrir l'humanité !



Marc Dufumier,
Professeur émérite
d'agronomie à AgroParisTech

Les types d'agricultures pratiquées de nos jours dans la plupart des pays industriels ou émergents sont de plus en plus souvent dénoncés pour leurs malheureuses conséquences environnementales, sociales et sanitaires : émissions de gaz à effet de serre (dioxyde de carbone, méthane et protoxyde d'azote) et contribution croissante au réchauffement climatique global, pollution de l'air, des eaux et des sols, érosion de la biodiversité domestique et sauvage, fertilité des sols en déclin, glissements de terrain, inondations plus fréquentes dans les vallées, effondrement des nappes phréatiques, pertes d'emplois dans les campagnes et exode rural prématuré, chômage en expansion, moindre qualité nutritionnelle et gustative des aliments, présence d'antibiotiques dans la viande, résidus pesticides dans les fruits et légumes, etc. L'agriculture contribuerait ainsi en France à 20,6 % des émissions de gaz à effet de serre¹ et serait à l'origine d'environ 70 % des consommations d'eaux autres que les eaux de pluies sur la planète².

Mais il nous faudra néanmoins pouvoir nourrir correctement et durablement une population mondiale toujours croissante³ et satisfaire aussi une demande en produits agricoles de plus en plus diversifiée : fibres textiles, bois

d'œuvre, molécules médicinales, essences à parfum, matériaux destinés à l'isolation thermique des bâtiments, éventuels agro-carburants, etc. La question se pose donc de savoir comment il nous serait possible de développer des formes alternatives d'agricultures réellement capables de procurer un bien-être croissant à nos sociétés, sans occasionner de dégâts environnementaux, tout en préservant les potentialités productives de nos agro-écosystèmes pour les générations futures.

I – Une agriculture de plus en plus industrielle

L'agriculture est l'activité au travers de laquelle des travailleurs aménagent localement leurs divers écosystèmes régionaux en vue d'y infléchir à leur profit les cycles biochimiques de l'eau, du carbone, de l'azote, du phosphore et de plusieurs autres éléments minéraux. De façon à y privilégier la croissance et le développement d'un nombre relativement limité d'espèces domestiques jugées utiles, les agriculteurs s'efforcent à la fois de modifier le milieu physique en leur faveur (travail du sol, apport d'engrais, irrigation, etc.) et de protéger le développement de variétales végétales et races animales préalablement sélectionnées contre la menace d'éventuels concurrents ou prédateurs. Les agro-écosystèmes ainsi anthropisés sont donc plus homogènes que les écosystèmes naturels d'origine et présentent presque toujours une moindre biodiversité. Cette réduction du nombre d'espèces en leur sein peut être plus ou moins accentuée mais celle-ci aboutit fréquemment aujourd'hui à une fragilisation excessive de ces écosystèmes, au risque de ne plus pouvoir assurer une production agricole durable.

Il n'en a cependant pas toujours été ainsi. Durant des millénaires, les agriculteurs ont eux-mêmes directement procédé au choix des espèces, races et variétés, dont ils souhaitaient favoriser la croissance et le développement dans leurs unités de production agricole, avec leurs propres critères de sélection : comportement des plantes

1. Rapport du CITEPA. Émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques en France. Agriculture et sylviculture. Paris ; 2022.

2. Banque mondiale. <https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/graphique-70-de-l-eau-douce-est-utilisee-pour-l-agriculture>

3. De 8 milliards d'habitants en 2022, la population mondiale pourrait largement dépasser les 10 milliards en 2050.

Développer des formes alternatives d'agricultures réellement capables de procurer un bien-être croissant à nos sociétés, sans occasionner de dégâts environnementaux, tout en préservant les potentialités productives de nos agro-écosystèmes pour les générations futures.

Et nous payons d'ores et déjà très cher ces atteintes à notre environnement : intoxications alimentaires et respiratoires, prévalence accrue de certains cancers, algues vertes sur le littoral breton, coûts financiers des mesures de dépollution, etc.

et des animaux sur les parcelles, interactions avec les espèces sauvages, rendements et qualité des productions finales, etc. En procédant ainsi, ils ont de fait choisi à chaque fois des variétés ou des races adaptées aux divers environnements au sein desquels ils s'efforçaient de les mettre en valeur : résilience face aux accidents climatiques et sanitaires les plus fréquents, capacité de ne pas être trop concurrencées par les espèces sauvages, tolérance à l'égard des insectes ravageurs et agents pathogènes locaux, etc. Il n'était donc pas alors nécessaire de modifier de fond en comble leurs écosystèmes d'accueil.

Mais cette sélection paysanne a bien souvent été remplacée par les pratiques de généticiens professionnels travaillant au sein de laboratoires et stations expérimentales, dans des conditions parfaitement maîtrisées, avec souvent pour objectif de répondre aux demandes d'économies d'échelle formulées par de grands groupes agro-industriels. Depuis déjà plus d'un siècle et demi dans les pays du « Nord » et environ une cinquantaine d'années dans quelques du « Sud », les spécialistes de « l'amélioration » végétale et animale ont entrepris de ne sélectionner qu'un nombre bien plus limité de variétés végétales et de reproducteurs animaux, sur des critères beaucoup plus standards et universels : capacité des plantes de bien intercepter les rayons du soleil pour les besoins de la photosynthèse, résistance à la verse, insensibilité au photopériodisme, homogénéité des gabarits et des composants nutritionnels des productions destinées à être ultérieurement travaillées à la chaîne dans les industries agricoles et alimentaires, etc. Mais de façon à rentabiliser au plus vite les investissements réalisés dans la sélection génétique, il a bien fallu ensuite créer les conditions nécessaires à leur utilisation à grande échelle, dans un maximum de régions, au prix d'une simplification exagérée des agro-écosystèmes, afin que ces derniers soient désormais conformes à la croissance et au développement du faible nombre de variétés végétales et races animales sélectionnées.

De façon à répondre aux exigences formulées par les grandes entreprises agroindustrielles et rester compétitifs dans une course incessante à la diminution des coûts et à l'accroissement de la productivité, nos agriculteurs ont été bien souvent contraints de spécialiser et mécaniser toujours davantage leurs systèmes de production, et de fournir un nombre limité de produits standards, avec pour conséquence d'homogénéiser exagérément leurs agro-écosystèmes et de causer ainsi causer de très graves dommages à notre environnement : pollutions chimiques occasionnées par l'usage inconsidéré de produits pesticides et d'engrais de synthèse, invasions intempestives d'espèces concurrentes ou prédatrices, épidémies provoquées par de nouveaux agents pathogènes, perte considérable de biodiversité, surmortalité d'insectes pollinisateurs, moindre qualité nutritionnelle et sanitaire des aliments, dépendance accrue à l'égard de l'emploi d'énergies fossiles, émissions croissantes de gaz à effet de serre (gaz carbonique, méthane et protoxyde d'azote), érosion ou salinisation accélérée des sols, etc. Et nous payons d'ores et déjà très cher ces atteintes à notre environnement : intoxications alimentaires et respiratoires, prévalence accrue de certains cancers, algues vertes sur le littoral breton, coûts financiers des mesures de dépollution, etc.

En Europe, la spécialisation progressive des systèmes de production agricole depuis la fin de la deuxième guerre mondiale est allée de pair avec une séparation très prononcée de l'agriculture et de l'élevage au sein des fermes et des terroirs. Rares sont désormais les agriculteurs qui pratiquent conjointement les deux types d'activités dans leurs exploitations et peu nombreuses sont aussi les régions qui les associent étroitement en leur sein. Ainsi les agriculteurs de Bretagne ont-ils pour la plupart renoncé à cultiver des céréales et des plantes industrielles pour se consacrer surtout à l'élevage intensif de vaches laitières, à celui de poules pondeuses et poulets de chair « hors sols », et à l'engraissement de porcs en espaces confinés.



La spécialisation progressive [...] est allée de pair avec une séparation très prononcée de l'agriculture et de l'élevage au sein des fermes et des terroirs.



Ces grandes exploitations spécialisées au sein desquelles [...] la monoculture ou du mono-élevage à grande échelle sont presque toutes à l'origine de graves déséquilibres écologiques

Fortement consommateurs de soja transgénique importés des États-Unis, du Brésil ou d'Argentine, les animaux y sont devenus tellement concentrés que se pose dorénavant la question du devenir des effluents d'élevage (purins, fientes et lisiers). Faute de pailles disponibles en quantités suffisantes, les bovins et les porcins sont élevés directement sur caillebotis, sans aucune litière, et il n'est alors plus possible pour les éleveurs bretons de produire par eux-mêmes du fumier. Les lisiers fertilisent désormais des algues vertes sur le littoral breton. De façon à ne plus trop polluer les plages et les nappes phréatiques dont les taux de nitrates dépassent les normes prescrites par la consommation européenne, il nous faut mettre dorénavant en place des infrastructures destinées à épurer les eaux chargées d'effluents.

La situation est totalement inverse dans la Beauce, la Brie et la Picardie, où les exploitants céréaliers et betteraviers ne pratiquent plus l'élevage et ne cultivent plus guère de légumineuses fourragères (luzerne, trèfle, sainfoin, etc.). Ils ne disposent plus de déjections animales et ne parviennent que difficilement à faire décomposer leurs excédents de pailles dans la couche arable pour y produire de l'humus. Faute de pouvoir disposer de fumier, ces exploitants sont donc contraints d'avoir abondamment recours aux engrais azotés de synthèse (urée, ammonitrates, sulfate d'ammonium, etc.) dont la fabrication est particulièrement coûteuse en énergies fossiles (gaz naturel ou pétrole) et dont l'épandage est à l'origine d'importantes émissions de protoxyde d'azote (N_2O), gaz à effet de serre 300 fois plus contributeur au réchauffement climatique que le dioxyde de carbone (CO_2). Il devient donc urgent de réassocier agriculture et élevage dans chacune de ces trois régions de façon à mieux y recycler conjointement les résidus de culture et les effluents d'élevage, en y produisant du fumier, plutôt que du lisier.

Dans maints pays du « Sud », de très vastes espaces agricoles ont été accaparés par de puissantes sociétés multinationales ou de riches propriétaires fonciers absentéistes. Ainsi en est-il dans les campagnes de l'Amérique latine et de l'Afrique australe où les propriétaires d'immenses domaines et les détenteurs de capitaux exercent déjà bien souvent des métiers non agricoles (avocats, médecins, industriels, spéculateurs, etc.) et ne travaillent donc pas eux-mêmes directement dans l'agriculture. Ces notables et actionnaires dont les exploitations agricoles sont confiées fréquemment à des gérants salariés s'efforcent de maximiser leur taux de profit en comparaison avec ce qu'il leur serait possible d'obtenir d'autres secteurs d'activités : l'immobilier, le commerce, la finance, etc. Ils n'ont alors pas souvent intérêt à investir de fortes sommes d'argent dans l'emploi d'une main-d'œuvre abondante car du fait des coûts salariaux il leur est toujours plus rentable de lui substituer des engins motorisés, voire même robotisés, ou de pratiquer un élevage extensif peu exigeant en travail. Ce faisant, ces grands propriétaires capitalistes ne contribuent que très peu à la création d'emplois pour les paysans sans terre ou minifundistes. Les grands domaines agricoles sont donc fréquemment le siège de plantations pérennes ne nécessitant que peu d'entretien (cocotiers, sisal, bambous, etc.), de systèmes d'élevage bovin ou ovin de type « ranching » et de champs de canne à sucre ou de soja exploités à perte de vue.

Ces grandes exploitations spécialisées au sein desquelles est souvent pratiquée de la monoculture ou du mono-élevage à grande échelle sont presque toutes à l'origine de graves déséquilibres écologiques : érosion éolienne provoquée par le passage d'outils aratoires à disques dans les grandes exploitations cotonnières, pollutions provoquées par l'emploi abusif de fongicides et insecticides dans les immenses bananeraies⁴, prolifération d'herbes invasives

4. Avec des conséquences sanitaires désastreuses comme en témoigne la multiplication des cancers de la prostate en Martinique et en Guadeloupe

5. Sorgho d'Alep, amarante sauvage, érigeron du Canada, etc.



L'urgence est de revenir à la sélection paysanne d'une plus grande diversité d'espèces

résistantes aux herbicides de Monsanto et Bayer dans les champs de soja génétiquement modifiés⁵, érosion de la biodiversité domestique et sauvage dans les plantations de canne à sucre, etc. La répartition inégale du foncier est aussi responsable de graves problèmes sociaux dans ces régions du monde où l'exode rural et l'urbanisation ont été des plus rapides, sans que pour autant des emplois n'aient été créés en nombre suffisant dans les villes, avec pour conséquence les phénomènes de délinquance et l'insécurité urbaine croissantes dont la presse se fait aujourd'hui régulièrement l'écho : guerre des gangs dans les favelas de Rio de Janeiro, kidnapping en Colombie, troubles récurrents dans les townships du Cap et les bidonvilles de Johannesburg, etc.

II – Promouvoir des formes d'agriculture inspirées de l'agro-écologie

L'urgence est de revenir à la sélection paysanne d'une plus grande diversité d'espèces, races et variétés adaptées chacune à leur environnement local. À l'opposé de la monoculture ou des élevages en batteries, les systèmes de production agricole qui associent plusieurs types d'élevages à la mise en œuvre de rotations et assolements diversifiés sont ceux qui présentent la plus grande résilience à l'égard d'éventuels accidents climatiques ou sanitaires et nécessitent donc le moins d'avoir recours à des produits agro-toxiques et antibiotiques. Préserver une grande biodiversité culturelle ou domestique dans les fermes va toujours de pair avec le maintien d'une plus grande biodiversité spontanée ou sauvage dans les écosystèmes : Les organismes les plus susceptibles de nuire aux cultures ou aux troupeaux ne peuvent alors proliférer subitement comme une traînée de poudre, du fait des barrières imposées par d'éventuels concurrents ou prédateurs. Ainsi peut-on ne pas devoir éliminer les pucerons avec des insecticides si les syrphes et les coccinelles viennent à en limiter la prolifération. De même peut-il en être avec les limaces si les champs parviennent

encore à héberger des carabes et des hérissons. Quant aux larves du carpocapse (les vers de la pomme), ils peuvent être aisément neutralisés si les haies champêtres accueillent des mésanges bleues et des chauves-souris qui s'attaquent aux papillons de nuit.

Au sein des champs où sont associées simultanément plusieurs plantes aux ports très différents (érigés, rampants, volubiles, etc.), l'énergie solaire peut être au mieux interceptée par le feuillage des plantes cultivées pour sa transformation en calories alimentaires par le biais de la photosynthèse. Encore faut-il que ces cultures soient suffisamment alimentées en eau pour pouvoir transpirer et avoir des échanges gazeux avec l'atmosphère : absorber le gaz carbonique au travers des orifices par lesquelles elles transpirent et en prendre le carbone pour la synthèse des glucides, lipides et protéines. D'où le fait de devoir limiter au maximum le ruissellement des eaux de pluies à la surface des terrains, grâce à leur couverture végétale et à la présence de haies vives, et favoriser au contraire leur infiltration dans les sols, grâce aux galeries creusées par les vers de terre et d'autres bestioles. À condition, bien sûr, de ne pas les éliminer avec des pesticides.

L'eau infiltrée dans les sols peut être retenue dans leurs couches superficielles, à hauteur des racines des plantes cultivées, pour que ces dernières puissent en disposer lors des périodes de moindre pluviométrie. Mais encore faut-il que le taux d'humus y soit suffisant. Pour entretenir et même accroître ce taux d'humus dans les sols et pour y apporter aussi les éléments minéraux dont les plantes ont impérativement besoin pour leur croissance et leur développement, il est nécessaire d'y épandre diverses matières organiques : pailles, feuilles mortes, engrais verts, bois raméal fragmenté, fientes, fumiers, composts, etc. Leur décomposition dans les couches arables, via l'action de multiples organismes vivants (champignons saprophytes, bactéries, vers de terre, etc.), n'a pas pour seuls objectifs d'y produire de l'humus et d'y apporter



L'intégration dans les associations et rotations culturales de plantes de la famille des légumineuses permet de fournir au moindre coût les protéines végétales [...] grâce à la fixation biologique de l'azote de l'air

des éléments nutritifs mais vise aussi à créer des conditions physico-chimiques et biologiques favorables à la croissance de ces dernières : rétention des eaux infiltrées, stabilité structurale, acidité adéquate, etc.

L'intégration dans les associations et rotations culturales de plantes de la famille des légumineuses permet de fournir au moindre coût les protéines végétales destinées à l'alimentation humaine ou animale, grâce à la fixation biologique de l'azote de l'air, et de ne plus tant dépendre de l'emploi des engrais azotés de synthèse dont la fabrication est très coûteuse en énergies fossiles et dont l'épandage est très émetteur de protoxyde d'azote. La présence d'arbres et arbustes à enracinement profond au sein même ou à proximité des champs emblavés permet par ailleurs de puiser en profondeur les éléments minéraux dont les plantes cultivées ont le plus besoin (phosphore, potassium, calcium, etc.), de les fixer provisoirement dans leur feuillage et de les restituer à la surface des sols, lors de la chute des feuilles mortes, pour fertiliser ainsi les couches arables. L'inoculation des sols avec des spores hyphes et sclérotés de champignons mycorhiziens favorise aussi l'absorption par les plantes d'éléments minéraux difficilement assimilables par leurs

seules racines⁶. La diversité des espèces et variétés au sein des rotations et assolements assure le maintien sur place d'une très grande biodiversité domestique et spontanée au sein des agro-écosystèmes, avec la présence de nombreux insectes auxiliaires des cultures : abeilles et autres insectes pollinisateurs des plantes cultivées, prédateurs des insectes nuisibles, etc.

III – Pour des formes d'agricultures intensives en emplois

Contrairement à une idée préconçue, les systèmes de production agricole inspirés de l'agroécologie ne doivent pas être considérés comme « extensifs » dans la mesure où ils ont intensément recours aux ressources naturelles renouvelables (l'énergie lumineuse, le carbone et l'azote de l'air, les eaux pluviales, etc.) et n'exclue pas l'obtention de rendements élevés à l'hectare⁷. Ils sont de caractère artisanal et exigent un travail bien plus intense et soigné que ceux inspirés de l'actuelle production standard à grande échelle. Ils peuvent donc être à l'origine de la création de nombreux emplois, pour peu que les agriculteurs soient correctement rémunérés pour leurs services environnementaux d'intérêt général.

▣ **Propos recueillis par Didier Raciné**
Rédacteur en chef d'Alters Média

6. Ces champignons qui s'incrusteront dans les racines de nombreuses espèces cultivées et se nourrissent de leurs glucides. Ils développent un mycélium extrêmement filamenteux et sont ainsi capables d'extraire des éléments minéraux des sites internes des argiles et de les apporter aux plantes dont ils ont tiré leur énergie.

7. Une recherche récente menée au Royaume Uni et dont les résultats viennent d'être publiés dans la revue *Agricultural Systems* montre que les formes d'agriculture extensives peu utilisatrices d'intrants et moins productives à l'hectare, ne sont pas nécessairement très avantageuses, du point de vue de leurs effets économiques et écologiques combinés, si elles exigent davantage de superficies cultivées ou pâturées aux dépens du couvert forestier, pour une production agricole totale identique, (Glendining et al. 2009).



Le monde agricole et les connaissances scientifiques

Comment sont-elles améliorées et transmises ?

- FRANCIS BUCAILLE -

Comment sont transmises, voire améliorées, les connaissances scientifiques dans le monde agricole ? Il ne faut pas sous-estimer les capacités d'innovation des agriculteurs et il faudrait stimuler les Recherches-Actions Participatives avec les organismes de recherche spécialisés.

Des agriculteurs curieux et innovants savent utiliser les connaissances scientifiques sur les sols, mener des expérimentations sur leur exploitation, comme a su le faire Francis Bucaille, qui, mettant au point des procédés de revitalisation des sols, a créé Gaïago, une entreprise pour diffuser ces produits et les connaissances associées.



Francis Bucaille
agriculteur, auteur
et Co-fondateur de Gaïago

Votre histoire avant de créer Gaïago, M. Francis Bucaille¹, est semble-t-il marquée par votre curiosité. Vous êtes agriculteur et vous avez trouvé des procédés de revitalisation des sols et créé une entreprise, Gaïago, pour les valoriser.

Pouvez-vous nous décrire votre propre motivation ? Pourquoi Gaïago ? Qu'est-ce qui était important pour vous dans cette aventure ?

Mon centre d'intérêt est, et a toujours été l'agronomie, tant comme agriculteur, qu'auteur et entrepreneur ! C'est l'aboutissement d'une histoire familiale, parallèle à celle de l'agriculture française et même mondiale : on a observé avec la révolution verte des années 60, 70 et 80 une augmentation extraordinaire des rendements ; tous les ans, ils augmentaient et on avait le sentiment qu'il ne pouvait y avoir de limites. Mais peu à peu cela s'est effrité : il fallait mettre toujours plus d'intrants pour obtenir les mêmes résultats. Il devait y avoir des mécanismes dans les sols qui « lâchaient » peu à peu, des « travailleurs inconnus » qui faisaient défaut ! On s'était collectivement trompé et cela m'a intéressé de comprendre pourquoi : pour la pérennité de mon exploitation et, plus largement, pour celle de l'agriculture.

Le cœur du sujet est l'humus : on nous disait de mettre



FRANCIS BUCAILLE

REVITALISER LES SOLS

DIAGNOSTIC, FERTILISATION, PROTECTION



toujours plus d'engrais et de produits de protection des plantes (pesticides...) et que cela allait créer le cercle vertueux de la fertilité : le postulat étant que plus de rendement génère plus de pailles, de fumier, de lisier et finalement mène à une augmentation du taux de matière organique. 25 ans après, force a été de constater que la promesse ne s'était pas réalisée, cela a été même le contraire : les taux de matière organique décroissaient.

Pourquoi Gaïago ? Pourquoi passer d'agriculteur à entrepreneur ?

Gaïago, c'est le prolongement de ce que je faisais sur ma ferme en cherchant des solutions sur un territoire difficile qui rassemble presque tout ce que peut produire la géologie (sables, argiles, calcaire...). L'un, parmi mes nombreux constats a été que les champignons qui existaient abondamment auparavant, avaient disparu :

1. Francis Bucaille est l'auteur de Revitaliser les sols - Diagnostic, fertilisation, protection, Édition Dunod

« L'idée de faire un produit qui réveille cette flore fongique a conduit, après moult tâtonnements, à une recette qui marche ! »

y avait-il un lien ? En creusant, je me suis aperçu que le sujet était scientifiquement bien documenté et que l'humus était fortement corrélé à la présence des champignons. L'idée de faire un produit qui réveille cette flore fongique a conduit, après moult tâtonnements, à une recette qui marche ! Je l'ai partagée, mais sa complexité a rapidement conduit à la conclusion qu'il fallait quelque chose de simple, prêt à l'emploi pour l'utilisateur : Gaïago était né !

Quel est son projet ? sa stratégie ? De quoi dépend son succès ?

Le projet, c'était d'essayer de convaincre, d'abord l'entourage proche, puis peu à peu nous sommes passés à la France, en Europe et maintenant nous abordons l'Amérique du Nord, le Brésil... J'ai conscience que la planète va mal, que la révolution nécessaire doit aller plus vite : des initiatives comme Gaïago, dont le but est la revitalisation des sols en stimulant les micro-organismes, permettent de l'accélérer ! Notre ambition est d'être leader en matière de revitalisation des sols. Évidemment il faut des produits efficaces, mais cela ne suffit pas pour une diffusion large et rapide.

Le premier facteur clef de succès, c'est de prendre en compte les bons indicateurs. Pendant longtemps, le seul indicateur - qui était celui que proposait le monde de la recherche et du développement - était le rendement. Or cet indicateur peut mener à des erreurs d'interprétation : quand on supprime tout vivant dans le sol, on a un regain temporaire de croissance ! Quand on tue les micro-organismes du sol, tous les nutriments contenus dans leurs tissus deviennent des ressources à la disposition de la plante ! Quand on vise la revitalisation des sols, on n'aura pas toujours ces augmentations éclair dans toutes les situations ! Mais cela sera durable. Cela induit qu'il faut adjoindre d'autres indicateurs, qualitatifs : profondeur d'enracinement, vitesse de ressuyage, présence de vers de terre... En l'absence de ces indicateurs complémentaires,

on ne peut pas identifier si la performance observée provient d'un sol qui fonctionne mieux ou d'un sol qui décapitalise son stock d'humus !

Ensuite, il faut mesurer ces indicateurs à la bonne échelle. Des plans d'expérimentation en micro parcelles (3m sur 7m) ne peuvent mettre en évidence les différences entre témoin et modalité corrective tant les interactions entre micro-parcelles en nivellent les performances. Ces dispositifs restreints font sens pour observer l'action des pesticides, mais sont la plupart du temps défaillants quand il s'agit d'observer les manifestations du vivant. Un dernier point clef de succès est de faire de la vulgarisation et de l'éducation auprès des distributeurs et des agriculteurs... Cela passe par des communications pédagogiques visant à former, parler d'agronomie ! C'est le seul moyen de donner du sens à ces nouvelles pratiques et à ces nouveaux produits.

Que doit-on encore apprendre sur les sols ?

Les grosses erreurs sont maintenant plutôt bien identifiées et on a une idée de ce qui rend les sols vivants. Mais on ne connaît que 10 à 15% de leurs micro-organismes : ceux que l'on sait cultiver dans des milieux de cultures sélectifs. Ceux qui sont plus complexes et qui dépendent de chaînes trophiques, dépendent des exsudats d'autres micro-organismes restent inconnus. Ce sont des travailleurs clandestins du sol et on ne découvre leur existence que par les effets liés à leur disparition. Il reste beaucoup à faire dans ce domaine.

Les agriculteurs doivent être intégrés dans la compréhension de ces mécanismes : il ne faut pas sous-estimer leur contribution. On a besoin de réseaux d'agriculteurs-chercheurs, qui travaillent sur des agrosystèmes complets, non pas à la place des organismes de recherche (INRAE), mais en partenariat, pour mener des investigations intégrant des agrosystèmes complets et complexes en conditions réelles de plein champ.



© Jean-Matthieu Gautier / Agence Oblique



© Jean-Matthieu Gautier / Agence Oblique

« On a besoin de réseaux d'agriculteurs-chercheurs, qui travaillent sur des agrosystèmes complets, non pas à la place des organismes de recherche (INRAE, CNRS), mais en partenariat »

Je rappelle que le système de recherche participative, sur lequel nous développons un gros dossier dans ce numéro de la revue, permet d'associer des chercheurs professionnels et des acteurs profanes autour de sujets de recherches en commun.

Comment réagissent les agriculteurs face à ces évolutions ?

Comme partout, il y a un wagon de tête et un wagon de queue, mais je suis agréablement surpris de l'évolution de ces trois dernières années : c'est une lame de fond traduisant que quelque chose est en train de changer, et même les plus « conventionnels » ont compris qu'il leur faudra faire autrement. Je note d'ailleurs que l'agriculture traditionnelle change plus vite que l'agriculture bio, qui a posé des postulats qui bloquent des évolutions rapides. In fine, les querelles de chapelle, des labels et des écoles de pensée sont d'un autre âge et les échanges transversaux de connaissance entre agriculteurs bio, durables, conventionnels sont de plus en plus fréquents et intenses.

La conscience « écologique », d'un combat « pour la planète » n'est pas universellement partagée. Mais un peu partout, il y a des interrogations à un niveau individuel et familial : « dans quel monde vont vivre mes enfants ? ». La première motivation, c'est « mes terres, ma ferme, ma famille ». Tout cela crée un esprit collectif qui se construit peu à peu.

Notre comportement dépend aussi beaucoup de représentations culturelles et de cartographie mentale si courantes : l'idée de l'homme au sommet de la création, qui peut tout se permettre sur la nature, nous a beaucoup influencé. Certains peuples dits primitifs ont de toutes autres représentations de l'homme et de la nature : ils demandent pardon avant d'abattre un arbre, et disent qu'on n'a pas le droit d'entrer dans les entrailles de Gaïa (c'est-à-dire de pratiquer l'extraction minière). Et cela a des conséquences très directes sur les comportements. Les agriculteurs ont justement un imaginaire collectif qui est en train de changer.

À propos de représentation cartographique de la Terre vu de la zone critique, cette mince couche à la surface du globe où se trouve la vie, je signale la publication d'un ouvrage de très grande originalité présentant des cartographies spécifiques prenant en compte ces nouvelles connaissances scientifiques : Terra Forma2, manuel de cartographies potentielles.

Ces représentations cartographiques sont passionnantes : à la fois cause et effet de notre rapport au vivant et à la planète !

Quels seraient les leviers qui selon vous permettraient d'accélérer cette évolution ?

Il faut parvenir à avoir des discours moins clivants, car le public ne s'y retrouve pas et c'est ce qui trouble sa pensée. Il faut faire plus de pédagogie, faire du « colportage » pour reprendre un vieux mot dans un sens noble et transmettre des informations fiables, simples et d'usage pratique qui vont au-delà des a priori... On pense par exemple, que l'on est condamné à de faibles rendements moyens (de 30 à 40 q/ha) si l'on pratique une agriculture naturelle. Or j'ai des clients qui, en amendement naturellement leurs sols, obtiennent 100 q/ha pour du blé tendre d'hiver, 120 en maïs, 40 en soja. Autre facteur limitant : la sous-estimation par la distribution professionnelle (les coopératives, le négoce) de l'état de maturité des agriculteurs face à ces alternatives. Or, ils sont bien plus prêts à opérer ce revirement qu'ils ne l'imaginent et devraient faire montre de plus d'audace pour ouvrir ces marchés.

Du sol dépend toute la vie et la qualité de l'air, de l'eau et des aliments. Pour la qualité du sol, il faut utiliser ce que nous apprend la science du sol. Le discours militant ne suffit pas, il faut travailler avec les chercheurs, l'INRAE, le CNRS... La science a pu engendrer des pratiques qui ont mené à des impasses, mais aujourd'hui c'est aussi elle qui peut contribuer à accélérer cette évolution, consolider les outils alternatifs et les crédibiliser. Alors elle sera un accélérateur majeur de cette évolution !

▣ **Propos recueillis par Didier Raciné**
Rédacteur en chef d'Alters Média

2. Terra Forma, manuel de cartographie potentielles de Frédérique Aït Touati, Alexandre Arènes et Axelle Grégoire Editions B42

L'étude de la Zone Critique à petite et large échelles de temps et d'espace

- JEAN-LUC PROBST -

L'analyse des sols demande de prendre de la hauteur, de balayer des échelles temporelles et spatiales allant de la petite à la large échelle, et de développer une approche scientifique sur de nombreux bassins territoriaux, étendus et divers. Un suivi sur de longues périodes de temps est nécessaire pour être en mesure d'apprécier leur évolution en fonction des changements climatiques et des pressions anthropiques.

Jean-Luc Probst, ancien Directeur d'une Zone Atelier et d'un site expérimental de l'Observatoire de la Zone Critique montre pourquoi (et comment) on étudie, sur un bassin géographique les interactions entre les systèmes sociaux et les systèmes écologiques, c'est-à-dire leur co-évolution face aux changements globaux (climatiques, changement d'occupation des sols) ; et quels résultats ont apporté ces quarante ans d'étude.



Jean-Luc Probst
Directeur de Recherche
Émérite au CNRS

Vous avez été Directeur de la Zone Atelier Pyrénées Garonne, et vous étiez en charge du site expérimental du bassin versant (BV) d'Auradé appartenant à l'IR OZCAR.

Quels sont les programmes/infrastructures de recherche en France sur la Zone critique et quels sont leurs objectifs ?

Deux infrastructures de recherche (IR) sont en cours en France pour étudier la Zone critique :

- L'IR OZCAR¹ (Observatoires de la Zone Critique : Applications et Recherche) qui s'appuie sur un réseau de sites expérimentaux comprenant 21 observatoires de recherche, chacun construit sur une question d'importance scientifique et sociétale et comprenant plus de 60 sites instrumentés allant de la parcelle aux plus grands bassins hydrographiques du monde.
- Et l'IR Réseau des Zones Ateliers (RZA)² qui regroupe 14 systèmes d'observation et d'expérimentation, chacun sur une maille régionale, et qui se focalisent autour d'un système socio-écologique fonctionnel (un

fleuve et son bassin versant, les paysages - agricoles ou urbains - un territoire à l'interface terre-mer, un massif montagneux...).

L'Observatoire du bassin versant d'Auradé

Le site expérimental du bassin versant (BV) d'Auradé³ appartient à l'IR OZCAR. Le site est représentatif des bassins versants des coteaux de Gascogne. Sa surface de 328 ha est drainée par le ruisseau du Montoussé qui est un sous-affluent de la Save (1110 km²).

Le BV expérimental d'Auradé est dédié aux observations à long terme des impacts des activités agricoles et des changements climatiques sur la qualité des eaux, des sols, des sédiments et des écosystèmes aquatiques, sur l'altération chimique des roches et l'érosion physique des sols, sur les flux d'eau et de carbone et les transferts de contaminants. Au sein d'OZCAR, on trouve en plus du réseau des bassins versants, des réseaux d'observatoires sur les tourbières, les glaciers, les karsts et les aquifères souterrains et un observatoire spatial régional.

En complément d'une étude directe des profils de sols, on développe une approche indirecte sur l'analyse globale de la dynamique des sols. Cette approche intégrative basée sur la mesure des flux de matières mesurés aux exutoires de certains bassins versants de la Garonne, permet d'appréhender la dynamique globale des sols à une échelle régionale, les vitesses moyennes d'érosion mécanique et chimique des sols et la nature de ces altérations.

Quels types de sols observez-vous sur ce bassin versant ?

Le substratum géologique commun, la roche mère, sur tout le BV est de la molasse (roche sédimentaire argilo-calcaire) du tertiaire (Miocène) issue de l'érosion des Pyrénées. Les sols comprennent des argiles, du sable, des limons carbonatés (avec apport de matière organique) selon une séquence spatio-temporelle allant de sols calcaires à bruns calcaires (avec apport de matière

« Nous avons réalisé une cartographie détaillée en 3D, avec des profils verticaux de composition physique et chimique des différents types de sols »

« les nitrates sont la première source de pollution avec des concentrations largement supérieures à la norme européenne de potabilité de l'eau »

1. ozcar-ri.org/fr/ozcar-observatoires-de-la-zone-critique-applications-et-recherche

2. za-inee.org

3. bvea.sedoo.fr

organique) et bruns calciques puis bruns lessivés (tout le calcaire a été lessivé). Cette évolution dépend de leur situation sur les versants (haut ou bas de versant). Bien sûr pour les agriculteurs, la nature des sols et donc leur positionnement dans cette séquence est importante. Elle dépend aussi de l'impact de l'érosion,

notamment aratoire (ces sols étant labourés depuis le moyen âge). Elle est parfaitement observable dans le paysage avec des taches blanchâtres en proximité du substratum.

Nous suivons sur le long terme les impacts du changement climatique (selon la position et la nature des surfaces, sèches ou humides, qui ne sont pas érodées de la même façon); et les impacts anthropiques essentiellement agricoles (occupation des sols, pratiques agricoles, apports de fertilisants, produits phytosanitaires).

Nous avons réalisé une cartographie détaillée en 3D, avec des profils verticaux de composition physique et chimique des différents types de sols et une distribution spatiale de ces sols. Cette approche permet d'estimer les vitesses moyennes de l'érosion physique et chimique sur la durée et de les comparer à l'érosion actuelle à partir des mesures à l'exutoire. Nous avons ces relevés et ceux sur la qualité des eaux depuis 40 ans. Il s'agissait à l'origine de mesurer les fuites d'azote des sols (entraînant l'eutrophisation des eaux du ruisseau), qui parle à l'agriculteur et dont l'impact économique et sur le rendement est important. Cela l'aide à épandre les engrais, en bonne quantité, au bon endroit et au bon moment, en évitant notamment les périodes de crues.

Dans le ruisseau, les nitrates sont la première source de pollution avec des concentrations largement supérieures à la norme européenne de potabilité de l'eau (50 mg/l, ici les teneurs sont parfois supérieures à 100 mg/l). En plus des nitrates, nous mesurons aussi; les teneurs en pesticides et en métaux lourds (le Cadmium entrant par exemple dans la composition des fertilisants).

Les changements de pratiques agricoles sont-ils très visibles sur la qualité des eaux et des sols ?

Oui, c'est très net et s'il n'y avait pas ces suivis dans le temps long nous ne connaîtrions pas ces effets. Nous recommandons :

- Des alternances de cultures pour enrichir le sol.
- La mise en place des bandes enherbées, pour réduire le transfert des sols vers les eaux du ruisseau, des nitrates, des matières en suspension et contaminants associés et des phytosanitaires.

Il y a eu des améliorations au début, mais cela stagne

Les objectifs de l'Observatoire du bassin versant d'Auradé (IR OZCAR)

Les objectifs scientifiques sont a) d'établir des bilans des flux de matières (matières en suspension, éléments majeurs, nutriments et polluants) en réponse aux fluctuations hydro-climatiques et aux pressions anthropiques (pratiques agricoles); b) de comprendre et de modéliser les mécanismes qui contrôlent leur transfert; c) de déterminer l'impact des polluants sur la biologie, en allant des organismes aux communautés.

Les objectifs opérationnels sont a) de suivre l'impact des dispositifs agri-environnementaux sur les mesures prises sur la qualité de l'eau et des écosystèmes aquatiques; b) de mettre en place des scénarios en réponse aux changements climatiques, aux changements d'occupation des sols et aux changements de pratiques agricoles; c) de déterminer des indicateurs biologiques pertinents pour suivre l'état de santé des écosystèmes aquatiques.

L'originalité de ce BV expérimental est le lien fort avec l'association locale des agriculteurs (GAGT) et les interactions nombreuses avec les partenaires socio-économiques (coopératives agricoles, Chambre d'Agriculture, Région Occitanie) et les Agences nationales de l'eau et de la biodiversité (Agence de l'Eau Adour-Garonne, ONEMA). Tous ces partenaires permettent de développer à la fois des recherches fondamentales et du R&D pour une gestion opérationnelle afin d'améliorer la qualité des sols, des sédiments et des eaux et de préserver la santé des écosystèmes.

Vue générale du bassin versant d'Auradé avec au milieu le ruisseau bordé de peupliers et de bandes enherbées

© Anne Probst



Ruisseau du Montoussé qui draine le BV à l'exutoire en période de crue avec les tubes gris correspondant aux dispositifs de mesure en continu.

© Anne Probst

« À long terme, la solution serait de redonner aux sols leur vie et leur qualité ; ils ont été tués chimiquement, fortement érodés ; [...] revégétaliser et laisser tel quel sur plusieurs années pour que la matière organique se reforme »

peu à peu car il n'y a pas d'entretien régulier des bandes enherbées. On revient progressivement à des niveaux élevés de teneurs en nitrates.

Quels sont les impacts du changement climatique ?

On constate de plus en plus de forts contrastes entre années sèches et humides, des fréquences de crues importantes conduisant à des pertes en terre et des flux de matières beaucoup plus importants (90% des pertes viennent des crues) ; ce n'est pas une évolution continue mais on a vécu trois années exceptionnelles.

La sécheresse : des sols pauvres en matière organique et très érodés retiennent très peu l'eau. Il n'y a pas de nappes profondes, mais quelques nappes en surface dans des lentilles sableuses de la molasse. L'effet sécheresse est donc majeur. Il en résulte que le ruisseau est de plus en plus longtemps à sec en période estivale, au point que nous devons sortir nos équipements du bassin. Il n'y a pas beaucoup de solutions locales à court terme car les versants sont pentus et il n'y a pas d'irrigation possible. À long terme, la solution serait de redonner aux sols leur vie et leur qualité ; ils ont été tués chimiquement, fortement érodés ; il faudrait revégétaliser et laisser tel quel sur plusieurs années pour que la matière organique se reforme, que la vie reprenne le dessus et qu'ils puissent enfin mieux retenir l'eau et retrouver leur fertilité et leur qualité agronomique.



Ravine d'érosion qui montre l'ampleur de l'érosion mécanique en période d'orage, avec une mise en affleurement de la roche mère, la molasse.

© Anne Probst

Comment s'adapter à ces conditions de changement climatique ?

Les agriculteurs tentent diverses formes d'alternance de cultures sur une même parcelle : Alternance de rangs de cultures différentes (par exemple légumineuse - blé) ce qui favorise la biodiversité et enrichit le sol en azote, détruit les parasites, évite ou réduit les usages de phytosanitaires, engrais chimiques ; alternance dans le temps : après l'été, alors que le sol est nu, on plante de la féverole qui va se développer rapidement, pour protéger et enrichir le sol, puis on la coupe avant de planter les céréales d'hiver.

Les Zones Ateliers

Quelles sont leurs vocations ?

Les Zones Ateliers (ZA) ont une vocation régionale/territoriale et visent à apporter une compréhension des relations entre la société et l'évolution de l'environnement. Elles réalisent des aller-retours entre la société et le milieu « naturel » avec l'étude des impacts positifs ou négatifs de la société sur les milieux (négatifs comme l'érosion, la pollution, la perte de biodiversité...) et des milieux sur la société (positifs comme les services écosystémiques). À la différence d'OZCAR, les travaux sont menés en partenariats étroits avec la société et ses composantes socio-économiques (Agences de l'Eau, l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, Collectivités territoriales, structures économiques...). La contribution financière du CNRS y est modeste (par exemple 30 à 50k€ pour un

« Les partenaires scientifiques et socio-économiques définissent ensemble les questions scientifiques et techniques et les résultats obtenus sont valorisés par les acteurs »

Les Zones Ateliers

Ancrées depuis parfois plusieurs décennies au cœur des territoires, les Zones Ateliers effectuent **une recherche intégrée sur le temps long**. Leurs objectifs sont de répondre à des **questions fondamentales d'écologie**, mais aussi aux **enjeux sociétaux actuels** face aux changements globaux.

Constituées en réseau, les ZA ont comme problématique de recherche, de décrire, comprendre et prédire la réponse des socio-écosystèmes au changement global, pour formaliser et théoriser leur fonctionnement, et aider ainsi à leur gestion et à leur gouvernance. C'est le seul outil à ce jour **couplant les approches bio-géophysiques, écologiques et sociétales à l'échelle des territoires**. Leur spécificité réside dans la taille de l'objet d'étude, qui est de dimension régionale.

Les recherches sont menées sur le temps long (plusieurs décennies) dans le **cadre théorique des socio-écosystèmes et des biens communs**. Les résultats des recherches alimentent les débats locaux sur la gestion, l'aménagement et l'évaluation des politiques publiques.

budget global d'une ZA de plus d'un M€) mais il permet d'obtenir un label important pour les partenariats. Les partenaires scientifiques et socio-économiques définissent ensemble les questions scientifiques et techniques et les résultats obtenus sont valorisés par les acteurs). Les recherches développées dans les ZA sont plus interdisciplinaires que dans OZCAR, avec notamment une forte implication des sciences de l'homme et de la société.

Dans la Zone Atelier PYGAR⁴ (Pyrénées Garonne, la plus récente des ZA), on est en phase de préparation de ces partenariats qui ne sont pas encore tous lancés. Les grandes questions tournent autour de l'adaptation au

changement climatique et de la gestion des ressources (biodiversité, eau, sols). Les recherches couvrent différentes échelles temporelles (du dernier maximum glaciaire (15-20 000 ans) à nos jours) et spatiales (des sites observatoires à l'échelle régionale, grâce à un Observatoire Spatial Régional).

Nous manquons de connaissances fondamentales sur les dynamiques des systèmes à ces diverses échelles. Il faut aussi plus mobiliser la société ce qui représente un très gros travail avec de nombreux messages à faire passer. La dynamique de l'artificialisation des sols est intéressante à étudier : nous avons détruit, en moins de 50 ans, la richesse des sols (leur vie) qui s'étaient formée sur plus de 10 000 ans.

En conclusion

Le point majeur, c'est d'avoir une vision holistique et sur le long terme : il ne faut pas se contenter de mesures ponctuelles dans le temps et dans l'espace, mais organiser des réseaux de stations de mesure sur le long terme (au moins 10 ans) et à haute fréquence.

De fortes interactions avec la société et les acteurs socio-économiques sont indispensables et permettent aux scientifiques de mieux répondre aux enjeux et aux attentes de la société.

Les IRs OZCAR et RZA sont associés au sein de grands réseaux européens (eLTER), ce qui permet d'augmenter les échanges scientifiques et techniques et de diversifier les approches selon de larges gradients spatiaux, écosystémiques, climatiques et socio-économiques.

▣ **Propos recueillis par Didier Raciné**
Rédacteur en chef d'*Alters Média*

4. pygar.omp.eu



Station climatologique du bassin avec le collecteur de précipitations
© Anne Probst

Dossier Réinventer la démocratie

Débattre et cartographier les controverses

Le toguna (lieu de palabres)
du village d'Endé au Pays Dogon

Un quotidien politique et démocratique est la base d'une démocratie réelle !

En dehors du décompte des bulletins de vote, existe-t-il encore quelque chose comme le peuple dont il faille se soucier ? C'est une question que se pose Jacques Rancière¹ après le passage en force de la loi sur l'allongement de l'âge de la retraite et ce qui l'a accompagnée. Et c'est une question évidemment majeure pour le peuple qui existe lui réellement !

Qu'est-ce qu'une démocratie réelle ?

La démocratie est-elle uniquement un décompte périodique des bulletins de vote ou a-t-elle une réalité pour le peuple, au quotidien et sur des territoires, au travail et dans l'organisation de sa vie au travail, dans les choix collectifs et individuels que nous pouvons faire ? Procède-t-elle d'une vision abstraite des individus (vision libérale) ou d'une conception réelle des personnes, dans leurs réalités diverses et concrètes ? Peut-on séparer une démocratie « politique » (les bulletins de vote) d'un côté et une démocratie « sociale » de l'autre ou n'est-ce pas en les liant que l'on construit réellement la démocratie ? La démocratie ne doit-elle pas s'incarner d'abord à l'échelle locale et quotidienne ?

Ce sont ces questions que nous voulons ouvrir dans ce numéro qui se prolongera au fil des prochains numéros de la revue !

Pour Jo Spiegel, maire de Kingersheim pendant 20 ans, porteur d'un exemple de démocratie locale, concrète et participative : « le peuple comme la démocratie ne sont pas des abstractions ! »

Jean-Louis Laville, Professeur chercheur, analyse l'émancipation à l'heure de l'anthropocène.

Alan Lebecque, du projet Où atterrir, montre l'articulation étroite la démocratie et la démarche Où atterrir dans le contexte du bouleversement induit par le changement de régime climatique.

Jean-Yves Pineau, Directeur de l'association « Les Localos », plaide pour une démocratie locale réinventée et transformatrice.

Jean-Baptiste Blanchard, Président de l'association « Les Citoyen-ne-s pour le Renouvellement de la Démocratie » (Les CRD) propose de généraliser les Conventions citoyennes.

1. « Emmanuel Macron ne croit plus qu'en sus du décompte des bulletins de vote, il existe encore quelque chose comme le peuple dont il ait à se soucier » Jacques Rancière dans AOC 21 avril 2023

Renouveler la démocratie et Où Atterrir

- ALAN LEBECQUE -

Face à l'immensité des bouleversements de l'ordre du monde induits par le changement de régime climatique nous sommes tous désorientés. Pour Bruno Latour, *nous n'avons pas d'autres alternatives que de reprendre démocratiquement et collectivement l'enquête sur nos conditions matérielles d'existence et nos attachements.*

Par cette enquête, nous pouvons individuellement et collectivement identifier « où atterrir » et donner ainsi aux citoyens les capacités, des espaces d'expression, et les moyens d'agir.

C'est cette approche enquêtrice de la démocratie qu'a pensé le philosophe Bruno Latour et que met en œuvre le Collectif Où atterrir qu'il a lancé. Elle est au cœur de la démocratie.

« Le chantier des nouveaux cahiers de doléance visait alors à entreprendre l'exercice de description des injustices afin de donner des capacités et des espaces d'expression aux citoyens dans le contexte du nouveau régime climatique. »

s'adresser à des sourds»³. Le chantier des nouveaux cahiers de doléance visait alors à entreprendre l'exercice de description des injustices afin de donner des capacités et des espaces d'expression aux citoyens dans le contexte du « nouveau régime climatique »⁴. Le projet « Où Atterrir ? » est donc fondamentalement un exercice de reprise démocratique. De fait, dans le livre du même nom, le philosophe établissait le constat que les crises politiques, sociales et écologiques étaient liées par l'incapacité collective à atterrir, c'est-à-dire à décrire avec précision ce qui constitue notre territoire de vie, à enquêter sur nos dépendances matérielles, politiques et écologiques. Sans description précise, il est, en effet, impossible de retrouver notre capacité d'agir. Mettant dos à dos, le modèle de la mondialisation hors-sol et celui du retranchement sur l'identité locale, il appelait à développer une nouvelle sensibilité au territoire. Du fait de notre commune désorientation, nous n'avons pas d'autres alternatives que de reprendre démocratiquement et collectivement l'enquête sur nos conditions matérielles d'existence et nos attachements. De fait, le projet « Où Atterrir ? » suppose qu'aucun d'entre nous ne sait vraiment vers où il nous faut aller. L'horizontalité et la mise en commun de nos investigations n'est donc pas une option ou un luxe, elle est la seule manière de sortir de cette crise.



Alan Lebecque

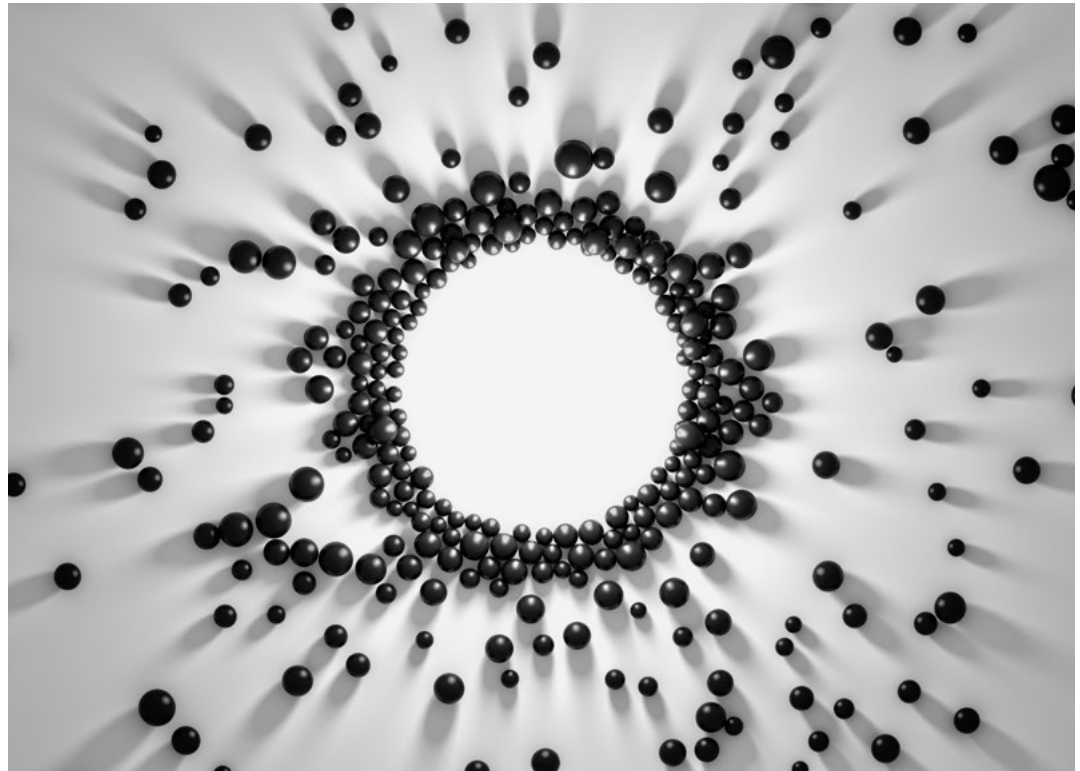
Chargé de recherche et de développement du projet « Où atterrir ? » au sein de S-Composition

Les origines du projet où atterrir

Comprendre les relations de la démarche « Où Atterrir ? » à la démocratie exige d'en revenir à sa genèse. Le projet-pilote « Où Atterrir ? » était à l'origine un chantier sur les nouveaux cahiers de doléances. Dans un contexte marqué par l'élection de Trump et la crise des gilets jaunes, Bruno Latour avait l'intuition qu'il fallait en quelque sorte revenir à la base matricielle de notre histoire politique contemporaine. Pour lui, les cahiers de doléances de 1789 étaient le fruit de la rencontre entre un souverain incapable de réformer son régime, mais capable d'admettre son incompetence, et une population qui trouvait dans ces cahiers un moyen de s'exprimer¹. Le travail minutieux de description des injustices avait alors permis aux représentants de formuler des demandes précises et de là, à octroyer aux révolutionnaires une légitimité pour imposer le changement de régime².

En 2018, l'idée du cahier de doléances est resurgie dans plusieurs mairies en réponse aux gilets jaunes. Bruno Latour, de son côté, établissait dans une formule laconique le constat suivant : « des muets tentent de

« Du fait de notre commune désorientation, nous n'avons pas d'autres alternatives que de reprendre démocratiquement et collectivement l'enquête sur nos conditions matérielles d'existence et nos attachements. »



Appliquer une approche pragmatiste

Parmi les très nombreuses définitions de la démocratie, « Où Atterrir ? » s'inscrit dans la perspective pragmatiste et tout particulièrement, celle du philosophe américain John Dewey⁵. Ainsi, **cette recherche-action souscrit à une approche enquêtrice de la démocratie**. Il s'agit, en somme, de lier la possibilité de l'action politique à l'identification de problèmes qu'il faut ensuite régler collectivement.

Dewey s'intéresse, en effet, à la manière dont un collectif d'individus se transforme en public, c'est-à-dire en un groupe politiquement conscient de lui-même. Pour lui, pareille prise de conscience n'est possible que s'il y a connaissance des conséquences importantes que nos actions ou celles d'autrui provoquent dans nos vies⁶. « Où Atterrir ? » souscrit à cette vision et postule que nous ne sommes justement pas assez outillés pour avoir une connaissance intellectuelle et sensible des conséquences du nouveau régime climatique. Ce faisant, nous ne parvenons pas à faire public pour envisager collectivement des solutions. En son temps, Dewey soulignait déjà comment la technique moderne en amplifiant, à la fois dans le temps et dans l'espace, le pouvoir de destruction de l'Homme, rendait par la même beaucoup plus complexe la formation de public. Pour autant, il est hors de question, pour lui, de céder le pouvoir à une oligarchie savante qui s'arrogerait le pouvoir au nom d'une plus grande capacité

à comprendre cette complexité. Dewey est formel : seul « celui qui porte la chaussure sait mieux si elle blesse et où elle blesse, même si le cordonnier compétent est meilleur juge pour savoir comment remédier au défaut.⁷ »

L'épistémologie démocratique de « Où Atterrir ? » suppose donc qu'une parole politique, si elle veut être authentiquement politique, doit s'articuler à une enquête qui permet de décrire avec précision l'endroit où

justement la chaussure blesse. Pour ce faire, **il faut outiller les citoyens, les aider à devenir des experts de l'enquête afin qu'il regagne en capacité d'élocution politique**. De ce fait, la démarche ne cherche pas à collecter et faire valoir des opinions mais à accompagner les citoyens dans des processus d'enquête. À contre-courant des synthétisations abusives des émotions politiques en programme, le public démocratique doit émerger de l'investigation et de la médiatisation des résultats. La démocratie est donc toujours une démocratie expérimentale où il faut tester des hypothèses, partir en enquête, recenser les faits et revenir ensuite vers sa communauté pour les partager. Le principe de démocratie expérimentale s'entend également dans le sens institutionnel. Fidèle

à l'intuition de Dewey, les institutions démocratiques ne sont pas éternelles. Au contraire, leur fixité est un danger car dès lors que de nouveaux problèmes émergent les institutions se trouvent rapidement dépassées et elles se transforment en obstacle pour la démocratie.

« L'épistémologie démocratique de « Où Atterrir ? » suppose donc qu'une parole politique, si elle veut être authentiquement politique, doit s'articuler à une enquête qui permet de décrire avec précision l'endroit où justement la chaussure blesse. »

1. En réalité, les cahiers de doléance sont utilisés à plusieurs reprises au cours de l'époque moderne. Selon la formule, les cahiers de doléances ont pour but de permettre au roi de profiter des lumières et conseils de ses sujets. En 1789, la dernière utilisation des cahiers de doléances remonte à plus de 150 ans, ce qui oblige les sujets à se réemparer complètement de cette pratique dans un contexte très différent.

2. Pour aller plus loin, nous nous référons à l'analyse de Roger Chartier, « Culture, Lumières, Doléances : les cahiers de 1789 », Revue d'histoire moderne et contemporaine, n°28-1, 1981/1, p.68-93. Et à l'ouvrage de Pierre Goubert et Michel Denis, 1789. Les Français ont la parole. Cahiers de doléances des États Généraux, Paris, Gallimard, « Folio Histoire », 2014.

3. On peut retrouver cette phrase à plusieurs reprises autour du projet « Où Atterrir ? ». Ici, Bruno Latour, « Les nouveaux cahiers de doléances. A la recherche de l'hétéronomie politique », Esprit, Esprit Editions, 2019/3, p.105.

4. Pour une définition de ce nouveau régime climatique. Voir Bruno Latour, Face à Gaïa. Huit conférences sur le nouveau régime climatique, Paris, La Découverte, 2015.

5. Pour une introduction en français à John Dewey. Voir Joëlle Zask, Introduction à John Dewey, Paris, La Découverte, « Repères », 2015.

6. John Dewey, Le Public et ses Problèmes, trad. Joëlle Zask, Paris, Gallimard, 2010. L'édition originale est parue en 1927.

7. John Dewey, op.cit., p.309.

John Dewey
**Le public
et ses problèmes**



Dans le prolongement de cette idée, « Où Atterrir? » est également un espace d'incubation pour de nouvelles idées de faire démocratie et de nouvelles manières de naviguer dans la pluralité des mondes.

Ouvrir par la pratique de nouvelle manière de faire démocratie

La prise en compte de la pluralité des mondes est justement ce qui distingue « Où Atterrir? » de Dewey. En effet, le philosophe américain pense la question du public dans l'horizon moderne. De son côté, cette recherche-action tente de faire émerger de nouvelles sensibilités dans une culture terrestre qui reste à développer. Pour ce faire, nous hybridons les approches scientifiques, politiques et artistiques en postulant qu'il s'agit de réalités qui s'entrecroisent davantage que d'espaces isolés. Avant le projet « Où Atterrir? », Bruno Latour avait déjà fait le constat au travers de son travail avec Frédérique Aït-Ouati et Chloé Latour, que **nous manquions des équipements émotionnels et sensibles nécessaire à l'appropriation des contenus scientifiques liées au nouveau régime climatique**. Il ne suffit pas, en effet, de savoir pour se trouver mobiliser par une connaissance, encore faut-il être capable de la métaboliser et de la transformer en ressource pour agir. Dans ce sens, les pratiques artistiques et scientifiques sont complémentaires. Là où l'esprit ne parvient pas à comprendre, l'oreille, elle, peut entendre et inversement. Il s'agit de rompre par l'expérimentation

« Car redécrire les territoires aujourd'hui, c'est aussi faire justice à un monde où se superpose de multiples façons d'être vivant. »

avec la vision univoque de l'homo economicus et de permettre, par la pluralité des médiums, que chacun perçoive depuis son monde la manière dont il participe à un monde commun.

Il s'agit ainsi de multiplier les manières dont les citoyens peuvent se saisir des conséquences que le nouveau régime climatique fait peser sur leur vie et d'ainsi les faire entrer en enquête depuis l'endroit où il se trouve. Car redécrire les territoires aujourd'hui, c'est aussi faire justice à un monde où se superpose de multiples façons d'être vivant. Comme rappelé au-dessus, le postulat fondamental de « Où Atterrir? » est que nul ne sait où il nous faut aller collectivement. Par conséquent, l'un des principaux enjeux politiques de notre époque consiste à ouvrir la voie à de nouvelles manières d'approfondir la démocratie sans discriminer a priori les chemins qu'il faudrait suivre. L'expérimentation de nouvelle manière d'être terrestre participe de cette tentative pour engendrer de nouveaux chemins au travers du brouillard.



Pour une démocratie locale réinventée et transformatrice

- JEAN-YVES PINEAU -

La démocratie n'est pas une entité abstraite où les humains ne sont vus que comme des individus isolés, abstraits; un système qui n'ouvre que des droits abstraits, sans rapports avec leur réalité sociale multiple, leurs responsabilités et les droits sociaux qu'ils ont pu acquérir par ailleurs.

La démocratie est un tout, et le monde politique n'est pas séparé du monde social, ni du quotidien que vivent les humains, ni des autres rapports sociaux qu'ils entretiennent (rapports de genre, rapports à leur pays d'origine, par exemple).

La démocratie n'est pas non plus un système abstrait, mais bien ancré dans des territoires, des réalités locales, façonnée par des luttes et façonnant la société.

C'est ce que démontre très précisément et concrètement ce texte du représentant des justement appelés « Les locaux », association territoriale revendiquant précisément cette dimension locale et engagée et ouverte.



Jean-Yves Pineau

Directeur de l'association
« Les Locaux »

L'association nationale **Les Locaux** rassemble depuis 2016 une centaine d'actrices et d'acteurs pluridisciplinaires du développement local, dans le but de relier, accompagner et inspirer des projets de territoires ruraux autour de la transition écologique et sociale.

Mue par un projet associatif qui se structure autour d'une « utopie concrète », celle de faire émerger et de co construire démocratiquement un autre système que celui dominant, l'association construit et propose des outils d'éduc pop tel que la « Nuit de la démocratie et des territoires » et initie des démarches expérimentales pour faire émerger des « coopératives intégrées de territoires ». S'il existe ici et là des démarches de coopération telle celle des « Pôles Territoriaux de Coopération Économique », la volonté est bien de co construire les bases d'un autre système sociétal. Pour mener localement ces démarches, l'association souhaite accompagner la création de « Comités Locaux de Transition ». Ces « CLAT » puisent leurs origines

dans les expérimentations qui ont lieu depuis une dizaine d'années pour améliorer l'hospitalité et l'accueil dans des communes rurales en Beaujolais, en Lozère, en Aveyron, en Creuse ou encore en Haute-Vienne. De l'accueil à la transition, l'objectif reste le même, celui de co construire démocratiquement des milieux de vie fertiles pour les humains et les autres qu'humains.

Le système et les résistances

La montée en conscience de l'effritement pour ne pas dire de l'effondrement du monde et de son système dominant et structurant gagne chaque jour. Chaque jour, des voix scientifiques s'élèvent pour tenter de convaincre et de nous sortir de l'anesthésie.

Le capitalisme est mort ou est sur le point de mourir. Tout simplement parce qu'il arrive au point d'épuisement d'un de ses moteurs qui l'a fait Roi : l'exploitation des ressources naturelles et des énergies fossiles. Et s'il reste encore son second moteur, les nombreux humains, les inégalités sociales conjuguées aux drames liés au réchauffement climatique et à l'effondrement de la biodiversité noircissent sacrément son horizon. Trois minuscules siècles auront suffi à déstabiliser l'équilibre du système-Terre et mettre en péril cette « zone critique » telle que définie par Bruno Latour.

Un peu partout au niveau national comme international, émergent des initiatives locales de luttes, de résistances, de réorganisations menées par des collectifs d'habitantes, des élu-es, des citoyens. Bien-sûr, ils ne font pas et ne peuvent pas faire système, encore, tant l'emprise des États et des politiques structurantes favorables aux économies capitalistes et extractivistes pèsent sur leur modèle et les fragilisent. Néanmoins, il se passe des choses...

Ce nouvel élan de « développement local » pour une redirection écologique et sociale, est un signal, de moins en moins faible, de cette volonté de se rebeller face à

Mue par un projet associatif qui se structure autour d'une « utopie concrète », celle de faire émerger et de co construire démocratiquement un autre système que celui dominant, l'association

Ce nouvel élan de « développement local » pour une redirection écologique et sociale, est un signal [...] de cette volonté de se rebeller face à la disparition d'un monde habitable pour les humains et pour le vivant.

À l'instar de l'expérimentation « Où atterrir », ces CLAT doivent éprouver la démocratie et la réinventer quasi au quotidien

la disparition d'un monde habitable pour les humains et pour le vivant. Ces initiatives, minuscules face aux immenses défis de l'impérieuse sortie de l'Anthropocène ou du Capitalocène, ont le mérite de se donner de la joie, de se faire du bien et de viser un mieux-vivre dans des petits périmètres, là où les forces locales peuvent agir. (Re) construire l'habitabilité des territoires du vivant, tel pourrait être le slogan et la visée !

Les Locals et les « Coopératives intégrées de territoires »

Pour autant, la nécessité de changer nos imaginaires, de nous décoloniser d'une culture mettant l'humanité hors-sol et hors-nature, de sortir d'une pensée industrielle uniformisante et aliénante ne se décrète pas. Elle s'infuse, elle s'apprend, de manière collective, par et pour le plus grand nombre et nécessite un temps long. Temps qui presse manifestement. Chronos n'est pas l'allié de la nouvelle classe écologique¹ !

Pour tout cela, et de manière humble et modeste, les Locals font alliance avec d'autres réseaux ou structures (tout reste ouvert et nous cherchons des terrains volontaires !) et notamment La Traverse, TELA, l'ADAR-Civam 36, la Péniche d'abord, la commune de Saint-Paterne-Racan...) pour explorer la création de nouvelles forces locales capables de transformations

Car ne nous n'y trompons pas, le développement local (nous pourrions le renommer par l'épanouissement local) n'est pas autre chose qu'une force de transformation du monde. C'est le local, plus le local, plus le local qui fait monde et non l'inverse. Cette exploration (expérimentation) souhaite s'appuyer sur la conception de systèmes alternatifs locaux appelés « coopératives intégrées de territoires », construits et animés par des Comités Locaux de Transition (CLAT), organisés au niveau communal, au plus près où vivent les personnes.

Ces Comités sont des regroupements d'habitant-es, élu-es et non élu-es, qui se chargent de répondre à des questions qu'on ne leur a pas posé : qu'est-ce que nous ne voulons plus vivre dans notre commune, sur notre territoire ? Qu'est-ce que nous voulons vivre ? Qu'est-ce que

la transition et en quoi elle est désirable, plus juste pour les humains et les non-humains et comment se mettre en mouvement ? Quels sont les alliances possibles autour du vivant et avec le vivant pour permettre un avenir pour le plus grand nombre ?

Les Comités locaux de Transition : réinventer la démocratie !

Ces Comités locaux de Transition seront des lieux d'apprentissage collectif. Il s'agira aussi de désapprendre certaines normes et objectifs hérités des dernières décennies, sur ce que signifient la « croissance » et le « développement » d'un territoire. À l'instar de l'expérimentation « Où atterrir », ces CLAT doivent éprouver la démocratie et la réinventer quasi au quotidien. Pour la faire vivre et respirer. Sinon la démocratie n'est qu'au mieux une norme, un « truc » qui peut vite disparaître et échapper. Car oui, l'enjeu démocratique est immense et nous pensons que la transition ne pourra se faire sans la mobilisation pleine et entière des citoyens, à partir de là où nous vivons et avec tous ces petits peuples avec qui nous cohabitons (le vivant). Nous avons l'intuition qu'il nous faudra inventer d'autres vocabulaires, une autre grammaire comme le dit Jo Spiegel, pour redéfinir même ces notions de citoyenneté et de démocratie. Notre démocratie est mince et fragile et nos institutions sont vieilles, inadaptées aux enjeux majeurs de la redirection écologique et sociale. Nous héritons d'une administration et d'une vision du pouvoir d'un autre monde. D'un monde qui aujourd'hui chavire. Pour que la mue civilisationnelle, chère à Edgard Morin, puisse advenir, il serait temps de repenser, de transformer nos organisations. Nous ne sommes plus en face des mêmes idéaux de progrès et la redirection écologique et sociale est une bonne nouvelle pour le plus grand nombre d'entre nous.

Ces CLAT, qui ne seront pas des conseils municipaux bis et qui expérimentent de nouveaux périmètres démocratiques, voire de citoyenneté, pourront se donner cette magnifique ambition : passer de la démocratie à la « Biocratie », passer du Parlement des humains au Parlement du vivant.



1. Mémo sur la nouvelle classe écologique - Bruno Latour, Nikolaj Schultz. Editions La Découverte, janvier 2022

Renouveler la démocratie

Une simple transformation du mode de décision peut-elle suffire ?

- LOUIS-MARIE BLANCHARD -

La problématique de la démocratie comporte de très nombreuses dimensions. Elle est à la fois locale et globale, sociale et politique, institutionnelle et liée à la vie quotidienne. Nous aborderons avec Louis Marie Blanchard les relations entre ces divers modes : la représentation et le fonctionnement de la démocratie du point de vue institutionnel, d'une part et le quotidien politique, la démocratie locale d'autre part. Une simple transformation des modes de décisions peut-elle suffire ?



Louis-Marie Blanchard

Président de l'association
« Les Citoyen-ne-s pour
le Renouveau de la
Démocratie » (Les CRD)

Vous êtes co-président du mouvement « Conventions citoyennes pour le Renouveau de la Démocratie »¹ ou CRD et coordinateurs du collectif *Les Décarbonautes*². Pouvez-vous nous présenter les objectifs de ces deux mouvements ?

Ce mouvement, « Les Citoyen-ne-s pour le Renouveau de la Démocratie » (Les CRD) s'est fixé deux missions : **1. Créer de nouvelles Conventions citoyennes** comme celles que nous avons pu mettre en œuvre à Rennes et à Clermont Ferrand. Nous en parlerons, mais elles ont été de réels succès : ainsi à Rennes, 110 des représentants sur 112 ont voté pour (1 abstention et 1 contre) les conclusions élaborées avec un panel de 80 citoyens. Nous voulons que de telles Conventions citoyennes puisse s'organiser dans de nouvelles villes, des Départements, des Régions. Il faut pour cela renforcer le mouvement citoyen, lui donner le poids politique nécessaire : à ce jour, presque 800 adhérents se sont engagés !

2. Parmi les actions initiées, le collectif des Décarbonautes visent à construire les conditions pour la mise en place d'une comptabilité carbone :

Le 20 avril 2022, suite à avis positif de 2 conseillers de ministres, demande est faite au gouvernement de donner mandat à la CNDP, à l'ADEME ou au CESE pour organiser une convention citoyenne CRD pour débattre des voies à suivre pour le pilotage annuel du

Compte Carbone (des émissions de CO₂). Parmi ces voies, on trouve la limitation par les prix (la taxe carbone redistributive) ou par rationnement, (les quotas, soit au niveau des entreprises qui répercutent cela sur la consommation, soit au niveau des citoyens : il y a des solutions bien distinctes pour ces deux approches). Il faut donc organiser un débat public à ces sujets car ils n'ont pas été traités par la convention citoyenne pour le climat en 2019.

Mais cette question importante, urgente et vitale est aussi l'occasion d'une transformation de la société démocratique : ce serait l'une des rares fois où la société civile organise la démocratie.

Vous vous proposez de renouveler la démocratie. En quoi notre démocratie actuelle, en France ou en Europe, est-elle à renouveler ? Quel est le constat que vous faites de son fonctionnement ?

Ce constat est présenté dans notre document fondateur :

- La déconnexion entre citoyens et des représentants est massive : en témoignent le mouvement des gilets jaunes ; Le dernier des sondages du Cevipof, en février 2023, donc avant l'usage du 49.3 sur les retraites, nous informe que 64% des Français pensent que la démocratie ne fonctionne pas bien, plus de 2 sur 3 ! De nombreux pays basculent dans des régimes illibéraux, comme en Hongrie, où l'observatoire international de la démocratie participative dénonce que des professeurs ont perdu leur emploi pour avoir manifesté contre le régime.
- Il y a de plus en plus de tension économique qui engendrent des tensions sociales, si le système politique ne sait pas les gérer par une démocratie qui rassemble, nous irons vers des régime autoritaire voire policier. **C'est ce que l'histoire nous enseigne, ouvrons les yeux !**
- La sociologie du parlement n'a aucun rapport avec celle du pays (quasiment pas d'ouvriers et d'employé alors qu'ils représentent presque la moitié de la population).
- L'efficacité de la politique publique est en question : au lieu d'une utilisation de l'intelligence collective et de capacité de co décision avec les populations, on assiste

1. escrd.org

2. lesdecarbonautes.fr

« le collectif des Décarbonautes visent à construire les conditions pour la mise en place d'une comptabilité carbone »



à un gouvernement d'experts et de l'entre soi.

- Le pouvoir des Lobbies et de l'argent se manifeste par des études qui informent scientifiquement les décideur alors que les associations ou acteurs neutres n'ont pas les moyens de présenter des études scientifique pour éclairer leur point de vue, et le décideur a besoin d'étude pour décider.
- Le modèle économique des médias (audimat et publicité) et le modèle financier (qui est propriétaire), engendre une course à l'audience et aux divertissements, nuit gravement à la qualité de l'information, voire à son honnêteté qui est cependant l'un des éléments clé d'une démocratie.
- L'incapacité à prendre des décisions à long terme, du fait des enjeux électoraux à très courts termes, rend impossible la résolution des problèmes de fond de notre époque.

Toutes ces raisons nous ont conduit à rédiger un Cahier de Charges³ pour le renouveau démocratique, qui a débouché sur la création d'un nouvel outil démocratique : « l'Assemblée de codécision », c'est une évolution conventions citoyennes. Et les résultats des expérimentations ont dépassé nos espérances !

« au lieu d'une utilisation de l'intelligence collective et de capacité de co décision avec les populations, on assiste à un gouvernement d'experts et de l'entre soi »

La déliquescence du système vous paraît-elle se situer uniquement au niveau des institutions politiques ? Ou plus largement dans une logique sociale plus large, c'est-à-dire au niveau local et du quotidien ?

- **Simplement au niveau du système représentatif (élections tous les 5 ans, sans retour ni contact avec les élus) ?**
- **Ou plus largement au niveau des citoyens, de leur « quotidien politique », de la vie de tous les jours, locale, avec toutes ses facettes ?**

Prenons des exemples concrets : au niveau des territoires, une démocratie impliquant les citoyens dans les décisions tout au long d'un mandat (cf l'exemple de Kingersheim dans ce N°) ou qui n'est qu'une élection tous les 5 ans sans autre participation à la vie locale) ?

Idem au niveau du travail et au sein des entreprises, de la relation avec les associations (de plus en plus contraintes par manque de ressources à la marchandisation de leur rapport aux citoyens), des rapports de la science et de la société...

Nous promovons une démocratie semi-directe qui prend

le meilleur de divers types de système ayant existé depuis la démocratie athénienne :

- Les représentants sont désignés par tirage au sort comme à Athènes (stochocratie)
- Une démocratie directe (système suisse)
- Le pouvoir est confié à des experts (technocratie)
- Démocratie représentative (les élus ont le pouvoir jusqu'aux prochaines élections)

Nous voulons intégrer chacune de ces formes dans les Assemblées de co-décision. Elles sont composées d'un panel de citoyens tirés au sort ; d'experts présents tout au long de la co construction ; et les élus qui, à la fin, co-décide avec les citoyens. Ceux sont en effet eux qui sont légalement responsables de ce qui est décidé - la dilution de responsabilité peu faire des ravages. La procédure de décision est présentée dans le document de la dernière référence.

Je reviens sur la dimension locale, sociale et quotidienne de la démocratie : sur les territoires par exemple, les populations peuvent-elles être à l'initiative de projets ? Sont-elles impliquées dans leur élaboration et dans les décisions à leur sujet ?

Sur l'implication des citoyens : bien sûr que c'est possible et à promouvoir ! Mais la démocratie représentative actuelle ne prend pas assez en compte les citoyens. Le parlement (dont l'idée date de deux siècles) est un goulot d'étranglement car il y a maintenant tellement plus de décisions à prendre et elles sont tellement plus complexes et techniques.

La conséquence est que le marché se développe dans tous les domaines, envahi tous les recoins de la vie sociale (exemple des relations amoureuses). Ce sont les marchés qui décident de notre avenir. L'exemple de l'IA est significatif : si ce qui est prévu se développe, ce sera la fin de l'humanité, car un système mille fois plus « intelligent » et puissant que l'humain pourrait le remplacer y compris dans des décisions. Et cela arrive car il y a un marché : ceux qui maîtrise l'IA gagneront (et la course des plus puissants et des Etats comme la Chine aux investissements dans l'IA le prouve). Ce n'est que si nous gagnons la bataille de la démocratie, que l'on peut gagner les autres batailles.

3. tinyurl.com/mphk5k6y

« La conséquence est que le marché se développe dans tous les domaines, envahi tous les recoins de la vie sociale [...] Ce sont les marchés qui décident de notre avenir »

« Dans les Conventions, sont retenus un petit nombre de personnes, un panel représentatif de la société, qui se forment en rencontrant des experts »

Mais sur le processus de démocratie permanente, avec implication des citoyens au long des projets, dont le bon exemple est fourni par Kingersheim par exemple (voir Grand Entretien de ce numéro d'Alters Média) ?

Nous sommes complémentaires de ces pionniers ! Nous nous centrons plutôt sur un outil pour les grandes décisions pour de plus grandes collectivités, car nous ne pouvons couvrir tout le spectre de la démocratie ; nous regardons à l'étendre aux plus petites échelles, avec des mini conventions. Les démarches de démocratie permanente pour des villes, comme à Kingersheim, c'est génial, ce sont des héros. De notre côté, nous nous adressons à des grandes collectivités pour décider ponctuellement sur les grands enjeux.

Vous évoquiez la puissance des marchés. Mais n'est-ce pas justement pour cela qu'il faut s'appuyer sur les citoyens eux-mêmes, pour contrer les marchés et leur toute puissance ? Sauver la démocratie en passant « par le bas », par la population ?

Bien sûr ! Mais comment sensibiliser la masse aux potentiels de la démocratie délibérative et à l'urgence démocratique ?

Par exemple, sur la question des Lobbies, on pourrait proposer qu'un élu ne puisse accepter l'étude financée par un lobby que si celui-ci finance une autre étude réalisée sous la direction d'une association reconnue d'intérêt générale, pour qu'il y ait une équivalence démocratique, un contre-pouvoir : l'élu a besoin d'informations fiable pour prendre ses décisions et s'il n'a qu'un son de cloche, cela l'influence énormément même si ses valeurs le porteraient volontiers ailleurs.

Le marché a permis de progrès sociaux formidables ; il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Mais il faut une démocratie saine pour le maîtriser !

La mise en mouvement des citoyens n'est pas un problème nouveau en démocratie : dans son livre célèbre « Le public et ses problèmes », John Dewey analyse les conditions pour faire naître « une volonté générale et une conscience sociale ». Bruno Latour précise : **« Sans connaissance par les citoyens du territoire où ils habitent et dont ils dépendent, de leurs véritables intérêts, de ce qui les menace, sans enquête de leur part leur permettant de passer du territoire où ils habitent au territoire dont ils vivent, comment espérer passer à l'action, trouver des prises pour celle-ci et avoir une conduite politique cohérente ? »** **« Nul autre que le citoyen n'est en mesure d'explorer et de décrire ce à quoi il est réellement attaché. Et c'est sans cette auto-description point de compréhension réelle du territoire vécu ».**

Comment faire face devant la puissance du marché ? Il ne s'agit pas de supprimer le marché, mais de s'appuyer sur les gens, de « partir du bas ». Qu'en penses-tu ?

Je suis en phase avec ces idées de Dewey et Latour : les Assemblées de co-décision vont dans ce sens, en s'appuyant sur la réalité. Dans les Assemblées comme dans les conventions citoyennes, sont retenues un petit nombre de personnes, un panel représentatif de la société, qui se forment en rencontrant des experts. Mais il serait irréaliste de penser que tout le monde peut se former sur tout. Comme dans les conventions, on travaille sur de nombreux sujets, on doit former des groupes plus spécialisés.

Mais il ne s'agit pas que de panel de représentants, mais de s'appuyer sur la connaissance par les citoyens de ce que sont leurs véritables intérêts, de ce qu'est leur territoire, autour de quoi ils peuvent s'impliquer aux mêmes. C'est à partir de là qu'ils pourront s'impliquer et que pourront se construire des actions et des Conventions.

Oui, et cela n'est possible que si le citoyen a la perception qu'il peut agir sur son territoire. Mais je prends l'exemple du climat : on constate que les gens ne sont pas prêts à accepter les décisions qu'il faudrait prendre pour protéger notre survie à horizon de 20 ans. Pourquoi ? Par ce que c'est angoissant, ça engendre un déni. Et dans mon cas, qui est loin d'être isolé, affronter la réalité a engendré une déprime écologique, nommée « solastalgie ». C'est dans le renouvellement de la démocratie que j'ai vu une possibilité pour l'humanité d'en sortir par le haut, je m'y suis dédié à 100%, ça m'a bien soigné ! D'autant qu'avec les convention citoyenne CRD de Clermont Ferrand et Rennes métropole (prototype pour expérimenter l'Assemblée de codécision) ou 100% des propositions ont été adoptées (et par presque la totalité des élus) on a ouvert une nouvelle voie pour la démocratie, ça fait du bien. Citoyen rejoignez l'association « Les Citoyen-ne-s pour le Renouvellement de la Démocratie » (Les CRD) !

□ Propos recueillis par Didier Raciné
Rédacteur en chef d'Alters Média
Mars 2023



© Juliette Bonnet-Byrne

Construction de l'imaginaire et transformation de la société

La fresque du bon gouvernement de Sienne

- JULIEN DOSSIER -

Où atterrir ? La question qui nous est posée se comprend autant sur un plan conceptuel (dans quel monde) et sur un plan visuel (à quoi ressemble-t-il ?). D'autres civilisations, confrontées à des phases de profonds bouleversements, d'inquiétudes, se sont posé cette question. Regarder vers le passé peut nous aider à répondre à ce questionnement sur notre avenir. C'est ce qu'a fait Julien Dossier, en s'inspirant de la fresque du Bon gouvernement de Lorenzetti peinte en 1338 au Palais municipal de la ville de Sienne.

Cette allégorie oppose deux visions du monde. Dans laquelle allons-nous atterrir ? Du bon ou du mauvais côté des effets du gouvernement ? Et quel gouvernement, au centre, façonnerons-nous ? Atterrirons-nous en démocratie, tyrannie ou dans une autre forme de gouvernement ?

Comment exploiter la richesse conceptuelle de cette composition ? Comment une œuvre conçue en 1338 peut-elle guider notre réflexion dans un contexte de mutations extrêmement rapides actuelles ? Comment l'intégrer à un projet de collecte et de coproduction des imaginaires, visant la reconstruction de nos pro-jets d'atterrissage ?



Julien Dossier

Auteur de « Renaissance Ecologique, 24 chantiers pour le monde de demain », Fondateur de Quattrolibri

Pouvez-vous nous présenter comment vous êtes arrivé à cette fresque du Bon gouvernement de Lorenzetti, comment vous l'analysez et vous l'utilisez ?

Je suis expert en neutralité carbone, thème que j'ai enseigné à HEC dans le cadre du Master « Sustainable and social Innovation » pendant 10 ans. J'ai co-écrit la stratégie de neutralité carbone de Paris et j'ai eu la charge de la programmation du Sommet mondial des villes durables. Or la question souvent posée dans ces pratiques est : à quoi ressemble une ville durable ? Nous sommes saturés de très mauvaises représentations (des tours en béton, des panneaux solaires, aucun signe de biodiversité ni de patrimoine, aucune interaction sociale...). Ces erreurs de représentations induisent des erreurs de conception, et

nous en payons les conséquences : chaos climatique, inégalités, perte de biodiversité...

Ce problème de la représentation n'est évidemment pas nouveau et je me suis tourné vers la fresque d'Ambrogio Lorenzetti, « Allégorie et effets du Bon et du Mauvais Gouvernement », peinte en 1338 au Palazzo Pubblico de Sienne.

J'y ai vu une représentation symbolique d'une société résiliente, de son écosystème vivrier et urbain, des liens profonds entre les infrastructures sociales, biologiques et minérales. À travers le détail de la composition, il faut en effet voir quelque chose de plus riche que le simple équilibre entre la « ville et la campagne ». Dans mon livre « Renaissance écologique, 24 chantiers pour le monde demain »¹, je présente la vision politique du gouvernement des Neuf² commandant cette fresque, c'est-à-dire leur intention de fournir aux habitants de Sienne une table d'orientation politique : « c'est à vous de vous s'engager et de choisir de faire advenir le monde que vous souhaitez : il vous faut pour cela faire un demi-tour sur vous-même, une révolution pour voir en face la sorte de trou noir qui absorbe toute l'énergie disponible, notre attention... ou d'entrevoir autre chose, un monde résilient, apaisé de gens qui se font confiance ». Ces fresques sont une carte mentale, et leur mise en scène place le spectateur dans l'obligation de se positionner pour répondre à la question « Où atterrir ? » posée par Bruno Latour. Où notre regard atterrit-il dans cette salle ? À quoi contribuons-nous, par l'attention que nous donnons, par notre choix de participer à tel ou tel pan de mur ? Quelle est notre place dans cette composition et quel rôle y jouons-nous ? Patrick Boucheron le dit très bien dans Conjurant la peur³ : « Ce qui fait le bon gouvernement n'est pas la sagesse des principes qui l'inspirent ou la vertu des hommes qui l'exercent. Mais ses effets concrets, visibles et tangibles sur la vie de chacun ». Louisa Meoni dans « Utopie et réalité » en fait aussi une lecture fonctionnelle. Alain Supiot, dans « La gouvernance par les nombres » présente les fresques du Bon gouvernement de Ambrogio Lorenzetti (Sienne, 1338) « comme deux scènes opposées d'un même théâtre politique. Alors que l'allégorie du

« J'y ai vu une représentation symbolique d'une société résiliente, de son écosystème vivrier et urbain, des liens profonds entre les infrastructures sociales, biologiques et minérales. »



« Ces fresques sont une carte mentale, et leur mise en scène place le spectateur dans l'obligation de se positionner pour répondre à la question « Où atterrir ? » posée par Bruno Latour. »

mauvais gouvernement est dominée par un acteur unique – le Tyran –, le Bon gouvernement se représente comme un équilibre entre une figure masculine du pouvoir politique et celle féminine de la justice. C'est sous cette double égide du pouvoir et de l'autorité que les honnêtes gens sont unis par la Concorde, (symbolisée par la corde qui les relie à ces deux figures) et pourront contribuer à la prospérité de la cité ».

Il poursuit : « L'un des traits les plus remarquables de la représentation collective, entendu dans le sens à la fois juridique et théâtral [et politique], est qu'elle institue, qu'elle fait naître à la vie juridique [et politique] la collectivité des gouvernés. »⁴

Pouvez-vous nous préciser comment lire cette fresque ?

Face à la fresque, dans la salle de la paix du siège du gouvernement de Sienne, nous devons choisir où porter notre regard, quelle posture adopter.

« Sur le mur Nord siègent les figures allégoriques du « Bon gouvernement ». À l'Ouest, une longue paroi étale sa réplique funeste, la cour des vices, et une cité en proie aux flammes de la haine sociale. À l'Est, au contraire, se déploie une peinture majestueuse de la ville en paix et de ses campagnes » (Patrick Boucheron).

Ces deux mondes, celui qui détruit et celui qui construit, mettent le visiteur en tension, elles nous font choisir notre camp. Cessons d'être fascinés par la destruction qui nous paralyse en nous en faisant les spectateurs des effets du mauvais gouvernement. Au contraire, devenons acteurs et rassemblons nos forces pour faire advenir l'alternative, les effets du bon gouvernement.

Cette allégorie a une portée universelle : elle nous permet de nous y situer, de nous y projeter, quels que soient notre âge, notre lieu de vie, notre mode de vie. La composition de cette allégorie forme une grille d'analyse, une matrice

de concepts, applicable à diverses civilisations (celle du blé, du maïs, du riz...), diverses époques et divers lieux. Ainsi, partout et à toute époque une civilisation conçoit et régit ses modes de transport, d'éducation, d'alimentation, de médiation, d'habitat, de production...

Vous avez cherché à utiliser les clés de la composition de la fresque par Lorenzetti, pour construire une approche pédagogique à utiliser à notre époque. Pouvez-vous nous présenter cette approche, et ses principales caractéristiques ?

Effectivement, pour reprendre de nos jours la formidable puissance de la Fresque de Lorenzetti, j'ai demandé à l'artiste Johann Bertrand d'Hy de dessiner une version contemporaine, calquée sur la fresque siennoise. J'ai guidé son pinceau en lui fournissant une table d'équivalence, sorte de pierre de Rosette, qui a décrit un équivalent contemporain pour chaque composante de la fresque. Les fonctions sont aux mêmes endroits, inchangées. Seules varient les représentations socio-techniques. Nous avons en outre repris les clés de la composition de Lorenzetti, et ses caractéristiques :

- **Réalisme** : tout existe dans la nouvelle fresque, chaque zone dessinée peut être reliée à une photo d'un objet, d'un lieu, ce qui confère à la fresque une fonction de synthèse de l'État de l'art socio-technique, comme l'avait fait Lorenzetti en son temps ;
- **Accessibilité** : on ne cache pas le sens des choses, mais on cherche au contraire à le rendre évident, univoque. Ainsi nous avons privilégié des images d'Épinal pour certaines scènes (le mariage par exemple) en assumant de ne pas en représenter la version la plus « woke » pour mieux la rendre reconnaissable, lisible. C'est dans la subtilité du groupe qui félicite les mariés que nous avons introduit d'autres représentations du couple.

1. Julien Dossier, Renaissance écologique. 24 chantiers pour le monde de demain, Actes Sud, 2019

2. Sienne était alors gouvernée par neuf citoyens renouvelés en un conseil de « gouverneurs et défenseurs de la commune et du peuple ».

3. Patrick Boucheron, Conjuré la peur. Sienne 1338, essai sur la force politique des images, Le Seuil, 2013

4. Alain Supiot, « La gouvernance par les nombres », Fayard/Pluriel, 2020, p. 52. Voir aussi : Quentin Skinner, L'artiste en philosophe politique, Ambrogio Lorenzetti et le bon gouvernement, Éditions Raison d'agir, 2003 ; Patrick Boucheron, Conjuré la peur. Sienne 1338, essai sur la force politique des images, Le Seuil, 2013

« Devenons acteurs et rassemblons nos forces pour faire advenir l'alternative, les effets du bon gouvernement. »

« Cette allégorie a une portée universelle : elle nous permet de nous y situer, de nous y projeter, quels que soient notre âge, notre lieu de vie, notre mode de vie. »

5. www.luxembourgtransition.lu
Quattrolibri a fait partie de l'équipe AREP.

• Créativité : la version contemporaine elle n'est qu'un plan, à nous d'écrire l'histoire qui va avec ! Elle n'est volontairement pas coloriée, pour mieux laisser libre cours à l'imagination de chacun, et susciter des traductions concrètes dans leur propre imaginaire. La fresque n'est pas une simple juxtaposition de fonctions posées les unes à côté des autres, comme peuvent l'être les présentations sérielles des 17 Objectifs du Développement Durable. La composition de la fresque guide notre regard d'une zone à l'autre, ce qui guide notre réflexion sur les liens de causalité, les liens d'association ou de continuité sémantique qui relient les composantes. Cette fresque aide à décrire ce dont je dépends, ce qui dépend de moi, ce que je veux faire vivre...

La fresque joue ainsi le rôle d'une table de billard pour rebondir d'un concept à l'autre. On peut associer par continuité, en pointillé, au sein d'un périmètre, par symétrie autour de l'axe central de la composition de très nombreuses relations : la forêt est à équidistance de la zone de construction par exemple. La gamme des registres d'interprétation est très large.

Ces parcours de lecture de la fresque ouvrent une source infinie de possibilités pour élaborer des trames narratives : la fresque permet de composer une vision systémique de la santé, de la justice, de la coopération, de la mobilité, de l'égalité femme-homme, de la biodiversité, de la sobriété, de la solidarité, de l'énergie, du cycle du carbone, de la stratégie d'une entreprise, de l'évolution sociotechnique depuis le néolithique jusqu'à l'époque moderne ou bien d'un territoire ou d'une filière ou encore de la comptabilité en triple capital !

Vous faites dialoguer les personnes entre elles à travers la fresque, pour leur permettre de construire des récits. Vous nous direz comment un peu plus tard, mais comment avez-vous construit cette nouvelle fresque pour faciliter les dialogues et la construction des récits adaptés à notre propre situation ?

Par la richesse des personnages, des lieux, des situations et des types de projets, j'ai fait en sorte que chacun puisse se reconnaître et se projeter !

J'ai pour cela élaboré quatre typologies :

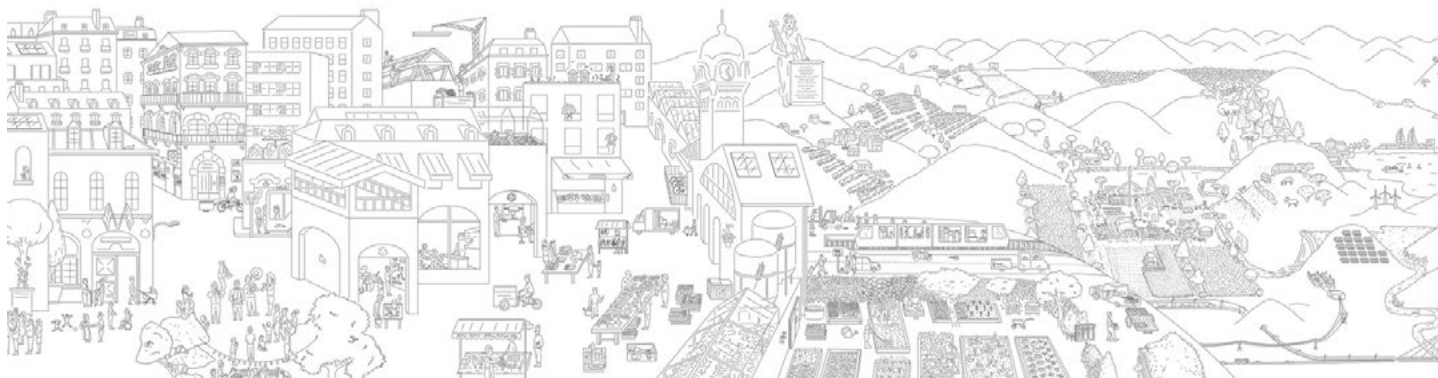
1. Les personnes présentées dans la fresque sont d'une très grande diversité (sociotypes), par leur âge, leurs fonctions et milieux socioprofessionnels, leur cercle familial, social... il y a une multiplicité de points « d'atterrissage » et les personnes peuvent se reconnaître. On peut se situer d'un coup d'œil. J'attache beaucoup d'importance à cette propriété de la fresque, qui lui confère une fonction inclusive : chacun y trouve sa place, chacun atterrit ainsi dans ce monde, qui devient proche, accessible, désirable, engageant.

2. La fresque est construite ainsi sur une diversité des lieux types (topotypes), précisant la diversité des habitats, des richesses des milieux, des facteurs géographiques. C'est, à l'usage, une propriété essentielle, qui permet de « baptiser » la fresque en nommant telle ou telle composante : le cours d'eau devient le Rhône, la Loire, la Seine ou le Rhin. Nous avons pu montrer, au Grand Duché du Luxembourg⁵, l'importance de proposer une double lecture d'un territoire en établissant une table de correspondance entre une cartographie géographique et une cartographie fonctionnelle du territoire. La fresque éclate ou rassemble des zones qui peuvent être proches ou éloignées du point de vue géographique, pour mieux les rendre lisibles du point de vue fonctionnel (le cycle alimentaire, de la fourche à la fourchette, par exemple).

Mais la fresque permet-elle une réelle ouverture sur des systèmes très différents géographiquement, techniquement, socialement ?

Oui, un ami béninois, a pu par exemple s'appuyer sur la fresque pour retracer sa propre trajectoire de vie, son village lacustre, sa famille élargie, l'école où il enseigne... Il décrit son économie locale à travers les systèmes de





Fresque imaginée par Julien Dossier et dessinée par Johann Bertrand d'Hy (Illustration Johann Bertrand d'Hy/Julien Dossier)

« La composition de cette allégorie forme une grille d'analyse, une matrice de concepts, applicable à diverses civilisations (celle du blé, du maïs, du riz...), diverses époques et divers lieux. »

« Cette fresque aide à décrire ce dont je dépends, ce qui dépend de moi, ce que je veux faire vivre... »

réparation (donnant ainsi un sens de la matière), le marché où les femmes vendent le poisson et achètent les légumes. Le moyen de transport collectif reliant la ville à son village s'opère en bus plutôt qu'avec un tram-fret comme dans la fresque, mais la fonction est identique. La proximité de la forêt et du lac lui a permis d'aborder les enjeux de gestion des ressources locales (pirogues en bois, habitats lacustres...). Il utilise aujourd'hui la fresque dans son école et me dit combien elle est propice à une transmission orale, dans sa langue, accessible à des élèves qui ne lisent pas encore.

3. Face à ces sociotypes et aux tophotypes, nous avons fait figurer des écotypes, précisant les divers types d'activités en rapport avec les divers milieux naturels ou urbains. Une lecture de la fresque de gauche à droite, en trois temps fait émerger trois grandes familles d'écotypes :

- Dans la partie gauche, les écotypes de l'infrastructure urbaine et sociale : la zone de l'atelier et des interactions sociales, avec la notion et pratiques de fraternité, de réciprocité de modération dans les moyens, du temps social,
- Au centre, on trouve l'infrastructure économique : l'extraction (le secteur primaire), la transformation (le secteur secondaire) et les échanges (le secteur tertiaire).
- À droite, l'infrastructure biologique (avec l'eau, le fleuve, et leurs divers usages), qui invite à réfléchir à la renaturation et au monde dit « sauvage », mais aussi aux conflits d'usage et aux stratégies permettant de maximiser le potentiel du rayonnement solaire sur une unité de sol : production de photosynthèse, de chaleur, d'énergie photoélectrique, de puissance éolienne... Si certains écotypes sont univoques (le boulanger, le commerçant, le livreur, la musicienne, l'enseignante, l'agricultrice...), d'autres ouvrent de nombreuses possibilités d'interprétation : la femme en fauteuil roulant est-elle le médecin ou le patient ?

Là encore, nous pouvons démultiplier les possibilités, en fonction des associations d'idées ou en fonction des parcours narratifs que nous construisons d'une zone à l'autre de la fresque. Nous avons par exemple conçu et formulé des écotypes complexes lors d'un atelier avec la Haute École de travailleurs sociaux de Sion, dans le Valais suisse. Chaque projet avait une dominante (une mission d'éducateur spécialisé par exemple), des attributs (le jardinage), des cibles (un public âgé), des territoires d'opération (la montagne)... le tout étant matérialisé sur

la fresque par le positionnement de numéros, formant ainsi une séquence narrative simple.

Peut-on traduire aussi des relations socio-économiques comme celle entre l'ouvrier et le patron ?

Dans toutes les relations sociales, nous n'avons pas souhaité opposer ou hiérarchiser des statuts sociaux, des relations de dominé à dominant. Nous avons privilégié la dynamique d'union des forces, telles qu'elles figurent dans la fresque de Lorenzetti : nous avons illustré les dépendances mutuelles, dans un esprit d'égalité de point de vue, sans position hiérarchique. La poignée de mains, entre un homme et une femme habillés très différemment l'un de l'autre cristallise cette intention.

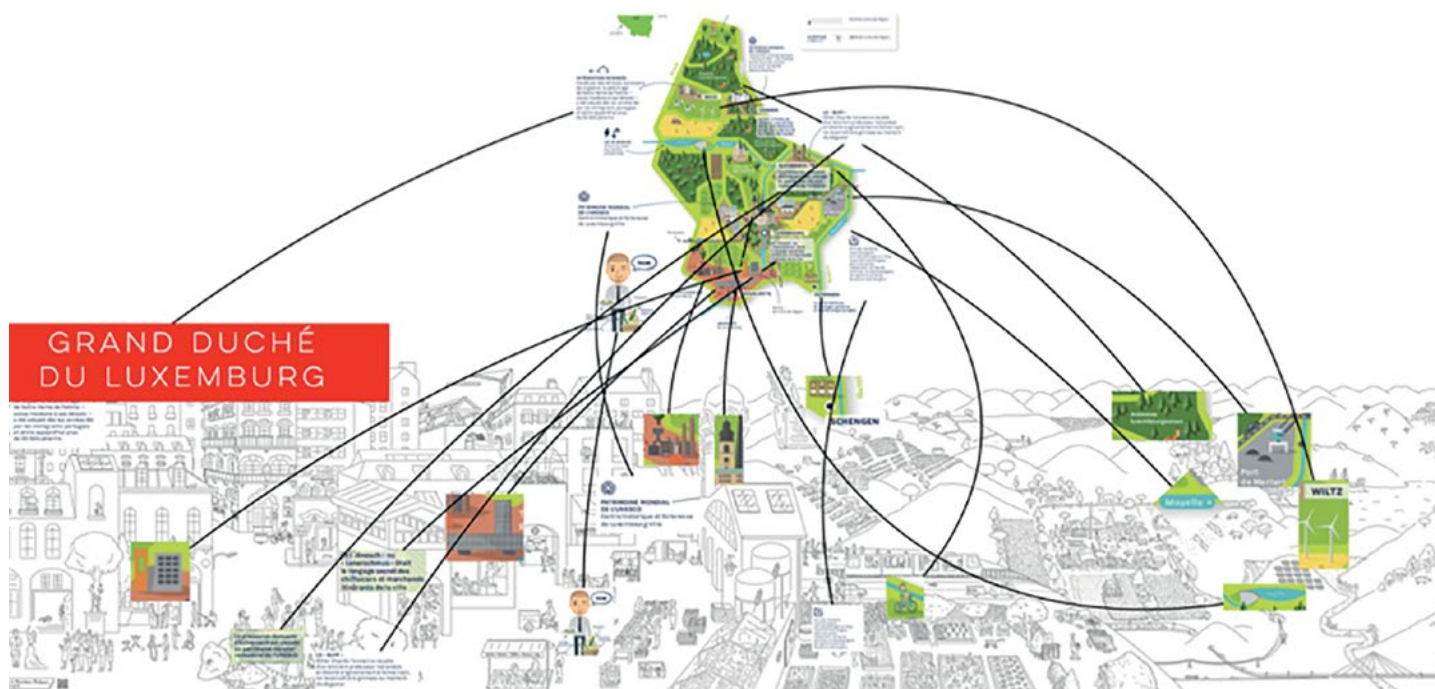
Comment sont alors représentés les récits qui émergent de ces échanges ?

Nous arrivons alors ici au quatrième type de relation possible à travers la fresque :

4. Le chrono type, qui permet l'interaction avec le réel. En lisant la fresque de bas en haut, nous pouvons distinguer plusieurs types d'interactions avec le réel. En bas, les projets sont simples et peuvent être démarrés et terminés en moins d'un an. Ces projets relèvent de notre libre arbitre, décrivent des facteurs structurants de la demande : quelle organisation familiale, quel cercle amical, quelles références culturelles, quelle alimentation, quels besoins de mobilité, quels loisirs... Le milieu de la fresque décrit le volet offre, en miroir de la demande : des projets qui nécessitent un temps de préparation (budget, autorisations) et qui pourront être menés à bien en moins de cinq ans. Nous maîtrisons les technologies et disposons d'un cadre légal adéquat. Nous bâtissons une infrastructure simple, pouvant être industrialisée : renouvelables, agroécologie, retrofitting de matériel et services de mobilité, commerces, petites unités de production...

Le haut de la fresque rassemble des projets du temps long, dont les résultats seront atteints de 5 à 10 ans) : par exemple, aménagement du territoire, l'évolution du cadre réglementaire, la rénovation des bâtiments, transformation des filières industrielles...

Cette grammaire, les sociotypes, tophotypes, écotypes, chronotypes nous outille pour apporter des réponses aussi



Articulation entre une représentation géographique et une représentation fonctionnelle du territoire – Luxembourg in Transition, 2021

« La fresque joue le rôle d’une table de billard pour rebondir d’un concept à l’autre. »

simples que complexes à la question « où atterrir ? ». La fresque permet ainsi d’élaborer des récits individuellement ou collectivement, dans des contextes très variés, sur trois niveaux ou registres de représentation :

- **Le niveau émotionnel à effet immédiat mais à impact long** : c’est une nouvelle façon de représenter le monde, de se représenter ses liens de dépendances et d’attachements avec lui. Ce niveau a l’immense avantage de la simplicité. – Où atterrir ? – Eh bien, là ! De nombreuses personnes nous ont dit avoir été apaisées par la découverte de cette fresque, d’y avoir puisé inspiration, espoir et énergie, heureux de sortir du marasme ou de l’éco-anxiété paralysante.

- **Le niveau d’apprentissage**, différent selon le contexte où il est effectué (un séminaire, un festival, une école maternelle, une grande école...). L’Association Renaissance Écologique et ses membres développent constamment de nouvelles méthodologies d’interaction et de pédagogie. Dans un cadre professionnel, nous avons pu illustrer les quatre scénarios du programme de prospective mené par l’ADEME, Transition(s) 2050⁶. C’est là une validation de la richesse de la composition, qui a pu illustrer un travail colossal de prospective et de modélisation. C’est

aussi une validation de sa plasticité, qui nous a permis de garder la même trame pour illustrer quatre visions du monde très divergentes.

- **Le niveau du Projet** : si la fresque est essentiellement un plan, notre urgence à agir nous invite à passer du plan aux réalisations concrètes en concevant des projets d’applications de la fresque. C’est ce qui est en cours de réalisation avec une mutuelle (Harmonie Mutuelle). Nous avons d’abord étudié et spatialisé les déterminants de Santé grâce à la fresque : facteurs permettant d’améliorer la qualité de l’eau, de l’air, des aliments, du travail, des relations sociales... Nous démarrons maintenant un programme d’innovations inspirées par la fresque pour bâtir l’infrastructure physique qui permet d’agir concrètement sur ces déterminants de santé : se nourrir autrement, se déplacer autrement, se connecter au vivant...

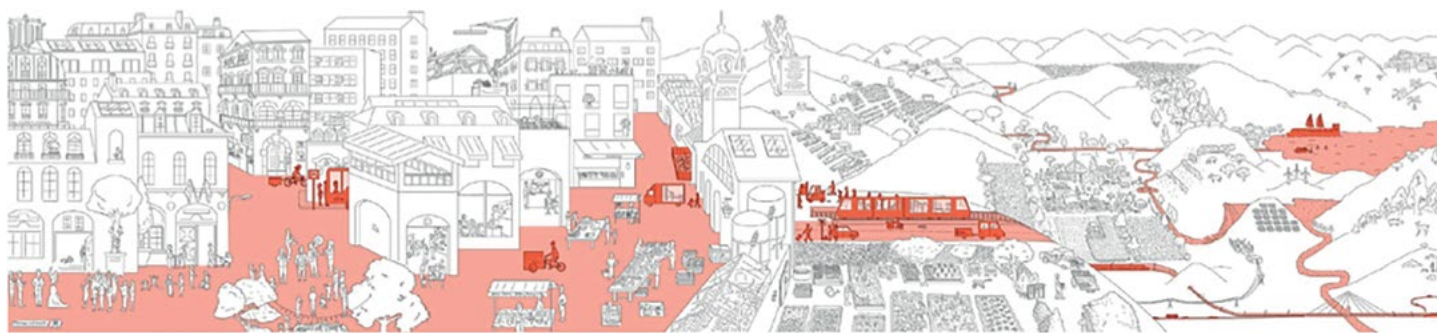
Ne craignez-vous pas des usages trop autoritaires, utilisateurs fermés de cette fresque (par exemple utilisé pour valoriser le projet de la Direction) ?

Nous n’avons pas été confrontés à ce type de difficultés.

6. www.Transitions2050.ademe.fr et www.renaissanceecologique.fr/pro

Articulation des sociotypes, écotypes, topotypes, chronotypes sur la fresque de la Renaissance Écologique

		Sociotypes	Écotypes	Topotypes
Chronotypes	5-10 ans	système de valeurs et structure patrimoniale	normes, modèles économiques et filières industrielles	régénération du vivant
	1-5 ans	usages liés aux bâtiments existants et aux services publics	métiers et filières d’approvisionnement en biens de consommation	aménagement du territoire
	0-1 an	rencontres fortuites, discussions, prises de conscience, émotions	achats du quotidien, notamment alimentaires	déplacements dans les infrastructures existantes



Modélisation des facteurs de demande et d'offre de mobilité – AREP, Quattrolibri, Taktyk, MobilHomme, Sorbonne Université, dans le cadre de Luxembourg in Transition, 2021

« Ces parcours de lecture de la fresque ouvrent une source infinie de possibilités pour élaborer des trames narratives. »

La fresque ouvre tellement de pistes d'interprétation qu'il me paraît difficile de trop enfermer les personnes dans des schémas écrits à l'avance. Il est ainsi difficile à un patron d'imposer à ses salariés de regarder la fresque en partant de tel point et en ne regardant pas tel autre point. Au contraire, les entreprises qui utilisent la fresque nous disent à la fois apprécier la possibilité de mettre en récit leur projet d'entreprise, qui devient facile à comprendre, mémoriser, narrer mais aussi apprécier la liberté d'entreprendre que la fresque confère aux salariés, fournisseurs ou clients : chacun pourra identifier son rôle, son levier d'action, sa contribution à la vision ainsi proposée. Face à un contexte d'urgence, la fresque apparaît ainsi comme un déclencheur d'initiative, une incitation à entreprendre, tout en fournissant un cadre pour relier, coordonner, combiner ces initiatives.

La fresque permet-elle d'introduire la notion majeure de limites aussi bien sociales qu'écologiques de la Terre (cf. la « théorie du Donut ») ?

Cette notion de limites est effectivement essentielle ! Les limites spatiales de la fresque induisent immédiatement les notions de frontières. Ce cadre rectangulaire nous

rappelle que nous sommes dans un monde fini !

La composition de la fresque permet quant à elle de définir des limites sociales, temporelles et environnementales. L'équilibre général entre la partie bâtie (« la ville ») et la partie non bâtie (maraîchère, forestière) montre bien l'importance de limiter l'artificialisation des sols : ce qui n'est pas bâti vaut autant que ce qui est bâti. L'un ne va pas sans l'autre. En outre, les éléments qui composent la fresque rappellent les chaînes de dépendance entre notions : par exemple, pour nourrir plus de monde il faut plus de sols, des moyens de transport et de stockage, plus d'énergie, d'humains... Plus la chaîne de dépendances est longue, plus elle sera complexe à piloter et mettre en œuvre, ce qui en limitera la portée ! Cet équilibre induit donc les notions de modération entre diverses quantités de matière, les notions de réparation, de répartition et d'économie circulaire et nous ramènent aux questions de limites et d'humilité si l'on veut réconcilier l'homme avec les limites planétaires :

C'est l'ensemble des composantes de la fresque qui conduisent à la sobriété, tant vantée !

▣ **Propos recueillis par Didier Raciné**
Rédacteur en chef d'Alters Média



Pratiques récréatives, territoires et société

La tragédie du non commun récréatif

- JEAN CORNELOUP -

Les pratiques récréatives (jeux, sports, loisirs de plein air) ont une dimension sociale et une dimension culturelle qui les inscrivent dans la société de leur époque. Elles ont aussi des impacts souvent très lourds sur la nature et la société : que l'on songe aux activités de ski et aux évolutions des conditions climatiques ! Valoriser les territoires dans des conditions nouvelles, c'est adapter ces pratiques pour réduire ces impacts. Cela exige, entre-autre, de comprendre les rapports de ces pratiques récréatives avec les formes culturelles : c'est l'analyse que propose Jean Corneloup.



Jean Corneloup
UMR PACTE, Grenoble

De toute part, monte en puissance la nécessité d'engager une transformation radicale de nos modes de vie et de tendre vers une sobriété énergétique et économique. Pour certains théoriciens, l'effondrement de notre système sociétal est proche, si nous ne transformons pas en profondeur nos pratiques de consommation et de production. Quelle considération faut-il porter aux pratiques récréatives, celles qui occupent une place considérable dans le temps libre actuel, à l'intérieur de ce grand chamboulement contemporain ?

Sans doute, faut-il noter que le secteur du tourisme et des pratiques de loisir est lui aussi impacté et concerné par cette transformation des usages récréatifs et de gestion des destinations de voyage. Nombreux sont les acteurs et les publics qui adoptent des comportements éco-responsables en réduisant les mobilités, privilégiant les courts-séjours et en s'orientant vers l'écotourisme et les slow pratiques. Tout un mouvement collectif s'active, engagé dans le développement durable avec

l'intention de participer à cet effort sociétal pour limiter la trop forte présence de l'anthropocène dans les pratiques du temps libre. Mais ces actions sont-elles si significatives que cela ? Observe-t-on fortement un changement des comportements

et des manières de faire aussi bien du côté des prestataires, des destinations touristiques et des voyageurs ? Même si l'inertie est le propre de tout système en mouvement avant de changer de trajectoire, nous faisons l'hypothèse que rien n'a véritablement changé dans le champ des pratiques récréatives, même si la crise de COVID laisse à penser qu'une transition est dans l'air du temps. Alors pourquoi ?

Les pratiques récréatives comme formes culturelles

Pour répondre à cette interrogation, le détour par la **théorie des formes culturelles** (Corneloup, 2022) s'impose. En effet, il ne sert à rien de changer les périphéries des pratiques modernes si le noyau central n'est pas impacté et concerné par ces modifications. Si nous suivons cette hypothèse, alors il devient nécessaire de comprendre que ce n'est pas la pratique qui permet de comprendre la dominante culturelle affectée, mais la forme culturelle qui marque de son empreinte les relations corporelles, esthétiques, sociales et symboliques avec les lieux de pratique. Nous pouvons dès lors identifier plusieurs macro-formes culturelles qui qualifient les relations aux activités :

La forme culturelle traditionnelle a été dominante jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle dans tous les villages de France et de Navarre. Les jeux traditionnels (lutte, danse, épervier, soule, jeux de force...) alimentaient les moments de divertissement dans les tavernes et lors des fêtes locales. La diversité culturelle, des règles souples, des liens forts avec l'agriculture et les modes de vie locales caractérisaient ces jeux...

Toute autre se qualifie **la forme culturelle moderne** qui sera dominante la plus grande partie du XX^{ème} siècle. Une logique républicaine s'impose pour organiser rationnellement et institutionnellement ces pratiques au sein des fédérations, des clubs et des organismes touristiques à l'image du Touring club de France. **Une forte symbolique hard se propage autour de trois figures de l'imaginaire (compétition, performance, épreuve)** en lien avec une

« nous faisons l'hypothèse que rien n'a véritablement changé dans le champ des pratiques récréatives »

« ce n'est pas la pratique qui permet de comprendre la dominante culturelle affectionnée, mais la forme culturelle qui marque de son empreinte les relations corporelles, esthétiques, sociales et symboliques »



symbolique plus soft, orientée vers la découverte, la contemplation et l'éducation aux curiosités à voir. Dans l'univers des sports de nature, que ce soit en mer ou en montagne, « devenir maître et possesseur de la nature » prévaut pour asseoir la domination des hommes sur la nature et des « bourgeois » sur les gens des vallées et des villages ordinaires. La ville domine la campagne, comme les hommes sur les femmes, la science sur les savoirs populaires ou encore le régime diurne des imaginaires sur le régime nocturne, suivant en cela la théorie de G. Durand (1969). La logique du centre devient le cadre de référence autour de la figure du chef, de l'institution, de la hiérarchie et d'une organisation verticale, pyramidale et descendante. Les pratiques récréatives n'échappent à ce cadre normatif, propre à la modernité.

Ce bel édifice a été fortement bousculé et recomposé avec l'arrivée de la société de consommation, du secteur tertiaire, de la nouvelle économie et l'amplification du temps libre. Même si la culture moderne continue son développement et sa présence dans la société contemporaine, les années 1960-2000 sont marquées par la place occupée par trois formes culturelles emblématiques de cette recomposition globale de la société.

« l'émergence de la culture libertaire qui veut s'affranchir de l'aliénation capitaliste, industrielle, sociale et politique »

Au cours des années 1960-70, la forme culturelle alternative et dissidente va s'opposer à la modernité via l'émergence de la culture libertaire qui veut s'affranchir de l'aliénation capitaliste, industrielle, sociale et politique. En référence à la contre-culture américaine, les beatniks, routards et soixante-huitards vont fabri-

quer un nouveau monde récréatif pour « libérer le corps », dans la continuité des imaginaires alternatifs, portés par Marcuse, Reich et Rubin. L'influence orientale et californienne s'observe par l'intention de se mettre à distance du catholicisme, de la morale bourgeoise et des formes

de vie sédentaire. Les communautés anarchiques investissent la ruralité pour élaborer un nouveau monde. Les sports de nature sont marqués fortement par ce mouvement avec l'arrivée du libre en escalade (fin du culte du sommet, de l'artificiel, de la dominante au club...), des courses nature ou sur route et des voyages initiatiques, bien loin du grand tour des élites bourgeoises du XIX^{ème} siècle en Europe.

« à partir des années 1980 [...] les pratiques récréatives deviennent ludiques, festives, orgiastiques, féminines et vertigineuses »

Si aujourd'hui, différents mouvements récréatifs continuent à dynamiser cette forme culturelle alternative et dissidente, il faut surtout identifier la montée en puissance à partir des années 1980 de la forme culturelle postmoderne. Celle-ci s'inscrit fortement dans une symbolique libertine dans l'intention de déconstruire les principes uniformes et binaires de la modernité. Dans la continuité des principes de la French theory (Lyotard, Derrida...), les pratiques récréatives deviennent ludiques, festives, orgiastiques, féminines et vertigineuses. Dans la mouvance de la libération sexuelle, musicale et artistique, une explosion des pratiques hédonistes se propage que ce soit en danse, dans les pratiques de la forme, dans les stations touristiques et dans les festivals lorsque la logique du flow, du spot et du « run » se diffuse. Une dynamique groupale se propage entre groupes de pairs qui affectionnent explorer ces confins de la modernité à la recherche d'extases multiples. Ce n'est plus la symbolique ascensionnelle et prométhéenne qui domine mais la symbolique du vertige, du spectacle et du fun, affectionnée par cette nouvelle jeunesse, qui s'affranchie des normes modernes. De partout, ces collectifs inventent le multiple vertigineux que ce soit en mer (planche à voile, surf, catamaran...), en montagne (free ride, free style, canyoning, parapente...) ou en ruralité (grimpe hédéo-sportive dans les falaises, petite randonnée (PR) de proximité, VTT en liberté...). Ce n'est plus l'esprit qui domine sur le corps, la technique sur la sensation, le travail sur le loisir, le progrès sur l'expérience, l'institution sur le groupe, mais l'inverse. Tout comme, il faudrait évoquer la transformation profonde du genre moderne, lorsque la courbe s'impose sur la ligne droite, la fluidité sur le frontal, la complexité gestuelle sur la dominante phallogratique.

À cette postmodernité culturelle à la recherche permanente de nouveaux territoires à déconstruire, se donne à voir un autre mouvement qui s'affirme fortement à partir des années 1990. Le culte de soi devient alors la nouvelle figure de l'individualité contemporaine, dans la continuité du nouvel esprit du capitalisme, lorsque chacun doit cultiver son excellence et sa capacité à être soi que ce soit au travail, en politique ou dans sa vie sentimentale et conjugale. Un entre-deux se diffuse entre soi et les autres pour composer un art de vivre et d'action possible,

« Ce n'est plus
l'esprit qui domine
sur le corps, la
technique sur
la sensation,
le travail sur le
loisir, le progrès
sur l'expérience,
l'institution sur
le groupe, mais
l'inverse »

« Le système
technicien et
commercial
amplifie le
narcissisme
de soi via la
montée en
puissance du
capitalisme
émotionnel [...] et des réseaux
sociaux »

que ce soit dans les groupes-projets au travail ou dans les sphères de l'intime et du domestique. Les nuances affectives et émotionnelles deviennent plus fortes lorsque s'affinent les identités multiples et l'intention d'accorder de la présence aux singularités personnelles. Le système technicien et commercial amplifie le narcissisme de soi via la montée en puissance du capitalisme émotionnel, du marketing comportemental et des réseaux sociaux. Dans le champ des pratiques récréatives, chacun veut avoir son « quart d'heure de célébrité » (Warhol), son programme et son tatouage personnalisés, son vélo « designé » et son séjour touristique clé en main. L'engouement pour le trail traduit ce goût personnel pour son excellence pour tous ceux à la recherche de la performance totale ; tandis que d'autres affectionnent le précieux contemporain dans les marinas, les hébergements insolites et les safaris exotiques entre amis ou en amoureux, à l'exemple du glamping dans les campings 4 ou 5 étoiles.

Les formes culturelles écomodernes

Cette course au toujours plus que ce soit dans les formes culturelles modernes, postmodernes et hypermodernes, pourrait continuer encore longtemps, si une fin de partie n'était pas en cours sous l'effet des multiples vulnérabilités sociales, écologiques, géo-politiques ou individuelles qui s'accumulent et se renforcent depuis les années 2000. D'où la montée en puissance de pratiques transitionnelles qui souhaitent remettre en cause la course folle d'un monde sans limite et s'ancrer dans le post-humain. D'une part, s'observe la montée en puissance de la forme culturelle écomoderne dans cette intention d'activer d'autres formes de vie collectives et écologiques. Différents mouvements éco-récréatifs sont en gestation de la part des écologiques engagés pour s'opposer à toutes les pratiques de destruction de la terre et du vivant ; une éco-science prend place dans l'étude des éco-socio-systèmes, comme invitation à complexifier la lecture des comportements et des pratiques des non-humains et de nos relations avec eux ; des travaux de recherche en écologie corporelle (Andrieu, 2017) analysent les pratiques d'immersion et de pleine conscience comme condition d'une transition corporelle ; un style écomoderne se propage de la part

de tous ceux qui souhaitent habiter différemment les villages et les quartiers ; des milieux récréa-entrepreneux se développent en ruralité de la part de collectifs d'individus qui souhaitent s'engager sur des projets alternatifs et éco-novateurs (service à la personne, high tech, agroécologie, workation...). Du côté des pratiques récréatives, on voit émerger des pratiques bio-régionales via les micro-aventure de proximité et les intentions de renforcer le bien vivre dans les lieux d'habitation ; tandis que d'autres s'embarquent dans des itinérances au long cours comme nouvelle façon de penser et de vivre leur mode d'existence. Des jeunes, des familles avec enfants en bas âge, des seniors, des femmes seules décident de se mettre en chemin pour deux mois, six mois ou deux ans pour explorer d'autres référentiels de vie. À distance de cette première transition radicale, une autre s'active de plus en plus du côté du transhumanisme récréatif dans cette intention de sortir des affres de la modernité via l'utopie techno-numérique. L'intelligence artificielle, les algorithmes, les autoroutes de l'informatique et les neurosciences explorent et activent la virtuelle galaxie que ce soit en économie, en domotique, dans la gestion des risques ou en marketing via le datamining. Dans le champ des pratiques récréatives, ce mouvement ne fait que s'amplifier en lien avec les applications touristiques en réalités augmentée et alternée. Les e-sports occupent de plus en plus de place dans les pratiques du temps libre. Demain, les avatars deviendront une réalité dans les métavers récréatifs, tout comme les exosquelettes pour explorer les nouvelles sphères de l'homme augmentée et des cyborgs à venir. La présence du post-humain récréatif émerge à partir du moment où ce ne sont plus les humains qui contrôlent le jeu mais les algorithmes qui définissent les programmes ludiques dans les mondes persistants. Les imaginaires de jeu sont de plus en plus sophistiqués pour élaborer des fictions mimétiques au sein desquelles le monde réel perd son attractivité et sa puissance de vie. Les dystopies virtuelles comme Ready Player One ou Hunger Games traduisent le futur déjà ancré dans le mode de vie des transhumanistes (libertariens, humanité +, extropiens).



« remettre en cause la course folle d'un monde sans limite [...] la montée en puissance de la forme culturelle écomoderne dans cette intention d'activer d'autres formes de vie collectives et écologiques »

« des territoires s'activent autour de projets culturels pour fabriquer leur monde récréatif et s'approprier leur espace public »

La tragédie du non commun récréatif

Cette tragédie se profile lorsque s'amplifient les distances entre les territoires de pratique et les formes culturelles transitionnelles. Comment éviter le passage idéologique entre l'anthropo- et l'éco-centrisme d'un côté, induisant l'inscription de l'humain comme vivant parmi les vivants ; et de l'autre côté, la prise de pouvoir du jeu par les algorithmes, limitant la présence de la paidia sur le ludus et le gaming (Triclot, 2011) ? Qui maîtrise la règle du jeu et la définition des interactions socio-écologiques acceptables et légitimes au sein des collectifs récréatifs ? À une époque marquée par une amplification des vulnérabilités écologiques, économiques, sociales et géo-politiques, la transition ne traduit pas le passage d'un monde à l'autre, **mais l'ancrage de la transition comme principe de fonctionnement des organisations**. Celle-ci signifie l'existence de transformations permanentes au sein des systèmes complexes. Pour limiter l'amplification des débordements, des flux et des hybridités, des aires transitionnelles se constituent pour qualifier les espaces coopératifs, engagés dans la fabrique de liens sociaux et la capacité à définir le contenu du monde récréatif désiré et choisi. C'est tout l'enjeu des tiers-lieux, des living labs et des guildes (communauté de joueurs dans les mondes virtuels) pour composer en commun la valeur socio-culturelle d'un lieu réel ou virtuel.

Sans capital culturel, la valeur des lieux n'existe pas sur un plan économique, social et politique. Mais quel capital culturel faut-il qualifier dans les années à venir ?

Les territoires récréatifs deviennent des opérateurs culturels pour composer leur propre milieu récréatif et réaliser un tissage relationnel (Ingold, 2013) entre les contributeurs présents dans l'intention de fabriquer la forme culturelle localisée et socialement partagé. Un milieu de vie (Descola, 2019) peut ainsi émerger, construit sur les interactions matérielles et immatérielles entre les humains et les non humains qui s'engagent dans la

réalisation de leur univers de sens. D'où la **fonction centrale occupée par l'espace public comme lieu où prend corps et racine cette production collective de ce milieu commun** en fonction de leur disposition à composer la micro-forme culturelle acceptable pour eux pour rendre les lieux habitables. Plus les gens sont reliés à cette forme, plus celle-ci devient active et engagée dans l'attachement à son contenu. Pour s'opposer à la banalisation des lieux modernes, post-modernes et hypermodernes ou à leur ancrage dans le post-humain radical, **la ruralité récréative peut constituer une utopie réaliste pour élaborer des aires transitionnelles**, conçues par les locaux à destination de tous ceux qui veulent élaborer des formes de vie transitionnelles.

Les travaux de recherche (Corneloup, 2022, 2023) que nous avons réalisés depuis de nombreuses années ont permis de rendre compte de la manière dont des ruralités récréatives se sont engagées dans la fabrique d'un milieu commun en mettant en place des laboratoires récréatifs. Que ce soit en France ou au Québec, dans l'Aveyron ou dans le Cantal, des territoires s'activent autour de projets culturels pour fabriquer leur monde récréatif et s'approprier leur espace public. La transition récréative est ainsi une invitation à qualifier les modes d'existence acceptables, au sein d'une société transitionnelle pour concevoir au sein d'aires transitionnelles, des moments d'embarquement dans des compositions artistiques, écologiques, esthétiques et spirituelles remarquables, collectivement élaborées. Mais rien ne va de soi, tant les résistances institutionnelles, économiques et humaines sont fortes pour ne pas s'engager dans cette utopie transmoderne. La tragédie du non-commun récréatif est en marche de la part de tous ceux qui préfèrent faire confiance au mirage de la modernité (Latour, 2017).

▣ **Propos recueillis par Didier Raciné**
Rédacteur en chef d'Alters Média



Bibliographie

Andrieu B. (2017), (2017a), *Se fondre dans la nature*, Montréal, Liber

Corneloup J. (2022), *La transition récréative*, PUR, Rouen

Corneloup J. (2023), *La montagne récréative, une transition en chemin*, PUG, Grenoble

Descola Ph. (2019), « Entretien avec Philippe Descola », dans P. Michon (dir.), *Les biens communs*, Rennes, PUR, p. 239-259.

Durand G. (1969), *Les structures anthropologiques de l'imaginaire*, Paris, Dunod.

Ingold T. (2013), *Marcher avec les dragons*. Bruxelles : Ed. Zones sensibles.

Latour B. ((2017), *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, Paris, La Découverte

Triclot M. (2011), *Philosophie des jeux vidéo*, Paris, Ed. Zones.

Un livre de Nicolas Imbert :
« Plaidoyer pour un monde durable »

Sachons ne pas opposer penser et agir !

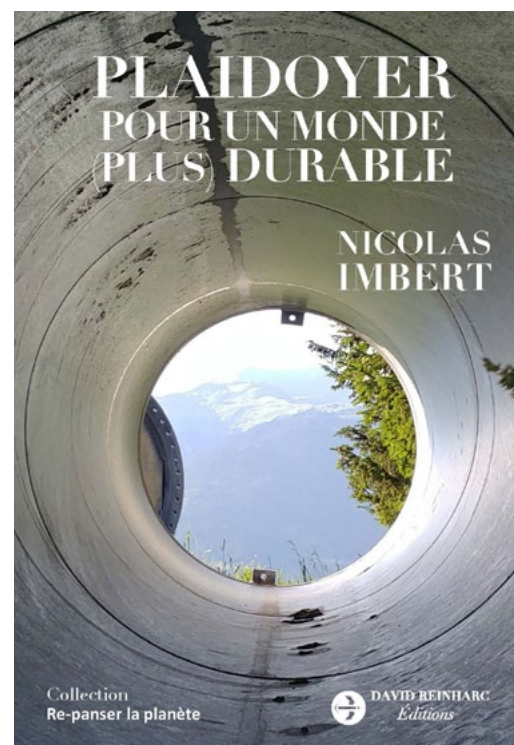
- NICOLAS IMBERT -

Dans la situation où l'on doit trouver, sans boussole, ni sans carte, une orientation pour agir face aux conséquences des destructions de la planète par l'humain, un appel à l'action comme le « Plaidoyer pour un monde durable » de Nicolas Imbert a de l'importance.

Mais ne faudrait-il pas aussi expliquer pourquoi cinquante ans d'appels à l'action n'ont pas suffi pour créer un mouvement massif face à ce danger majeur ? Et, sur cette base, définir une orientation nouvelle à ces actions ?

L'anthropocène, on le sait, est né des destructions imposées par l'homme à la planète. Cette situation n'a pas pour origine une querelle de générations, même si Nicolas Imbert a raison d'évoquer cet aspect. Mais il ne faut pas se tromper de diagnostic, cibler la vieille génération au risque de brouiller les cartes.

Le style et le ton de l'ouvrage, concret, direct est à l'image de l'action démultipliée qu'a développée l'auteur à la tête de la partie française de l'ONG Green Cross, fondée il y a 30 ans par Mikhaïl Gorbatchev. Il ouvre une nouvelle Collection « Re-p(e)anser la planète ». Un livre à lire et faire lire !



Nicolas Imbert

directeur exécutif
de Green Cross France
et Territoires

Green Cross fêtera en 2023 ses trente ans d'activité. Son fondateur, Mikhaïl Gorbatchev, est décédé le mois dernier. Peux-tu nous en résumer, dans ses grandes lignes, l'histoire et les axes de travail principaux ? Quelle est la stratégie de Green Cross France ?

Green Cross est une ONG d'un type assez particulier : elle est née au Sommet de la Terre à Rio en 1992, de la volonté de Mikhaïl Gorbatchev et Jacques Yves Cousteau qui y avaient été invités pour modérer les discussions. Ils ont considéré qu'en complément des actions des Etats, il fallait mobiliser la société civile autour de valeurs liées au Climat, identiques à celles de la Croix Rouge dans le domaine du social c'est-à-dire : neutralité par rapport

aux institutions, mise en place de réseaux d'acteurs diversifiés, de projets de terrain plus que d'idéologies, développement sur la base de ces projets de plaidoyers nationaux et internationaux. L'action se structure autour de cinq priorités :

- L'eau, les océans et les littoraux qui constituent un besoin vital et la première priorité à l'échelle de la journée,
- L'alimentation, l'agriculture et la pêche, respectueuses des écosystèmes, éléments structurants de la vie à l'échelle de la semaine,
- Les enjeux énergétiques et de sobriété énergétique en considérant les sources de production, les modes de consommation et les capacités de services énergétiques sous le régime des 4 D (décarbonés, diversifiés,

Je veux partir de la vie courante, comme piste pour trouver des solutions qui s'appuient sur cette vie du quotidien sur trois choses urgentes : l'alimentation, l'énergie et les modes de vie.



Nous sommes au tout début de la route et on n'a pas de carte !

déconcentrés, démocratiques),

- Passer d'une économie linéaire à une économie circulaire,
- Prévenir les conflits environnementaux pouvant naître autour des ressources minières dans les grands bassins stratégiques, en facilitant les résolutions pacifiques des enjeux inter étatiques sur ces questions.

Quand on voit la nature des dangers du monde actuel, on mesure le caractère visionnaire de ce programme : 30 ans après, cette feuille de route paraît toujours plus d'actualité ! Et on mesure aussi les résultats chiffrés de nos actions : 30 bureaux dans le monde, 400 permanents, 18 M€ de budget, de nombreux projets, un réseau de 20 000 personnes invitées ou confrontées à nos actions en France (200 000 dans le Monde). Un réseau constitué, mobilisé, mais des moyens qui restent limités face à l'urgence climatique que l'on vit.

Tu es le responsable de Green Cross France Et tu publies ces jours-ci un ouvrage important, « Plaidoyer pour un monde durable », qui est le premier ouvrage d'une collection que tu dirigeras « Re-p(e)anser la planète »

J'ai lu avec un grand intérêt cet ouvrage qui présente de façon précise, large et détaillée les thèmes de la grande transformation que la société mondiale, mais aussi en France, doit réaliser pour éviter les effondrements écologiques, climatiques de notre monde.

Il s'agit d'une approche large : les grands sujets abordés sont par exemple les questions de santé, d'alimentation et d'agriculture, des pollutions (des sols, de l'air, de l'eau), de l'énergie, de nos rapports au vivant, de la biodiversité, des questions d'adaptation, d'atténuation, de résilience face à ces mutations, de cohérence sociale... L'analyse est détaillée, précise et sans concessions. On ne peut qu'être d'accord avec beaucoup de ses propositions. Cela constitue un état des lieux des solutions disponibles qu'il est important de mettre en œuvre pour maintenir la planète habitable.

Quel sont, là aussi dans leurs grands traits, les intentions éditoriales, et du Plaidoyer et de la Collection ?

C'est un projet personnel qui veut casser les codes sur de nombreux champs de l'action, redire pourquoi nous sommes dans cette situation d'urgence, présenter une vision systémique et non un regard d'expert utilisant le petit bout de la lorgnette.

Je veux partir de la vie courante, comme piste pour trouver des solutions qui s'appuient sur cette vie du quotidien sur trois choses urgentes : l'alimentation, l'énergie et les modes de vie.

Les droits d'auteurs seront partagés entre Green Cross et moi, mais le livre reste un témoignage, un point de vue et une position personnelle, simple et à hauteur d'humain, de telle sorte que chacun puisse se faire ses propres idées, un ouvrage plus orienté sur l'action que sur le bla bla.

C'est cet esprit que nous voulons donner à la nouvelle collection « Re-p(e)anser la planète » que nous lançons : le titre est voulu et assumé, nous devons prendre soin de la planète, aider à sa régénération, pour léguer aux jeunes générations et aux générations futures une planète sur laquelle il fera bon vivre.

Ton ouvrage est un état des lieux des solutions disponibles, un plaidoyer pour l'action : cela est très utile, nécessaire.

Mais pourquoi ces appels ne fonctionnent pas vraiment ? Pourquoi n'y a-t-il pas d'implication massive des populations, absolument nécessaire pour imposer des mesures nécessaires aux milieux dirigeants, pour imposer qu'ils prennent réellement la mesure des enjeux ? Que faire d'autre ? Telles sont les questions de stratégie générale que nous aimerions discuter avec toi.

Nous arrivons au moment de l'interview de renverser la table ! Le sujet du climat est en effet trop sérieux pour n'être partagé qu'avec les seuls écologistes. Je ne me définis pas forcément comme écologiste : il faut concilier diverses approches, associer gestion des risques et construction de politiques territoriales, de santé, en matière d'alimentation, d'énergie... pour un futur durable. Nous sommes à un moment où nous devons faire le bilan

Il faut chercher le chemin et la première étape est la co construction démocratique et dans la transparence ; en faisant connaître les enjeux et des pistes de solutions.

de ce qui ne reviendra jamais (comme l'énergie facile) et sur les nouvelles raisons d'espérer ! Nous sommes au tout début de la route et on n'a pas de carte !

Je partage cette position : je constate avec toi que nous n'avons ni la carte, ni la mobilisation des personnes pour ouvrir le chemin d'une route longue et très complexe. C'est la question que pose Bruno Latour : « Où atterrir ? », c'est-à-dire qu'elle est la meilleure façon pour a) cartographier le territoire, identifier le chemin sur lequel nous devons nous engager et b) comment donner aux populations l'envie et les moyens s'y engager ? Car les deux questions sont tout à fait liées et les réponses ne peuvent venir que des citoyens : « Nul autre que le citoyen n'est en mesure d'explorer et de décrire ce à quoi il est réellement attaché. Et sans cette auto-description, point de compréhension réelle du territoire vécu » (Bruno Latour).

À ce jour, les personnes et leurs collectifs ne sont pas questionnés réellement sur ce qui c'est vital pour elles, et l'on ne cherche pas concrètement avec elles ce qui s'oppose à ces besoins vitaux, et comment y remédier. On se prive ainsi du moyen de les mettre en mouvement pour agir, pour co élaborer et co construire ce monde « où atterrir ? »

Qu'en penses-tu ?

N'est-ce pas dans la tête des personnes et des collectifs que se jouent les transformations ? N'est-ce pas en impliquant les personnes et les collectifs dans une co construction de ce qui est essentiel, voire vital pour eux, que l'on massifiera le mouvement social ? Que l'on permettra à tous ceux qui sont le plus impactés par la mutation de s'orienter et de récupérer leur puissance d'agir ?

Il faut chercher le chemin et la première étape est la co construction démocratique et dans la transparence ; en faisant connaître les enjeux et des pistes de solutions. Le mauvais navigateur dans ce cas regarde en arrière et veut répéter et refaire toujours les mêmes choses. Or, non ! Il faut regarder vers l'avant ! Il n'est pas admissible que lorsque la Convention Citoyenne pour le Climat émet 130 propositions fortes, seules 17 aient été retenues et en fait uniquement 5 mises en œuvre. Il n'est pas acceptable que l'on refuse d'instaurer le contrôle technique aux motos, envoyant ainsi un mauvais signal en matière de pollution et de sécurité, pour ne pas fâcher les motards ! Il n'est pas acceptable que la France ait choisi de subventionner le carburant face à l'augmentation des prix de l'essence (consécutive à la guerre d'agression russe en Ukraine), nous privant ainsi de toute évolution des comportements en matière de décarbonation, alors que l'Espagne (et partiellement l'Allemagne) a préféré rendre le train gratuit pendant 9 mois, facilitant durablement le report modal.

Je n'ai pas choisi de faire un livre moraliste, mais de montrer la réalité, de souligner que nous avons une falaise devant nous et qu'il faut affronter ce moment lucidement. Il y a un problème de construction des communs et l'écologie politique n'est pas au niveau des enjeux, les partis qu'ils se revendiquent ou non écologistes ne maîtrisent

pas encore ce qui permettrait de relever les défis qui sont devant nous !

Il y a quelques années, nous avions des penseurs qui parlaient de décroissance, de découplage, de lutte contre les phénomènes climatiques extrêmes... Actuellement, il y a absence de cap ! Les partis (y compris écologistes) ne maîtrisent pas l'économie des communs, on a une situation de dissensus au sein de la société, les projets des décideurs divergent de ceux de la base : ainsi, du fait du COVID, a-t-on assisté à un mouvement de population des villes vers les campagnes, renforçant les usages de l'automobile.

Comment obtenir l'adhésion massive des populations ? Je reviens sur cette question :

En proposant cette démarche, Bruno Latour, voulait renouveler dans les conditions de notre époque l'expérience des « Cahiers de doléances » de la révolution française. Le Collectif « Où atterrir ? » que soutient concrètement Alters Média, mène concrètement ce type de démarche sur plusieurs espaces.

Quelle stratégie adopter pour faire en sorte que les populations massivement s'impliquent dans le mouvement de transformation sociale que tu appelles de tes vœux ?

Il est en effet important de bien poser les problèmes : je rejoins la dynamique de co construction, telle que proposée par Latour. Elle est essentielle : la gauche, le monde libéral, mais aussi la droite nationaliste sur les questions de territoires, travaillent tous sur le long terme pour trouver des solutions.

L'angle du livre est d'impliquer les gens, mais la co construction est gangrenée par la présence de retraités qui ont autorité sur tout. Il faudrait une nouvelle forme de vote : donner aux personnes autant de voix qu'ils ont de dizaine d'années à vivre ! Cela permettrait de répondre à la situation de blocage, où la jeunesse ne se reconnaît plus du tout. Cette situation risque de provoquer des violences du fait de l'incompréhension des dirigeants, de l'acharnement dans l'inaction climatique et au bénéfice de quelques-uns.

Car nous constatons une fracture générationnelle, renforcée par le poids électoral des vieux qui, à la différence des jeunes, votent massivement. Il faut faire à ce sujet un profond aggiornamento et se dire les choses. La génération de 68 a pratiqué un triple hold up :

- Hold up générationnel : la génération d'après-guerre fait tout, par ces modes de capitalisation et de consommation, pour ne pas repartager le pouvoir, ni le faire circuler. Les écarts de revenus entre retraités et jeunes explosent (il fallait 10 ans de travail à l'ancienne génération pour avoir une maison ; de nos jours 30 ans).
- Hold up géographique : « En maintenant le reste du monde sous domination économique et idéologique, ils ont bâti, par leurs actions et leur mode de vie, un réseau d'esclavage moderne à leur service exclusif ».
- Hold up diplomatique : l'idéologie de croissance, l'absence de gestion qualitative de celle-ci, conduisent à développer un imaginaire du vivre ensemble (chacun son pavillon de banlieue, avec SUV, loisirs à la Disney...) qui

Nous cherchons à mettre en place des projets sur des territoires pilotes (et notamment en Nouvelle Calédonie) qui aident à construire la résilience écologique concrètement, à faire émerger des solutions correspondant à la situation

ne correspond absolument pas à ce qui serait résilient. La stabilité n'est plus assurée, on voit des scientifiques qui rentrent en rébellion, et qui ayant épuisé les possibilités de la discussion, prônent la désobéissance civile. La cohésion sociale n'est plus assurée et on entend le préfet de Police de Paris, le préfet Lallement, parler de « camp contre camp ».

Tu mets l'accent à de nombreuses reprises sur la dimension générationnelle de ce hold up. Je pense que c'est erroné, que ce n'est pas vraiment le cœur du problème, et que c'est se tromper de cible.

Ce qui est en cause c'est, selon moi, la recherche systématique de la productivité, de la performance, du profit qui est la cause de ces inégalités. Le productivisme, le consumérisme, la financiarisation de l'économie, la transformation de toutes les activités humaines en marchandise, l'absence de régulation qui permettrait réellement de maîtriser ces effets pervers ont conduit à cette situation de pré effondrement social et environnemental.

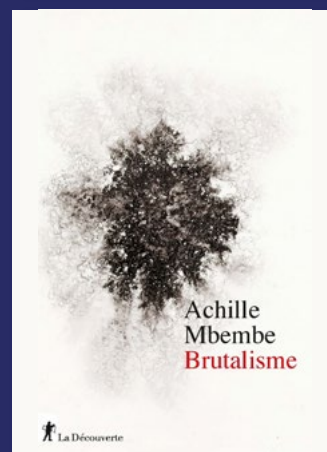
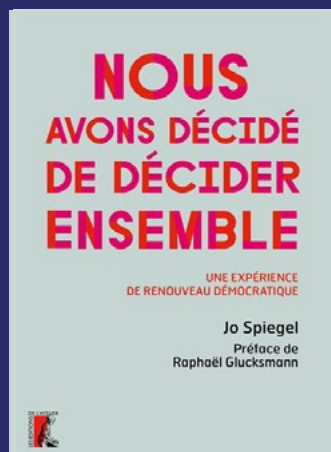
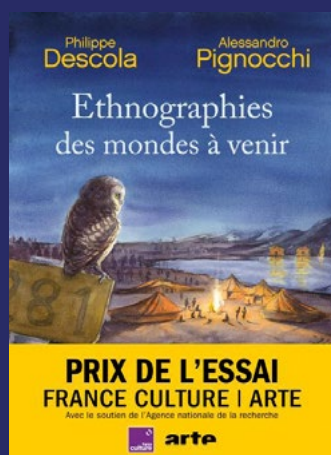
Cette évolution d'une société égoïste n'est pas mon propos. La cause de l'échec est cette génération qui conduit la société depuis une vingtaine d'année. Je plaide dans mon livre pour que soit laissé à la génération actuellement montante les leviers de la société, pour mettre en place d'autres priorités, d'autres choix structurants, un autre mode de rapport à la vie et notamment au travail. Orienter le combat pour construire une société alternative

ne peut aboutir : ces utopies seront toujours minoritaires. Nous cherchons à mettre en place des projets sur des territoires pilotes (et notamment en Nouvelle Calédonie) qui aident à construire la résilience écologique concrètement, à faire émerger des solutions correspondant à la situation, sans prétendre changer tous les problèmes du Monde. Je constate une évolution de la Doxa économique : dans les années 90 – 2000, les économistes construisaient des modèles basés sur des visions idéales sociétales et sociales. Actuellement les économistes sont plus axés sur les questions du partage de la rareté dans un monde fini, de la préservation de la vivabilité. Avec des personnalités aussi diverses que Bertrand Badré, Esther Duflo, Gaël Giraud, Pascal Petit, on voit émerger une économie de l'inclusion, de réponse aux urgences, qui passe par le retour en grâce de la gestion des communs. J'ai beaucoup de respect pour le travail de René Dumont, Bruno Latour, Henry David Thoreau, le Pape François et son encyclique Laudato Si, les éclairages du Dalai Lama et de Matthieu Ricard, mais également pour que l'on redécouvre Léo Lagrange, promoteur des réseaux de la jeunesse, des colonies de vacances, ainsi que Louis Guilloux qui avec la Maison du Peuple préfigurait une forme de société résiliente, sobre et heureuse. Je me suis beaucoup inspiré de divers penseurs. Mais j'ai voulu faire un livre en phase avec son temps, un livre court, à portée d'humain, pas un essai ni une thèse.

Propos recueillis par Didier Raciné
Rédacteur en chef d'Alters Média



Livres chaudement recommandés



A close-up portrait of a man with dark hair and a light beard, looking slightly to the right. The image is partially obscured by a large, semi-transparent red circle on the right side of the frame.

**Avançons
solidaires,
protégeons
chacun**

**Depuis 60 ans,
la Macif s'engage
à vos côtés**



Essentiel pour moi

Crédit photo : Oliver Rossi / Getty images

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4, rue de Pied-de-Fond 79000 Niort.